



2020-21

Budget des dépenses

VOLUME 1 Secrétariat du Conseil du Trésor



Secrétariat
du Conseil
du Trésor

Budget des dépenses **de la province de l'Ontario pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021**

VOLUME 1

**PROVINCE DE L'ONTARIO
BUDGET DES DÉPENSES 2020-2021**

Pour la version en ligne de ce document, visiter
<https://www.ontario.ca/fr/page/budget-des-depenses>

**PROVINCE OF ONTARIO
EXPENDITURE ESTIMATES 2020-2021**

For the online version of this document, visit
<https://www.ontario.ca/page/expenditure-estimates>

TABLE DES MATIÈRES

Section 1 : Introduction

Objet du Budget des dépenses	v
Format du Budget des dépenses	v
Conventions comptables régissant le Budget des dépenses	vi
Changements de la présentation et du contenu	vi
Termes et définitions utilisés	vi
Sources de renseignements complémentaires	viii

Section 2 : Ministères

Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	1
Procureur général	15
Bureau du Conseil des ministres	45
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	51
Collèges et Universités	71
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	83
Éducation	95
Énergie, Développement du Nord et Mines	113
Environnement, Protection de la nature et Parcs	139
Finances	161
Affaires francophones	187
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	191
Santé	223
Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture	255
Affaires autochtones	279
Infrastructure	283
Travail, Formation et Développement des compétences	295
Bureau du lieutenant-gouverneur	317
Soins de longue durée	321
Affaires municipales et Logement	327
Richesses naturelles et Forêts	343
Cabinet du premier ministre	365
Services aux aînés et Accessibilité	369
Solliciteur général	379
Transports	417
Secrétariat du Conseil du Trésor	445

Section 3 : Tableaux sommaires

Tableau 1 : Fonctionnement : Sommaire des totaux, y compris redressement de consolidation et autres redressements	472 - 473
Tableau 2 : Fonctionnement : État comparatif des totaux	474 - 475
Tableau 3 : Fonctionnement : Sommaire des totaux par catégorie de dépenses (charges)	476 - 477
Tableau 4 : Fonctionnement : Sommaire des totaux - Actif par catégorie	479
Tableau 5 : Immobilisations : Sommaire des totaux, y compris redressement de consolidation et autres redressements	480 - 481
Tableau 6 : Immobilisations : État comparatif des totaux	482 - 483
Tableau 7 : Immobilisations : Sommaire des totaux par catégorie de dépenses (charges)	484 - 485
Tableau 8 : Immobilisations : Sommaire des totaux - Actif par catégorie	486 - 487
Tableau 9 : Fonctionnement et immobilisations : Sommaire des totaux, y compris redressement de consolidation et autres redressements	488 - 489
Tableau 10 : Fonctionnement et immobilisations : État comparatif des totaux	490 - 491
Tableau 11 : Fonctionnement et immobilisations : Sommaire des totaux par catégorie de dépenses (charges)	492 - 493
Tableau 12 : Fonctionnement et immobilisations : Sommaire des totaux - Actif par catégorie	494 - 496

INTRODUCTION

Objet du Budget des dépenses

Le Budget des dépenses 2020-2021 présente en détail les prévisions de dépenses (fonctionnement et immobilisations) des ministères et des Bureaux de l'Assemblée législative pour l'exercice commençant le 1^{er} avril 2020. En déposant ce document, le gouvernement demande officiellement à l'Assemblée législative d'autoriser les montants demandés. Toutes les dépenses du Trésor ainsi que tous les éléments d'investissement et frais hors trésorerie comptabilisés par la province doivent être autorisés par voie de crédit en vertu de la *Loi de crédits* ou d'une autre loi.

Le Comité permanent des budgets des dépenses examine les budgets des dépenses de six à douze ministères ou bureaux. Dans la mesure où il est approuvé par l'Assemblée législative dans la *Loi de crédits*, le Budget des dépenses confère à chaque ministère l'autorisation d'engager les dépenses prévues.

Les crédits et postes figurant dans le Budget des dépenses fournissent à l'Assemblée législative le cadre nécessaire au contrôle des dépenses publiques. Ces dépenses doivent être compatibles avec l'objet de chaque crédit et poste, et elles ne peuvent dépasser les totaux votés sans autorisation supplémentaire de l'Assemblée législative.

Format du Budget des dépenses

Le Budget des dépenses de la province de l'Ontario est formé de plusieurs volumes ou publications distinctes :

Volume 1 : Le détail des prévisions de dépenses des ministères et des bureaux gouvernementaux pour l'exercice.

Volume 2 : Les prévisions de dépenses des Bureaux de l'Assemblée législative, c.-à-d., le Bureau de l'Assemblée, le Bureau du directeur général des élections, Ombudsman Ontario et le Bureau du vérificateur général.

Budget supplémentaire des dépenses : Lorsque le gouvernement doit obtenir l'autorisation de l'Assemblée législative pour engager des dépenses supplémentaires une fois le budget principal des dépenses déposé, il présente un budget supplémentaire des dépenses.

Le Budget des dépenses de chaque ministère ou bureau est réparti en plusieurs catégories : Charges de fonctionnement, Actif de fonctionnement, Charges d'immobilisations et Actif d'immobilisations. Les dépenses prévues figurant dans ces catégories sont à leur tour classifiées en Crédits, Postes, Catégories de dépenses et Crédits législatifs.

Les crédits correspondent aux programmes importants dont les ministères ont la responsabilité, et chacun porte un numéro distinct dans le Budget des dépenses. Les crédits sont subdivisés en postes pour distinguer les différentes fonctions (ou services) les unes des autres. Cette structure par crédits et par postes permet à l'Assemblée législative d'être plus précise lorsqu'elle affecte des fonds à certaines fonctions ou à certains services. Les postes peuvent au besoin être répartis en sous-postes pour apporter un complément d'information sur le programme ou la fonction.

Dans le Budget des dépenses, les crédits législatifs sont indiqués après le total des montants à voter dans les sections « Sommaire - Programme du ministère », « Sommaire - Crédit » et « Classification par catégorie de dépenses ». Ils représentent des paiements faisant l'objet d'une autorisation précise de l'Assemblée législative d'engager les dépenses prévues et n'ont pas à être autorisés dans la *Loi de crédits*.

À l'intérieur de chacun des postes et crédits législatifs, les dépenses sont présentées par catégorie : Traitements et salaires, Avantages sociaux, Transports et communications, Services, Fournitures et matériel, Paiements de transfert, Autres opérations, etc. (voir la rubrique « Termes et définitions utilisés » ci-après).

La section détaillée du Budget des dépenses consacrée à chaque ministère commence par un tableau intitulé « Sommaire - Programme du ministère » qui donne un aperçu des prévisions de dépenses du ministère, énumère tous les crédits et programmes et le total à voter, ainsi que les crédits législatifs, les redressements de consolidation et autres redressements. Le « Sommaire - Programme du ministère » est suivi d'un tableau intitulé « Sommaire - Crédit » qui présente chaque crédit et énumère chaque poste et crédit législatif à l'intérieur de ce crédit. La liste des crédits-postes est à son tour suivie d'une ventilation de chaque crédit-poste et crédit législatif par catégorie de dépenses.

Les prévisions de dépenses et les chiffres réels des exercices précédents sont fournis, aux fins de comparaison, dans les pages « Sommaire - Programme du ministère » et « Sommaire - Crédit ». Ces montants ont été retraités pour faciliter la comparaison lorsqu'il y a eu des réorganisations et des transferts fonctionnels, le dépôt d'un budget supplémentaire des dépenses ou des modifications comptables. Un résumé des données publiées antérieurement qui ont subi un retraitement est présenté dans un tableau distinct à la fin de la rubrique consacrée à chaque ministère.

Les redressements de consolidation et autres redressements sont fournis à la page « Sommaire - Programme du ministère », lorsqu'il y a lieu. La consolidation regroupe les postes des ministères et ceux d'autres institutions gouvernementales, c.-à-d. les organismes, conseils et commissions. Ces redressements font le rapprochement entre les demandes de crédits des ministères indiquées dans le Budget des dépenses et les affectations des dépenses annuelles sur une base consolidée. Le total définitif, qui comprend les charges de fonctionnement, les charges d'immobilisations, les crédits législatifs, les redressements de consolidation et autres redressements, résume les dépenses totales du ministère (à l'exclusion de l'actif). En l'absence d'un budget de 2020, le total des charges consolidées indiqué pour les ministères dans le Budget des dépenses fera l'objet d'un rapprochement avec le total des charges présenté dans la *Mise à jour économique et financière de mars 2020*.

Les rubriques consacrées aux ministères sont suivies de douze tableaux sommaires présentant les totaux de tous les ministères dans les catégories suivantes : fonctionnement, immobilisations et total du fonctionnement et des immobilisations.

Conventions comptables régissant le Budget des dépenses

Le Budget des dépenses est préparé selon une méthode de comptabilité d'exercice conforme aux budgets, aux Comptes publics et autres publications de la province.

Changements de la présentation et du contenu

Le contenu du Budget des dépenses 2020-2021 reflète les prévisions des dépenses présentées dans la *Mise à jour économique et financière de mars 2020*, publiée le 25 mars 2020. Le cas échéant, les autorisations de dépenses supplémentaires, en particulier celles visant à intervenir face à la pandémie du nouveau coronavirus (la COVID-19) et à soutenir l'engagement du gouvernement de protéger la santé publique et soutenir les gens et les emplois, seront indiquées dans les annexes des Documents d'information sur le budget des dépenses des ministères. La communication des décisions entre le 26 mars 2020 et la date de présentation du Budget des dépenses permettra au Comité permanent des budgets des dépenses d'examiner les prévisions des dépenses actualisées du gouvernement au moment de la présentation du Budget des dépenses.

La présentation et le format n'ont subi aucun changement pour 2020-2021.

La présentation visuelle de la page de couverture du Budget des dépenses est semblable à celle de la *Mise à jour économique et financière de mars 2020*, ce qui montre clairement que ces deux documents sont des volets d'un même processus et continuum de rapport financier.

Termes et définitions utilisés

Mandats spéciaux

Si l'Assemblée législative n'est pas en session et des dépenses sont requises sans avoir été autorisées par une loi portant affectation anticipée de crédits ou par une loi de crédits, des mandats spéciaux peuvent être délivrés pour autoriser ces dépenses.

Recouvrement des coûts

Lorsqu'on s'attend à ce que le recouvrement des coûts d'un poste soit égal ou supérieur aux dépenses, le solde est indiqué par un montant nominal de 1 000 \$.

Catégories de dépenses

Les prévisions des dépenses pour l'exercice 2020-2021 sont présentées par poste dans la rubrique « Catégories de dépenses ». Les descriptions des catégories de dépenses qui suivent sont fournies à titre indicatif et ne sont pas exhaustives.

Traitements et salaires

Cette catégorie comprend les traitements et salaires, les heures supplémentaires et autres montants versés au personnel permanent, stagiaire, non classifié et autre à titre de rémunération, les frais de personnel temporaire, les indemnités versées aux députés de l'Assemblée législative et les indemnités spéciales versées aux employés.

Avantages sociaux

Cette catégorie comprend les cotisations versées par le gouvernement, à titre d'employeur, au Régime de pensions du Canada, au Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario, au Régime de retraite des fonctionnaires, à l'assurance-emploi, à la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et à divers autres régimes d'avantages sociaux des employés.

Transports et communications

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des fonctionnaires en service commandé et des bénéficiaires de prestations gouvernementales, tels que les pupilles de la province, les coûts de réinstallation d'employés mutés ou recrutés, les frais de déménagement de mobilier et de matériel de bureau, les coûts de transport de marchandises (autres que pour la livraison initiale), les frais d'acheminement du courrier (p. ex., affranchissement et courrier recommandé) et les frais de communication (p. ex., téléphone et transmission de données).

Services

Cette catégorie comprend, notamment, les services suivants : publicité et communications assurées par des agences privées et campagnes publicitaires confiées directement aux médias; location et achat de services indépendants de réparation et d'entretien des machines, du matériel, des bâtiments, des terrains et des infrastructures; services de traitement des données; primes d'assurances; autres services professionnels et spéciaux.

Fournitures et matériel

Cette catégorie comprend l'achat des machines et du matériel dont les coûts ne sont pas immobilisés, ainsi que des matériaux, des fournitures et des services publics.

Paielements de transfert

Cette catégorie comprend les transferts de droit, les ententes relatives aux frais partagés et les autres transferts à des particuliers, des organisations et d'autres administrations.

Autres opérations

Cette catégorie comprend certaines opérations particulières, telles que les bonifications d'intérêts et les subsides, les garanties honorées, les pertes sur prêts, les subventions remboursables et une provision pour pertes sur l'aliénation des immobilisations.

L'actif correspond aux comptes de bilan qui doivent faire l'objet d'un crédit dans le Budget des dépenses. Il existe plusieurs catégories d'actif :

Dépôts et charges payées d'avance

Cette catégorie comprend les paiements versés avant d'avoir reçu les produits ou services achetés, ou versés d'avance au fournisseur; selon le cas, ces paiements seront inscrits dans une catégorie de dépenses relevant de l'actif ou ne faisant pas partie de l'actif au cours d'un prochain exercice.

Avances et montants récupérables

Cette catégorie comprend les montants excédentaires versés pendant l'exercice considéré à des bénéficiaires de paiements de transfert, montants qui seront remboursés à la province au cours d'un prochain exercice.

Prêts et investissements

Cette catégorie comprend les paiements versés à des débiteurs en vertu de contrats de prêt et d'investissements dans les actions de sociétés de la Couronne ou d'autres entités comptables.

Inventaire détenu à des fins de revente

Actif qui n'est pas en service et qui est détenu en vue de son aliénation.

Terrains

Cette catégorie comprend les terrains achetés ou acquis comme terrains à bâtir ou pour leur utilisation, leur préservation, l'aménagement de parcs et d'aires de loisir, l'infrastructure et d'autres usages dans le cadre des programmes.

Immeubles

Cette catégorie comprend les vastes et complexes tours de bureaux de grande hauteur, les immeubles à destination particulière comme les prisons et les tribunaux, ainsi que les structures simples comme les dômes de sel et les remises à outils. Elle englobe également toute construction rendue nécessaire par les fonctions opérationnelles des occupants ou pour des besoins esthétiques au-delà du budget prévu dans l'enveloppe de base affectée aux locaux (que le gouvernement en soit propriétaire ou qu'il les loue).

Infrastructure des transports

Cette catégorie englobe un réseau complexe de routes, de ponts et d'ouvrages et d'installations connexes. Elle peut comprendre les traitements et salaires ainsi que les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction de ces immobilisations.

Améliorations locatives

Cette catégorie comprend les améliorations ou mises à niveau importantes de locaux loués, p. ex., la mise à niveau des circuits électriques pour répondre aux besoins des systèmes de TI.

Barrages et ouvrages d'art

Cette catégorie comprend des infrastructures d'envergure qui ne relèvent pas d'une autre catégorie; par exemple, les réseaux d'approvisionnement en eau, d'égouts et de distribution électrique, les plates-formes d'hélicoptère et les systèmes de ravitaillement, les étangs de stockage, les systèmes d'alimentation, les tours faisant partie l'équipement de communications mobile du gouvernement et les structures du même genre.

Machines et équipement

Cette catégorie comprend des articles comme le mobilier de bureau, les installations et les appareils, le matériel hospitalier et de laboratoire ainsi que les machines et l'équipement de bureau.

Matériel de technologie de l'information

Cette catégorie englobe les réseaux physiques de transmission vocale et de données, les plates-formes, les appareils sans fil, les réseaux et les points d'accès, les macro-ordinateurs et les ordinateurs personnels, les serveurs et les dépôts de données, l'équipement de communications mobile du gouvernement de même que les systèmes d'exploitation et les logiciels s'y rattachant.

Logiciels d'application de gestion

Cette catégorie englobe les éléments logiciels qui automatisent et optimisent les fonctions opérationnelles, les processus, les tâches et les activités. Elle peut comprendre les traitements et salaires ainsi que les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction de ces immobilisations.

Parc automobile et flotte de bateaux

Cette catégorie comprend les véhicules automobiles immatriculés qui appartiennent aux ministères : les voitures de tourisme, les véhicules utilitaires moyens et lourds et d'autres véhicules spéciaux. Elle englobe également les traversiers et les bateaux de taille moyenne ou grande.

Avions

Cette catégorie englobe les aéronefs à voilure tournante et à voilure fixe.

Investissements dans des immobilisations corporelles

Cette catégorie permet le financement des coûts directs relatifs à la construction ou l'acquisition de biens matériels.

Crédits législatifs

Ils représentent des paiements autorisés par un texte législatif précis et ne sont pas prévus dans la *Loi de crédits*. Les crédits législatifs figurent dans le Budget des dépenses aux fins d'information et ne sont pas votés par l'Assemblée législative. Les montants requis pour les crédits législatifs sont inscrits séparément, s'il y a lieu, dans la rubrique « Classification par catégorie de dépenses » associée à chaque poste.

Sources de renseignements complémentaires :Comptes publics

Les Comptes publics comportent trois (3) volumes contenant les annexes pertinentes au Trésor, les états des ministères présentant leurs charges réelles, les états financiers des principaux conseils, commissions et sociétés de la Couronne, et des renseignements détaillés sur les paiements versés, à partir du Trésor, par les ministères aux vendeurs et aux bénéficiaires de paiements de transfert.

<https://www.ontario.ca/fr/page/les-comptes-publics-de-lontario-2018-19>

Document d'information sur le budget des dépenses

Les ministères publient chaque année ce document après le dépôt du Budget de l'Ontario et la publication du Budget des dépenses. Le Document d'information sur le budget des dépenses décrit les réalisations du ministère en question au cours du dernier exercice, ce qu'il envisage de faire pour l'exercice à venir, les objectifs qu'il s'est fixés et la méthode prévue pour mesurer les résultats. Le Comité permanent des budgets des dépenses se sert de ces documents pour demander aux ministères de justifier leur budget. Pour renforcer la communication de l'information au Comité permanent des budgets des dépenses, les Documents d'information sur le budget des dépenses comprendront cette année une annexe indiquant les autorisations accordées entre le 26 mars 2020 et la date de présentation du Budget des dépenses qui ne sont pas incluses au Volume 1 du Budget des dépenses 2020-2021.

Budget de l'Ontario et Mise à jour économique et financière de mars 2020

Il est prévu que le gouvernement de l'Ontario présente chaque année un budget énonçant les priorités du gouvernement et renfermant les prévisions de revenus et de charges pour l'exercice visé par le budget et pour un minimum de deux exercices supplémentaires. La *Loi de 2019 sur la viabilité, la transparence et la responsabilité financières* exige que le gouvernement publie son budget annuel au plus tard le 31 mars, à l'exception des années qui suivront une élection générale. Si le budget n'est pas présenté à la date ainsi fixée, le ministère des Finances doit publier au plus tard à cette même date une déclaration indiquant la raison pour laquelle l'échéance n'a pas été respectée. En réaction à la pandémie de COVID-19, la *Mise à jour économique et financière de mars 2020* a été présentée, et il a été annoncé que le budget de 2020 serait présenté d'ici le 15 novembre 2020.

<https://budget.ontario.ca/fr/2020/marchupdate/contents.html>

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales a pour mission de favoriser la croissance économique des régions rurales de l'Ontario et du secteur agroalimentaire. Pour ce faire, le ministère stimule et soutient le développement économique, la recherche, le transfert des connaissances et l'innovation, fournit des services d'assurance et de supervision du système agroalimentaire et protège la capacité de production de nos ressources naturelles. Ces activités ont pour but de renforcer des collectivités rurales et urbaines qui alimentent de bons emplois, attirent les investissements et contribuent à la réussite économique de l'Ontario.

**SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)**

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
101	Programme d'administration du ministère	22 623 900	22 589 900	34 000	24 836 853
107	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	77 308 100	79 515 200	(2 207 100)	73 403 438
108	Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	418 440 900	435 346 900	(16 906 000)	462 773 519
109	Élaboration des politiques	16 379 600	17 634 400	(1 254 800)	16 983 530
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		534 752 500	555 086 400	(20 333 900)	577 997 340
	Crédits législatifs	1 097 187	1 081 014	16 173	3 238 858
	Total du ministère - Charges de fonctionnement	535 849 687	556 167 414	(20 317 727)	581 236 198
	Redressement de consolidation - Agricorp	128 573 400	131 314 000	(2 740 600)	139 025 582
	Redressement de consolidation - Institut de recherche agricole de l'Ontario (IRAO)	6 792 000	6 833 000	(41 000)	6 202 234
	Redressement de consolidation - Commission des courses de l'Ontario	-	-	-	834
	Redressement de consolidation - collèges	-	-	-	(12 750)
	Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(919 400)	(9 806 700)	8 887 300	(9 273 768)
	Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	-	-	-	(96 569)
	Redressement des charges de fonctionnement - Reclassement lié au compte de liquidation du programme de plafonnement et d'échange	-	-	-	1 269 293
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		670 295 687	684 507 714	(14 212 027)	718 351 054

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
101	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
107	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	5 000 000	9 000 000	(4 000 000)	1 889 100
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		5 001 000	9 001 000	(4 000 000)	1 889 100
Total du ministère - Actifs de fonctionnement		5 001 000	9 001 000	(4 000 000)	1 889 100
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
108	Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	121 500 000	196 025 200	(74 525 200)	208 389 001
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		121 500 000	196 025 200	(74 525 200)	208 389 001
Total du ministère - Charges d'immobilisations		121 500 000	196 025 200	(74 525 200)	208 389 001
Redressement de consolidation - Agricorp		1 505 800	676 000	829 800	505 197
Redressement de consolidation - Institut de recherche agricole de l'Ontario (IRAO)		(4 920 600)	(4 008 300)	(912 300)	(8 751 553)
Redressement de consolidation - collèges		-	-	-	(9 123 304)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général		-	-	-	(53 590)
Redressement des charges d'immobilisations - Reclassement lié au Fonds Trillium		-	-	-	156 045 314
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		118 085 200	192 692 900	(74 607 700)	347 011 065
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)		788 380 887	877 200 614	(88 819 727)	1 065 362 119

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 101

Le Programme d'administration assume le leadership de la gestion stratégique et fournit des conseils, des avis juridiques, des services de communication et des services administratifs à l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	22 623 900	22 589 900	34 000	24 836 853
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	22 623 900	22 589 900	34 000	24 836 853
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346	16 173	16 173	16 667
	Total - Crédits législatifs	80 187	64 014	16 173	65 968
	Total - Charges de fonctionnement	22 704 087	22 653 914	50 173	24 902 821
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	Débiteurs	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 101, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
101-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		13 149 100
	Avantages sociaux		2 376 800
	Transports et communications		636 000
	Services		5 709 500
	Fournitures et matériel		752 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement		22 623 900
	Sous-postes :		
	Bureau principal		
	Traitements et salaires	2 187 000	
	Avantages sociaux	294 200	
	Transports et communications	116 900	
	Services	172 900	
	Fournitures et matériel	125 100	2 896 100
	Services opérationnels		
	Traitements et salaires	2 532 500	
	Avantages sociaux	364 700	
	Transports et communications	302 700	
	Services	1 941 800	
	Fournitures et matériel	257 000	5 398 700
	Planification des activités et services financiers		
	Traitements et salaires	3 222 400	
	Avantages sociaux	487 800	
	Transports et communications	49 500	
	Services	83 500	
	Fournitures et matériel	66 100	3 909 300
	Ressources humaines		
	Traitements et salaires	1 605 200	
	Avantages sociaux	674 400	
	Transports et communications	39 900	
	Services	106 900	
	Fournitures et matériel	78 100	2 504 500

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 101, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Services de communication</i>		
	Traitements et salaires	3 602 000	
	Avantages sociaux	555 700	
	Transports et communications	107 000	
	Services	521 500	
	Fournitures et matériel	216 200	5 002 400
	<i>Services juridiques</i>		
	Transports et communications	20 000	
	Services	2 882 900	
	Fournitures et matériel	10 000	2 912 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement		22 623 900
Crédits législatifs			
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		32 346
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		22 704 087
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
101-10	Débiteurs		
	Avances et montants récupérables		
	Avances et montants récupérables - recouvrements en cours d'exercice		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		1 000

AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT - CRÉDIT 107

Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales a recours à une panoplie complète d'outils pour gérer les risques et encourager l'adoption par l'industrie des meilleures pratiques de gestion. Parmi ces outils, mentionnons les fonctions législatives et de réglementation du ministère liées à la salubrité des aliments, à la santé des animaux, à la gestion des éléments nutritifs et au drainage, ainsi que les programmes non régis par la réglementation qui visent la salubrité des aliments, la traçabilité, la santé et le bien-être des animaux, la santé des sols de même que l'environnement et l'action en matière de changement climatique.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	77 308 100	79 515 200	(2 207 100)	73 403 438
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	77 308 100	79 515 200	(2 207 100)	73 403 438
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	10 000	10 000	-	8 772
	Total - Crédits législatifs	10 000	10 000	-	8 772
	Total - Charges de fonctionnement	77 318 100	79 525 200	(2 207 100)	73 412 210
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	5 000 000	9 000 000	(4 000 000)	1 889 100
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	5 000 000	9 000 000	(4 000 000)	1 889 100
	Total - Actifs de fonctionnement	5 000 000	9 000 000	(4 000 000)	1 889 100

AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT - CRÉDIT 107, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
107-1	Amélioration de la santé publique et de l'environnement		
	Traitements et salaires		32 850 400
	Avantages sociaux		4 650 700
	Transports et communications		2 522 300
	Services		10 740 500
	Fournitures et matériel		851 200
	Paiements de transfert		
	Programme d'infrastructure de drainage agricole	9 667 000	
	Programme d'indemnisation en matière de santé des animaux	1 000	
	Partenariat canadien pour l'agriculture - contribution fédérale - santé publique et env.	14 000 000	
	Partenariats pour la salubrité des aliments et la traçabilité	400 000	
	Programme pour la croissance communautaire	1 645 000	
	Partenariats agroenvironnementaux pour le lac Simcoe	920 000	26 633 000
	Total partiel		78 248 100
	Moins : Recouvrements		940 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		77 308 100
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		10 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Amélioration de la santé publique et de l'environnement		77 318 100
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
107-2	Amélioration de la santé publique et de l'environnement		
	Prêts et investissements		
	Déventures pour le drainage au moyen de tuyaux, <i>Loi sur le drainage au moyen de tuyaux</i>	4 800 000	
	Prêts pour le drainage au moyen de tuyaux dans les territoires non érigés en municipalités	200 000	5 000 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		5 000 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Amélioration de la santé publique et de l'environnement		5 000 000

**SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES
FORTES - CRÉDIT 108**

Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales soutient les collectivités rurales et les secteurs de l'agriculture, des produits alimentaires et des bioproduits de la province des manières suivantes : en investissant dans la recherche agroalimentaire et liée aux bioproduits; en encourageant l'adoption de pratiques de gestion exemplaires et de nouvelles technologies; en exécutant des programmes d'aide, notamment la stabilisation des revenus agricoles; en soutenant l'attraction et le maintien des investissements pour le secteur de la transformation des aliments; en encourageant les ventes de produits agricoles et agroalimentaires de l'Ontario dans les marchés intérieurs et d'exportation. Le ministère est déterminé à bâtir des régions et collectivités rurales solides et dynamiques dotées d'économies diversifiées.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Développement économique	110 059 900	126 530 400	(16 470 500)	118 007 262
3	Recherche	78 891 500	77 019 500	1 872 000	101 782 963
4	Paielements de transfert liés à la gestion des risques des entreprises	229 489 500	231 797 000	(2 307 500)	242 983 294
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		418 440 900	435 346 900	(16 906 000)	462 773 519
L	Paielements au titre des prêts bancaires garantis, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	5 000	5 000	-	3 000 000
L	Paielements au titre des prêts bancaires garantis, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000 000	1 000 000	-	164 118
Total - Crédits législatifs		1 007 000	1 007 000	-	3 164 118
Total - Charges de fonctionnement		419 447 900	436 353 900	(16 906 000)	465 937 637
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
7	Charges d'immobilisations liées à l'agriculture et aux affaires rurales	121 500 000	196 025 200	(74 525 200)	208 389 001
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		121 500 000	196 025 200	(74 525 200)	208 389 001
Total - Charges d'immobilisations		121 500 000	196 025 200	(74 525 200)	208 389 001

SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES
FORTES - CRÉDIT 108, suiteCLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
108-1	Développement économique	
	Traitements et salaires	23 102 500
	Avantages sociaux	3 376 300
	Transports et communications	1 785 200
	Services	10 442 100
	Fournitures et matériel	485 100
	Paiements de transfert	
	Partenariat canadien pour l'agriculture - contribution fédérale - développement économique	18 254 300
	Industrie alimentaire	29 540 000
	Programme pour la croissance communautaire	4 803 400
	Fonds de promotion des vins de l'Ontario	13 000 000
	Programme de développement économique des collectivités rurales	5 000 000
	Programme ontarien pour les petites cidreries et distilleries	2 696 000
	Total partiel	112 484 900
	Moins : Recouvrements	2 425 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	110 059 900
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Paiements au titre des prêts bancaires garantis, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	5 000

SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES
FORTES - CRÉDIT 108, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
108-3	Recherche		
	Traitements et salaires		2 327 600
	Avantages sociaux		311 500
	Transports et communications		176 700
	Services		355 700
	Fournitures et matériel		90 000
	Paielements de transfert		
	Partenariat canadien pour l'agriculture - contribution fédérale - recherche	7 850 000	
	Recherche sur l'innocuité des aliments	680 000	
	Subventions tenant lieu d'impôt	1 000 000	
	Université de Guelph	66 100 000	75 630 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		78 891 500
108-4	Paielements de transfert liés à la gestion des risques des entreprises		
	Paielements de transfert		
	Agricorp	11 858 000	
	Agri-protection	34 000 000	
	Agri-investissement	21 100 000	
	Agri-relance	1 000	
	Agri-risques - contribution fédérale	1 000	
	Agri-risques - contribution provinciale	1 000	
	Agri-stabilité	30 469 500	
	Fonds de primes aux agriculteurs pour la gestion des risques	30 000 000	
	Programme ontarien de gestion des risques	100 000 000	
	Provision pour garanties d'emprunt - Programme de garanties d'emprunt pour les produits agricoles	1 000	
	Indemnisation des dommages causés par la faune - contribution fédérale	1 058 000	
	Indemnisation des dommages causés par la faune - contribution provinciale	1 000 000	229 489 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement		229 489 500

SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES
FORTES - CRÉDIT 108, suiteCLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Paiements au titre des prêts bancaires garantis, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	419 447 900
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
108-7	Charges d'immobilisations liées à l'agriculture et aux affaires rurales	
	Paiements de transfert	
	Infrastructure des laboratoires d'hygiène vétérinaire et d'agroalimentaire	500 000
	Programme d'infrastructure Investir dans le Canada - contribution fédérale	19 000 000
	Programme d'infrastructure Investir dans le Canada - contribution provinciale	16 000 000
	Infrastructure municipale	10 000 000
	Nouveau Fonds Chantiers Canada - contribution fédérale	24 500 000
	Nouveau Fonds Chantiers Canada - contribution provincial	44 500 000
	Entretien et réparations de l'infrastructure de recherche	4 500 000
	Renouvellement de l'infrastructure de recherche	2 500 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	121 500 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	121 500 000

ÉLABORATION DES POLITIQUES - CRÉDIT 109

La Division des politiques est responsable de diriger et de coordonner l'élaboration de conseils et d'analyses stratégiques novateurs et fondés sur des faits à l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales. Pour ce faire, la Division soutient l'objectif général du ministère de stimuler la croissance économique dans les secteurs agroalimentaires et les collectivités rurales de l'Ontario tout en fournissant des services d'assurance et de supervision du système agroalimentaire et en protégeant la capacité de production de nos ressources naturelles.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Élaboration des politiques	16 379 600	17 634 400	(1 254 800)	16 983 530
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		16 379 600	17 634 400	(1 254 800)	16 983 530
Total - Charges de fonctionnement		16 379 600	17 634 400	(1 254 800)	16 983 530

ÉLABORATION DES POLITIQUES - CRÉDIT 109, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
109-1	Élaboration des politiques	
	Traitements et salaires	12 167 600
	Avantages sociaux	1 586 500
	Transports et communications	554 400
	Services	1 920 800
	Fournitures et matériel	150 300
	Total à voter - Charges de fonctionnement	16 379 600
	Total (Charges de fonctionnement) - Élaboration des politiques	16 379 600

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	546 341 414	581 765 110
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(570 000)	(528 912)
Budget supplémentaire des dépenses		
Budget supplémentaire des dépenses 2019-2020	10 396 000	-
Total - Charges de fonctionnement redressées	556 167 414	581 236 198

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

Le ministère du Procureur général est chargé de l'administration et de la prestation des services de justice dans toutes les communautés de l'Ontario. Il coordonne l'administration des services dispensés par les tribunaux criminels, les tribunaux civils et les tribunaux de la famille en offrant des services aux tribunaux et des services d'aide judiciaire dans quelque 156 cours et tribunaux de tout l'Ontario. Le ministère intente des poursuites en vertu du *Code criminel* du Canada, de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* et de lois provinciales. Il fournit un éventail de services intégrés et améliorés à l'intention des victimes d'actes criminels, tels que le Programme d'aide aux victimes et aux témoins. Le ministère exécute également des programmes fournissant des soutiens essentiels aux enfants et aux personnes vulnérables, par l'entremise du Bureau du Tuteur et curateur public et du Bureau de l'avocat des enfants. Il offre par ailleurs des conseils d'experts juridiques aux ministères, organismes, conseils et commissions du gouvernement, et conseille le gouvernement dans les affaires de droit constitutionnel et de droit civil intentées au nom de la Couronne. Le ministère supervise des organismes, conseils et commissions comme l'Office des affaires des victimes d'actes criminels, la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario, Tribunaux décisionnels Ontario, la Commission ontarienne des droits de la personne et le Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne. Le ministère subventionne également les services d'Aide juridique Ontario et administre l'Unité des enquêtes spéciales et le Bureau indépendant de l'examen de la police.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
301	Programme d'administration du ministère	205 741 400	219 774 800	(14 033 400)	226 380 932
302	Programme de poursuites contre les criminels	293 782 100	275 191 600	18 590 500	285 028 525
303	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	544 098 900	547 784 800	(3 685 900)	677 073 981
304	Programme des services juridiques	33 444 700	30 674 600	2 770 100	40 461 940
305	Programme des services aux tribunaux	443 672 000	421 465 800	22 206 200	451 867 793
306	Programme des services aux victimes et aux personnes vulnérables	192 723 600	183 813 400	8 910 200	180 541 035
307	Crédit d'impôt pour contributions politiques	9 987 600	7 940 600	2 047 000	14 368 600
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		1 723 450 300	1 686 645 600	36 804 700	1 875 722 806
Crédits législatifs		5 368 014	5 368 014	-	21 151 058
Total du ministère - Charges de fonctionnement		1 728 818 314	1 692 013 614	36 804 700	1 896 873 864
Redressement de consolidation - Aide juridique Ontario		121 686 600	105 606 000	16 080 600	75 766 476
Redressement de consolidation - hôpitaux		(1 019 500)	(1 019 500)	-	(1 019 473)
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier		(4 302 300)	(4 300 400)	(1 900)	(10 240 179)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général		(210 762 300)	(223 152 500)	12 390 200	(220 297 472)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		1 634 420 814	1 569 147 214	65 273 600	1 741 083 216

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
301	Programme d'administration du ministère	2 000	2 000	-	18 158
302	Programme de poursuites contre les criminels	1 000	1 000	-	1 562 864
303	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	3 000	3 000	-	126 558
304	Programme des services juridiques	1 000	1 000	-	265 596
305	Programme des services aux tribunaux	1 000	1 000	-	87 481
306	Programme des services aux victimes et aux personnes vulnérables	1 000	1 000	-	101 682
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		9 000	9 000	-	2 162 339
Total du ministère - Actifs de fonctionnement		9 000	9 000	-	2 162 339
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
301	Programme d'administration du ministère	45 313 500	81 923 800	(36 610 300)	64 242 276
303	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	1 000	1 000	-	-
305	Programme des services aux tribunaux	42 039 600	44 823 800	(2 784 200)	42 659 000
306	Programme des services aux victimes et aux personnes vulnérables	1 000	-	1 000	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		87 355 100	126 748 600	(39 393 500)	106 901 276
Crédits législatifs		4 065 300	2 626 900	1 438 400	904 475
Total du ministère - Charges d'immobilisations		91 420 400	129 375 500	(37 955 100)	107 805 751
Redressement de consolidation - Aide juridique Ontario		1 700 000	3 704 000	(2 004 000)	1 609 920
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général		(45 310 800)	(69 946 300)	24 635 500	(63 020 930)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		47 809 600	63 133 200	(15 323 600)	46 394 741

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(**\$**)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
BIENS IMMOBILISÉS					
301	Programme d'administration du ministère	7 724 700	16 710 100	(8 985 400)	-
303	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	2 085 400	4 636 400	(2 551 000)	5 109 986
305	Programme des services aux tribunaux	350 451 100	157 436 800	193 014 300	105 083 999
306	Programme des services aux victimes et aux personnes vulnérables	11 640 000	-	11 640 000	-
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		371 901 200	178 783 300	193 117 900	110 193 985
Total du ministère - Biens immobilisés		371 901 200	178 783 300	193 117 900	110 193 985
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)					
		1 682 230 414	1 632 280 414	49 950 000	1 787 477 957

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 301

Le programme d'administration du ministère inclut le Bureau du procureur général, le Bureau de l'adjoint parlementaire, le Bureau du sous-procureur général et la Direction des communications.

Ce programme est chargé de l'administration générale du ministère. La Division de la gestion des services ministériels (DGSM) offre son appui et ses conseils stratégiques dans les domaines suivants : planification des activités et des finances, ressources humaines, diversité, inclusion et accessibilité, gestion des urgences, gestion de projet, données et analyses, gestion des installations et surveillance du portefeuille d'immobilisations, de locaux et de baux du ministère. La DGSM fournit aussi au secteur de la justice des services communs, notamment en matière de soutien à la sécurité, d'accès à l'information et de services en français.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	205 741 400	219 774 800	(14 033 400)	226 380 932
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	205 741 400	219 774 800	(14 033 400)	226 380 932
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	16 667
	Total - Crédits législatifs	64 014	64 014	-	65 968
	Total - Charges de fonctionnement	205 805 414	219 838 814	(14 033 400)	226 446 900
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
5	Paiement anticipé des cotisations au Barreau	1 000	1 000	-	18 158
10	Débiteurs	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	2 000	2 000	-	18 158
	Total - Actifs de fonctionnement	2 000	2 000	-	18 158

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Nº	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Renouvellement des installations	45 312 500	81 923 800	(36 611 300)	64 242 276
8	Projet de modernisation	1 000	-	1 000	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	45 313 500	81 923 800	(36 610 300)	64 242 276
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 098 300	1 693 400	(595 100)	-
	Total - Crédits législatifs	1 098 300	1 693 400	(595 100)	-
	Total - Charges d'immobilisations	46 411 800	83 617 200	(37 205 400)	64 242 276
BIENS IMMOBILISÉS					
7	Projet de modernisation	7 724 700	16 710 100	(8 985 400)	-
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	7 724 700	16 710 100	(8 985 400)	-
	Total - Biens immobilisés	7 724 700	16 710 100	(8 985 400)	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 301, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
301-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		27 508 100
	Avantages sociaux		3 367 100
	Transports et communications		709 800
	Services		173 958 200
	Fournitures et matériel		198 200
	Paielements de transfert		
	Projets liés à l'innovation		1 000
	Total partiel		205 742 400
	Moins : Recouvrements		1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		205 741 400
	<i>Sous-postes :</i>		
	<i>Bureau principal</i>		
	Traitements et salaires	2 888 300	
	Avantages sociaux	346 400	
	Transports et communications	113 300	
	Services	104 000	
	Fournitures et matériel	35 800	3 487 800
	<i>Services de communication</i>		
	Traitements et salaires	2 577 600	
	Avantages sociaux	306 000	
	Transports et communications	10 100	
	Services	61 400	
	Fournitures et matériel	10 000	2 965 100
	<i>Locaux - Frais de location</i>		
	Services	149 444 700	149 444 700

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 301, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Services ministériels</i>		
	Traitements et salaires	22 042 200	
	Avantages sociaux	2 714 700	
	Transports et communications	586 400	
	Services	24 348 100	
	Fournitures et matériel	152 400	
	Paielements de transfert		
	Projets liés à l'innovation	1 000	
	Total partiel	49 844 800	
	Moins : Recouvrements	1 000	49 843 800
	Total à voter - Charges de fonctionnement		205 741 400
Crédits législatifs			
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		205 805 414
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
301-5	Paieement anticipé des cotisations au Barreau		
	Dépôts et charges payées d'avance		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
301-10	Débiteurs		
	Avances et montants récupérables		
	Avances et montants récupérables - recouvrements en cours d'exercice		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		2 000

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 301, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
301-2	Renouvellement des installations		
	Autres opérations		
	Investissements dans les immobilisations - renouvellement des actifs	25 858 700	
	Investissements dans les immobilisations - charges de renouvellement	19 453 800	45 312 500
	Total à voter - Charges d'immobilisations		45 312 500
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 098 300
301-8	Projet de modernisation		
	Autres opérations		1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministère		46 411 800
BIENS IMMOBILISÉS			
301-7	Projet de modernisation		
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés		7 724 700
	Total à voter - Biens immobilisés		7 724 700
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'administration du ministère		7 724 700

PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS - CRÉDIT 302

Ce programme est responsable des poursuites relatives à toutes les infractions criminelles en vertu du *Code criminel* et d'autres lois fédérales et provinciales de manière à inspirer la confiance du public et à faire respecter la primauté du droit. Ce programme assure également la représentation juridique de la Couronne du chef de l'Ontario dans toutes les affaires criminelles, y compris les poursuites dans les affaires criminelles devant tous les types de tribunaux de la province, la représentation de la Couronne en appel et la prestation de conseils juridiques au procureur général et au procureur général adjoint dans toutes les affaires relevant du droit criminel ainsi qu'aux services de police sur demande.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2	Droit criminel	293 782 100	275 191 600	18 590 500	285 028 525
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	293 782 100	275 191 600	18 590 500	285 028 525
L	Paielements effectués en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	574 709
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	574 709
	Total - Charges de fonctionnement	293 783 100	275 192 600	18 590 500	285 603 234
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
7	Paielement anticipé des cotisations au Barreau	1 000	1 000	-	1 562 864
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	1 562 864
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	1 562 864

PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS - CRÉDIT 302, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
302-2	Droit criminel		
	Traitements et salaires		238 754 800
	Avantages sociaux		18 049 300
	Transports et communications		5 735 400
	Services		21 482 100
	Fournitures et matériel		4 955 500
	Paielements de transfert		
	Programme de sécurité en matière de mise en liberté sous caution	1 000	
	Centres de justice - partenariats communautaires	400 000	
	Programmes de responsabilisation directe	3 604 000	
	Indemnisation des victimes à partir de la confiscation des actifs criminels	800 000	4 805 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		293 782 100
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Paielements effectués en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de poursuites contre les criminels		293 783 100
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
302-7	Paielement anticipé des cotisations au Barreau		
	Dépôts et charges payées d'avance		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme de poursuites contre les criminels		1 000

POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES - CRÉDIT 303

Ce programme inclut la Division des politiques et la Division de la justice pour les Autochtones.

La Division des politiques est responsable de l'élaboration de lois, de règlements et de politiques en réponse à des questions diverses dans des domaines comme le droit civil, le droit de la famille, les droits de la personne, le droit administratif et le droit commercial, ainsi que de la réglementation des secteurs des alcools, du jeu et de la vente au détail de cannabis. La Division est également responsable de la surveillance des politiques et de l'établissement de partenariats liés aux organismes réglementaires et opérationnels, aux tribunaux décisionnels et aux programmes du ministère, notamment Tribunaux décisionnels Ontario, Aide juridique Ontario, la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario, la Commission ontarienne des droits de la personne, le Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne, l'Unité des enquêtes spéciales, le Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police, le Conseil des experts-comptables et le Programme de vérification et de supervision des mises en liberté sous caution.

La Division des politiques dirige également l'élaboration et la mise en œuvre de la politique et du cadre ontariens applicable à la réglementation du cannabis récréatif. Par ailleurs, elle administre les nominations ministérielles à l'ensemble des organismes et des tribunaux décisionnels et gère les nominations juridiques, en assurant la prestation directe de services aux candidats aux fonctions de notaires non juristes et de commissaires. La Division fournit également du soutien administratif et autre à deux comités sur les nominations à la magistrature, qui recommandent au procureur général des nominations pour les juges et juges de paix en Ontario.

La Division de la justice pour les Autochtones se consacre au règlement des questions dans ce domaine, en se concentrant sur la réduction des taux de récidive et sur la surreprésentation des Autochtones, en tant que victimes, accusés et contrevenants, dans le système de justice. La Division est déterminée à tisser des liens solides, constructifs et respectueux avec les collectivités autochtones en Ontario afin de renforcer la compréhension du système de justice et la confiance envers ce système. À l'heure actuelle, la Division travaille notamment à la supervision des programmes de justice pour les Autochtones, à l'animation de formations en compétence culturelle autochtone, à la réforme législative, à l'élaboration de politiques et aux enquêtes de coroners. La Division fournit également au procureur général et au sous-procureur général des conseils stratégiques sur des questions relatives à la justice pour les Autochtones. Elle collabore étroitement avec d'autres divisions du ministère du Procureur général, d'autres ministères ontariens comme ceux du Solliciteur général et des Affaires autochtones, la Police provinciale de l'Ontario et les services de police des Premières nations dans la province, et soutient ou alimente leur travail. De plus, la Division soutient le Groupe consultatif de la justice pour les Autochtones et le Conseil des aînés, ces instances offrant des conseils spécialisés essentiels au procureur général et à d'autres ministères sur demande.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2	Aide juridique Ontario	326 864 300	323 323 500	3 540 800	405 328 799
4	Relations avec les organismes et les tribunaux	171 473 800	185 641 300	(14 167 500)	231 065 338
8	Politiques	6 701 300	6 695 000	6 300	7 859 752
13	Justice pour les Autochtones	39 059 500	32 125 000	6 934 500	32 820 092
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		544 098 900	547 784 800	(3 685 900)	677 073 981

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
L	Audiences tenues en vertu de la <i>Loi sur les services policiers</i>	1 000	1 000	-	1 046 198
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	113 559
	Total - Crédits législatifs	2 000	2 000	-	1 159 757
	Total - Charges de fonctionnement	544 100 900	547 786 800	(3 685 900)	678 233 738
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
12	Paieement anticipé des cotisations au Barreau	3 000	3 000	-	126 558
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	3 000	3 000	-	126 558
	Total - Actifs de fonctionnement	3 000	3 000	-	126 558
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
5	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	2 021 600	388 100	1 633 500	366 549
	Total - Crédits législatifs	2 021 600	388 100	1 633 500	366 549
	Total - Charges d'immobilisations	2 022 600	389 100	1 633 500	366 549
BIENS IMMOBILISÉS					
6	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	2 085 400	4 636 400	(2 551 000)	5 109 986
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	2 085 400	4 636 400	(2 551 000)	5 109 986
	Total - Biens immobilisés	2 085 400	4 636 400	(2 551 000)	5 109 986

POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES - CRÉDIT 303, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
303-2	Aide juridique Ontario		
	Paielements de transfert		
	Aide juridique Ontario		326 864 300
	Total à voter - Charges de fonctionnement		326 864 300
303-4	Relations avec les organismes et les tribunaux		
	Traitements et salaires		153 086 000
	Avantages sociaux		23 193 800
	Transports et communications		7 495 400
	Services		29 697 800
	Fournitures et matériel		2 784 600
	Paielements de transfert		
	Indemnisation des victimes d'actes criminels	10 000 000	
	Vérification et supervision des libérations sous caution	12 758 900	
	Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne	5 336 200	28 095 100
	Total partiel		244 352 700
	Moins : Recouvrements		72 878 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement		171 473 800
	Sous-postes :		
	Relations avec les organismes et gestion des programmes		
	Traitements et salaires	2 679 000	
	Avantages sociaux	345 900	
	Transports et communications	214 000	
	Services	1 278 000	
	Fournitures et matériel	4 300	
	Total partiel	4 521 200	
	Moins : Recouvrements	180 000	4 341 200
	Vérification et supervision des libérations sous caution		
	Paielements de transfert		
	Vérification et supervision des libérations sous caution	12 758 900	12 758 900

POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES - CRÉDIT 303, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Commission ontarienne des droits de la personne</i>		
	Traitements et salaires	4 472 700	
	Avantages sociaux	366 300	
	Transports et communications	193 200	
	Services	264 100	
	Fournitures et matériel	28 200	5 324 500
	<i>Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne</i>		
	Paielements de transfert		
	Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne	5 336 200	5 336 200
	<i>Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police</i>		
	Traitements et salaires	5 739 800	
	Avantages sociaux	640 400	
	Transports et communications	295 300	
	Services	712 100	
	Fournitures et matériel	100 000	7 487 600
	<i>Unité des enquêtes spéciales</i>		
	Traitements et salaires	8 392 100	
	Avantages sociaux	1 104 500	
	Transports et communications	215 000	
	Services	226 200	
	Fournitures et matériel	61 700	9 999 500

POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES - CRÉDIT 303, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N ^o	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Commission des alcools et des jeux de l'Ontario			
	Traitements et salaires	68 480 000	
	Avantages sociaux	12 939 200	
	Transports et communications	3 315 500	
	Services	20 520 200	
	Fournitures et matériel	1 837 500	
	Total partiel	107 092 400	
	Moins : Recouvrements	72 241 600	34 850 800
Tribunaux décisionnels Ontario			
	Traitements et salaires	63 322 400	
	Avantages sociaux	7 797 500	
	Transports et communications	3 262 400	
	Services	6 695 200	
	Fournitures et matériel	752 900	
	Paiements de transfert		
	Indemnisation des victimes d'actes criminels	10 000 000	
	Total partiel	91 830 400	
	Moins : Recouvrements	457 300	91 373 100
Renseignements au public			
	Services	1 000	1 000
Commissions royales			
	Services	1 000	1 000
Total à voter - Charges de fonctionnement			171 473 800
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Audiences tenues en vertu de la Loi sur les services policiers		1 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		1 000

POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES - CRÉDIT 303, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
303-8	Politiques		
	Traitements et salaires		5 550 600
	Avantages sociaux		684 000
	Transports et communications		195 900
	Services		207 000
	Fournitures et matériel		63 800
	Total à voter - Charges de fonctionnement		6 701 300
	Sous-postes :		
	Politiques		
	Traitements et salaires	5 550 600	
	Avantages sociaux	684 000	
	Transports et communications	195 900	
	Services	207 000	
	Fournitures et matériel	63 800	6 701 300
	Total à voter - Charges de fonctionnement		6 701 300
303-13	Justice pour les Autochtones		
	Traitements et salaires		3 197 800
	Avantages sociaux		369 100
	Transports et communications		337 600
	Services		597 300
	Fournitures et matériel		43 500
	Paiements de transfert		
	Services aux victimes autochtones	11 782 500	
	Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones de l'Ontario	4 464 400	
	Projets de la justice applicable aux Autochtones	17 948 300	
	Liste des jurés	319 000	34 514 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement		39 059 500
	Total (Charges de fonctionnement) - Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes		544 100 900

POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES - CRÉDIT 303, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
303-12	Paiement anticipé des cotisations au Barreau	
	Dépôts et charges payées d'avance	3 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	3 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	3 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
303-5	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	2 021 600
	Total (Charges d'immobilisations) - Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	2 022 600
BIENS IMMOBILISÉS		
303-6	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	
	Matériel de technologie de l'information	989 300
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 096 100
	Total à voter - Biens immobilisés	2 085 400
	Total (Biens immobilisés) - Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	2 085 400

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES - CRÉDIT 304

Ce programme comprend la Division du droit civil et le Bureau des conseillers législatifs.

La Division du droit civil procure au procureur général, au sous-procureur général, à tous les ministères et à de nombreux organismes de la fonction publique de l'Ontario des services juridiques dans toutes les affaires de droit civil. La Division appuie le procureur général dans ses fonctions de premier conseiller juridique de la Couronne, notamment le déroulement des litiges pour et contre la Couronne, en veillant à ce que la primauté du droit soit respectée et à ce que les décisions du Conseil des ministres soient valides des points de vue juridique et constitutionnel, et en fournissant des conseils sur les questions de droit liées aux activités et priorités du gouvernement.

Ce programme comprend le travail du Bureau des conseillers législatifs, qui est chargé des services de rédaction législative en français et en anglais. Cela comprend la préparation des projets de loi pour le gouvernement et les députés à l'Assemblée législative et la rédaction des règlements. Le Bureau fournit également des conseils juridiques et des services de révision et de publication connexes, notamment l'apport du contenu pour le site Web Lois-en-ligne.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2	Droit civil	28 053 400	25 223 400	2 830 000	34 828 270
3	Services des conseillers législatifs	5 391 300	5 451 200	(59 900)	5 633 670
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	33 444 700	30 674 600	2 770 100	40 461 940
L	<i>Loi de 2019 sur la responsabilité de la Couronne et les instances l'intéressant</i>	1 000	1 000	-	16 824 724
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	16 824 724
	Total - Charges de fonctionnement	33 445 700	30 675 600	2 770 100	57 286 664
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
6	Paiement anticipé des cotisations au Barreau	1 000	1 000	-	265 596
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	265 596
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	265 596

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES - CRÉDIT 304, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
304-2	Droit civil		
	Traitements et salaires		133 562 600
	Avantages sociaux		11 449 800
	Transports et communications		154 000
	Services		1 006 600
	Fournitures et matériel		68 900
	Paiements de transfert		
	Recours civils à l'égard d'activités illicites - <i>Loi sur les recours civils</i> - Indemnisation des victimes	3 584 000	
	Recours civils à l'égard d'activités illicites - <i>Loi sur les recours civils</i> - Subventions	1 777 800	5 361 800
	Total partiel		151 603 700
	Moins : Recouvrements		123 550 300
	Total à voter - Charges de fonctionnement		28 053 400
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Directions centrales</i>			
	Traitements et salaires	23 990 100	
	Avantages sociaux	2 953 300	
	Transports et communications	154 000	
	Services	994 500	
	Fournitures et matériel	68 900	
	Paiements de transfert		
	Recours civils à l'égard d'activités illicites - <i>Loi sur les recours civils</i> - Indemnisation des victimes	3 584 000	
	Recours civils à l'égard d'activités illicites - <i>Loi sur les recours civils</i> - Subventions	1 777 800	5 361 800
	Total partiel		33 522 600
	Moins : Recouvrements		5 470 200
			28 052 400
<i>Directions des services juridiques détachés</i>			
	Traitements et salaires	109 572 500	
	Avantages sociaux	8 496 500	
	Services	12 100	
	Total partiel	118 081 100	
	Moins : Recouvrements	118 080 100	1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		28 053 400

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES - CRÉDIT 304, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	<i>Loi de 2019 sur la responsabilité de la Couronne et les instances l'intéressant</i>	1 000
304-3	Services des conseillers législatifs	
	Traitements et salaires	6 542 600
	Avantages sociaux	662 900
	Transports et communications	13 800
	Services	11 000
	Fournitures et matériel	25 000
	Total partiel	7 255 300
	Moins : Recouvrements	1 864 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	5 391 300
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des services juridiques	33 445 700
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	
304-6	Paiement anticipé des cotisations au Barreau	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme des services juridiques	1 000

PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX - CRÉDIT 305

Ce programme est responsable de l'administration et du fonctionnement des tribunaux criminels, civils, de la famille et des petites créances de l'Ontario. Ces services se composent de trois volets principaux : Administration des tribunaux; Services judiciaires; Construction de tribunaux. Les volets Administration des tribunaux et Services judiciaires apportent un soutien judiciaire, dans les salles d'audience et pour l'administration des tribunaux, et sont divisés en trois secteurs de programme clés : services à la clientèle et aux tribunaux, services de soutien du programme et services judiciaires. Le volet Construction de tribunaux, qui est exécuté par la Division de la gestion des services ministériels (Direction de la gestion des installations), gère le financement de l'aménagement de nouveaux palais de justice et les rénovations de grande envergure de tribunaux existants afin de soutenir un système de justice moderne, sûr et accessible.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration de la justice	246 534 300	240 745 000	5 789 300	268 301 767
2	Services judiciaires	197 137 700	180 720 800	16 416 900	183 566 026
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	443 672 000	421 465 800	22 206 200	451 867 793
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	5 300 000	5 300 000	-	2 525 900
	Total - Crédits législatifs	5 300 000	5 300 000	-	2 525 900
	Total - Charges de fonctionnement	448 972 000	426 765 800	22 206 200	454 393 693
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
6	Paiement anticipé des cotisations au Barreau	1 000	1 000	-	87 481
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	87 481
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	87 481
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Construction de tribunaux	42 038 600	44 822 800	(2 784 200)	42 659 000
4	Services aux tribunaux	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	42 039 600	44 823 800	(2 784 200)	42 659 000
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	945 400	545 400	400 000	537 926
	Total - Crédits législatifs	945 400	545 400	400 000	537 926
	Total - Charges d'immobilisations	42 985 000	45 369 200	(2 384 200)	43 196 926
BIENS IMMOBILISÉS					
5	Services aux tribunaux	350 451 100	157 436 800	193 014 300	105 083 999
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	350 451 100	157 436 800	193 014 300	105 083 999
	Total - Biens immobilisés	350 451 100	157 436 800	193 014 300	105 083 999

PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX - CRÉDIT 305, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
305-1	Administration de la justice	
	Traitements et salaires	166 687 300
	Avantages sociaux	28 295 500
	Transports et communications	7 038 800
	Services	35 911 500
	Fournitures et matériel	7 250 800
	Paievements de transfert	
	<i>Loi fédérale sur les contraventions - soutien aux services en français</i>	1 351 400
	Total partiel	246 535 300
	Moins : Recouvrements	1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	246 534 300
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	5 300 000
305-2	Services judiciaires	
	Traitements et salaires	170 964 600
	Avantages sociaux	14 533 300
	Transports et communications	4 461 900
	Services	6 455 900
	Fournitures et matériel	721 000
	Paievements de transfert	
	Subventions - Institut national de la magistrature/Conférence des juges	1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	197 137 700
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des services aux tribunaux	448 972 000
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
305-6	Paievement anticipé des cotisations au Barreau	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme des services aux tribunaux	1 000

PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX - CRÉDIT 305, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
305-3	Construction de tribunaux	
	Paielements de transfert	
	Cession immobilière	1 000
	Autres opérations	
	Projets d'infrastructure de grande envergure - paiements	42 037 600
	Total à voter - Charges d'immobilisations	42 038 600
305-4	Services aux tribunaux	
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	945 400
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des services aux tribunaux	42 985 000
	BIENS IMMOBILISÉS	
305-5	Services aux tribunaux	
	Immeubles – diversification des modes de financement et de l'approvisionnement	350 451 100
	Total à voter - Biens immobilisés	350 451 100
	Total (Biens immobilisés) - Programme des services aux tribunaux	350 451 100

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES - CRÉDIT 306

Ce programme offre des services essentiels aux victimes d'actes criminels et à leurs familles, aux enfants et aux personnes vulnérables. Les victimes d'actes criminels et les membres de leurs familles sont soutenus par la direction des Services aux victimes – Ontario, qui propose un vaste éventail de services de soutien, directement ou par l'intermédiaire d'organismes communautaires financés par le ministère. Les adultes mentalement incapables reçoivent des services de tutelle à la personne et aux biens du Bureau du Tuteur et curateur public, et le Bureau de l'avocat des enfants protège les droits d'ordre personnel et patrimonial des enfants devant les cours et les tribunaux. L'Office des affaires des victimes d'actes criminels, un organisme consultatif du procureur général de l'Ontario établi en vertu de la loi, relève également de ce programme.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Services aux victimes	82 908 200	75 528 200	7 380 000	71 795 505
2	Programme d'aide aux victimes et aux témoins	21 844 800	21 258 900	585 900	22 214 040
6	Personnes vulnérables	87 970 600	87 026 300	944 300	86 531 490
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		192 723 600	183 813 400	8 910 200	180 541 035
Total - Charges de fonctionnement		192 723 600	183 813 400	8 910 200	180 541 035
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
7	Paieement anticipé des cotisations au Barreau	1 000	1 000	-	101 682
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		1 000	1 000	-	101 682
Total - Actifs de fonctionnement		1 000	1 000	-	101 682
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
9	Projet de modernisation	1 000	-	1 000	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		1 000	-	1 000	-
Total - Charges d'immobilisations		1 000	-	1 000	-
BIENS IMMOBILISÉS					
8	Projet de modernisation	11 640 000	-	11 640 000	-
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		11 640 000	-	11 640 000	-
Total - Biens immobilisés		11 640 000	-	11 640 000	-

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES - CRÉDIT 306, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
306-1	Services aux victimes		
	Traitements et salaires		7 375 300
	Avantages sociaux		976 500
	Transports et communications		651 600
	Services		12 056 000
	Fournitures et matériel		106 200
	Paiements de transfert		
	Tribunaux de traitement de la toxicomanie	1 000 000	
	Subventions pour les Programmes d'intervention auprès des partenaires violents	10 590 700	
	Projets spéciaux d'aide aux victimes	5 918 200	
	Subventions pour les initiatives de lutte contre l'agression sexuelle	14 799 300	
	Programme d'aide aux enfants victimes	1 940 000	
	Services spécialisés	600 000	
	Programme ontarien d'aide immédiate aux victimes	18 954 700	
	Visites surveillées	7 939 700	61 742 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement		82 908 200
306-2	Programme d'aide aux victimes et aux témoins		
	Traitements et salaires		17 227 600
	Avantages sociaux		2 688 900
	Transports et communications		614 700
	Services		1 102 100
	Fournitures et matériel		211 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement		21 844 800

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES - CRÉDIT 306, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
306-6	Personnes vulnérables		
	Traitements et salaires		43 444 100
	Avantages sociaux		5 406 900
	Transports et communications		1 073 700
	Services		37 434 100
	Fournitures et matériel		686 800
	Total partiel		88 045 600
	Moins : Recouvrements		75 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		87 970 600
	Sous-postes :		
	Avocat des enfants		
	Traitements et salaires	8 418 600	
	Avantages sociaux	1 048 700	
	Transports et communications	240 800	
	Services	31 043 500	
	Fournitures et matériel	153 000	
	Total partiel	40 904 600	
	Moins : Recouvrements	75 000	40 829 600
	Tuteur et curateur public/Comptable de la Cour de l'Ontario (Division générale)		
	Traitements et salaires	35 025 500	
	Avantages sociaux	4 358 200	
	Transports et communications	832 900	
	Services	6 390 600	
	Fournitures et matériel	533 800	47 141 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		87 970 600
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des services aux victimes et aux personnes vulnérables		192 723 600
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
306-7	Paiement anticipé des cotisations au Barreau		
	Dépôts et charges payées d'avance		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme des services aux victimes et aux personnes vulnérables		1 000

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES - CRÉDIT 306, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
306-9	Projet de modernisation	
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des services aux victimes et aux personnes vulnérables	1 000
	BIENS IMMOBILISÉS	
306-8	Projet de modernisation	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	11 640 000
	Total à voter - Biens immobilisés	11 640 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme des services aux victimes et aux personnes vulnérables	11 640 000

CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES - CRÉDIT 307

Le crédit d'impôt pour contributions politiques est un crédit pour les contributions versées à un parti de l'Ontario, à une association de circonscription ou à un candidat inscrit en vertu de la *Loi sur le financement des élections* de l'Ontario.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Crédit d'impôt pour contributions politiques	9 987 600	7 940 600	2 047 000	14 368 600
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		9 987 600	7 940 600	2 047 000	14 368 600
Total - Charges de fonctionnement		9 987 600	7 940 600	2 047 000	14 368 600

CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES - CRÉDIT 307, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
307-1	Crédit d'impôt pour contributions politiques	
	Paievements de transfert	
	Crédit d'impôt pour contributions politiques	9 987 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement	9 987 600
	Total (Charges de fonctionnement) - Crédit d'impôt pour contributions politiques	9 987 600

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	1 695 994 214	1 900 717 995
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(3 980 600)	(3 844 131)
Total - Charges de fonctionnement redressées	1 692 013 614	1 896 873 864

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

Le Bureau du Conseil des ministres est le ministère du Premier ministre, qui offre des services d'analyse et des conseils stratégiques essentiels au chef du gouvernement et au Conseil des ministres pour la réalisation des priorités du gouvernement.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
401	Programme du Bureau du conseil des ministres	33 607 700	31 509 100	2 098 600	33 331 068
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	33 607 700	31 509 100	2 098 600	33 331 068
	Crédits législatifs	64 014	64 014	-	16 667
	Total du ministère - Charges de fonctionnement	33 671 714	31 573 114	2 098 600	33 347 735
	Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(477 500)	(2 793 900)	2 316 400	(2 746 037)
	Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	33 194 214	28 779 214	4 415 000	30 601 698
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
	Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	-	-	-	(775 950)
	Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	-	-	-	(775 950)
	Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	33 194 214	28 779 214	4 415 000	29 825 748

PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES - CRÉDIT 401

Le Bureau du Conseil des ministres agit en qualité d'organisme central chargé de soutenir la réalisation des priorités gouvernementales en élaborant et coordonnant les politiques et les communications stratégiques. De plus, le Bureau soutient et surveille la mise en œuvre et la réalisation du mandat du gouvernement et dirige des initiatives de premier plan comme les services de marketing pour l'ensemble du gouvernement. Le ministère des Affaires intergouvernementales, qui fonctionne au sein du Bureau du Conseil des ministres, dirige les stratégies intergouvernementales ainsi que le protocole et les relations internationales. Des services administratifs sont également fournis au Cabinet du premier ministre, au Bureau du leader parlementaire et à tous les Bureaux des ministres.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Bureau principal	33 279 700	31 181 100	2 098 600	33 014 212
2	Leader parlementaire du gouvernement	328 000	328 000	-	316 856
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	33 607 700	31 509 100	2 098 600	33 331 068
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	-
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	16 667
	Total - Crédits législatifs	64 014	64 014	-	16 667
	Total - Charges de fonctionnement	33 671 714	31 573 114	2 098 600	33 347 735

PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES - CRÉDIT 401, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
401-1	Bureau principal		
	Traitements et salaires		27 763 500
	Avantages sociaux		3 563 900
	Transports et communications		306 200
	Services		1 422 300
	Fournitures et matériel		219 800
	Paielements de transfert		
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	1 000	
	Subventions pour la promotion des relations fédérales-provinciales	1 000	
	Institut des relations intergouvernementales	1 000	
	Programme international de secours en cas de catastrophe	1 000	4 000
Total à voter - Charges de fonctionnement			33 279 700
Sous-postes :			
Bureau du Conseil des ministres			
	Traitements et salaires	22 384 900	
	Avantages sociaux	2 869 000	
	Transports et communications	274 600	
	Services	1 209 500	
	Fournitures et matériel	198 800	26 936 800

PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES - CRÉDIT 401, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
	<i>Affaires intergouvernementales</i>			
	Traitements et salaires		5 378 600	
	Avantages sociaux		694 900	
	Transports et communications		31 600	
	Services		212 800	
	Fournitures et matériel		21 000	
	Paiements de transfert			
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	1 000		
	Subventions pour la promotion des relations fédérales-provinciales	1 000		
	Institut des relations intergouvernementales	1 000		
	Programme international de secours en cas de catastrophe	1 000	4 000	6 342 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement			33 279 700
Crédits législatifs				
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>			47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>			16 173
401-2	Leader parlementaire du gouvernement			
	Traitements et salaires			280 000
	Avantages sociaux			31 300
	Transports et communications			6 300
	Services			5 100
	Fournitures et matériel			5 300
	Total à voter - Charges de fonctionnement			328 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme du Bureau du conseil des ministres			33 671 714

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	35 981 214	49 817 258
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	5 067 604
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(4 408 100)	(21 537 127)
Total - Charges de fonctionnement redressées	31 573 114	33 347 735

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	-	668 700
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions à d'autres ministères	-	(668 700)
Total - Charges d'immobilisations redressées	-	-

*La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges d'immobilisations.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

Le ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires a pour vision un système de services sociaux connecté, accessible à chaque étape de la vie et axé sur la personne qui rend les Ontariennes et les Ontariens autonomes en leur offrant les services appropriés au moment où ils en ont besoin. Le ministère aide à bâtir une province où les enfants, les jeunes, les femmes et les familles se sentent en sécurité, soutenus et prêts à réussir, où les Autochtones obtiennent de meilleurs résultats, où toutes les personnes handicapées ont des chances égales, où les nouveaux arrivants se sentent bienvenus et encouragés à s'intégrer à leurs collectivités et où l'égalité de sexes et la rupture du cycle de la pauvreté sont des priorités.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
701	Programme d'administration du ministère	108 175 900	126 898 400	(18 722 500)	132 320 685
702	Programme des services aux enfants et aux adultes	17 690 614 900	16 987 362 400	703 252 500	16 911 890 618
703	Programme de la Stratégie de réduction de la pauvreté	1 700 000	7 300 000	(5 600 000)	14 306 000
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		17 800 490 800	17 121 560 800	678 930 000	17 058 517 303
Crédits législatifs		80 640 587	32 100 487	48 540 100	29 331 144
Total du ministère - Charges de fonctionnement		17 881 131 387	17 153 661 287	727 470 100	17 087 848 447
Redressement de consolidation - hôpitaux		(127 474 500)	(128 445 200)	970 700	(179 924 935)
Redressement de consolidation - conseils scolaires		(50 236 000)	(55 179 500)	4 943 500	(55 258 750)
Redressement de consolidation - réseaux locaux d'intégration des services de santé		-	(2 759 500)	2 759 500	-
Redressement de consolidation - Fondation Trillium de l'Ontario		(18 526 000)	(24 126 000)	5 600 000	(31 332 000)
Redressement de consolidation - collègues		(2 510 200)	(1 846 500)	(663 700)	(2 302 619)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général		(41 243 100)	(52 959 900)	11 716 800	(54 351 191)
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier		-	-	-	4 163 750
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		17 641 141 587	16 888 344 687	752 796 900	16 768 842 702

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
701	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
702	Programme des services aux enfants et aux adultes	43 707 000	43 707 000	-	44 022 410
703	Programme de la Stratégie de réduction de la pauvreté	1 000	1 000	-	-
704	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - Programme d'immobilisations	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		43 710 000	43 710 000	-	44 022 410
Total du ministère - Actifs de fonctionnement		43 710 000	43 710 000	-	44 022 410
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
704	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - Programme d'immobilisations	22 978 200	37 458 500	(14 480 300)	39 901 360
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		22 978 200	37 458 500	(14 480 300)	39 901 360
Crédits législatifs		39 633 700	41 122 900	(1 489 200)	36 837 398
Total du ministère - Charges d'immobilisations		62 611 900	78 581 400	(15 969 500)	76 738 758
Redressement de consolidation - hôpitaux		(4 750 000)	(2 250 000)	(2 500 000)	-
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général		(1 754 300)	(1 754 300)	-	(4 811 133)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		56 107 600	74 577 100	(18 469 500)	71 927 625
BIENS IMMOBILISÉS					
704	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - Programme d'immobilisations	22 807 400	23 248 400	(441 000)	24 124 394
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		22 807 400	23 248 400	(441 000)	24 124 394
Total du ministère - Biens immobilisés		22 807 400	23 248 400	(441 000)	24 124 394
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)		17 697 249 187	16 962 921 787	734 327 400	16 840 770 327

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 701

Le programme d'administration du ministère appuie l'élaboration et la mise en œuvre des priorités du ministère en offrant à la haute direction, aux bureaux du ministère et au personnel sur le terrain de l'orientation concernant les politiques et les programmes, une planification et une gestion stratégiques des ressources et des finances, des services juridiques et de communication et des services d'aide administrative et opérationnelle.

Le programme des politiques stratégiques stimule l'exécution du mandat du ministère en offrant du leadership, des analyses stratégiques et de l'expertise qui touchent ou sous-tendent les programmes ministériels (que ce soit un seul programme ou plusieurs d'entre eux) ou qui concernent plusieurs ministères, ordres de gouvernements, partenariats et engagements.

Le programme de la veille stratégique et du fonctionnement organisationnel impulse l'innovation dans l'application et l'intégration des données, la veille stratégique, la gestion de l'information et les mesures fondées sur des données probantes avec le concours des partenaires du ministère afin de soutenir l'efficacité organisationnelle et de démontrer l'amélioration des résultats aux Ontariennes et Ontariens.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	79 767 800	96 513 100	(16 745 300)	100 900 148
2	Politiques stratégiques	28 408 100	30 385 300	(1 977 200)	31 420 537
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	108 175 900	126 898 400	(18 722 500)	132 320 685
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	61 352
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346	32 346	-	47 134
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	81 187	81 187	-	108 486
	Total - Charges de fonctionnement	108 257 087	126 979 587	(18 722 500)	132 429 171
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	Débiteurs	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 701, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
701-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		36 276 300
	Avantages sociaux		4 759 000
	Transports et communications		1 076 000
	Services		36 776 800
	Fournitures et matériel		879 700
	Total à voter - Charges de fonctionnement		79 767 800
	Sous-postes :		
	Bureaux de la direction		
	Traitements et salaires	4 644 500	
	Avantages sociaux	537 900	
	Transports et communications	156 000	
	Services	159 500	
	Fournitures et matériel	74 500	5 572 400
	Soutien aux activités		
	Traitements et salaires	20 339 400	
	Avantages sociaux	2 288 200	
	Transports et communications	501 600	
	Services	2 082 800	
	Fournitures et matériel	491 800	25 703 800
	Ressources humaines		
	Traitements et salaires	2 857 900	
	Avantages sociaux	534 100	
	Transports et communications	46 600	
	Services	12 100	
	Fournitures et matériel	61 000	3 511 700
	Services de communication		
	Traitements et salaires	5 968 100	
	Avantages sociaux	903 800	
	Transports et communications	141 800	
	Services	902 000	
	Fournitures et matériel	66 000	7 981 700

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 701, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Services juridiques</i>		
	Transports et communications	34 300	
	Services	8 938 600	
	Fournitures et matériel	21 200	8 994 100
	<i>Gestion des locaux</i>		
	Traitements et salaires	2 466 400	
	Avantages sociaux	495 000	
	Transports et communications	195 700	
	Services	24 681 800	
	Fournitures et matériel	165 200	28 004 100
	Total à voter - Charges de fonctionnement		79 767 800
Crédits législatifs			
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		32 346
Crédits législatifs			
	<i>Autres opérations</i>		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
701-2	Politiques stratégiques		
	Traitements et salaires		22 653 800
	Avantages sociaux		3 306 500
	Transports et communications		314 600
	Services		2 037 800
	Fournitures et matériel		95 400
	Total à voter - Charges de fonctionnement		28 408 100
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		108 257 087
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
701-10	Débiteurs		
	<i>Avances et montants récupérables</i>		
	Avances et montants récupérables - recouvrements en cours d'exercice		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		1 000

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES - CRÉDIT 702

Le programme des services aux enfants et aux adultes offre des services communautaires efficaces et responsables aux personnes nécessitant des aides financières et en matière d'emploi, aux adultes ayant des déficiences intellectuelles, aux enfants ayant des déficiences intellectuelles ou physiques ou des besoins particuliers, aux enfants et aux jeunes à risque, aux jeunes en conflit avec la loi, aux nouveaux arrivants et aux victimes de violence.

Les programmes d'aide sociale aident les gens à retrouver un travail en fournissant des aides à l'emploi et au revenu aux personnes admissibles dans le besoin, y compris les personnes handicapées, et leurs familles. Le Bureau des obligations familiales améliore la sécurité financière des familles en percevant et en distribuant les pensions alimentaires pour enfant et pour conjoint.

Le programme destiné aux enfants et aux jeunes à risque comprend les services de protection de l'enfance fournis par les sociétés d'aide à l'enfance et les sociétés autochtones pour protéger les enfants et les jeunes qui risquent d'être victimes de mauvais traitements ou de négligence, les services de justice pour les jeunes pour réduire le taux de récidive et fournir des services de prévention, de rééducation et de réinsertion ainsi que d'autres services adaptés sur le plan culturel à l'intention des collectivités francophones et autochtones, ainsi que des services de divulgation de l'information relativement aux adoptions.

Le programme de soutiens aux particuliers et aux familles comprend des services aux enfants et aux jeunes ayant des déficiences intellectuelles ou physiques, des programmes de santé et de mieux-être adaptés sur le plan culturel à l'intention des Autochtones, des soutiens communautaires aux jeunes à risque et aux femmes et aux enfants victimes de violence, ainsi que des services spécialisés pour les enfants et les jeunes, notamment des services en autisme, des services de réadaptation et des soutiens à ceux ayant des besoins particuliers complexes.

La Prestation ontarienne pour enfants fournit une aide financière non imposable directe aux familles admissibles à revenu faible ou moyen. La Subvention équivalant à la Prestation ontarienne pour enfants offre aux enfants et des jeunes pris en charge par les sociétés d'aide à l'enfance accès à des possibilités sociales, éducatives et récréatives et un programme d'épargne à l'intention des jeunes plus âgés pris en charge.

Le Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services sociaux et les services à l'enfance et à la jeunesse propose des conseils stratégiques et exploite des solutions de technologie de l'information pour soutenir les activités et le mandat du ministère.

L'Office de la condition féminine travaille avec l'ensemble du gouvernement pour promouvoir la sécurité et l'autonomie économique et sociale des femmes et pour prévenir la violence contre les femmes. Les programmes d'établissement et d'intégration favorisent la bonne intégration économique et sociale des immigrants et des réfugiés.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
3	Soutien financier et soutien à l'emploi	9 879 597 400	9 538 587 600	341 009 800	9 679 781 389
7	Bureau des obligations familiales	45 325 900	46 853 200	(1 527 300)	47 459 248
20	Enfants et jeunes à risque	2 041 998 000	1 954 265 100	87 732 900	2 029 495 810
21	Soutiens aux particuliers et aux familles	4 355 508 200	4 076 929 500	278 578 700	3 786 368 469
22	Prestation ontarienne pour enfants	1 179 194 700	1 174 694 700	4 500 000	1 139 015 816
26	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services sociaux et les services à l'enfance et à la jeunesse	93 830 600	98 288 100	(4 457 500)	103 243 309
28	Condition féminine	21 426 800	21 817 400	(390 600)	23 691 545
29	Soutiens à la formation linguistique et aux services d'établissement	73 733 300	75 926 800	(2 193 500)	102 835 032
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		17 690 614 900	16 987 362 400	703 252 500	16 911 890 618

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Nº	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	80 558 400	32 018 300	48 540 100	29 222 658
	Total - Crédits législatifs	80 558 400	32 018 300	48 540 100	29 222 658
	Total - Charges de fonctionnement	17 771 173 300	17 019 380 700	751 792 600	16 941 113 276
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
9	Services aux enfants et aux adultes	43 707 000	43 707 000	-	44 022 410
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	43 707 000	43 707 000	-	44 022 410
	Total - Actifs de fonctionnement	43 707 000	43 707 000	-	44 022 410

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES - CRÉDIT 702, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
702-3	Soutien financier et soutien à l'emploi		
	Traitements et salaires		136 300 400
	Avantages sociaux		24 712 800
	Transports et communications		6 049 800
	Services		38 536 400
	Fournitures et matériel		2 678 100
	Paielements de transfert		
	Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées - Soutien financier	5 520 243 900	
	Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées - Soutien à l'emploi	43 077 300	
	Programme Ontario au travail - Soutien financier	2 668 067 600	
	Programme Ontario au travail - Soutien à l'emploi	183 734 600	
	Programme de médicaments de l'Ontario	1 256 196 500	9 671 319 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement		9 879 597 400
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		80 558 400
702-7	Bureau des obligations familiales		
	Traitements et salaires		28 740 400
	Avantages sociaux		5 060 400
	Transports et communications		1 866 300
	Services		9 393 000
	Fournitures et matériel		265 800
	Total à voter - Charges de fonctionnement		45 325 900

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES - CRÉDIT 702, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES			
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
702-20	Enfants et jeunes à risque			
	Traitements et salaires			115 058 000
	Avantages sociaux			20 898 800
	Transports et communications			1 966 100
	Services			28 529 700
	Fournitures et matériel			1 404 500
	Paiements de transfert			
	Bien-être de l'enfance - soutiens aux collectivités et à la prévention	57 637 700		
	Bien-être de l'enfance - soutiens aux collectivités autochtones et à la prévention	86 446 500		
	Services de justice pour la jeunesse	116 405 700		
	Services de protection de l'enfance	1 613 651 000	1 874 140 900	
	Total à voter - Charges de fonctionnement			2 041 998 000
Sous-postes :				
Services de protection de l'enfance				
	Traitements et salaires	10 966 900		
	Avantages sociaux	1 456 700		
	Transports et communications	365 600		
	Services	11 968 900		
	Fournitures et matériel	261 300		
	Paiements de transfert			
	Bien-être de l'enfance - soutiens aux collectivités et à la prévention	57 637 700		
	Bien-être de l'enfance - soutiens aux collectivités autochtones et à la prévention	86 446 500		
	Services de protection de l'enfance	1 613 651 000	1 757 735 200	1 782 754 600
Services de justice pour la jeunesse				
	Traitements et salaires	104 091 100		
	Avantages sociaux	19 442 100		
	Transports et communications	1 600 500		
	Services	16 560 800		
	Fournitures et matériel	1 143 200		
	Paiements de transfert			
	Services de justice pour la jeunesse	116 405 700	259 243 400	
	Total à voter - Charges de fonctionnement			2 041 998 000

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES - CRÉDIT 702, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
702-21	Soutiens aux particuliers et aux familles		
	Traitements et salaires		82 005 400
	Avantages sociaux		15 994 900
	Transports et communications		3 868 600
	Services		10 881 400
	Fournitures et matériel		1 181 400
	Paiements de transfert		
	Services de soutien	902 491 700	
	Initiatives jeunesse	34 928 700	
	Soutiens pour l'intégration communautaire	68 050 700	
	Soutien aux victimes de violence	158 743 500	
	Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des Autochtones	35 249 900	
	Bébés en santé, enfants en santé	90 315 700	
	Soutien communautaire aux enfants et aux jeunes	188 552 100	
	Autisme	600 087 400	
	Services de traitement et de réadaptation pour enfants	210 939 100	
	Besoins particuliers complexes	104 895 700	
	Crédit d'impôt pour les activités des enfants	1 000	
	Services en établissement	1 847 321 000	4 241 576 500
Total à voter - Charges de fonctionnement			4 355 508 200

Sous-postes :

Services aux personnes ayant une déficience intellectuelle

Traitements et salaires		6 127 400	
Avantages sociaux		2 332 700	
Transports et communications		992 000	
Services		1 630 100	
Fournitures et matériel		282 600	
Paiements de transfert			
Services de soutien	902 491 700		
Services en établissement	1 847 321 000	2 749 812 700	2 761 177 500

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES - CRÉDIT 702, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Populations vulnérables				
Traitements et salaires		5 031 300		
Avantages sociaux		286 400		
Transports et communications		53 700		
Services		1 619 100		
Fournitures et matériel		18 500		
Paiements de transfert				
Soutiens pour l'intégration communautaire	68 050 700			
Soutien aux victimes de violence	158 743 500			
Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des Autochtones	35 249 900			
Initiatives jeunesse	34 928 700	296 972 800		303 981 800
Services à l'enfance et à la jeunesse				
Traitements et salaires		29 606 600		
Avantages sociaux		5 432 800		
Transports et communications		1 796 300		
Services		5 620 600		
Fournitures et matériel		425 800		
Paiements de transfert				
Soutien communautaire aux enfants et aux jeunes	188 552 100			
Autisme	600 087 400			
Services de traitement et de réadaptation pour enfants	210 939 100			
Besoins particuliers complexes	104 895 700			
Crédit d'impôt pour les activités des enfants	1 000			
Bébés en santé, enfants en santé	90 315 700	1 194 791 000		1 237 673 100
Bureaux régionaux				
Traitements et salaires		41 240 100		
Avantages sociaux		7 943 000		
Transports et communications		1 026 600		
Services		2 011 600		
Fournitures et matériel		454 500		52 675 800
Total à voter - Charges de fonctionnement		4 355 508 200		

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES - CRÉDIT 702, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
702-22	Prestation ontarienne pour enfants		
	Paiements de transfert		
	Subvention équivalant à la Prestation ontarienne pour enfants	14 194 700	
	Prestation ontarienne pour enfants	1 165 000 000	1 179 194 700
	Total à voter - Charges de fonctionnement		1 179 194 700
702-26	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services sociaux et les services à l'enfance et à la jeunesse		
	Traitements et salaires		36 467 700
	Avantages sociaux		5 138 800
	Transports et communications		2 779 500
	Services		69 784 500
	Fournitures et matériel		2 985 300
	Total partiel		117 155 800
	Moins : Recouvrements		23 325 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement		93 830 600
702-28	Condition féminine		
	Traitements et salaires		2 786 700
	Avantages sociaux		450 300
	Transports et communications		91 200
	Services		124 800
	Fournitures et matériel		33 200
	Paiements de transfert		
	Initiatives d'autonomisation économique	6 728 900	
	Initiatives de prévention de la violence	11 211 700	17 940 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement		21 426 800

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES - CRÉDIT 702, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
702-29	Soutiens à la formation linguistique et aux services d'établissement	
	Traitements et salaires	4 633 500
	Avantages sociaux	596 700
	Transports et communications	195 400
	Services	28 000
	Fournitures et matériel	111 200
	Paievements de transfert	
	Initiatives d'Affaires civiques et Immigration	68 168 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement	73 733 300
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des services aux enfants et aux adultes	17 771 173 300
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
702-9	Services aux enfants et aux adultes	
	Avances et montants récupérables	
	Soutien financier et soutien à l'emploi	43 700 000
	Prestation ontarienne pour enfants	1 000
	Bureau des obligations familiales	1 000
	Groupeement de l'information et de la technologie de l'information pour les services sociaux et les services à l'enfance et à la jeunesse	1 000
	Enfants et jeunes à risque	1 000
	Condition féminine	1 000
	Soutiens aux particuliers et aux familles	1 000
	Soutiens à la formation linguistique et aux services d'établissement	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	43 707 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme des services aux enfants et aux adultes	43 707 000

PROGRAMME DE LA STRATÉGIE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ - CRÉDIT 703

La Stratégie de réduction de la pauvreté s'acquitte des responsabilités découlant de la *Loi de 2009 sur la réduction de la pauvreté*.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Bureau de la Stratégie de réduction de la pauvreté	1 700 000	7 300 000	(5 600 000)	14 306 000
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 700 000	7 300 000	(5 600 000)	14 306 000
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	1 701 000	7 301 000	(5 600 000)	14 306 000
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Stratégie de réduction de la pauvreté	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME DE LA STRATÉGIE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ - CRÉDIT 703, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
703-1	Bureau de la Stratégie de réduction de la pauvreté	
	Paiements de transfert	
	Fonds pour la réduction de la pauvreté	1 700 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	1 700 000
Crédits législatifs		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	
	Autres opérations	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de la Stratégie de réduction de la pauvreté	1 701 000
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
703-2	Stratégie de réduction de la pauvreté	
	Avances et montants récupérables	
	Stratégie de réduction de la pauvreté	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme de la Stratégie de réduction de la pauvreté	1 000

SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES - PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS - CRÉDIT 704

Le programme d'immobilisations du ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires finance les projets d'infrastructure de toutes tailles du ministère ainsi que les logiciels d'application de gestion.

Le financement de l'infrastructure est fourni aux organismes qui reçoivent des paiements de transfert dans les collectivités et au bénéfice d'installations exploitées directement par le ministère pour l'acquisition, la construction et la rénovation d'immobilisations, et ce, afin de faciliter la prestation efficace des programmes du ministère et la gestion des activités de base du ministère.

Les logiciels d'application de gestion acquis, construits ou développés sont capitalisés et imputés sur la durée de vie utile de l'actif.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
9	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - programme d'immobilisations dans l'infrastructure - actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		1 000	1 000	-	-
Total - Actifs de fonctionnement		1 000	1 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
1	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - infrastructure	22 977 200	37 458 500	(14 481 300)	39 901 360
2	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - logiciels et applications de gestion	1 000	-	1 000	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		22 978 200	37 458 500	(14 480 300)	39 901 360
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	39 632 700	41 121 900	(1 489 200)	36 837 398
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
Total - Crédits législatifs		39 633 700	41 122 900	(1 489 200)	36 837 398
Total - Charges d'immobilisations		62 611 900	78 581 400	(15 969 500)	76 738 758

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - biens immobilisés liés à l'infrastructure	510 500	1 000	509 500	-
4	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - logiciels et applications de gestion - biens immobilisés	22 296 900	23 247 400	(950 500)	24 124 394
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		22 807 400	23 248 400	(441 000)	24 124 394
Total - Biens immobilisés		22 807 400	23 248 400	(441 000)	24 124 394

SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES - PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS - CRÉDIT
704, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
704-9	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires programme d'immobilisations dans l'infrastructure actifs de fonctionnement		
	Avances et montants récupérables		
	Programme d'immobilisations		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - Programme d'immobilisations		1 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
704-1	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires infrastructure		
	Paiements de transfert		
	Renouvellement des installations des partenaires	5 077 300	
	Subventions d'immobilisations	13 119 600	18 196 900
	Autres opérations		
	Provision pour dépréciation/perte/réduction de la valeur de certains biens	1 000	
	Investissements dans les immobilisations	4 779 300	4 780 300
	Total à voter - Charges d'immobilisations		22 977 200
704-2	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires logiciels et applications de gestion		
	Autres opérations		1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		1 000
Crédits législatifs			
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>		
	Autres opérations		39 632 700
Crédits législatifs			
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		
	Autres opérations		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - Programme d'immobilisations		62 611 900

SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES - PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS - CRÉDIT
704, suiteCLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	BIENS IMMOBILISÉS	
704-3	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires biens immobilisés liés à l'infrastructure	
	Investissements dans des immobilisations corporelles	1 000
	Immeubles – diversification des modes de financement et de l'approvisionnement	509 500
	Total à voter - Biens immobilisés	510 500
704-4	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires logiciels et applications de gestion biens immobilisés	
	Logiciels d'application de gestion - traitements et salaires	1 090 800
	Logiciels d'application de gestion - avantages sociaux	163 600
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	21 042 500
	Total à voter - Biens immobilisés	22 296 900
	Total (Biens immobilisés) - Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - Programme d'immobilisations	22 807 400

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	16 778 234 887	12 779 267 652
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	5 763 600	4 334 742 997
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(25 753 100)	(26 162 202)
Budget supplémentaire des dépenses		
Budget supplémentaire des dépenses 2019-2020	395 415 900	-
Total - Charges de fonctionnement redressées	17 153 661 287	17 087 848 447

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	78 581 400	59 336 175
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	17 402 583
Total - Charges d'immobilisations redressées	78 581 400	76 738 758

*La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges d'immobilisations.

BIENS IMMOBILISÉS	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Total - Biens immobilisés (données publiées antérieurement*)	23 248 400	20 528 201
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	3 596 193
Total - Biens immobilisés redressés	23 248 400	24 124 394

*La rubrique Total - Biens immobilisés comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - biens immobilisés.

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

Le ministère des Collèges et Universités est chargé de veiller à ce que le système d'éducation postsecondaire de l'Ontario appuie les apprenantes et apprenants de manière à ce qu'ils acquièrent l'éducation, les compétences et les opportunités dont ils ont besoin pour occuper les emplois d'aujourd'hui et de demain.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
3001	Programme d'administration du ministère	16 147 000	14 758 400	1 388 600	20 683 313
3002	Programme d'éducation postsecondaire	6 455 038 100	6 586 779 600	(131 741 500)	7 398 858 795
3005	Programme de recherche	187 399 200	188 689 600	(1 290 400)	174 629 399
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		6 658 584 300	6 790 227 600	(131 643 300)	7 594 171 507
	Crédits législatifs	55 106 014	55 106 014	-	36 264 081
	Total du ministère - Charges de fonctionnement	6 713 690 314	6 845 333 614	(131 643 300)	7 630 435 588
	Redressement de consolidation - collèges	3 504 321 700	3 293 324 200	210 997 500	2 961 027 351
	Redressement des charges de fonctionnement -	(48 979 900)	(48 979 900)	-	(33 055 246)
	Reclassement des charges d'intérêt liées à l'aide financière aux étudiants				
	Redressement de consolidation - hôpitaux	(9 886 600)	(14 994 000)	5 107 400	(15 193 844)
	Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(5 904 600)	(217 700)	(5 686 900)	(189 337)
	Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	10 153 240 914	10 074 466 214	78 774 700	10 543 024 512
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3001	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
3002	Programme d'éducation postsecondaire	395 100 000	440 000 000	(44 900 000)	149 521 516
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		395 101 000	440 001 000	(44 900 000)	149 521 516
	Total du ministère - Actifs de fonctionnement	395 101 000	440 001 000	(44 900 000)	149 521 516

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(**\$**)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3002	Programme d'éducation postsecondaire	173 021 900	91 756 700	81 265 200	391 066 458
3005	Programme de recherche	90 700 000	93 400 000	(2 700 000)	88 700 000
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	263 721 900	185 156 700	78 565 200	479 766 458
	Crédits législatifs	7 060 500	7 060 500	-	5 142 688
	Total du ministère - Charges d'immobilisations	270 782 400	192 217 200	78 565 200	484 909 146
	Redressement de consolidation - collèges	266 604 200	312 746 400	(46 142 200)	231 956 183
	Redressement de consolidation - conseils scolaires	-	-	-	(63 500)
	Redressements de consolidation - hôpitaux	(23 576 800)	(15 886 000)	(7 690 800)	(25 378 514)
	Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	-	-	-	(231 909)
	Redressement de consolidation - Fonds d'investissement stratégique	-	-	-	(44 638 499)
	Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	513 809 800	489 077 600	24 732 200	646 552 907
BIENS IMMOBILISÉS					
3002	Programme d'éducation postsecondaire	1 000	1 000	-	5 170 805
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	5 170 805
	Total du ministère - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	5 170 805
	Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	10 667 050 714	10 563 543 814	103 506 900	11 189 577 419

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3001

Fournir l'orientation générale requise pour permettre au ministère des Collèges et Universités d'atteindre ses objectifs, et assurer les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes de fonctionnement du ministère.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	16 147 000	14 758 400	1 388 600	20 683 313
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	16 147 000	14 758 400	1 388 600	20 683 313
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	16 667
L	Créances irrécouvrables - coûts administratifs, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	65 014	65 014	-	65 968
	Total - Charges de fonctionnement	16 212 014	14 823 414	1 388 600	20 749 281
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	Débiteurs	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3001, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
3001-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		5 620 800
	Avantages sociaux		772 000
	Transports et communications		169 100
	Services		9 517 400
	Fournitures et matériel		67 700
	Total à voter - Charges de fonctionnement		16 147 000
	Sous-postes :		
	Bureau principal		
	Traitements et salaires	2 926 600	
	Avantages sociaux	489 000	
	Transports et communications	169 100	
	Services	356 300	
	Fournitures et matériel	67 700	4 008 700
	Services financiers et administratifs		
	Services	5 181 800	5 181 800
	Ressources humaines		
	Services	998 600	998 600
	Services de communication		
	Traitements et salaires	2 694 200	
	Avantages sociaux	283 000	
	Services	505 300	3 482 500
	Services juridiques		
	Services	1 146 200	1 146 200
	Systèmes informatiques		
	Services	1 329 200	1 329 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement		16 147 000

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3001, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
	Crédits législatifs	
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173
	Autres opérations	
L	Créances irrécouvrables - coûts administratifs, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère	16 212 014
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	
3001-10	Débiteurs	
	Avances et montants récupérables	
	Avances et montants récupérables - recouvrements en cours d'exercice	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère	1 000

PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE - CRÉDIT 3002

Le programme de l'éducation postsecondaire, appuyé par la Division de l'éducation postsecondaire (DEP) et la Division du soutien aux apprenants au niveau postsecondaire (DSANP), est responsable de soutenir les établissements et les étudiants respectivement afin de créer un système d'éducation postsecondaire novateur, accessible et adapté en Ontario. Le programme établit et met en œuvre des politiques opérationnelles et stratégiques, et offre un soutien financier aux établissements d'enseignement postsecondaire et aux étudiants de l'Ontario. Il travaille à l'appui des objectifs socio-économiques stratégiques du gouvernement dans le but d'offrir des possibilités d'éducation de qualité, novatrices, adaptées aux besoins et accessibles. Le programme de l'éducation postsecondaire appuie également les Ontariens et Ontariennes qui cherchent à accéder au système d'études postsecondaires en leur offrant un soutien financier et réglementaire ainsi que des canaux de prestation modernes fondés sur la technologie.

Les programmes et activités clés de la DEP sont notamment : l'élaboration de cadres stratégiques, législatives et de financement pour les collèges, les établissements autochtones et les universités; les politiques et l'évaluation en matière d'immobilisations; l'administration des paiements de transfert aux collèges et universités se rattachant au fonctionnement et aux immobilisations; la gestion des relations financières et de gouvernance avec les établissements d'enseignement postsecondaire, les organismes et les organisations recevant des paiements de transfert (PT); la gestion des mécanismes de responsabilisation (comme les comptes rendus sur les inscriptions, les programmes et l'information financière, les indicateurs de rendement clés et les rapports annuels relatifs aux ententes de mandat stratégiques); l'apport de mesures de soutien aux apprenants autochtones; la réglementation des collèges publics d'arts appliqués et de technologie conformément aux lois applicables; la fourniture de services d'assurance de la qualité aux collèges publics ainsi qu'aux établissements postsecondaires privés de l'extérieur de la province qui souhaitent proposer en Ontario des programmes menant à un grade; l'établissement de résultats d'apprentissage pour les programmes de formation professionnelle ne menant pas à un grade.

La DSANP exécute le Régime d'aide financière aux étudiants de l'Ontario (RAFEO), un programme intégré axé sur les besoins, qui est proposé avec le gouvernement fédéral. Le RAFEO offre une aide financière, sous forme de bourses ou de prêts, aux étudiants compétents dans des programmes d'études postsecondaires. En plus du RAFEO, la DSANP propose des bourses d'entretien et d'études et d'autres programmes d'aide aux étudiants de niveau postsecondaire. Par l'entremise du bureau du surintendant des collèges privés d'enseignement professionnel, la DSANP réglemente aussi les collèges privés d'enseignement professionnel, en veillant à la protection du corps étudiant et à la qualité des programmes. La DSANP administre le Programme des étudiants étrangers, qui permet aux établissements de l'Ontario d'accepter des étudiants étrangers. Elle est responsable des politiques qui soutiennent l'apprentissage intégrant la technologie au palier postsecondaire et de l'élaboration d'une stratégie provinciale d'apprentissage numérique, et administre les ententes de paiements de transfert à l'appui de l'apprentissage par des voies numériques.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants	6 455 038 100	6 586 779 600	(131 741 500)	7 398 858 795
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		6 455 038 100	6 586 779 600	(131 741 500)	7 398 858 795

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
L	Créances irrécouvrables - Prêts aux étudiants - <i>Loi sur l'administration financière</i>	54 540 000	54 540 000	-	35 058 354
L	Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation, <i>Loi sur les collèges privés d'enseignement professionnel</i>	1 000	1 000	-	639 759
L	Créances irrécouvrables - collèges privés d'enseignement professionnel, <i>Loi sur l'administration financière</i>	500 000	500 000	-	500 000
Total - Crédits législatifs		55 041 000	55 041 000	-	36 198 113
Total - Charges de fonctionnement		6 510 079 100	6 641 820 600	(131 741 500)	7 435 056 908
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
4	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants	395 100 000	440 000 000	(44 900 000)	149 521 516
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		395 100 000	440 000 000	(44 900 000)	149 521 516
Total - Actifs de fonctionnement		395 100 000	440 000 000	(44 900 000)	149 521 516
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Soutien à l'éducation postsecondaire	173 021 900	91 756 700	81 265 200	391 066 458
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		173 021 900	91 756 700	81 265 200	391 066 458
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	7 060 500	7 060 500	-	5 142 688
Total - Crédits législatifs		7 060 500	7 060 500	-	5 142 688
Total - Charges d'immobilisations		180 082 400	98 817 200	81 265 200	396 209 146
BIENS IMMOBILISÉS					
6	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants	1 000	1 000	-	5 170 805
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		1 000	1 000	-	5 170 805
Total - Biens immobilisés		1 000	1 000	-	5 170 805

PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE - CRÉDIT 3002, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3002-1	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants		
	Traitements et salaires		23 328 500
	Avantages sociaux		3 373 400
	Transports et communications		1 124 400
	Services		24 272 000
	Fournitures et matériel		1 629 400
	Paielements de transfert		
	Subventions pour les coûts de fonctionnement des établissements autochtones	26 702 800	
	Subventions pour les coûts de fonctionnement des collèges	1 453 430 800	
	Subventions pour les coûts de fonctionnement des universités	3 632 629 600	
	Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)	748 200	
	Renouvellement de l'éducation postsecondaire	13 600 000	
	Programmes d'aide financière aux étudiantes et étudiants	1 274 400 000	6 401 511 400
	Total partiel		6 455 239 100
	Moins : Recouvrements		201 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		6 455 038 100
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables - Prêts aux étudiants - <i>Loi sur l'administration financière</i>		54 540 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation, <i>Loi sur les collèges privés d'enseignement professionnel</i>		1 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables - collèges privés d'enseignement professionnel, <i>Loi sur l'administration financière</i>		500 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'éducation postsecondaire		6 510 079 100

PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE - CRÉDIT 3002, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
3002-4	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants		
	Prêts et investissements		
	Prêts aux étudiants	394 100 000	
	Prêts aux étudiants - impayés	1 000 000	395 100 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		395 100 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'éducation postsecondaire		395 100 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
3002-3	Soutien à l'éducation postsecondaire		
	Paielements de transfert		
	Subventions d'immobilisations - collèges	72 543 000	
	Subventions d'immobilisations - universités	100 477 900	173 020 900
	Autres opérations		1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		173 021 900
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>		7 060 500
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'éducation postsecondaire		180 082 400
BIENS IMMOBILISÉS			
3002-6	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants		
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés		1 000
	Total à voter - Biens immobilisés		1 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'éducation postsecondaire		1 000

PROGRAMME DE RECHERCHE - CRÉDIT 3005

Le programme de recherche œuvre au renforcement de l'écosystème de recherche et d'innovation en Ontario. Pour ce faire, il élabore et gère l'ensemble des programmes de recherche du ministère qui investissent dans l'exploitation, l'infrastructure et les talents en recherche afin de soutenir les recherches et les chercheurs de calibre international qui travaillent dans les institutions financées par des fonds publics de tout l'Ontario; il met à profit le financement fédéral; il fait avancer la recherche translationnelle et ciblée dans des domaines précis; il soutient le développement des talents; il soutient les collaborations en recherche et développement à l'échelon mondial par l'établissement de protocoles d'entente avec d'autres administrations.

Ce programme dirige également les initiatives de gestion de l'information et celles relatives aux données, en particulier les mesures liées aux établissements postsecondaires et aux ententes de mandat stratégiques. Il soutient un processus décisionnel fondé sur des éléments probants et l'amélioration continue au sein du ministère.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Soutien à la recherche – charges de fonctionnement	187 399 200	188 689 600	(1 290 400)	174 629 399
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	187 399 200	188 689 600	(1 290 400)	174 629 399
	Total - Charges de fonctionnement	187 399 200	188 689 600	(1 290 400)	174 629 399
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Soutien à la recherche – charges d'immobilisations	90 700 000	93 400 000	(2 700 000)	88 700 000
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	90 700 000	93 400 000	(2 700 000)	88 700 000
	Total - Charges d'immobilisations	90 700 000	93 400 000	(2 700 000)	88 700 000

PROGRAMME DE RECHERCHE - CRÉDIT 3005, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
3005-1	Soutien à la recherche – charges de fonctionnement	
	Traitements et salaires	4 337 200
	Avantages sociaux	746 700
	Transports et communications	97 000
	Services	324 200
	Fournitures et matériel	90 400
	Paielements de transfert	181 803 700
	Total à voter - Charges de fonctionnement	187 399 200
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de recherche	187 399 200
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
3005-3	Soutien à la recherche – charges d'immobilisations	
	Paielements de transfert	90 700 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	90 700 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme de recherche	90 700 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	8 028 601 914	8 651 771 452
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	116 336 700	221 067 576
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(1 299 605 000)	(1 242 403 440)
Total - Charges de fonctionnement redressées	6 845 333 614	7 630 435 588

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Total - Actifs de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	442 001 000	150 269 016
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(2 000 000)	(747 500)
Total - Actifs de fonctionnement redressés	440 001 000	149 521 516

*La rubrique Total - Actifs de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - actifs de fonctionnement.

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	114 005 200	411 412 446
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	93 400 000	88 700 000
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(15 188 000)	(15 203 300)
Total - Charges d'immobilisations redressées	192 217 200	484 909 146

*La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges d'immobilisations.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE

Le ministère soutient la croissance économique et la création d'emplois axées sur l'optimisation des ressources financières, une meilleure reddition des comptes et une transparence accrue pour l'ensemble de la population ontarienne en aidant les entreprises à se lancer, à se développer et à passer à l'échelon supérieur, en tirant profit des talents et en proposant des programmes et services qui contribuent à accroître la productivité et la compétitivité globales de l'Ontario.

Le ministère veille également à ce que les intérêts de l'Ontario soient représentés lors des négociations sur des accords commerciaux internationaux dirigées par le gouvernement fédéral. Le ministère fait la promotion de l'Ontario comme une destination de premier plan en matière d'investissement, en montrant au monde ce que nous faisons pour faciliter l'investissement et les affaires dans notre province, et il aide les entreprises ontariennes à vendre leurs produits et services dans le monde entier. Le Bureau du ministre associé délégué aux Petites Entreprises et à la Réduction des formalités administratives travaille avec les intervenants et les ministères chargés de la réglementation pour moderniser et rationaliser les règlements dépassés, en double, peu clairs ou trop rigides afin de réduire le fardeau administratif qui pèse sur les entreprises tout en maintenant des normes élevées relativement à l'environnement, aux lieux de travail, à la santé et à la sécurité publique.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
901	Programme d'administration du ministère	23 447 200	22 169 600	1 277 600	26 812 836
902	Programme de développement économique, de création d'emplois et de commerce	555 384 600	630 657 900	(75 273 300)	779 106 153
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		578 831 800	652 827 500	(73 995 700)	805 918 989
Crédits législatifs		529 565	507 187	22 378	319 406
Total du ministère - Charges de fonctionnement		579 361 365	653 334 687	(73 973 322)	806 238 395
Redressement de consolidation - Société ontarienne de financement de la croissance		(1 551 900)	(30 321 200)	28 769 300	(24 455 921)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général		-	(8 721 900)	8 721 900	(7 928 890)
Redressement des charges de fonctionnement - Reclassement lié au compte de liquidation du programme de plafonnement et d'échange		-	-	-	2 320 938
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		577 809 465	614 291 587	(36 482 122)	776 174 522

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
901	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
902	Programme de développement économique, de création d'emplois et de commerce	50 000 000	10 000 000	40 000 000	5 166 247
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		50 001 000	10 001 000	40 000 000	5 166 247
Total du ministère - Actifs de fonctionnement		50 001 000	10 001 000	40 000 000	5 166 247
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
902	Programme de développement économique, de création d'emplois et de commerce	3 000	3 000	-	12 440 727
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		3 000	3 000	-	12 440 727
Crédits législatifs		1 000	1 000	-	-
Total du ministère - Charges d'immobilisations		4 000	4 000	-	12 440 727
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général		-	-	-	(2 908 088)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		4 000	4 000	-	9 532 639
BIENS IMMOBILISÉS					
902	Programme de développement économique, de création d'emplois et de commerce	2 000	2 000	-	-
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		2 000	2 000	-	-
Total du ministère - Biens immobilisés		2 000	2 000	-	-
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)		577 813 465	614 295 587	(36 482 122)	785 707 161

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 901

Ce programme offre des services généraux (financiers, juridiques, ressources humaines, planification et autres) aux programmes opérationnels du ministère et à certains de ses organismes.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	23 447 200	22 169 600	1 277 600	26 812 836
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	23 447 200	22 169 600	1 277 600	26 812 836
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	22 378	-	22 378	-
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	72 993
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346	32 346	-	33 333
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	103 565	81 187	22 378	106 326
	Total - Charges de fonctionnement	23 550 765	22 250 787	1 299 978	26 919 162
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	Débiteurs	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 901, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
901-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		14 014 400
	Avantages sociaux		1 430 000
	Transports et communications		630 000
	Services		6 918 700
	Fournitures et matériel		454 100
	Autres opérations		100 000
	Total partiel		23 547 200
	Moins : Recouvrements		100 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		23 447 200
	<i>Sous-postes :</i>		
	<i>Bureau principal</i>		
	Traitements et salaires	6 082 200	
	Avantages sociaux	562 300	
	Transports et communications	185 000	
	Services	1 761 900	
	Fournitures et matériel	75 000	8 666 400
	<i>Planification et finances</i>		
	Traitements et salaires	3 673 100	
	Avantages sociaux	428 300	
	Transports et communications	350 000	
	Services	2 008 800	
	Fournitures et matériel	192 500	
	Autres opérations	100 000	
	Total partiel	6 752 700	
	Moins : Recouvrements	100 000	6 652 700
	<i>Ressources humaines</i>		
	Traitements et salaires	1 069 400	
	Avantages sociaux	105 400	
	Transports et communications	40 000	
	Services	183 000	
	Fournitures et matériel	20 000	1 417 800

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 901, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Services de communication</i>		
	Traitements et salaires	3 154 700	
	Avantages sociaux	332 000	
	Transports et communications	35 000	
	Services	700 000	
	Fournitures et matériel	40 000	4 261 700
	<i>Services juridiques</i>		
	Traitements et salaires	35 000	
	Avantages sociaux	2 000	
	Transports et communications	20 000	
	Services	2 265 000	
	Fournitures et matériel	126 600	2 448 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement		23 447 200
	Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		22 378
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		32 346
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		23 550 765
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
901-10	Débiteurs		
	Avances et montants récupérables		
	Avances et montants récupérables - recouvrements en cours d'exercice		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		1 000

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE - CRÉDIT 902

Ce programme appuie la croissance économique et la création d'emplois en Ontario. Pour ce faire, il attire et stimule les investissements dans les principaux secteurs, régions et groupements commerciaux, et exécute et gère les programmes de financement connexes; il collabore avec les ministères partenaires pour élaborer des politiques et des stratégies visant à renforcer la compétitivité des entreprises; il veille à ce que les intérêts de l'Ontario soient bien représentés dans l'ensemble des négociations et des dossiers commerciaux, élabore des stratégies commerciales et d'investissement pour accroître la compétitivité de l'Ontario sur le plan national et international et propose des services d'investissement et des liens utiles aux investisseurs qui cherchent à établir leurs activités en Ontario; il établit des stratégies pour les industries prioritaires en Ontario afin de garantir la viabilité à long terme, la croissance de l'emploi et l'investissement, fait progresser les investissements directs provenant de l'étranger et élabore des stratégies pour étendre et assurer des opportunités, en établissant des partenariats stratégiques avec des intervenants et des entreprises de pointe dans des secteurs essentiels de l'économie ontarienne; il renforce la sensibilisation à l'égard des programmes et des services pour aider les entreprises à se développer et à passer à l'échelle supérieure et fait au pays et à l'étranger la promotion de l'Ontario comme un lieu où les entreprises s'épanouissent et prospèrent afin d'établir des partenariats mondiaux dans les domaines du commerce, de l'investissement et de l'innovation; il stimule les économies régionales, œuvre pour assurer une amélioration de l'emploi dans toute la province par la formation professionnelle et en cours d'emploi, et exécute des programmes d'investissement, de création d'emplois et de développement des talents; il tisse des liens solides avec les membres de l'écosystème des entreprises pour leur donner accès à du capital et à des services afin qu'ils puissent accélérer la croissance de leurs activités et créer des emplois, et il renforce la capacité de l'Ontario à innover et à améliorer l'avenir économique et technologique de la province; il procure des conseils, des services et des soutiens aux entreprises pour réduire les obstacles et optimiser leur réussite en Ontario et dans le reste du monde. Le Bureau du ministre associé délégué aux Petites Entreprises et à la Réduction des formalités administratives soutient l'élaboration d'initiatives de modernisation des services de conformité avec la réglementation, ainsi que d'une stratégie et de politiques pour les petites entreprises, dans le but d'améliorer le travail accompli par le gouvernement pour les entreprises.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
13	Développement économique, Création d'emplois et Commerce	555 384 600	630 657 900	(75 273 300)	779 106 153
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	555 384 600	630 657 900	(75 273 300)	779 106 153
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	426 000	426 000	-	213 080
	Total - Crédits législatifs	426 000	426 000	-	213 080
	Total - Charges de fonctionnement	555 810 600	631 083 900	(75 273 300)	779 319 233

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Nº	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
14	Développement économique, Création d'emplois et Commerce	50 000 000	10 000 000	40 000 000	5 166 247
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	50 000 000	10 000 000	40 000 000	5 166 247
	Total - Actifs de fonctionnement	50 000 000	10 000 000	40 000 000	5 166 247
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
21	Développement économique, Création d'emplois et Commerce	3 000	3 000	-	12 440 727
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	3 000	3 000	-	12 440 727
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	4 000	4 000	-	12 440 727
BIENS IMMOBILISÉS					
22	Développement économique, Création d'emplois et Commerce	2 000	2 000	-	-
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	2 000	2 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	2 000	2 000	-	-

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE - CRÉDIT 902, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
902-13	Développement économique, Création d'emplois et Commerce		
	Traitements et salaires		48 434 400
	Avantages sociaux		5 802 100
	Transports et communications		4 708 700
	Services		30 278 700
	Fournitures et matériel		2 075 400
	Paielements de transfert		
	Crédit d'impôt pour l'investissement dans le développement régional	25 000 000	
	Développement de réseaux 5G et de nouvelle génération	30 000 000	
	Consortium de la fabrication de pointe	7 000 000	
	Investissements dans le secteur des assembleurs de véhicules automobiles	15 090 000	
	Plan pour le secteur automobile	14 550 000	
	Crédit d'impôt de l'Ontario pour les entreprises parrainant les instituts de recherche	19 038 700	
	Soutien aux réseaux d'innovation et de commercialisation	30 122 200	
	Communité Hub	3 900 000	
	Programmes pour l'entrepreneuriat	4 500 000	
	Site certifié – Prêt à l'investissement	350 000	
	Fonds pour l'emploi et la prospérité et autres programmes de soutien aux entreprises	137 519 700	
	Centres d'encadrement des petits entrepreneurs	4 301 000	
	Société ontarienne de financement de la croissance - Fonctionnement	2 000 000	
	Crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario	155 407 600	
	Subventions de soutien aux secteurs	10 409 000	
	Expérience d'entrepreneuriat pour les étudiants - Entreprise d'été	2 100 000	
	Toronto Global	2 500 000	
	Réseau Trillium pour la fabrication de pointe	500 000	464 288 200
	Total partiel		555 587 500
	Moins : Recouvrements		202 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement		555 384 600

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE - CRÉDIT 902, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Sous-postes :				
Développement économique et investissements				
Traitements et salaires			18 982 900	
Avantages sociaux			2 423 600	
Transports et communications			2 556 000	
Services			5 162 300	
Fournitures et matériel			1 390 600	
Paielements de transfert				
Crédit d'impôt pour l'investissement dans le développement régional	25 000 000			
Investissements dans le secteur des assembleurs de véhicules automobiles	15 090 000			
Plan pour le secteur automobile	14 550 000			
Site certifié – Prêt à l'investissement	350 000			
Fonds pour l'emploi et la prospérité et autres programmes de soutien aux entreprises	137 519 700			
Subventions de soutien aux secteurs	10 409 000			
Toronto Global	2 500 000			
Réseau Trillium pour la fabrication de pointe	500 000	205 918 700		236 434 100
Stratégies et politiques				
Traitements et salaires		7 534 700		
Avantages sociaux		916 900		
Transports et communications		137 100		
Services		723 800		
Fournitures et matériel		76 900		
Total partiel		9 389 400		
Moins : Recouvrements		202 900		9 186 500

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE - CRÉDIT 902, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Démarrage et expansion				
	Traitements et salaires		6 800 000	
	Avantages sociaux		885 000	
	Transports et communications		415 600	
	Services		2 502 700	
	Fournitures et matériel		229 000	
	Paiements de transfert			
	Programmes pour l'entrepreneuriat	4 500 000		
	Centres d'encadrement des petits entrepreneurs	4 301 000		
	Expérience d'entrepreneuriat pour les étudiants - Entreprise d'été	2 100 000	10 901 000	21 733 300
Commerce international				
	Traitements et salaires		15 116 800	
	Avantages sociaux		1 576 600	
	Transports et communications		1 600 000	
	Services		21 889 900	
	Fournitures et matériel		378 900	40 562 200
Innovation				
	Paiements de transfert			
	Développement de réseaux 5G et de nouvelle génération	30 000 000		
	Consortium de la fabrication de pointe	7 000 000		
	Crédit d'impôt de l'Ontario pour les entreprises parrainant les instituts de recherche	19 038 700		
	Soutien aux réseaux d'innovation et de commercialisation	30 122 200		
	Communitech Hub	3 900 000		
	Société ontarienne de financement de la croissance - Fonctionnement	2 000 000		
	Crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario	155 407 600	247 468 500	247 468 500
Total à voter - Charges de fonctionnement			555 384 600	
Crédits législatifs				
	Autres opérations			
L	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière			426 000
Total (Charges de fonctionnement) - Programme de développement économique, de création d'emplois et de commerce			555 810 600	

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE - CRÉDIT 902, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	
902-14	Développement économique, Création d'emplois et Commerce	
	Prêts et investissements	
	Fonds pour l'emploi et la prospérité et autres programmes de soutien aux entreprises	50 000 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	50 000 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme de développement économique, de création d'emplois et de commerce	50 000 000
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
902-21	Développement économique, Création d'emplois et Commerce	
	Autres opérations	3 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	3 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme de développement économique, de création d'emplois et de commerce	4 000
	BIENS IMMOBILISÉS	
902-22	Développement économique, Création d'emplois et Commerce	
	Investissements dans des immobilisations corporelles	1 000
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	2 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme de développement économique, de création d'emplois et de commerce	2 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	752 987 087	940 805 717
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	4 408 100	18 916 565
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(104 060 500)	(153 483 887)
Total - Charges de fonctionnement redressées	653 334 687	806 238 395

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	93 404 000	100 194 713
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(93 400 000)	(87 753 986)
Total - Charges d'immobilisations redressées	4 000	12 440 727

*La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges d'immobilisations.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

Le ministère de l'Éducation est responsable des programmes pour la petite enfance et la garde d'enfants ainsi que du système d'éducation de la maternelle à la 12e année. Le ministère s'engage à veiller à ce que les enfants et les élèves aient les compétences et les connaissances dont ils ont besoin pour s'épanouir pleinement et pour réussir tout au long de leur vie.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1001	Programme d'administration du ministère	17 794 500	18 587 400	(792 900)	19 170 042
1002	Programme d'éducation élémentaire et secondaire	25 835 455 700	25 311 487 500	523 968 200	25 273 311 793
1003	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	49 775 400	50 153 700	(378 300)	46 674 335
1004	Programmes pour la garde d'enfants et la petite enfance	2 268 818 100	2 196 568 700	72 249 400	1 936 216 583
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		28 171 843 700	27 576 797 300	595 046 400	27 275 372 753
Crédits législatifs		1 620 802 014	1 732 089 392	(111 287 378)	1 677 828 265
Total du ministère - Charges de fonctionnement		29 792 645 714	29 308 886 692	483 759 022	28 953 201 018
Redressement de consolidation - Office des télécommunications éducatives de langue française de l'Ontario (OTÉLFO)		2 868 600	5 294 300	(2 425 700)	2 243 620
Redressement de consolidation - Office de la qualité et de la responsabilité en éducation		4 536 900	(1 330 600)	5 867 500	(1 883 014)
Redressement de consolidation - Office de la télécommunication éducative de l'Ontario (TVOntario)		14 780 500	11 700 800	3 079 700	4 790 122
Redressement de consolidation - Reclassement des intérêts débiteurs - The 55 School Board Trust		(65 723 500)	(65 723 500)	-	(65 836 547)
Redressement de consolidation - écoles		720 168 500	1 025 415 500	(305 247 000)	167 404 066
Redressement de consolidation - collèges		(26 475 000)	(26 796 600)	321 600	(29 534 889)
Redressement de consolidation - hôpitaux		(7 722 400)	(5 500 000)	(2 222 400)	(7 646 951)
Redressement de consolidation - Science Nord		-	-	-	(1 091 791)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général		1 336 400	(13 501 000)	14 837 400	(18 780 152)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		30 436 415 714	30 238 445 592	197 970 122	29 002 865 482

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
1001	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
1002	Programme d'éducation élémentaire et secondaire	1 485 800	3 060 000	(1 574 200)	1 874 704
1003	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		1 487 800	3 062 000	(1 574 200)	1 874 704
Total du ministère - Actifs de fonctionnement		1 487 800	3 062 000	(1 574 200)	1 874 704
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
1002	Programme d'éducation élémentaire et secondaire	1 551 997 900	1 749 909 500	(197 911 600)	1 515 554 667
1004	Programmes pour la garde d'enfants et la petite enfance	10 002 000	10 002 000	-	94 279 586
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		1 561 999 900	1 759 911 500	(197 911 600)	1 609 834 253
Crédits législatifs		2 968 900	2 996 700	(27 800)	2 687 035
Total du ministère - Charges d'immobilisations		1 564 968 800	1 762 908 200	(197 939 400)	1 612 521 288
Redressement de consolidation - Office des télécommunications éducatives de langue française de l'Ontario (OTÉLFO)		1 049 000	1 088 300	(39 300)	1 393 733
Redressement de consolidation - Office de la télécommunication éducative de l'Ontario (OTEO)		2 351 400	1 908 600	442 800	2 121 373
Redressement de consolidation - Office de la qualité et de la responsabilité en éducation		302 300	330 000	(27 700)	414 154
Redressement de consolidation - écoles		(103 297 000)	(412 261 100)	308 964 100	(287 424 528)
Redressement des charges d'immobilisations - Reclassement lié au compte de liquidation du programme de plafonnement et d'échange		-	-	-	93 309 053
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général		(8 611 500)	(8 611 500)	-	(1 571 840)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		1 456 763 000	1 345 362 500	111 400 500	1 420 763 233

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(**\$**)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
BIENS IMMOBILISÉS					
1002	Programme d'éducation élémentaire et secondaire	2 429 500	2 637 500	(208 000)	1 410 852
1004	Programmes pour la garde d'enfants et la petite enfance	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		2 430 500	2 638 500	(208 000)	1 410 852
Total du ministère - Biens immobilisés		2 430 500	2 638 500	(208 000)	1 410 852
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)					
		31 893 178 714	31 583 808 092	309 370 622	30 423 628 715

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1001

Fournir l'orientation générale requise pour que le ministère de l'Éducation atteigne ses objectifs et offrir les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes opérationnels du ministère.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	17 794 500	18 587 400	(792 900)	19 170 042
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	17 794 500	18 587 400	(792 900)	19 170 042
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	-	22 378	(22 378)	-
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	16 667
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	65 014	87 392	(22 378)	65 968
	Total - Charges de fonctionnement	17 859 514	18 674 792	(815 278)	19 236 010
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	Débiteurs	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1001, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1001-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		15 266 500
	Avantages sociaux		2 371 900
	Transports et communications		805 600
	Services		5 131 500
	Fournitures et matériel		362 400
	Total partiel		23 937 900
	Moins : Recouvrements		6 143 400
	Total à voter - Charges de fonctionnement		17 794 500
	<i>Sous-postes :</i>		
	<i>Bureau principal</i>		
	Traitements et salaires	3 200 600	
	Avantages sociaux	427 300	
	Transports et communications	153 800	
	Services	215 000	
	Fournitures et matériel	61 500	4 058 200
	<i>Services financiers et administratifs</i>		
	Traitements et salaires	6 662 800	
	Avantages sociaux	1 162 000	
	Transports et communications	477 800	
	Services	752 900	
	Fournitures et matériel	192 800	
	Total partiel	9 248 300	
	Moins : Recouvrements	3 836 100	5 412 200
	<i>Ressources humaines</i>		
	Traitements et salaires	1 881 300	
	Avantages sociaux	260 500	
	Transports et communications	66 000	
	Services	161 000	
	Fournitures et matériel	31 500	
	Total partiel	2 400 300	
	Moins : Recouvrements	1 290 700	1 109 600

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1001, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Services de communication</i>		
	Traitements et salaires	3 501 800	
	Avantages sociaux	504 700	
	Transports et communications	108 000	
	Services	143 200	
	Fournitures et matériel	76 600	4 334 300
	<i>Services juridiques</i>		
	Traitements et salaires	20 000	
	Avantages sociaux	17 400	
	Services	2 353 900	
	Total partiel	2 391 300	
	Moins : Recouvrements	1 016 600	1 374 700
	<i>Systèmes informatiques</i>		
	Services	1 505 500	1 505 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement		17 794 500
	Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		17 859 514
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
1001-10	Débiteurs		
	Avances et montants récupérables		
	Avances et montants récupérables - recouvrements en cours d'exercice		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		1 000

PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE - CRÉDIT 1002

Fournir une orientation en matière de politiques et de programmes ainsi qu'un soutien financier aux conseils scolaires de district, aux écoles et aux organismes de l'Ontario tout en favorisant et en soutenant un système d'éducation de qualité pour tous les élèves de la province, qui les prépare à obtenir leur diplôme avec les compétences et les connaissances nécessaires pour réussir à l'école, au travail et dans la vie. Pendant que le ministère continue de se centrer sur les atouts des élèves et les besoins à combler pour que ceux-ci réalisent leur potentiel, il collabore également avec les parents et ses partenaires pour veiller à ce que les efforts restent ciblés sur l'ensemble des apprenants.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Politiques et prestation des programmes	25 694 621 400	25 162 766 600	531 854 800	25 128 883 579
2	Activités éducatives	140 834 300	148 720 900	(7 886 600)	144 428 214
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	25 835 455 700	25 311 487 500	523 968 200	25 273 311 793
L	Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	1 620 735 000	1 732 000 000	(111 265 000)	1 677 695 114
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	67 183
	Total - Crédits législatifs	1 620 736 000	1 732 001 000	(111 265 000)	1 677 762 297
	Total - Charges de fonctionnement	27 456 191 700	27 043 488 500	412 703 200	26 951 074 090
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
4	Politiques et prestation des programmes	1 485 800	3 060 000	(1 574 200)	1 874 704
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 485 800	3 060 000	(1 574 200)	1 874 704
	Total - Actifs de fonctionnement	1 485 800	3 060 000	(1 574 200)	1 874 704

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire	1 551 996 900	1 749 908 500	(197 911 600)	1 512 075 015
5	Éducation élémentaire et secondaire – charges liées aux biens immobilisés	1 000	1 000	-	3 479 652
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		1 551 997 900	1 749 909 500	(197 911 600)	1 515 554 667
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 171 800	1 199 600	(27 800)	1 142 698
Total - Crédits législatifs		1 171 800	1 199 600	(27 800)	1 142 698
Total - Charges d'immobilisations		1 553 169 700	1 751 109 100	(197 939 400)	1 516 697 365
BIENS IMMOBILISÉS					
6	Éducation élémentaire et secondaire	2 429 500	2 637 500	(208 000)	1 410 852
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		2 429 500	2 637 500	(208 000)	1 410 852
Total - Biens immobilisés		2 429 500	2 637 500	(208 000)	1 410 852

PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE - CRÉDIT 1002, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1002-1	Politiques et prestation des programmes		
	Traitements et salaires		74 662 600
	Avantages sociaux		11 174 500
	Transports et communications		12 102 400
	Services		33 631 300
	Fournitures et matériel		8 526 100
	Paielements de transfert		
	Financement des priorités et des partenariats - conseils scolaires	171 818 600	
	Financement des priorités et des partenariats - tiers	130 530 700	
	Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires	17 707 513 900	
	Charge sans effet sur la trésorerie relative à l'impôt foncier scolaire	7 467 307 800	
	Fiducies provinciales d'avantages sociaux	1 000	
	Projets des langues officielles	45 551 500	
	Office de la qualité et de la responsabilité en éducation	31 562 100	
	Subventions pour la viabilité des partenaires	2 515 500	25 556 801 100
	Total partiel		25 696 898 000
	Moins : Recouvrements		2 276 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement		25 694 621 400
1002-2	Activités éducatives		
	Traitements et salaires		45 483 300
	Avantages sociaux		6 836 300
	Transports et communications		1 059 100
	Services		15 828 200
	Fournitures et matériel		3 988 100
	Paielements de transfert		
	Paielements tenant lieu d'impôt aux municipalités	63 800	
	Programme de soutien pour les élèves des écoles provinciales	100 000	
	Office des télécommunications éducatives de langue française de l'Ontario (OTÉLFO)	24 793 700	
	Office de la télécommunication éducative de l'Ontario (OTEO)	42 906 800	67 864 300
	Total partiel		141 059 300

PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE - CRÉDIT 1002, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
	Moins : Recouvrements	225 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	140 834 300
	Crédits législatifs	
	Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	
	Paielements de transfert	
L	Prestations prises en charge par le gouvernement, <i>Loi sur le régime de retraite des enseignants</i>	1 620 735 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'éducation élémentaire et secondaire	27 456 191 700
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	
1002-4	Politiques et prestation des programmes	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 485 800
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 485 800
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'éducation élémentaire et secondaire	1 485 800

PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE - CRÉDIT 1002, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1002-3	Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire		
	Paielements de transfert		
	Subventions d'immobilisations - conseils scolaires	1 406 557 900	
	Programme d'apprentissage des jeunes enfants	22 594 700	
	Conseils scolaires - Financement des immobilisations pour les services de garde d'enfants	111 696 800	
	Office des télécommunications éducatives de langue française de l'Ontario (OTÉLFO)	1 000 000	
	Office de la télécommunication éducative de l'Ontario (OTEO)	1 536 000	1 543 385 400
	Autres opérations		
	Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire		8 611 500
	Total à voter - Charges d'immobilisations		1 551 996 900
1002-5	Éducation élémentaire et secondaire – charges liées aux biens immobilisés		
	Autres opérations		1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		1 000
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 171 800
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'éducation élémentaire et secondaire		1 553 169 700
	BIENS IMMOBILISÉS		
1002-6	Éducation élémentaire et secondaire		
	Matériel de technologie de l'information		437 500
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés		1 992 000
	Total à voter - Biens immobilisés		2 429 500
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'éducation élémentaire et secondaire		2 429 500

GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ - CRÉDIT 1003

Le Groupement ITI pour les services à la collectivité est en matière de services stratégiques d'information et de technologie de l'information le partenaire de quatre ministères : Éducation; Collèges et Universités; Affaires municipales et Logement; Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture. Le Groupement travaille en collaboration avec les ministères pour concevoir des modèles opérationnels centrés sur l'utilisateur et veiller à ce que les actifs numériques soient rentables, souples et continuellement optimisés pour une contribution directe aux résultats stratégiques à l'intention du public.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE Nº	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	49 775 400	50 153 700	(378 300)	46 674 335
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		49 775 400	50 153 700	(378 300)	46 674 335
Total - Charges de fonctionnement		49 775 400	50 153 700	(378 300)	46 674 335
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		1 000	1 000	-	-
Total - Actifs de fonctionnement		1 000	1 000	-	-

GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ - CRÉDIT 1003, suite

**CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)**

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1003-1	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	
	Traitements et salaires	31 595 800
	Avantages sociaux	3 455 500
	Transports et communications	647 500
	Services	87 523 900
	Fournitures et matériel	285 000
	Total partiel	123 507 700
	Moins : Recouvrements	73 732 300
	Total à voter - Charges de fonctionnement	49 775 400
	Total (Charges de fonctionnement) - Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	49 775 400
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
1003-2	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	1 000

PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE - CRÉDIT 1004

Le gouvernement sait qu'un système solide pour la petite enfance et la garde d'enfants joue un rôle essentiel pour aider les familles à élever leurs enfants. Le gouvernement s'engage à veiller à ce que les enfants et les familles aient accès à un éventail de programmes sains, abordables, inclusifs, sûrs et de qualité pour la petite enfance et la garde d'enfants, où les parents ont la flexibilité de choisir les options convenant le mieux à leur famille.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Élaboration des politiques et prestation des programmes	2 268 818 100	2 196 568 700	72 249 400	1 936 216 583
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	2 268 818 100	2 196 568 700	72 249 400	1 936 216 583
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	2 268 819 100	2 196 569 700	72 249 400	1 936 216 583
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Immobilisations pour les services de garde d'enfants	10 001 000	10 001 000	-	94 279 586
5	Garde d'enfants – charges liées aux biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	10 002 000	10 002 000	-	94 279 586
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 797 100	1 797 100	-	1 544 337
	Total - Crédits législatifs	1 797 100	1 797 100	-	1 544 337
	Total - Charges d'immobilisations	11 799 100	11 799 100	-	95 823 923
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Modernisation de la TI pour les services de garde d'enfants	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE - CRÉDIT 1004, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1004-1	Élaboration des politiques et prestation des programmes		
	Traitements et salaires		12 908 800
	Avantages sociaux		1 730 600
	Transports et communications		100 000
	Services		5 997 100
	Fournitures et matériel		50 000
	Paielements de transfert		
	Crédit d'impôt de l'Ontario pour l'accès aux services de garde d'enfants et l'allègement des dépenses	375 000 000	
	Garde d'enfants et petite enfance	1 873 031 600	2 248 031 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement		2 268 818 100
Crédits législatifs			
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		
	Autres opérations		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programmes pour la garde d'enfants et la petite enfance		2 268 819 100
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1004-2	Immobilisations pour les services de garde d'enfants		
	Paielements de transfert		
	Immobilisations relatives aux programmes pour la garde d'enfants et la petite enfance		10 001 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		10 001 000
1004-5	Garde d'enfants – charges liées aux biens immobilisés		
	Autres opérations		1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		1 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 797 100
	Total (Charges d'immobilisations) - Programmes pour la garde d'enfants et la petite enfance		11 799 100

PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE - CRÉDIT 1004, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	BIENS IMMOBILISÉS	
1004-4	Modernisation de la TI pour les services de garde d'enfants	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Programmes pour la garde d'enfants et la petite enfance	1 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	29 252 244 892	28 959 372 224
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(7 287 500)	(6 171 206)
Budget supplémentaire des dépenses		
Budget supplémentaire des dépenses 2019-2020	63 929 300	-
Total - Charges de fonctionnement redressées	29 308 886 692	28 953 201 018

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

Le ministère de l'Énergie, du Développement du Nord et des Mines (EDNM) établit le cadre législatif et stratégique permettant d'offrir à la population ontarienne un approvisionnement en énergie fiable et abordable et davantage de choix dans leur consommation d'énergie. En tant que ministère représentant le Nord de l'Ontario et le secteur minier provincial, EDNM s'attache à alimenter le dynamisme, la santé et la prospérité du Nord de l'Ontario et du secteur minier provincial.

Le ministère définit tous les aspects de la politique énergétique de l'Ontario (électricité, gaz naturel, pétrole, etc.) et fournit des conseils dans ces domaines. Il surveille les activités de la Commission de l'énergie de l'Ontario et de la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité. Le ministère est l'unique actionnaire de l'Ontario Power Generation et le principal actionnaire d'Hydro One, une société ouverte cotée en bourse.

EDNM collabore avec des partenaires et des intervenants pour élaborer des politiques qui appuient des systèmes efficaces d'approvisionnement, de transport et de distribution en matière d'énergie, pour promouvoir la conservation de l'énergie et l'efficacité énergétique et pour stimuler l'économie de manière à ce que l'Ontario soit ouvert aux affaires.

Le ministère exécute des programmes de développement économique et permet au Nord de faire entendre sa voix. Les programmes d'EDNM soutiennent la croissance économique et le dynamisme des collectivités du Nord. La Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario, qui relève du ministère, réalise des investissements stratégiques qui contribuent à élargir les possibilités économiques dans le Nord.

EDNM encourage les investissements et l'exploration dans le secteur minier ontarien. La Commission géologique de l'Ontario, qui relève d'EDNM, offre aux clients de l'information géoscientifique sur la géologie et les ressources terrestres de l'Ontario. Ces activités soutiennent un éventail de priorités stratégiques provinciales en matière de développement, de planification, de protection de l'environnement, d'énergie et de changement climatique. Le ministère assure la sécurité et le respect de l'environnement en matière d'exploitation des minéraux et de réhabilitation des terrains miniers.

EDNM soutient l'élaboration de politiques et de programmes pour la zone connue sous le nom de Cercle de feu. Le ministère travaille avec les communautés autochtones, les sociétés minières et d'autres partenaires afin d'encourager un développement durable et responsable.

Le ministère dialogue avec les collectivités autochtones pour s'acquitter de l'obligation juridique de la Couronne de consulter, pour alimenter l'élaboration et la mise en œuvre des politiques, programmes et initiatives énergétiques et économiques et pour accroître la participation des Autochtones et les partenariats avec ces derniers dans les secteurs énergétique et minier.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2201	Programme d'administration du ministère	25 665 800	27 515 600	(1 849 800)	27 221 710
2202	Programme de développement du Nord	222 969 200	272 969 300	(50 000 100)	224 437 088
2203	Programme des mines et des minéraux	49 152 400	48 957 600	194 800	41 776 689
2205	Développement et gestion des sources d'énergie	24 852 000	25 415 000	(563 000)	256 590 261
2206	Atténuation du prix de l'électricité	5 602 561 800	5 572 872 000	29 689 800	4 241 613 705
-	Gestion stratégique des biens	-	-	-	611 015
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		5 925 201 200	5 947 729 500	(22 528 300)	4 792 250 468
Crédits législatifs		590 392	584 187	6 205	1 355 520
Total du ministère - Charges de fonctionnement		5 925 791 592	5 948 313 687	(22 522 095)	4 793 605 988

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
	Redressement de consolidation - Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	18 482 700	16 743 700	1 739 000	39 424 187
	Redressement de consolidation - Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité	213 912 400	207 589 200	6 323 200	321 654 734
	Redressement de consolidation - Commission de l'énergie de l'Ontario	47 566 400	44 910 500	2 655 900	42 290 920
	Redressement de consolidation - Fiducie pour des frais d'électricité équitables	1 000	-	1 000	-
	Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(3 182 000)	(6 726 800)	3 544 800	(6 984 851)
	Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	6 202 572 092	6 210 830 287	(8 258 195)	5 189 990 978
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2201	Programme d'administration du ministère	2 000	2 000	-	-
2202	Programme de développement du Nord	51 000	30 051 000	(30 000 000)	30 000 000
2203	Programme des mines et des minéraux	1 000	1 000	-	-
2205	Développement et gestion des sources d'énergie	495 000 000	186 001 000	308 999 000	-
2206	Atténuation du prix de l'électricité	-	-	-	65 560 000
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	495 054 000	216 055 000	278 999 000	95 560 000
	Total du ministère - Actifs de fonctionnement	495 054 000	216 055 000	278 999 000	95 560 000

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2201	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
2202	Programme de développement du Nord	78 203 000	88 503 000	(10 300 000)	73 293 922
2203	Programme des mines et des minéraux	5 637 000	21 732 000	(16 095 000)	58 831 450
2205	Développement et gestion des sources d'énergie	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		83 842 000	110 237 000	(26 395 000)	132 125 372
Crédits législatifs		341 806 200	325 191 700	16 614 500	300 137 332
Total du ministère - Charges d'immobilisations		425 648 200	435 428 700	(9 780 500)	432 262 704
Redressement de consolidation - Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario		-	-	-	(39 998 446)
Redressement de consolidation - Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité		22 625 000	24 718 400	(2 093 400)	24 746 935
Redressement de consolidation - Commission de l'énergie de l'Ontario		1 153 700	1 683 600	(529 900)	1 368 000
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général		-	-	-	(3 287 930)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		449 426 900	461 830 700	(12 403 800)	415 091 263
BIENS IMMOBILISÉS					
2201	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
2202	Programme de développement du Nord	528 579 900	518 242 600	10 337 300	545 289 138
2203	Programme des mines et des minéraux	1 251 000	901 000	350 000	1 999 500
2205	Développement et gestion des sources d'énergie	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		529 832 900	519 145 600	10 687 300	547 288 638
Total du ministère - Biens immobilisés		529 832 900	519 145 600	10 687 300	547 288 638
Redressement des biens immobilisés - Reclassement lié au Fonds Trillium		-	-	-	831 000
Total, y compris redressements		529 832 900	519 145 600	10 687 300	548 119 638
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)		6 651 998 992	6 672 660 987	(20 661 995)	5 605 082 241

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2201

Ce programme offre son leadership ainsi que des services de planification stratégique des activités et des ressources pour assurer la prestation efficace et efficiente des programmes du ministère. Il appuie les activités du ministère grâce à la prestation de conseils et de services dans des domaines divers - ressources humaines, planification financière, comptabilité et administration - et à des services de soutien professionnel (p. ex., juridiques). Il apporte également un soutien stratégique de base dans les domaines des communications et des politiques ministérielles.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	12 813 600	13 867 700	(1 054 100)	13 445 730
5	Programme d'administration du ministère de l'Énergie	12 852 200	13 647 900	(795 700)	13 775 980
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		25 665 800	27 515 600	(1 849 800)	27 221 710
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	78 019
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	22 378	-	22 378	-
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	32 346	(16 173)	-
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
Total - Crédits législatifs		87 392	81 187	6 205	78 019
Total - Charges de fonctionnement		25 753 192	27 596 787	(1 843 595)	27 299 729
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
10	Débiteurs	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		2 000	2 000	-	-
Total - Actifs de fonctionnement		2 000	2 000	-	-

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Nº	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Administration du ministère	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Administration du ministère – biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2201, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2201-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		7 269 500
	Avantages sociaux		884 900
	Transports et communications		486 300
	Services		10 488 200
	Fournitures et matériel		226 000
	Total partiel		19 354 900
	Moins : Recouvrements		6 541 300
	Total à voter - Charges de fonctionnement		12 813 600
	<i>Sous-postes :</i>		
	<i>Bureau principal</i>		
	Traitements et salaires	1 691 000	
	Avantages sociaux	187 000	
	Transports et communications	184 100	
	Services	156 300	
	Fournitures et matériel	68 800	2 287 200
	<i>Services financiers et administratifs</i>		
	Traitements et salaires	1 819 100	
	Avantages sociaux	229 300	
	Transports et communications	136 100	
	Services	6 829 500	
	Fournitures et matériel	79 600	
	Total partiel	9 093 600	
	Moins : Recouvrements	6 069 500	3 024 100
	<i>Ressources humaines</i>		
	Traitements et salaires	1 293 700	
	Avantages sociaux	233 700	
	Transports et communications	50 300	
	Services	117 900	
	Fournitures et matériel	26 200	1 721 800

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2201, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	<i>Services de communications</i>		
	Traitements et salaires	1 402 700	
	Avantages sociaux	140 900	
	Transports et communications	38 600	
	Services	347 900	
	Fournitures et matériel	22 000	1 952 100
	<i>Analyse et planification</i>		
	Traitements et salaires	1 063 000	
	Avantages sociaux	94 000	
	Transports et communications	48 200	
	Services	56 400	
	Fournitures et matériel	14 400	1 276 000
	<i>Services juridiques</i>		
	Transports et communications	29 000	
	Services	2 120 000	
	Fournitures et matériel	15 000	2 164 000
	<i>Systèmes informatiques</i>		
	Services	860 200	
	Moins : Recouvrements	471 800	388 400
	Total à voter - Charges de fonctionnement		12 813 600
2201-5	Programme d'administration du ministère de l'Énergie		
	Traitements et salaires		7 056 900
	Avantages sociaux		822 700
	Transports et communications		312 700
	Services		8 669 700
	Fournitures et matériel		343 600
	Total partiel		17 205 600
	Moins : Recouvrements		4 353 400
	Total à voter - Charges de fonctionnement		12 852 200

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2201, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Sous-postes :			
Bureau principal			
Traitements et salaires	1 807 200		
Avantages sociaux	194 200		
Transports et communications	90 400		
Services	300 500		
Fournitures et matériel	60 400	2 452 700	
Services financiers et administratifs			
Transports et communications	30 000		
Services	2 950 000		
Fournitures et matériel	60 000		
Total partiel	3 040 000		
Moins : Recouvrements	2 950 000	90 000	
Ressources humaines			
Services	152 600		
Moins : Recouvrements	110 000	42 600	
Services de communication			
Traitements et salaires	2 622 600		
Avantages sociaux	307 900		
Transports et communications	88 300		
Services	758 400		
Fournitures et matériel	81 800	3 859 000	
Analyse et planification			
Traitements et salaires	2 627 100		
Avantages sociaux	320 600		
Transports et communications	69 000		
Services	226 700		
Fournitures et matériel	66 400	3 309 800	
Services juridiques			
Transports et communications	35 000		
Services	2 678 900		
Fournitures et matériel	75 000	2 788 900	

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2201, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Systèmes informatiques</i>		
	Services	1 602 600	
	Moins : Recouvrements	1 293 400	309 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement		12 852 200
Crédits législatifs			
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		22 378
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173
Crédits législatifs			
	<i>Autres opérations</i>		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		25 753 192

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2201, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	
2201-2	Programme d'administration du ministère	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
2201-10	Débiteurs	
	Avances et montants récupérables	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère	2 000
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
2201-3	Administration du ministère	
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministère	2 000
	BIENS IMMOBILISÉS	
2201-4	Administration du ministère – biens immobilisés	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'administration du ministère	1 000

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD - CRÉDIT 2202

Ce programme dirige l'élaboration et l'exécution de politiques, de programmes et de services qui soutenant les entreprises et les collectivités du Nord de l'Ontario, et y apporte son concours. Il s'attache également à rendre le Nord de l'Ontario dynamique, sain et prospère en procurant aux entreprises et aux collectivités un soutien au développement économique et l'accès aux programmes et services gouvernementaux, en faisant la promotion du commerce et de l'investissement et en donnant suite les besoins régionaux et locaux d'infrastructure dans le Nord. De plus, le programme dirige la mise en œuvre des stratégies provinciales de stimulation du développement économique dans le Nord.

Le programme apporte un soutien à l'élaboration et à l'exécution des politiques et des programmes sur un éventail de questions et de possibilités relatives au Nord de l'Ontario. En faisant participer les Nord-Ontariens aux initiatives gouvernementales, notamment les activités concernant les politiques et la planification, le programme permet également aux Nord-Ontariens de contribuer à l'élaboration des programmes et services gouvernementaux qui les touchent. Le programme a la responsabilité d'appliquer une optique du Nord dans l'examen et l'élaboration des politiques, et il veille aux intérêts du Nord de l'Ontario afin de stimuler le développement économique.

Ce programme investit dans l'infrastructure du Nord de l'Ontario afin de soutenir les priorités gouvernementales. Les investissements stratégiques dans l'infrastructure, comme le Programme des routes du Nord et le Programme des routes d'hiver, et dans la technologie des télécommunications et de l'information améliorent les liens entre le Nord et le reste de l'Ontario et du Canada et d'autres pays.

Le secteur de programme fournit en matière de développement économique un soutien aux entreprises et collectivités du Nord de l'Ontario. Dans le cadre de ce programme, le réseau de bureaux du ministère donne aux entreprises et aux collectivités du Nord l'accès aux programmes et services gouvernementaux de développement économique. Les programmes ministériels s'attachent à attirer des débouchés en matière de commerce et d'investissement pour aider les entreprises du Nord à s'implanter sur les marchés intérieurs et étrangers et à y étendre leurs activités. Le ministère soutient également la croissance économique des secteurs public et privé, la diversification et la création d'emplois par l'intermédiaire de la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario et grâce à des initiatives telles que le Programme de réduction des tarifs d'électricité pour le secteur industriel du Nord.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Développement économique du Nord	222 969 200	272 969 300	(50 000 100)	224 437 088
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	222 969 200	272 969 300	(50 000 100)	224 437 088
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	101 000	101 000	-	1 267 309
	Total - Crédits législatifs	101 000	101 000	-	1 267 309
	Total - Charges de fonctionnement	223 070 200	273 070 300	(50 000 100)	225 704 397
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3	Actif de fonctionnement pour le développement du Nord	51 000	30 051 000	(30 000 000)	30 000 000
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	51 000	30 051 000	(30 000 000)	30 000 000
	Total - Actifs de fonctionnement	51 000	30 051 000	(30 000 000)	30 000 000

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Développement économique du Nord	78 203 000	88 503 000	(10 300 000)	73 293 922
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	78 203 000	88 503 000	(10 300 000)	73 293 922
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	341 438 200	324 918 700	16 519 500	300 068 040
	Total - Crédits législatifs	341 438 200	324 918 700	16 519 500	300 068 040
	Total - Charges d'immobilisations	419 641 200	413 421 700	6 219 500	373 361 962
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Développement du Nord — biens immobilisés	528 579 900	518 242 600	10 337 300	545 289 138
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	528 579 900	518 242 600	10 337 300	545 289 138
	Total - Biens immobilisés	528 579 900	518 242 600	10 337 300	545 289 138

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD - CRÉDIT 2202, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2202-1	Développement économique du Nord		
	Traitements et salaires		10 622 300
	Avantages sociaux		1 420 800
	Transports et communications		584 900
	Services		9 358 200
	Fournitures et matériel		217 200
	Paiements de transfert		
	Partage des recettes liées à l'exploitation des ressources minières	15 900 000	
	Services communautaires	625 000	
	Développement économique	830 000	
	Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	47 500 000	
	Centres d'encadrement des petits entrepreneurs	700 000	
	Programme de réduction des tarifs d'électricité pour le secteur industriel du Nord	119 470 000	
	Développement économique des communautés autochtones	26 271 400	211 296 400
	Total partiel		233 499 800
	Moins : Recouvrements		10 530 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement		222 969 200
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		101 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de développement du Nord		223 070 200
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
2202-3	Actif de fonctionnement pour le développement du Nord		
	Dépôts et charges payées d'avance		1 000
	Prêts et investissements		50 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		51 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme de développement du Nord		51 000

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD - CRÉDIT 2202, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2202-2	Développement économique du Nord		
	Services		25 102 000
	Paiements de transfert		
	Accès à large bande pour Matawa	16 000 000	
	Programme des routes d'hiver	6 000 000	
	Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	27 500 000	49 500 000
	Autres opérations		
	Routes d'accès aux ressources	3 600 000	
	Développement du Nord	1 000	3 601 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		78 203 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>		341 438 200
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme de développement du Nord		419 641 200
BIENS IMMOBILISÉS			
2202-4	Développement du Nord — biens immobilisés		
	Infrastructure des transports - coûts relatifs aux biens immobilisés		528 578 900
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés		1 000
	Total à voter - Biens immobilisés		528 579 900
	Total (Biens immobilisés) - Programme de développement du Nord		528 579 900

PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX - CRÉDIT 2203

Ce programme encourage, promeut et facilite les retombées économiques durables des ressources minières de l'Ontario grâce à la supervision du secteur de l'exploration et de l'exploitation minière de l'Ontario. Il fait la promotion d'un Ontario dynamique, sain et durable en administrant la *Loi sur les mines* de l'Ontario de manière équitable et uniforme, afin d'assurer le développement durable et responsable de nos ressources minières. À cette fin, il veille à ce que le public ait un accès équitable aux droits miniers de la Couronne, à ce que les terrains miniers de l'Ontario soient gérés de façon équitable et efficace et à ce que l'exploitation des minéraux et la réhabilitation des terrains miniers se fassent d'une manière sécuritaire et respectueuse de l'environnement.

Le secteur de programme a également la responsabilité d'encourager et de faciliter la participation des Autochtones aux débouchés économiques associés au secteur minier de l'Ontario de manière à ce que soient respectés les droits et la culture autochtones et à ce que les obligations de l'Ontario en matière de consultation soient satisfaites.

Par ailleurs, ce programme génère et diffuse des données géoscientifiques afin d'attirer et d'orienter les investissements du secteur minier et d'alimenter un vaste éventail de priorités stratégiques gouvernementales.

Ce programme soutient également l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de programmes visant tout un éventail d'enjeux et de possibilités liés au développement dans le Cercle de feu. Un secrétariat spécial travaille avec toutes les parties concernées en consultant les Nord-Ontariens, y compris les Autochtones, et la communauté minière afin d'encourager un développement durable et responsable dans la région.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Compétitivité du secteur des minéraux	49 152 400	48 957 600	194 800	41 776 689
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	49 152 400	48 957 600	194 800	41 776 689
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	401 000	401 000	-	10 192
	Total - Crédits législatifs	401 000	401 000	-	10 192
	Total - Charges de fonctionnement	49 553 400	49 358 600	194 800	41 786 881
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3	Actif de fonctionnement pour les mines et les minéraux	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Compétitivité du secteur des minéraux	5 636 000	21 731 000	(16 095 000)	58 831 450
5	Assainissement de l'environnement	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		5 637 000	21 732 000	(16 095 000)	58 831 450
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	366 000	271 000	95 000	69 292
Total - Crédits législatifs		366 000	271 000	95 000	69 292
Total - Charges d'immobilisations		6 003 000	22 003 000	(16 000 000)	58 900 742
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Mines et minéraux — biens immobilisés	1 251 000	901 000	350 000	1 999 500
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		1 251 000	901 000	350 000	1 999 500
Total - Biens immobilisés		1 251 000	901 000	350 000	1 999 500

PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX - CRÉDIT 2203, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2203-1	Compétitivité du secteur des minéraux		
	Traitements et salaires		23 441 200
	Avantages sociaux		3 162 200
	Transports et communications		1 843 500
	Services		13 869 600
	Fournitures et matériel		2 550 900
	Paielements de transfert		
	Exploitation des minéraux et investissement	100 000	
	Cartographie des ressources géologiques de l'Ontario	100 000	
	Rapports sur les activités minières en Ontario	85 000	
	Crédit d'impôt pour actions accréditatives ciblées	4 000 000	4 285 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		49 152 400
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		401 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des mines et des minéraux		49 553 400
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
2203-3	Actif de fonctionnement pour les mines et les minéraux		
	Dépôts et charges payées d'avance		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme des mines et des minéraux		1 000

PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX - CRÉDIT 2203, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
2203-2	Compétitivité du secteur des minéraux	
	Transports et communications	50 000
	Services	4 896 500
	Fournitures et matériel	688 500
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	5 636 000
2203-5	Assainissement de l'environnement	
	Services	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	366 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des mines et des minéraux	6 003 000
	BIENS IMMOBILISÉS	
2203-4	Mines et minéraux — biens immobilisés	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 251 000
	Total à voter - Biens immobilisés	1 251 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme des mines et des minéraux	1 251 000

DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE - CRÉDIT 2205

Ce programme est chargé de l'élaboration des politiques énergétiques de l'Ontario, qui sont essentielles pour bâtir une économie vigoureuse et prospère. Il apporte son leadership et son soutien au secteur de l'énergie pour que l'Ontario dispose de réseaux d'approvisionnement, de transport et de distribution d'énergie propres, fiables, abordables et durables. Il appuie la conservation et le rendement énergétiques ainsi que l'innovation. De plus, le programme supervise l'engagement et la consultation des Premières Nations et des Métis à l'égard des activités et projets provinciaux dans le secteur de l'énergie et encourage la participation des communautés autochtones dans le secteur de l'énergie.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Politiques et programmes	24 852 000	25 415 000	(563 000)	256 590 261
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	24 852 000	25 415 000	(563 000)	256 590 261
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	24 853 000	25 416 000	(563 000)	256 590 261
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3	Développement et gestion des sources d'énergie — Actifs de fonctionnement	495 000 000	186 001 000	308 999 000	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	495 000 000	186 001 000	308 999 000	-
	Total - Actifs de fonctionnement	495 000 000	186 001 000	308 999 000	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Développement et gestion des sources d'énergie	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Développement et gestion des sources d'énergie	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE - CRÉDIT 2205, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2205-1	Politiques et programmes	
	Traitements et salaires	14 871 300
	Avantages sociaux	1 683 000
	Transports et communications	385 000
	Services	5 152 700
	Fournitures et matériel	312 600
	Paielements de transfert	
	Programmes de soutien, de participation et de partenariat avec les Autochtones dans le secteur de l'énergie	2 447 400
	Total à voter - Charges de fonctionnement	24 852 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Développement et gestion des sources d'énergie	24 853 000
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2205-3	Développement et gestion des sources d'énergie — Actifs de fonctionnement	
	Prêts et investissements	495 000 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	495 000 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Développement et gestion des sources d'énergie	495 000 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2205-2	Développement et gestion des sources d'énergie	
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Développement et gestion des sources d'énergie	2 000

DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE - CRÉDIT 2205, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	BIENS IMMOBILISÉS	
2205-4	Développement et gestion des sources d'énergie	
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Développement et gestion des sources d'énergie	1 000

ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ - CRÉDIT 2206

Le Programme d'atténuation du prix de l'électricité aide les Ontariens et Ontariennes à gérer les coûts d'électricité.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE Nº	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Programmes d'atténuation du prix de l'électricité	5 602 561 800	5 572 872 000	29 689 800	4 241 613 705
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		5 602 561 800	5 572 872 000	29 689 800	4 241 613 705
Total - Charges de fonctionnement		5 602 561 800	5 572 872 000	29 689 800	4 241 613 705
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
-	Atténuation du prix de l'électricité	-	-	-	65 560 000
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		-	-	-	65 560 000
Total - Actifs de fonctionnement		-	-	-	65 560 000

ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ - CRÉDIT 2206, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2206-1	Programmes d'atténuation du prix de l'électricité		
	Paiements de transfert		
	Programme ontarien d'aide relative aux frais d'électricité	202 251 200	
	Protection contre les frais de distribution	278 197 300	
	Programme de protection des tarifs dans les régions rurales ou éloignées	241 238 200	
	Crédit pour les coûts d'énergie dans le Nord de l'Ontario	28 269 900	
	Remise de l'Ontario pour l'électricité	4 826 000 000	
	Crédit relatif à la livraison dans les réserves pour les Premières Nations	26 605 200	5 602 561 800
Total à voter - Charges de fonctionnement			5 602 561 800
Total (Charges de fonctionnement) - Atténuation du prix de l'électricité			5 602 561 800

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	4 427 718 787	329 552 664
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	4 512 778 780
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(39 605 100)	(48 725 456)
Budget supplémentaire des dépenses		
Budget supplémentaire des dépenses 2019-2020	1 560 200 000	-
Total - Charges de fonctionnement redressées	5 948 313 687	4 793 605 988

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Total - Actifs de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	30 055 000	30 000 000
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	65 560 000
Budget supplémentaire des dépenses		
Budget supplémentaire des dépenses 2019-2020	186 000 000	-
Total - Actifs de fonctionnement redressés	216 055 000	95 560 000

*La rubrique Total - Actifs de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - actifs de fonctionnement.

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	478 675 800	491 769 804
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(43 247 100)	(59 507 100)
Total - Charges d'immobilisations redressées	435 428 700	432 262 704

*La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges d'immobilisations.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

Le ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs est responsable de protéger l'air, les sols, l'eau, les espèces en péril et l'habitat de ces derniers, en luttant contre le changement climatique et en gérant les parcs et les réserves de conservation de l'Ontario pour les générations actuelles et futures.

Le ministère s'est également engagé à protéger l'environnement de manière équilibrée et responsable tout en créant des emplois, en respectant les contribuables et en favorisant la croissance de l'économie.

**SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)**

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1101	Programme d'administration du ministère	63 194 000	71 277 900	(8 083 900)	82 684 118
1112	Politiques environnementales	30 064 800	27 705 800	2 359 000	76 605 156
1114	Normes et sciences de l'environnement	43 327 500	40 798 700	2 528 800	50 047 927
1116	Conformité environnementale et opérations	110 521 300	107 899 100	2 622 200	116 169 958
1118	Évaluations et permissions environnementales	27 241 500	25 988 400	1 253 100	28 673 832
1119	Action en matière de changement climatique et résilience	20 813 200	18 885 100	1 928 100	3 863 003
1120	Gestion des terres et des eaux	35 477 400	33 868 500	1 608 900	35 104 147
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		330 639 700	326 423 500	4 216 200	393 148 141
Crédits législatifs		68 314	68 314	-	381 577 989
Total du ministère - Charges de fonctionnement		330 708 014	326 491 814	4 216 200	774 726 130

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
	Redressement de consolidation - Agence ontarienne des eaux	214 756 700	197 702 600	17 054 100	190 567 671
	Redressement de consolidation - Comptes à des fins particulières pour Parcs Ontario	97 093 500	92 083 000	5 010 500	88 880 965
	Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	(1 193 700)	(1 207 300)	13 600	(3 765 449)
	Redressement de consolidation - Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité	-	-	-	(8 402 442)
	Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(15 078 100)	(23 839 600)	8 761 500	(24 376 722)
	Redressement de consolidation - Ontariovert	-	-	-	(189 396 897)
	Redressement des charges de fonctionnement - reclassement lié au compte de liquidation du programme de plafonnement et d'échange	-	-	-	223 057 201
	Redressement du compte à fin désignée pour les charges de fonctionnement - reclassement lié au compte de liquidation du programme de plafonnement et d'échange	-	-	-	(381 393 301)
	Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	626 286 414	591 230 514	35 055 900	669 897 156
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
1101	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	7 693 000
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	7 693 000
	Total du ministère - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	7 693 000

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
1112	Politiques environnementales	750 000	-	750 000	-
1114	Normes et sciences de l'environnement	1 451 000	1 371 000	80 000	1 958 590
1116	Conformité environnementale et opérations	3 000	3 000	-	-
1118	Évaluations et permissions environnementales	1 000	1 000	-	-
1120	Gestion des terres et des eaux	11 742 700	2 467 700	9 275 000	5 819 488
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		13 947 700	3 842 700	10 105 000	7 778 078
Crédits législatifs		12 064 700	11 402 500	662 200	642 249 562
Total du ministère - Charges d'immobilisations		26 012 400	15 245 200	10 767 200	650 027 640
Redressement de consolidation - Agence ontarienne des eaux		4 650 600	3 329 800	1 320 800	2 362 415
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général		-	-	-	(3 533 370)
Redressement du compte à fin désignée pour les charges d'immobilisations - reclassement lié au compte de liquidation du programme de plafonnement et d'échange		-	-	-	(631 573 083)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		30 663 000	18 575 000	12 088 000	17 283 602
BIENS IMMOBILISÉS					
1114	Normes et sciences de l'environnement	14 244 700	50 177 300	(35 932 600)	1 270 216
1116	Conformité environnementale et opérations	5 409 300	5 167 100	242 200	5 250
1118	Évaluations et permissions environnementales	1 000	1 000	-	-
1120	Gestion des terres et des eaux	13 484 500	14 793 400	(1 308 900)	4 513 120
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		33 139 500	70 138 800	(36 999 300)	5 788 586
Total du ministère - Biens immobilisés		33 139 500	70 138 800	(36 999 300)	5 788 586
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)		656 949 414	609 805 514	47 143 900	687 180 758

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1101

Ce crédit comprend le soutien global à la gestion des activités ministérielles, notamment le contrôle et la gestion opérationnelle et financière au niveau organisationnel, les ressources humaines stratégiques, les installations, la gestion de l'information ainsi que les communications ministérielles et publiques, le marketing et les services juridiques.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	63 194 000	71 277 900	(8 083 900)	82 684 118
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	63 194 000	71 277 900	(8 083 900)	82 684 118
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	16 667
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	118 720
	Total - Crédits législatifs	65 014	65 014	-	184 688
	Total - Charges de fonctionnement	63 259 014	71 342 914	(8 083 900)	82 868 806
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	Débiteurs	1 000	1 000	-	7 693 000
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	7 693 000
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	7 693 000

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1101, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1101-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		17 602 600
	Avantages sociaux		2 450 200
	Transports et communications		573 500
	Services		36 064 200
	Fournitures et matériel		6 537 500
Total partiel			63 228 000
Moins : Recouvrements			34 000
Total à voter - Charges de fonctionnement			63 194 000
Sous-postes :			
Bureau principal			
	Traitements et salaires	1 967 400	
	Avantages sociaux	295 100	
	Transports et communications	64 700	
	Services	21 300	
	Fournitures et matériel	70 800	2 419 300
Services financiers et administratifs			
	Traitements et salaires	6 126 700	
	Avantages sociaux	817 500	
	Transports et communications	73 400	
	Services	16 961 700	
	Fournitures et matériel	6 028 500	
	Total partiel	30 007 800	
	Moins : Recouvrements	34 000	29 973 800
Ressources humaines			
	Traitements et salaires	1 200 800	
	Avantages sociaux	160 400	
	Transports et communications	8 400	
	Services	138 400	
	Fournitures et matériel	13 100	1 521 100

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1101, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Services de communications</i>		
	Traitements et salaires	3 775 000	
	Avantages sociaux	571 700	
	Transports et communications	95 600	
	Services	252 000	
	Fournitures et matériel	156 100	4 850 400
	<i>Services juridiques</i>		
	Transports et communications	136 200	
	Services	8 368 600	
	Fournitures et matériel	107 700	8 612 500
	<i>Systèmes informatiques</i>		
	Traitements et salaires	4 532 700	
	Avantages sociaux	605 500	
	Transports et communications	195 200	
	Services	10 322 200	
	Fournitures et matériel	161 300	15 816 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement		63 194 000
	Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		63 259 014
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
1101-10	Débiteurs		
	Avances et montants récupérables		
	Avances et montants récupérables - recouvrements en cours d'exercice		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		1 000

POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES - CRÉDIT 1112

Ce crédit a la responsabilité d'élaborer des politiques, des règlements et des lois soutenant le mandat de protection de l'environnement du ministère, de concevoir des programmes visant à protéger l'environnement et de veiller à ce que les ressources soient utilisées de manière efficiente, puis récupérées et réutilisées. Ce crédit comprend également les secteurs responsables de la direction des relations intergouvernementales et avec les Autochtones.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Nº	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
3	Politiques et programmes environnementaux	30 064 800	27 705 800	2 359 000	76 605 156
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	30 064 800	27 705 800	2 359 000	76 605 156
	Total - Charges de fonctionnement	30 064 800	27 705 800	2 359 000	76 605 156
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Politiques et programmes environnementaux — immobilisations	750 000	-	750 000	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	750 000	-	750 000	-
	Total - Charges d'immobilisations	750 000	-	750 000	-

POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES - CRÉDIT 1112, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1112-3	Politiques et programmes environnementaux		
	Traitements et salaires		11 965 700
	Avantages sociaux		1 658 300
	Transports et communications		718 700
	Services		8 357 500
	Fournitures et matériel		654 600
	Paiements de transfert		
	Planification et action en protection environnementale	4 100 000	
	Participation des Autochtones et collaboration	100 000	
	Centre de Walkerton pour l'assainissement de l'eau	3 000 000	7 200 000
	Total partiel		30 554 800
	Moins : Recouvrements		490 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		30 064 800
	Total (Charges de fonctionnement) - Politiques environnementales		30 064 800
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1112-4	Politiques et programmes environnementaux — immobilisations		
	Paiements de transfert		
	Planification et action en protection environnementale - immobilisations		750 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		750 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Politiques environnementales		750 000

NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT - CRÉDIT 1114

Ce crédit a la responsabilité de fournir de l'expertise scientifique, technique et de laboratoire pour alimenter la prise de décisions stratégiques et opérationnelles, ainsi que de surveiller l'état de l'environnement en Ontario et de faire rapport à ce sujet.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Normes et sciences de l'environnement	43 327 500	40 798 700	2 528 800	50 047 927
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	43 327 500	40 798 700	2 528 800	50 047 927
	Total - Charges de fonctionnement	43 327 500	40 798 700	2 528 800	50 047 927
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Sciences de l'environnement — immobilisations	1 451 000	1 371 000	80 000	1 958 590
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 451 000	1 371 000	80 000	1 958 590
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 323 200	1 160 200	163 000	981 836
	Total - Crédits législatifs	1 323 200	1 160 200	163 000	981 836
	Total - Charges d'immobilisations	2 774 200	2 531 200	243 000	2 940 426
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Sciences de l'environnement et laboratoires — infrastructure	14 244 700	50 177 300	(35 932 600)	1 270 216
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	14 244 700	50 177 300	(35 932 600)	1 270 216
	Total - Biens immobilisés	14 244 700	50 177 300	(35 932 600)	1 270 216

NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT - CRÉDIT 1114, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1114-1	Normes et sciences de l'environnement	
	Traitements et salaires	32 367 400
	Avantages sociaux	4 503 500
	Transports et communications	1 161 400
	Services	3 786 600
	Fournitures et matériel	1 428 600
	Paielements de transfert	
	Sciences de l'environnement et recherche technique	80 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	43 327 500
	Total (Charges de fonctionnement) - Normes et sciences de l'environnement	43 327 500
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1114-2	Sciences de l'environnement — immobilisations	
	Autres opérations	1 451 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 451 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 323 200
	Total (Charges d'immobilisations) - Normes et sciences de l'environnement	2 774 200
BIENS IMMOBILISÉS		
1114-3	Sciences de l'environnement et laboratoires — infrastructure	
	Immeubles – diversification des modes de financement et de l'approvisionnement	12 694 700
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 550 000
	Total à voter - Biens immobilisés	14 244 700
	Total (Biens immobilisés) - Normes et sciences de l'environnement	14 244 700

CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS - CRÉDIT 1116

Ce crédit a la responsabilité d'élaborer et d'intégrer des approches novatrices fondées sur les risques afin d'améliorer la conformité et la performance environnementale de la communauté réglementée, d'enquêter sur les infractions environnementales alléguées et d'assurer la conformité avec le droit environnemental, de protéger et soutenir la pureté de l'air, de l'eau et des sols, d'améliorer l'environnement naturel et la santé humaine et de faire respecter l'exigence législative qui incombe à l'inspecteur en chef de l'eau potable, qui continuera de surveiller la salubrité de l'eau potable de la province de l'Ontario, de faire rapport sur l'état des réseaux d'eau potable dans la province.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Conformité environnementale et application des lois	40 253 600	39 847 800	405 800	46 280 250
2	Opérations régionales	69 433 200	67 185 500	2 247 700	68 814 163
3	Programme relatif à l'eau potable pour les communautés autochtones	834 500	865 800	(31 300)	1 075 545
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	110 521 300	107 899 100	2 622 200	116 169 958
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 300	1 300	-	-
L	Fiducie, <i>Loi de 2017 sur le financement de l'assainissement des rivières English et Wabigoon</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	2 300	2 300	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	110 523 600	107 901 400	2 622 200	116 169 958
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
5	Assainissement de l'environnement — immobilisations	3 000	3 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	3 000	3 000	-	-
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	14 500	14 600	(100)	12 226
	Total - Crédits législatifs	14 500	14 600	(100)	12 226
	Total - Charges d'immobilisations	17 500	17 600	(100)	12 226
BIENS IMMOBILISÉS					
6	Conformité environnementale et opérations — infrastructure	5 409 300	5 167 100	242 200	5 250
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	5 409 300	5 167 100	242 200	5 250
	Total - Biens immobilisés	5 409 300	5 167 100	242 200	5 250

CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS - CRÉDIT 1116, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1116-1	Conformité environnementale et application des lois		
	Traitements et salaires		23 174 500
	Avantages sociaux		3 281 500
	Transports et communications		210 500
	Services		6 718 800
	Fournitures et matériel		507 900
	Paielements de transfert		
	Grands Lacs	6 360 400	
	Fonds ontarien de protection de l'environnement à l'échelle communautaire	250 000	6 610 400
	Total partiel		40 503 600
	Moins : Recouvrements		250 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		40 253 600
1116-2	Opérations régionales		
	Traitements et salaires		55 833 500
	Avantages sociaux		7 710 700
	Transports et communications		363 700
	Services		3 847 700
	Fournitures et matériel		427 600
	Paielements de transfert		
	Lac Simcoe		1 250 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		69 433 200
1116-3	Programme relatif à l'eau potable pour les communautés autochtones		
	Traitements et salaires		244 900
	Avantages sociaux		34 100
	Transports et communications		1 000
	Services		553 500
	Fournitures et matériel		1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		834 500

CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS - CRÉDIT 1116, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 300
	Crédits législatifs	
	Paielements de transfert	
L	Fiducie, <i>Loi de 2017 sur le financement de l'assainissement des rivières English et Wabigoon</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Conformité environnementale et opérations	110 523 600
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
1116-5	Assainissement de l'environnement — immobilisations	
	Services	1 000
	Paielements de transfert	
	Assainissement de l'environnement - immobilisations	1 000
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	3 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	14 500
	Total (Charges d'immobilisations) - Conformité environnementale et opérations	17 500
	BIENS IMMOBILISÉS	
1116-6	Conformité environnementale et opérations — infrastructure	
	Barrages et ouvrages d'art - coûts relatifs aux biens immobilisés	400 800
	Logiciels d'application de gestion - traitements et salaires	65 700
	Logiciels d'application de gestion - avantages sociaux	11 300
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	4 931 500
	Total à voter - Biens immobilisés	5 409 300
	Total (Biens immobilisés) - Conformité environnementale et opérations	5 409 300

ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES - CRÉDIT 1118

Ce crédit a la responsabilité d'offrir un point d'accès unique pour la délivrance et la rationalisation des permissions ministérielles en s'appuyant sur des approches axées sur le risque et sur des normes de services à la clientèle. Il soutient la délivrance des approbations, des permis, des permissions et des certificats. Le crédit est chargé de diriger la modernisation du programme d'évaluations environnementales et de veiller à la tenue d'un examen exhaustif des évaluations environnementales.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Évaluations et permissions environnementales	27 241 500	25 988 400	1 253 100	28 673 832
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		27 241 500	25 988 400	1 253 100	28 673 832
Total - Charges de fonctionnement		27 241 500	25 988 400	1 253 100	28 673 832
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Évaluations et permissions environnementales — immobilisations	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		1 000	1 000	-	-
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	3 851 000	3 851 000	-	3 851 036
Total - Crédits législatifs		3 851 000	3 851 000	-	3 851 036
Total - Charges d'immobilisations		3 852 000	3 852 000	-	3 851 036
BIENS IMMOBILISÉS					
2	Évaluations et permissions environnementales — infrastructure	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		1 000	1 000	-	-
Total - Biens immobilisés		1 000	1 000	-	-

ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES - CRÉDIT 1118, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1118-1	Évaluations et permissions environnementales	
	Traitements et salaires	22 177 400
	Avantages sociaux	3 085 500
	Transports et communications	328 100
	Services	1 298 600
	Fournitures et matériel	351 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement	27 241 500
	Total (Charges de fonctionnement) - Évaluations et permissions environnementales	27 241 500
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1118-3	Évaluations et permissions environnementales — immobilisations	
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	3 851 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Évaluations et permissions environnementales	3 852 000
BIENS IMMOBILISÉS		
1118-2	Évaluations et permissions environnementales — infrastructure	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Évaluations et permissions environnementales	1 000

ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE - CRÉDIT 1119

Ce crédit a la responsabilité d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques, règlements, lois et programmes d'action en matière de changement climatique, de suivre les initiatives liées au changement climatique réalisées dans le cadre du plan environnemental et de soutenir les mesures de lutte contre le changement climatique et de renforcement de la résilience, notamment par la collaboration avec les intervenants, les collectivités autochtones et d'autres gouvernements.

Ce crédit est aussi responsable du soutien aux mesures liées au changement climatique qui font face à un éventail de défis environnementaux pressants, par exemple les initiatives visant à protéger notre air, nos terres et notre eau, à faire face aux déchets et débris urbains et à protéger et préserver nos parcs et nos espaces verts.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Action en matière de changement climatique et résilience	20 813 200	18 885 100	1 928 100	3 863 003
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		20 813 200	18 885 100	1 928 100	3 863 003
Total - Charges de fonctionnement		20 813 200	18 885 100	1 928 100	3 863 003

ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE - CRÉDIT 1119, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1119-1	Action en matière de changement climatique et résilience	
	Traitements et salaires	11 539 100
	Avantages sociaux	2 169 300
	Transports et communications	75 200
	Services	6 944 400
	Fournitures et matériel	84 200
	Paievements de transfert	
	Changement climatique	1 000
Total à voter - Charges de fonctionnement		20 813 200
Total (Charges de fonctionnement) - Action en matière de changement climatique et résilience		20 813 200

GESTION DES TERRES ET DES EAUX - CRÉDIT 1120

Ce crédit a la responsabilité d'assurer la surveillance, l'exécution et le leadership des politiques et des programmes consacrés aux espèces en péril, aux réserves de conservation, aux Offices de protection de la nature, à la protection de l'eau de source et à la santé écologique des Grands Lacs et des eaux intérieures.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Parcs Ontario	6 037 700	9 691 500	(3 653 800)	13 465 683
2	Conservation et protection de l'eau	29 439 700	24 177 000	5 262 700	21 638 464
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	35 477 400	33 868 500	1 608 900	35 104 147
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	35 478 400	33 869 500	1 608 900	35 104 147
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Parcs Ontario — immobilisations	5 367 700	2 467 700	2 900 000	5 819 488
5	Conservation et protection de l'eau – immobilisations	6 375 000	-	6 375 000	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	11 742 700	2 467 700	9 275 000	5 819 488
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	6 876 000	6 376 700	499 300	5 831 381
	Total - Crédits législatifs	6 876 000	6 376 700	499 300	5 831 381
	Total - Charges d'immobilisations	18 618 700	8 844 400	9 774 300	11 650 869
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Infrastructure de Parcs Ontario	13 484 500	14 793 400	(1 308 900)	4 513 120
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	13 484 500	14 793 400	(1 308 900)	4 513 120
	Total - Biens immobilisés	13 484 500	14 793 400	(1 308 900)	4 513 120

GESTION DES TERRES ET DES EAUX - CRÉDIT 1120, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1120-1	Parcs Ontario		
	Traitements et salaires		62 530 700
	Avantages sociaux		7 157 300
	Transports et communications		1 425 600
	Services		21 924 600
	Fournitures et matériel		13 061 700
	Paielements de transfert		
	Parcs Ontario - intendance des ressources	105 000	
	Programmes d'emploi des jeunes	1 000	
	Programme de bourses des partenaires de Parcs Ontario	20 000	126 000
	Total partiel		106 225 900
	Moins : Recouvrements		100 188 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement		6 037 700
1120-2	Conservation et protection de l'eau		
	Traitements et salaires		10 075 100
	Avantages sociaux		1 401 900
	Transports et communications		83 200
	Services		1 167 400
	Fournitures et matériel		42 300
	Paielements de transfert		
	Intendance des espèces en péril en Ontario	4 500 000	
	Initiative pour le bassin versant de la rivière Muskoka	5 000 000	
	Protection des sources d'eau	7 169 800	16 669 800
	Total à voter - Charges de fonctionnement		29 439 700
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Gestion des terres et des eaux		35 478 400

GESTION DES TERRES ET DES EAUX - CRÉDIT 1120, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1120-3	Parcs Ontario — immobilisations		
	Transports et communications		104 800
	Services		3 745 000
	Fournitures et matériel		1 257 900
	Paielements de transfert		
	Investissement dans l'infrastructure partagée		260 000
Total à voter - Charges d'immobilisations			5 367 700
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement, Loi sur l'administration financière		6 876 000
1120-5	Conservation et protection de l'eau – immobilisations		
	Paielements de transfert		
	Programmes de protection des terres humides	6 000 000	
	Initiatives novatrices	375 000	6 375 000
Total à voter - Charges d'immobilisations			6 375 000
Total (Charges d'immobilisations) - Gestion des terres et des eaux			18 618 700
BIENS IMMOBILISÉS			
1120-4	Infrastructure de Parcs Ontario		
	Terrains		1 000
	Immeubles - traitements et salaires		145 000
	Immeubles - avantages sociaux		20 000
	Immeubles - coûts relatifs aux biens immobilisés		6 312 300
	Infrastructure des transports - traitements et salaires		50 000
	Infrastructure des transports - avantages sociaux		6 000
	Infrastructure des transports - coûts relatifs aux biens immobilisés		3 956 900
	Barrages et ouvrages d'art - traitements et salaires		106 000
	Barrages et ouvrages d'art - avantages sociaux		10 000
	Barrages et ouvrages d'art - coûts relatifs aux biens immobilisés		2 636 300
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés		1 000
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés		240 000
Total à voter - Biens immobilisés			13 484 500
Total (Biens immobilisés) - Gestion des terres et des eaux			13 484 500

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	322 850 214	744 758 832
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	5 352 300	31 388 623
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(1 710 700)	(1 421 325)
Total - Charges de fonctionnement redressées	326 491 814	774 726 130

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	15 245 200	638 376 771
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	11 650 869
Total - Charges d'immobilisations redressées	15 245 200	650 027 640

*La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges d'immobilisations.

BIENS IMMOBILISÉS	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Total - Biens immobilisés (données publiées antérieurement*)	70 138 800	1 275 466
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	4 513 120
Total - Biens immobilisés redressés	70 138 800	5 788 586

*La rubrique Total - Biens immobilisés comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - biens immobilisés.

MINISTÈRE DES FINANCES

Le ministère des Finances soutient les politiques et stratégies économiques, budgétaires et fiscales du gouvernement de l'Ontario et supervise le programme d'emprunt et de gestion de la dette de la province. Le ministère prépare le budget de l'Ontario et gère les liens budgétaires que l'Ontario entretient avec le gouvernement fédéral, les autres provinces et les municipalités de l'Ontario. En conjonction avec le Secrétariat du Conseil du Trésor, il gère également le Trésor et les politiques budgétaires et financières provinciales et publie des rapports sur des sujets financiers divers.

Le ministère élabore des politiques pour le secteur des services financiers de l'Ontario et appuie la réglementation des établissements et des intermédiaires qui font affaire dans ce secteur dans la province. Il fait également rapport sur l'évolution économique et démographique dans la province et fournit du soutien analytique et stratégique sur ces thèmes ainsi que du leadership en matière de statistique et une surveillance des tendances qui influent sur la croissance économique et la création d'emplois en Ontario.

Le ministère administre une variété de lois fiscales provinciales et de programmes de crédits d'impôts et d'avantages fiscaux et il gère la relation de la province avec l'Agence du revenu du Canada.

Le ministère supervise par ailleurs différents organismes rattachés au ministre des Finances.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1201	Programme d'administration du ministère	36 820 200	39 933 100	(3 112 900)	34 298 596
1202	Programme des politiques de réglementation et des relations avec les organismes	22 234 000	23 252 600	(1 018 600)	113 942 889
1203	Programme des politiques économiques, budgétaires et financières	261 558 800	344 858 300	(83 299 500)	15 982 288
1209	Programme des taxes, des avantages fiscaux et des relations municipales en matière de finances	984 683 000	958 674 600	26 008 400	949 572 076
1212	Programme de soutien à la population et à l'emploi	1 965 600 000	-	1 965 600 000	-
-	Programme de réglementation de l'industrie des services financiers	-	2 327 600	(2 327 600)	1 273 720
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		3 270 896 000	1 369 046 200	1 901 849 800	1 115 069 569
Crédits législatifs					
	Programme du Trésor	12 407 133 000	12 675 446 400	(268 313 400)	11 419 283 525
	Autres crédits législatifs	50 783 914	50 783 914	-	78 181 973
Total du ministère - Charges de fonctionnement		15 728 812 914	14 095 276 514	1 633 536 400	12 612 535 067

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
	Redressements de consolidation - Société ontarienne de gestion des placements	160 089 900	-	160 089 900	66 814 139
	Redressement de consolidation - Office ontarien de financement	27 211 300	27 211 300	-	23 741 737
	Redressement de consolidation - Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	(144 902 900)	(196 450 200)	51 547 300	178 139 605
	Redressement de consolidation - Commission des valeurs mobilières de l'Ontario	118 530 700	112 459 600	6 071 100	107 217 091
	Autres redressements - Commission des services financiers de l'Ontario	-	-	-	59 218 225
	Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	-	(11 524 500)	11 524 500	(12 394 707)
	Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général pour l'Office ontarien de financement	(2 169 500)	(2 127 000)	(42 500)	-
	Redressement de consolidation - Office ontarien de réglementation des services financiers	94 375 000	87 516 900	6 858 100	11 915 220
	Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	-	-	-	(579 409)
	Redressement de consolidation - programme du Trésor	979 042 700	1 059 876 600	(80 833 900)	1 037 064 514
	Redressement de consolidation - programme du Trésor - capitalisation des intérêts pour d'autres secteurs	(186 847 400)	(400 323 000)	213 475 600	(72 352 611)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		16 774 142 714	14 771 916 214	2 002 226 500	14 011 318 871

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(**\$**)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
1201	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
1202	Programme des politiques de réglementation et des relations avec les organismes	20 000 000	-	20 000 000	800 000
1209	Programme des taxes, des avantages fiscaux et des relations municipales en matière de finances	650 000	450 000	200 000	400 000
-	Programme de réglementation de l'industrie des services financiers	-	1 000	(1 000)	-
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		20 651 000	452 000	20 199 000	1 200 000
Crédits législatifs		37 200 000	85 200 000	(48 000 000)	52 145 111
Total du ministère - Actifs de fonctionnement		57 851 000	85 652 000	(27 801 000)	53 345 111
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
1203	Programme des politiques économiques, budgétaires et financières	1 000	1 000	-	-
1209	Programme des taxes, des avantages fiscaux et des relations municipales en matière de finances	1 000	1 000	-	-
-	Programme de réglementation de l'industrie des services financiers	-	1 000	(1 000)	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		2 000	3 000	(1 000)	-
Crédits législatifs					
Programme du Fonds Trillium		-	-	-	244 042 959
Autres crédits législatifs		1 000	2 639 600	(2 638 600)	2 637 610
Total du ministère - Charges d'immobilisations		3 000	2 642 600	(2 639 600)	246 680 569

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
	Redressements de consolidation - Société ontarienne de gestion des placements	1 000 000	-	1 000 000	570 000
	Redressement de consolidation - Office ontarien de financement	645 000	652 000	(7 000)	698 000
	Redressement de consolidation - Commission des valeurs mobilières de l'Ontario	5 836 200	4 963 100	873 100	3 862 384
	Autres redressements - Commission des services financiers de l'Ontario	-	-	-	829 749
	Redressement de consolidation - Autorité ontarienne de réglementation des services financiers (ARSF)	2 313 000	2 762 600	(449 600)	-
	Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	-	-	-	(302 390)
	Redressement de consolidation - reclassement lié au Fonds Trillium	-	-	-	(244 042 959)
	Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	9 797 200	11 020 300	(1 223 100)	8 295 353
BIENS IMMOBILISÉS					
1203	Programme des politiques économiques, budgétaires et financières	1 000	1 000	-	-
1209	Programme des taxes, des avantages fiscaux et des relations municipales en matière de finances	1 000	1 000	-	-
-	Programme de réglementation de l'industrie des services financiers	-	550 000	(550 000)	683 075
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	2 000	552 000	(550 000)	683 075
Crédits législatifs					
	Programme du Fonds Trillium	-	-	-	25 851 675
	Total du ministère - Biens immobilisés	2 000	552 000	(550 000)	26 534 750
	Redressement des biens immobilisés - Reclassement lié au Fonds Trillium	-	-	-	(25 851 675)
	Total, y compris redressements	2 000	552 000	(550 000)	683 075
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)					
		16 783 939 914	14 782 936 514	2 001 003 400	14 019 614 224

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1201

Le programme d'administration du ministère, qui comprend les bureaux du ministre et du sous-ministre, assure les fonctions de planification, de consultation, d'avis juridique et de contrôle financier nécessaires à l'orientation et la gestion de programmes de fonctionnement conformes aux politiques et à la législation du gouvernement de l'Ontario. Le programme gère les relations en matière de services avec le Secrétariat du Conseil du Trésor et les autres organismes centraux; il veille à ce que le ministère et ses groupes clients reçoivent un niveau de soutien approprié et gère stratégiquement les engagements du ministère en matière de services de qualité.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	36 820 200	39 933 100	(3 112 900)	34 298 596
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	36 820 200	39 933 100	(3 112 900)	34 298 596
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	16 667
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	65 014	65 014	-	65 968
	Total - Charges de fonctionnement	36 885 214	39 998 114	(3 112 900)	34 364 564
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	Débiteurs	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1201, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1201-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		18 788 100
	Avantages sociaux		2 815 200
	Transports et communications		1 097 700
	Services		13 285 800
	Fournitures et matériel		833 400
	Total à voter - Charges de fonctionnement		36 820 200
	Sous-postes :		
	Bureau principal		
	Traitements et salaires	3 614 400	
	Avantages sociaux	389 600	
	Transports et communications	305 400	
	Services	336 900	
	Fournitures et matériel	77 200	4 723 500
	Services financiers et administratifs		
	Traitements et salaires	8 271 200	
	Avantages sociaux	1 648 300	
	Transports et communications	428 200	
	Services	3 670 100	
	Fournitures et matériel	353 900	14 371 700
	Ressources humaines		
	Traitements et salaires	1 621 800	
	Avantages sociaux	308 200	
	Transports et communications	35 200	
	Services	174 500	
	Fournitures et matériel	64 800	2 204 500
	Services de communication		
	Traitements et salaires	5 280 700	
	Avantages sociaux	469 100	
	Transports et communications	73 600	
	Services	132 600	
	Fournitures et matériel	164 100	6 120 100

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1201, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Services juridiques</i>		
	Transports et communications	255 300	
	Services	8 971 700	
	Fournitures et matériel	173 400	9 400 400
	Total à voter - Charges de fonctionnement		36 820 200
Crédits législatifs			
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		36 885 214
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
1201-10	Débiteurs		
	Avances et montants récupérables		
	Avances et montants récupérables - recouvrements en cours d'exercice		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		1 000

PROGRAMME DES POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET DES RELATIONS AVEC LES ORGANISMES - CRÉDIT 1202

Le Programme des politiques de réglementation et des relations avec les organismes assure la coordination et la surveillance du programme de politiques de réglementation du ministère des Finances ainsi que la surveillance des organismes s'y rattachant.

Le Programme assure l'analyse des politiques dans les domaines des régimes de retraite et de la sécurité du revenu et dirige l'élaboration de la législation et la réglementation connexes. Il suit l'évolution et les nouvelles tendances et établit les répercussions économiques et budgétaires des politiques relatives aux régimes de retraite et à la sécurité du revenu, et il aide le gouvernement à préparer des documents de premier plan de nature économique, budgétaire et stratégique. Le programme gère également la relation du gouvernement avec la Société ontarienne de gestion des placements.

Ce programme veille à l'efficacité de la réglementation dans le secteur provincial des services financiers, notamment les assurances, les institutions de dépôts, les coopératives, les courtiers en hypothèques et les marchés des capitaux. Cela inclut la surveillance de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et la collaboration avec d'autres autorités législatives pour faciliter la mise en œuvre du régime coopératif en matière de réglementation des marchés des capitaux. Le programme supervise également la nouvelle Autorité ontarienne de réglementation des services financiers et gère les activités résiduelles découlant de la transition et de la dissolution de la Commission des services financiers de l'Ontario et de la Société ontarienne d'assurance-dépôts.

Ce programme soutient la coordination de l'élaboration horizontale de politiques liées à plusieurs initiatives de transformation s'étendant à plusieurs ministères, notamment la mise en œuvre de la modernisation des secteurs des boissons alcoolisées et des jeux ainsi que la vente au détail et la distribution du cannabis. Ce programme facilite la surveillance par le ministre de la Régie des alcools de l'Ontario, de la Société ontarienne de vente du cannabis et de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario, de même que la reddition des comptes qui s'y rattache, et gère le Programme de consignation de l'Ontario mis en place pour les contenants boissons alcoolisées.

Le ministère procure du soutien administratif au Tribunal des services financiers, un tribunal décisionnel qui, à la demande des personnes touchées, entend des appels et tient des audiences concernant des décisions rendues ou proposées du directeur général de l'Autorité de réglementation des services financiers ou de l'ancienne Commission des services financiers de l'Ontario et de la Société ontarienne d'assurance-dépôts.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
6	Politiques en matière de sécurité du revenu et de régimes de retraite	7 897 700	7 855 500	42 200	5 885 702
7	Entreprises publiques	9 066 500	9 380 200	(313 700)	100 882 387
8	Redressement de consolidation - Science Nord	5 268 800	6 015 900	(747 100)	7 174 800
12	Tribunal des services financiers	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		22 234 000	23 252 600	(1 018 600)	113 942 889
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	-	1 000	-
Total - Crédits législatifs		1 000	-	1 000	-
Total - Charges de fonctionnement		22 235 000	23 252 600	(1 017 600)	113 942 889

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Nº	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
9	Biens stratégiques – Prêts et investissements	20 000 000	-	20 000 000	800 000
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		20 000 000	-	20 000 000	800 000
L	Prêts et investissements - <i>Loi de 2016 sur l'Office ontarien de réglementation des services financiers</i>	4 500 000	52 500 000	(48 000 000)	22 612 000
	Total - Crédits législatifs	4 500 000	52 500 000	(48 000 000)	22 612 000
	Total - Actifs de fonctionnement	24 500 000	52 500 000	(28 000 000)	23 412 000

PROGRAMME DES POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET DES RELATIONS AVEC LES ORGANISMES - CRÉDIT 1202, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1202-6	Politiques en matière de sécurité du revenu et de régimes de retraite		
	Traitements et salaires	5 919 600	
	Avantages sociaux	739 200	
	Transports et communications	47 500	
	Services	1 136 100	
	Fournitures et matériel	55 300	
	Total à voter - Charges de fonctionnement	7 897 700	
1202-7	Entreprises publiques		
	Traitements et salaires	4 205 300	
	Avantages sociaux	531 900	
	Transports et communications	122 400	
	Services	4 310 700	
	Fournitures et matériel	108 600	
	Total partiel	9 278 900	
	Moins : Recouvrements	212 400	
	Total à voter - Charges de fonctionnement	9 066 500	
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Politiques en matière de jeux</i>			
	Traitements et salaires	1 115 800	
	Avantages sociaux	139 900	
	Transports et communications	43 000	
	Services	570 200	
	Fournitures et matériel	38 000	1 906 900
<i>Politiques en matière d'alcool et de cannabis</i>			
	Traitements et salaires	3 089 500	
	Avantages sociaux	392 000	
	Transports et communications	79 400	
	Services	3 740 500	
	Fournitures et matériel	70 600	
	Total partiel	7 372 000	
	Moins : Recouvrements	212 400	7 159 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement		9 066 500

PROGRAMME DES POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET DES RELATIONS AVEC LES ORGANISMES - CRÉDIT 1202, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
1202-8	Redressement de consolidation Science Nord	
	Traitements et salaires	3 984 700
	Avantages sociaux	579 900
	Transports et communications	69 200
	Services	928 700
	Fournitures et matériel	63 100
	Total partiel	5 625 600
	Moins : Recouvrements	356 800
	Total à voter - Charges de fonctionnement	5 268 800
1202-12	Tribunal des services financiers	
	Traitements et salaires	203 700
	Avantages sociaux	44 200
	Transports et communications	18 300
	Services	1 175 200
	Fournitures et matériel	1 500
	Total partiel	1 442 900
	Moins : Recouvrements	1 441 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement	1 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des politiques de réglementation et des relations avec les organismes	22 235 000

PROGRAMME DES POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET DES RELATIONS AVEC LES ORGANISMES - CRÉDIT 1202, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
1202-9	Biens stratégiques – Prêts et investissements	
	Prêts et investissements	
	Autres prêts - Stelco	20 000 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	20 000 000
Crédits législatifs		
	Prêts et investissements	
L	Prêts et investissements - <i>Loi de 2016 sur l'Office ontarien de réglementation des services financiers</i>	4 500 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme des politiques de réglementation et des relations avec les organismes	24 500 000

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES - CRÉDIT 1203

Le Programme des politiques économiques, budgétaires et financières aide le gouvernement à formuler le plan budgétaire. De plus, il surveille la performance économique de l'Ontario et en rend compte par la publication du Budget de l'Ontario, des rapports trimestriels des finances de l'Ontario, des Comptes économiques de l'Ontario, du document intitulé Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario et des Comptes publics de l'Ontario. Il dirige la préparation du Rapport sur les perspectives économiques à long terme de l'Ontario et contribue à l'élaboration du Rapport préélectoral sur les finances de l'Ontario. Ce programme soutient, élabore et met en œuvre des stratégies économiques et budgétaires éclairées pour stimuler la croissance économique et la création d'emplois; il offre son expertise financière et économique et des conseils à l'appui de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation de l'effet des politiques et programmes gouvernementaux sur la population ontarienne; il réalise des projections démographiques annuelles qui servent à la planification et l'affectation des ressources et prépare des prévisions démographiques pour l'Ontario et ses 49 divisions de recensement.

Ce programme aide le ministre des Finances et le gouvernement à formuler les politiques et les stratégies budgétaires de l'Ontario qui se rattachent aux accords fiscaux fédéraux-provinciaux; il offre des conseils stratégiques aux clients, responsables et décideurs sur les questions de gestion budgétaire. Le programme facilite la collaboration avec les partenaires au sein des organismes centraux et des ministères responsables, et ce, pour la prestation de conseils sur les politiques fiscales et budgétaires et pour le soutien à l'élaboration et la priorisation des politiques. Le programme est responsable des politiques sur la statistique, dirige les efforts pour offrir de l'information et des données de haute qualité et modernise les services statistiques de l'Ontario.

Le programme reflète par ailleurs le transfert du gouvernement provincial à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario des revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Politiques économiques	11 975 400	12 622 300	(646 900)	12 012 713
8	Bureau du budget	4 454 400	4 577 100	(122 700)	3 969 575
12	Revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	245 129 000	327 658 900	(82 529 900)	-
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		261 558 800	344 858 300	(83 299 500)	15 982 288
L	Garanties et indemnités, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
L	Hydro One Inc., provision pour l'impôt provincial sur les sociétés, <i>Loi de 1998 sur l'électricité</i>	1 000	1 000	-	21 400 000
Total - Crédits législatifs		2 000	2 000	-	21 400 000
Total - Charges de fonctionnement		261 560 800	344 860 300	(83 299 500)	37 382 288

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Nº	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
14	Programme des politiques économiques, budgétaires et financières	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
Total - Charges d'immobilisations		2 000	2 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
13	Programme des politiques économiques, budgétaires et financières	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		1 000	1 000	-	-
Total - Biens immobilisés		1 000	1 000	-	-

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES - CRÉDIT 1203, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
1203-1	Politiques économiques	
	Traitements et salaires	9 246 800
	Avantages sociaux	1 125 900
	Transports et communications	166 100
	Services	1 127 600
	Fournitures et matériel	308 000
	Paielements de transfert	
	Subventions pour la recherche dans le domaine des politiques en matière de services financiers et économiques	1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	11 975 400
1203-8	Bureau du budget	
	Traitements et salaires	3 650 800
	Avantages sociaux	455 100
	Transports et communications	71 800
	Services	234 500
	Fournitures et matériel	42 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement	4 454 400
1203-12	Revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	
	Autres opérations	
	Revenu réservé du secteur de l'électricité	245 129 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	245 129 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Garanties et indemnités, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Hydro One Inc., provision pour l'impôt provincial sur les sociétés, <i>Loi de 1998 sur l'électricité</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des politiques économiques, budgétaires et financières	261 560 800

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES - CRÉDIT 1203, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
1203-14	Programme des politiques économiques, budgétaires et financières	
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des politiques économiques, budgétaires et financières	2 000
	BIENS IMMOBILISÉS	
1203-13	Programme des politiques économiques, budgétaires et financières	
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme des politiques économiques, budgétaires et financières	1 000

PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES - CRÉDIT 1209

Le Programme des taxes, des avantages fiscaux et des relations municipales en matière de finances élabore le cadre législatif et stratégique régissant les systèmes de taxation, d'avantages fiscaux et de prestations de l'Ontario, administre les lois fiscales de l'Ontario, les programmes liés aux revenus fiscaux et non fiscaux et divers programmes d'avantages fiscaux, préserve l'intégrité du régime fiscal de l'Ontario et gère les liens budgétaires qu'entretient la province avec les municipalités.

Le programme a pour objectif de maintenir un régime fiscal concurrentiel et transparent pour les entreprises afin de soutenir la croissance économique, tout en veillant à ce que les mesures de soutien fiscal soient équitables et efficaces pour les personnes célibataires et les familles en Ontario. À cette fin, le programme fournit des conseils et des analyses stratégiques sur la conception et les politiques fiscales touchant les particuliers, les entreprises, le secteur minier, les produits de consommation, le tabac, les ventes, l'administration des successions et les cotisations sociales.

Dans le cadre de ce travail, le programme offre un service à la clientèle de première ligne dans toute la province, avec notamment de l'éducation, de la sensibilisation et des conseils concernant les programmes, ainsi que de l'aide tout au long du processus d'inscription et de gestion des comptes. De plus, le programme mène des activités axées sur l'observation des règles fiscales (vérification, inspection, enquête et recouvrement, etc.), exécute des programmes d'avantages fiscaux essentiels à l'intention des aînés et des familles à faible revenu, ainsi que des services de vérification du revenu pour d'autres programmes d'avantages fiscaux, et réalise des recherches et des analyses de l'observation fiscale.

Le programme fournit des conseils en matière d'élaboration des politiques et règlements régissant les impôts fonciers municipaux en Ontario, gère les impôts fonciers prélevés aux fins scolaires et l'impôt foncier provincial, établit le cadre stratégique et législatif pour le système d'évaluation foncière de l'Ontario et assure la surveillance de la Société d'évaluation foncière des municipalités. Le programme assure aussi la surveillance du Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario, qui est le principal programme de paiements de transfert de la province aux municipalités.

Le programme gère également les relations de la province avec l'Agence du revenu du Canada.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration des taxes, des avantages fiscaux et des prestations	407 038 700	400 931 700	6 107 000	358 636 048
5	Tribunal des services financiers	9 627 400	10 377 700	(750 300)	8 142 756
6	Politiques fiscales	25 148 800	25 672 100	(523 300)	21 788 911
7	Relations provinciales-municipales en matière de finances	542 868 100	521 693 100	21 175 000	561 004 361
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		984 683 000	958 674 600	26 008 400	949 572 076
L	Paiements versés à des agences de recouvrement du secteur privé en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i>	5 500 000	5 500 000	-	5 398 763
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	45 215 900	45 215 900	-	51 305 317
Total - Crédits législatifs		50 715 900	50 715 900	-	56 704 080
Total - Charges de fonctionnement		1 035 398 900	1 009 390 500	26 008 400	1 006 276 156

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Actifs	650 000	450 000	200 000	400 000
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	650 000	450 000	200 000	400 000
L	Avances, <i>Loi sur l'éducation</i>	20 300 000	20 300 000	-	18 964 550
L	Avances, <i>Loi sur les régies des services publics du Nord</i>	6 200 000	6 200 000	-	5 000 220
L	Avances, <i>Loi sur les régies des routes locales</i>	6 200 000	6 200 000	-	5 568 341
	Total - Crédits législatifs	32 700 000	32 700 000	-	29 533 111
	Total - Actifs de fonctionnement	33 350 000	33 150 000	200 000	29 933 111
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Taxes, avantages fiscaux et prestations	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	-	2 637 600	(2 637 600)	2 637 609
	Total - Crédits législatifs	-	2 637 600	(2 637 600)	2 637 609
	Total - Charges d'immobilisations	1 000	2 638 600	(2 637 600)	2 637 609
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Taxes, avantages fiscaux et prestations	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES - CRÉDIT 1209, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1209-1	Administration des taxes, des avantages fiscaux et des prestations		
	Traitements et salaires		80 920 900
	Avantages sociaux		12 384 600
	Transports et communications		3 936 000
	Services		160 541 900
	Fournitures et matériel		2 107 300
	Paielements de transfert		
	Régime de revenu annuel garanti	150 007 600	
	Accords de partenariat relatifs à l'observation fiscale	165 000	150 172 600
	Total partiel		410 063 300
	Moins : Recouvrements		3 024 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement		407 038 700
Sous-postes :			
Stratégies, gestion des services et politiques relatives aux programmes			
	Traitements et salaires	13 991 500	
	Avantages sociaux	2 302 600	
	Transports et communications	635 000	
	Services	144 842 100	
	Fournitures et matériel	637 100	162 408 300
Observation fiscale et avantages fiscaux			
	Traitements et salaires	66 929 400	
	Avantages sociaux	10 082 000	
	Transports et communications	3 301 000	
	Services	15 699 800	
	Fournitures et matériel	1 470 200	
	Paielements de transfert		
	Régime de revenu annuel garanti	150 007 600	
	Accords de partenariat relatifs à l'observation fiscale	165 000	150 172 600
	Total partiel		247 655 000
	Moins : Recouvrements		3 024 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement		407 038 700

PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES -
CRÉDIT 1209, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1209-5	Tribunal des services financiers		
	Traitements et salaires		6 997 400
	Avantages sociaux		1 030 500
	Transports et communications		211 900
	Services		1 183 500
	Fournitures et matériel		204 100
	Total à voter - Charges de fonctionnement		9 627 400
1209-6	Politiques fiscales		
	Traitements et salaires		6 633 200
	Avantages sociaux		859 100
	Transports et communications		223 000
	Services		17 318 500
	Fournitures et matériel		115 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		25 148 800
1209-7	Relations provinciales-municipales en matière de finances		
	Paiements de transfert		
	Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario	501 850 000	
	Fonds ontarien de préparation à la légalisation du cannabis - fonds de prévoyance	20 000 000	
	Paiements spéciaux aux municipalités	16 693 100	
	Paiement d'atténuation transitoire	4 325 000	542 868 100
	Total à voter - Charges de fonctionnement		542 868 100
Crédits législatifs			
	Services		
L	Paiements versés à des agences de recouvrement du secteur privé en vertu de la Loi sur l'administration financière		5 500 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		45 215 900
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des taxes, des avantages fiscaux et des relations municipales en matière de finances		1 035 398 900

PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES - CRÉDIT 1209, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	
1209-2	Actifs	
	Avances et montants récupérables	
	Régime de revenu annuel garanti	650 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	650 000
	Crédits législatifs	
	Avances et montants récupérables	
L	Avances, Loi sur l'éducation	20 300 000
L	Avances, Loi sur les régies des services publics du Nord	6 200 000
L	Avances, Loi sur les régies des routes locales	6 200 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme des taxes, des avantages fiscaux et des relations municipales en matière de finances	33 350 000
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
1209-3	Taxes, avantages fiscaux et prestations	
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des taxes, des avantages fiscaux et des relations municipales en matière de finances	1 000
	BIENS IMMOBILISÉS	
1209-4	Taxes, avantages fiscaux et prestations	
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme des taxes, des avantages fiscaux et des relations municipales en matière de finances	1 000

PROGRAMME DU TRÉSOR

Ce programme assure l'élaboration, la formulation, l'orientation, l'application et l'exécution des politiques de gestion de la dette de la province, de ses investissements, de ses cotes de crédit, de ses relations avec les investisseurs et des activités de gestion financière connexes. Pour ce faire, il émet et gère des titres de créance, y compris les Obligations vertes, pour exécuter le programme d'emprunt annuel de la province; il assure la liaison avec les agences de cotation concernant l'établissement de la cote de crédit de la province; il fournit au gouvernement provincial des services centralisés pour les opérations bancaires et la gestion des liquidités; il se charge d'informer les investisseurs et le public de la situation financière de la province afin d'encourager l'emprunt; il est responsable de l'analyse financière du secteur de l'électricité, du soutien de tout passif réel et éventuel de la province ainsi que de la surveillance des retombées budgétaires; il gère conjointement avec l'Ontario Power Generation les activités d'investissement relevant de l'Ontario Nuclear Funds Agreement; il conseille le gouvernement et le secteur parapublic sur leurs politiques et initiatives financières; il gère les garanties accordées et les prêts consentis par la province et fournit de l'aide dans le domaine des investissements aux sociétés de la Couronne et aux organismes gouvernementaux; il aide les organismes de la Couronne et d'autres organismes publics relativement aux politiques et aux projets financiers et il réalise des investissements au nom de certains organismes publics; il gère des services de garde et d'agent financier pour le gouvernement provincial et certains organismes. L'Office ontarien de financement fournit un vaste éventail de services financiers à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario et à la Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier (Infrastructure Ontario).

Sommaire
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
L	Intérêts sur la dette, <i>Loi sur l'administration financière</i>	12 407 133 000	12 675 446 400	(268 313 400)	11 419 283 525
Total - Charges de fonctionnement		12 407 133 000	12 675 446 400	(268 313 400)	11 419 283 525

PROGRAMME DU TRÉSOR, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	Crédits législatifs		
L	Intérêts sur la dette, <i>Loi sur l'administration financière</i>		
	Intérêts sur les valeurs mobilières de l'Ontario		
	À des fins générales	12 444 753 400	
	Office d'investissement du régime de pensions du Canada	414 436 000	
	Société canadienne d'hypothèques et de logement	107 000	
	Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants	764 900	12 860 061 300
	Moins : Intérêt capitalisé dans les crédits ministériels		47 168 300
	Moins : Autres paiements à titre d'intérêts, de dépôts, d'escomptes et de commissions		(100 017 000)
	Moins : Intérêts sur les investissements		902 962 000
			12 009 948 000
	Intérêt sur la dette payable à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario		397 185 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme du Trésor		12 407 133 000

PROGRAMME DE SOUTIEN À LA POPULATION ET À L'EMPLOI - CRÉDIT 1212

Le Fonds de soutien à la population et à l'emploi – un fonds d'intervention contre la COVID-19 –, a été mis en place le 25 mars 2020 pour soutenir les efforts de rétablissement immédiats et à moyen terme déployés en réaction à la COVID-19. Le Fonds, détenu de manière centralisée par le ministère des Finances, vise à soutenir la population en apportant une aide directe aux communautés, aux familles et aux groupes vulnérables touchés financièrement par la COVID-19. Il a également pour objet de protéger l'emploi en soutenant la viabilité économique des employeurs ainsi que le rétablissement économique et la croissance après que la propagation de la COVID-19 aura été enrayée.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Intervention contre la COVID-19 : Fonds de soutien à la population et à l'emploi	1 965 600 000	-	1 965 600 000	-
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		1 965 600 000	-	1 965 600 000	-
Total - Charges de fonctionnement		1 965 600 000	-	1 965 600 000	-

PROGRAMME DE SOUTIEN À LA POPULATION ET À L'EMPLOI - CRÉDIT 1212, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1212-1	Intervention contre la COVID-19 : Fonds de soutien à la population et à l'emploi	
	Autres opérations	1 965 600 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	1 965 600 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de soutien à la population et à l'emploi	1 965 600 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	14 096 966 814	12 613 864 982
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(1 690 300)	(1 329 915)
Total - Charges de fonctionnement redressées	14 095 276 514	12 612 535 067

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

À titre d'administrateur de la *Loi sur les services en français* et de principal conseiller du gouvernement sur les affaires francophones et les services en français, le ministère des Affaires francophones (MAFO) travaille avec les ministères pour veiller à ce que les services en français soient offerts au public dans les régions désignées de la province; il offre des conseils spécialisés et soutient les ministères et les organismes gouvernementaux dans leurs efforts visant à fournir des services en français accessibles et de qualité supérieure de sorte que les politiques et les programmes répondent aux besoins des francophones et aux obligations du gouvernement en vertu de la *Loi sur les services en français*; il formule des recommandations quant à la désignation de nouvelles régions et de nouveaux organismes et coordonne la mise en œuvre des services en français dans les régions nouvellement désignées; il fait la promotion des affaires francophones au sein du gouvernement et s'associe à des ministères clés dans le cadre d'initiatives liées aux politiques et programmes visant à renforcer la communauté francophone; il forge des liens avec la communauté francophone et facilite des initiatives gouvernementales qui améliorent la vie des citoyennes et des citoyens francophones; il travaille avec d'autres ordres de gouvernement pour promouvoir la francophonie de l'Ontario et rehausser l'image de la province tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1301	Programme des affaires francophones	6 072 100	5 820 400	251 700	5 146 327
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	6 072 100	5 820 400	251 700	5 146 327
	Crédits législatifs	16 173	16 173	-	-
	Total du ministère - Charges de fonctionnement	6 088 273	5 836 573	251 700	5 146 327
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
1301	Programme des affaires francophones	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total du ministère - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
1301	Programme des affaires francophones	1 000	1 000	-	532 903
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	532 903
	Total du ministère - Charges d'immobilisations	1 000	1 000	-	532 903
	Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	6 089 273	5 837 573	251 700	5 679 230

PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES - CRÉDIT 1301

Le ministère des Affaires francophones (MAFO) conseille le gouvernement de l'Ontario sur les questions liées aux affaires francophones et à la prestation des services en français. Le principal programme du MAFO comprend les activités suivantes : la collaboration avec les ministères, les organismes et le commissaire aux services en français pour assurer une prestation efficace des services en français dans toute la province; la conception d'outils comme la Lentille francophone pour faire en sorte que les services en français soient pris en compte et planifiés dès les premières étapes de l'élaboration des politiques et des programmes; la formulation de recommandations concernant la désignation de nouvelles régions et de nouveaux organismes en vertu de la *Loi sur les services en français* et la coordination de la mise en œuvre des services dans les régions nouvellement désignées; l'analyse des données du recensement et la production de profils statistiques sur la population franco-ontarienne de la province; la coordination du transfert des fonds fédéraux aux autres ministères et organismes pour les initiatives et les projets financés en vertu de l'Entente Canada-Ontario sur les services en français; la gestion du Programme d'appui à la francophonie ontarienne; la supervision de la participation de l'Ontario à des organismes nationaux et internationaux, notamment la Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne et l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Coordination des affaires francophones	6 072 100	5 819 400	252 700	5 146 327
-	Programme d'administration du ministère	-	1 000	(1 000)	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	6 072 100	5 820 400	251 700	5 146 327
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	-
	Total - Crédits législatifs	16 173	16 173	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	6 088 273	5 836 573	251 700	5 146 327
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	Débiteurs	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Programme des affaires francophones	1 000	1 000	-	532 903
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	532 903
	Total - Charges d'immobilisations	1 000	1 000	-	532 903

PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES - CRÉDIT 1301, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1301-1	Coordination des affaires francophones	
	Traitements et salaires	2 009 900
	Avantages sociaux	238 200
	Transports et communications	118 500
	Services	2 626 500
	Fournitures et matériel	79 000
	Paielements de transfert	
	Programme d'appui à la francophonie ontarienne	1 000 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	6 072 100
Crédits législatifs		
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des affaires francophones	6 088 273
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
1301-10	Débiteurs	
	Avances et montants récupérables	
	Avances et montants récupérables - recouvrements en cours d'exercice	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme des affaires francophones	1 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1301-2	Programme des affaires francophones	
	Autres opérations	
	Autre bien matériel	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des affaires francophones	1 000

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

Le ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs (MSGSC) est déterminé à aider à rendre le gouvernement, ses organismes et le secteur parapublic plus intelligents, à rendre la vie plus abordable et à bâtir des collectivités plus saines et plus sûres. L'amélioration de la prestation de services numériques est au cœur de sa démarche et vise à accroître la valeur des investissements et à permettre la prestation accélérée de services simplifiés et améliorés aux résidents et aux entreprises de l'Ontario.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1801	Programme d'administration du ministère	34 253 000	34 605 500	(352 500)	35 239 105
1809	Information, protection de la vie privée et Archives publiques	16 914 900	16 887 200	27 700	16 931 225
1811	Services communs de l'Ontario	169 952 700	162 495 600	7 457 100	208 796 003
1812	Commission de révision de la publicité	1 063 600	1 085 900	(22 300)	862 230
1814	Programme ServiceOntario	226 783 600	210 388 600	16 395 000	257 198 608
1816	Services aux consommateurs	29 752 800	33 861 300	(4 108 500)	35 313 803
1817	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	65 151 700	66 008 300	(856 600)	47 762 199
1820	Projets d'infrastructure du gouvernement	292 007 000	89 406 500	202 600 500	87 615 649
1821	Programme des services organisationnels de technologie de l'information	36 515 600	21 866 800	14 648 800	18 558 458
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		872 394 900	636 605 700	235 789 200	708 277 280
Crédits législatifs		19 013 014	19 013 014	-	9 103 914
Total du ministère - Charges de fonctionnement		891 407 914	655 618 714	235 789 200	717 381 194
Redressement de consolidation - hôpitaux		-	-	-	(3 841 217)
Redressement de consolidation et autres - Portefeuille immobilier général		555 156 600	720 604 600	(165 448 000)	723 356 232
Redressement de consolidation et autres - Programme d'utilisation des couloirs de transport d'électricité		(16 987 500)	(17 776 700)	789 200	(15 237 700)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		1 429 577 014	1 358 446 614	71 130 400	1 421 658 509

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
1801	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
1811	Services communs de l'Ontario	1 000	1 000	-	-
1816	Services aux consommateurs	1 000	1 000	-	-
1817	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	1 150 000	300 000	850 000	-
1821	Programme des services organisationnels de technologie de l'information	25 000 000	15 875 400	9 124 600	14 503 922
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		26 153 000	16 178 400	9 974 600	14 503 922
Total du ministère - Actifs de fonctionnement		26 153 000	16 178 400	9 974 600	14 503 922
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
1801	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
1809	Information, protection de la vie privée et Archives publiques	3 155 100	3 245 700	(90 600)	3 332 379
1811	Services communs de l'Ontario	2 000	2 000	-	-
1814	Programme ServiceOntario	2 000 000	2 000 000	-	667 362
1816	Services aux consommateurs	2 000	2 000	-	668 700
1817	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	2 000	3 000	(1 000)	-
1820	Projets d'infrastructure du gouvernement	82 543 600	87 542 600	(4 999 000)	160 088 215
1821	Programme des services organisationnels de technologie de l'information	9 741 800	10 023 000	(281 200)	9 339 938
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		97 447 500	102 819 300	(5 371 800)	174 096 594
Crédits législatifs		11 910 800	13 306 300	(1 395 500)	11 473 328
Total du ministère - Charges d'immobilisations		109 358 300	116 125 600	(6 767 300)	185 569 922
Redressement de consolidation - Portefeuille immobilier général		126 626 300	100 439 500	26 186 800	55 308 644
Redressement des charges d'immobilisations - Reclassement lié au compte de liquidation du programme de plafonnement et d'échange		-	-	-	1 107 800
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		235 984 600	216 565 100	19 419 500	241 986 366

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
BIENS IMMOBILISÉS					
1811	Services communs de l'Ontario	23 476 000	11 674 200	11 801 800	16 876 743
1814	Programme ServiceOntario	9 207 400	14 600 400	(5 393 000)	11 763 142
1816	Services aux consommateurs	1 000	1 000	-	-
1817	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	1 000	5 753 300	(5 752 300)	8 232 086
1820	Projets d'infrastructure du gouvernement	304 827 500	165 719 500	139 108 000	26 554 679
1821	Programme des services organisationnels de technologie de l'information	62 537 400	51 514 000	11 023 400	33 997 027
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		400 050 300	249 262 400	150 787 900	97 423 677
Total du ministère - Biens immobilisés		400 050 300	249 262 400	150 787 900	97 423 677
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)					
		1 665 561 614	1 575 011 714	90 549 900	1 663 644 875

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1801

Le programme d'administration du ministère assure les services administratifs et de soutien qui aident le ministère à réaliser des résultats conformes aux objectifs et priorités budgétaires du gouvernement. Ses fonctions comprennent la gestion des finances et des ressources humaines, la coordination des initiatives de politiques et ministérielles et la gestion des locaux et des installations. Le programme fournit également des services juridiques et de communication, de planification et de surveillance des résultats. Il aide et soutient les programmes du ministère dans l'atteinte de leurs objectifs opérationnels et de développement organisationnel.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	34 253 000	34 605 500	(352 500)	35 239 105
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	34 253 000	34 605 500	(352 500)	35 239 105
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	16 667
	Total - Crédits législatifs	64 014	64 014	-	65 968
	Total - Charges de fonctionnement	34 317 014	34 669 514	(352 500)	35 305 073
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	Débiteurs	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Administration du ministère	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1801, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1801-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		19 451 500
	Avantages sociaux		2 579 000
	Transports et communications		236 100
	Services		42 593 500
	Fournitures et matériel		275 600
	Total partiel		65 135 700
	Moins : Recouvrements		30 882 700
	Total à voter - Charges de fonctionnement		34 253 000
	Sous-postes :		
	Bureau principal		
	Traitements et salaires	2 986 300	
	Avantages sociaux	486 200	
	Transports et communications	70 000	
	Services	180 500	
	Fournitures et matériel	142 700	3 865 700
	Services financiers et administratifs		
	Traitements et salaires	11 023 900	
	Avantages sociaux	1 445 900	
	Transports et communications	100 900	
	Services	32 756 400	
	Fournitures et matériel	46 800	
	Total partiel	45 373 900	
	Moins : Recouvrements	30 882 700	14 491 200
	Services juridiques		
	Traitements et salaires	10 000	
	Avantages sociaux	2 000	
	Transports et communications	30 200	
	Services	8 518 800	
	Fournitures et matériel	17 100	8 578 100

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1801, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Services de communication</i>		
	Traitements et salaires	3 501 300	
	Avantages sociaux	372 900	
	Transports et communications	32 300	
	Services	851 700	
	Fournitures et matériel	67 100	4 825 300
	<i>Ressources humaines</i>		
	Traitements et salaires	1 930 000	
	Avantages sociaux	272 000	
	Transports et communications	2 700	
	Services	286 100	
	Fournitures et matériel	1 900	2 492 700
	Total à voter - Charges de fonctionnement		34 253 000
	Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		34 317 014
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
1801-10	Débiteurs		
	Avances et montants récupérables		
	Avances et montants récupérables - recouvrements en cours d'exercice		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		1 000

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1801, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1801-4	Administration du ministère	
	Autres opérations	
	Perte due à l'aliénation des actifs	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministère	2 000

INFORMATION, PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES - CRÉDIT 1809

Information, protection de la vie privée et Archives publiques agit en qualité de gardien des documents de la province. Ce programme fournit aux ministères, aux organismes et au secteur parapublic de l'orientation et des conseils politiques et stratégiques organisationnels sur la gestion des documents et de l'information, l'accès à l'information et la protection de la vie privée. Il collecte, préserve et promeut la mémoire documentaire de la province pour les générations actuelles et futures, et en facilite l'accès.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
7	Information, protection de la vie privée et Archives publiques	16 914 900	16 887 200	27 700	16 931 225
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		16 914 900	16 887 200	27 700	16 931 225
Total - Charges de fonctionnement		16 914 900	16 887 200	27 700	16 931 225
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
8	Information, protection de la vie privée et Archives publiques	3 155 100	3 245 700	(90 600)	3 332 379
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		3 155 100	3 245 700	(90 600)	3 332 379
Total - Charges d'immobilisations		3 155 100	3 245 700	(90 600)	3 332 379

INFORMATION, PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES - CRÉDIT 1809, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1809-7	Information, protection de la vie privée et Archives publiques	
	Traitements et salaires	8 784 700
	Avantages sociaux	1 177 700
	Transports et communications	419 800
	Services	13 763 000
	Fournitures et matériel	268 700
	Paielements de transfert	
	Subventions à l'appui des Archives publiques de l'Ontario	1 000
	Total partiel	24 414 900
	Moins : Recouvrements	7 500 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	16 914 900
	Total (Charges de fonctionnement) - Information, protection de la vie privée et Archives publiques	16 914 900
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1809-8	Information, protection de la vie privée et Archives publiques	
	Services	3 155 100
	Total à voter - Charges d'immobilisations	3 155 100
	Total (Charges d'immobilisations) - Information, protection de la vie privée et Archives publiques	3 155 100

SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO - CRÉDIT 1811

Les Services communs de l'Ontario sont un organisme de services communs qui offre à tous les ministères, aux fonctionnaires, à certains organismes et à certaines entités du secteur parapublic des services internes centralisés. Le programme organise et exécute les activités internes essentielles du gouvernement, notamment l'approvisionnement à l'échelle du gouvernement, le traitement des opérations financières, l'administration des paiements de transfert, les ressources humaines, la paie et les avantages sociaux ainsi que des services opérationnels à l'échelle de la FPO, et ce, par divers canaux, en particulier numériques.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
5	Services communs de l'Ontario	169 950 700	162 493 600	7 457 100	208 796 003
27	Services centralisés de la FPO – Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail	1 000	1 000	-	-
31	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	169 952 700	162 495 600	7 457 100	208 796 003
L	<i>Loi sur les actions contre la Couronne</i>	13 500 000	13 500 000	-	9 032 294
	Total - Crédits législatifs	13 500 000	13 500 000	-	9 032 294
	Total - Charges de fonctionnement	183 452 700	175 995 600	7 457 100	217 828 297
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
6	Services communs de l'Ontario	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
12	Services communs de l'Ontario	2 000	2 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	2 000	2 000	-	-
L	Amortissement - Services communs de l'Ontario, <i>Loi sur l'administration financière</i>	2 643 200	3 955 100	(1 311 900)	5 677 880
	Total - Crédits législatifs	2 643 200	3 955 100	(1 311 900)	5 677 880
	Total - Charges d'immobilisations	2 645 200	3 957 100	(1 311 900)	5 677 880
BIENS IMMOBILISÉS					
14	Services communs de l'Ontario	23 476 000	11 674 200	11 801 800	16 876 743
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	23 476 000	11 674 200	11 801 800	16 876 743
	Total - Biens immobilisés	23 476 000	11 674 200	11 801 800	16 876 743

SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO - CRÉDIT 1811, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1811-5	Services communs de l'Ontario		
	Traitements et salaires		122 565 200
	Avantages sociaux		17 799 900
	Transports et communications		7 658 000
	Services		46 405 500
	Fournitures et matériel		1 513 300
	Paielements de transfert		
	Programmes d'emplois pour étudiants		1 000
	Autres opérations		
	Autres opérations - autre	762 300	
	Emplois d'été	10 019 100	10 781 400
	Total partiel		206 724 300
	Moins : Recouvrements		36 773 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement		169 950 700
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	<i>Loi sur les actions contre la Couronne</i>		13 500 000
1811-27	Services centralisés de la FPO – Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail		
	Services		58 001 000
	Moins : Recouvrements		58 000 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		1 000
1811-31	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles		
	Traitements et salaires		2 772 100
	Avantages sociaux		400 600
	Transports et communications		98 000
	Services		9 386 500
	Fournitures et matériel		136 600
	Total partiel		12 793 800
	Moins : Recouvrements		12 792 800
	Total à voter - Charges de fonctionnement		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Services communs de l'Ontario		183 452 700

SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO - CRÉDIT 1811, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	
1811-6	Services communs de l'Ontario	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Services communs de l'Ontario	1 000

SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO - CRÉDIT 1811, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
1811-12	Services communs de l'Ontario	
	Autres opérations	
	Perte due à l'aliénation des actifs	2 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	2 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Amortissement - Services communs de l'Ontario, <i>Loi sur l'administration financière</i>	11 453 000
	Moins : Recouvrements	8 809 800
	Total (Charges d'immobilisations) - Services communs de l'Ontario	2 645 200
	BIENS IMMOBILISÉS	
1811-14	Services communs de l'Ontario	
	Logiciels d'application de gestion - traitements et salaires	1 000
	Logiciels d'application de gestion - avantages sociaux	1 000
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	23 474 000
	Total à voter - Biens immobilisés	23 476 000
	Total (Biens immobilisés) - Services communs de l'Ontario	23 476 000

COMMISSION DE RÉVISION DE LA PUBLICITÉ - CRÉDIT 1812

La Commission de révision de la publicité est désignée comme un service central obligatoire pour l'achat de publicité, les relations avec le public et les médias et les services de communications créatives au nom de la fonction publique de l'Ontario (FPO) et des organismes gouvernementaux. Cela garantit que les ministères et ces organismes acquièrent ces services de manière équitable, ouverte, transparente et accessible aux fournisseurs qualifiés.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
4	Commission de révision de la publicité	1 063 600	1 085 900	(22 300)	862 230
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 063 600	1 085 900	(22 300)	862 230
	Total - Charges de fonctionnement	1 063 600	1 085 900	(22 300)	862 230

COMMISSION DE RÉVISION DE LA PUBLICITÉ - CRÉDIT 1812, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1812-4	Commission de révision de la publicité	
	Traitements et salaires	506 200
	Avantages sociaux	45 100
	Transports et communications	15 000
	Services	478 200
	Fournitures et matériel	19 100
Total à voter - Charges de fonctionnement		1 063 600
Total (Charges de fonctionnement) - Commission de révision de la publicité		1 063 600

PROGRAMME SERVICEONTARIO - CRÉDIT 1814

ServiceOntario est pour les particuliers et les entreprises de l'Ontario la voie d'accès aux services du gouvernement – carte Santé, services liés aux conducteurs et aux véhicules, permis d'activités de plein air (pêche et chasse), événements de la vie, enregistrement des biens fonciers et mobiliers personnels et service d'inscription des entreprises. Il aide les Ontariens par divers canaux (en personne, par téléphone, par courrier, en ligne, etc.).

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	ServiceOntario	226 783 600	210 388 600	16 395 000	257 198 608
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	226 783 600	210 388 600	16 395 000	257 198 608
L	Demandes d'indemnisation adressées à la Caisse d'assurance des droits immobiliers, <i>Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers</i>	5 001 000	5 001 000	-	-
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	301 000	301 000	-	5 652
	Total - Crédits législatifs	5 302 000	5 302 000	-	5 652
	Total - Charges de fonctionnement	232 085 600	215 690 600	16 395 000	257 204 260
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	ServiceOntario	2 000 000	2 000 000	-	667 362
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	2 000 000	2 000 000	-	667 362
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	6 776 100	7 190 000	(413 900)	5 219 819
	Total - Crédits législatifs	6 776 100	7 190 000	(413 900)	5 219 819
	Total - Charges d'immobilisations	8 776 100	9 190 000	(413 900)	5 887 181
BIENS IMMOBILISÉS					
3	ServiceOntario	9 207 400	14 600 400	(5 393 000)	11 763 142
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	9 207 400	14 600 400	(5 393 000)	11 763 142
	Total - Biens immobilisés	9 207 400	14 600 400	(5 393 000)	11 763 142

PROGRAMME SERVICEONTARIO - CRÉDIT 1814, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1814-1	ServiceOntario	
	Traitements et salaires	108 023 800
	Avantages sociaux	17 101 700
	Transports et communications	13 354 700
	Services	93 335 600
	Fournitures et matériel	12 440 100
	Total partiel	244 255 900
	Moins : Recouvrements	17 472 300
	Total à voter - Charges de fonctionnement	226 783 600
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Demandes d'indemnisation adressées à la Caisse d'assurance des droits immobiliers, <i>Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers</i>	5 001 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	301 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme ServiceOntario	232 085 600
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1814-2	ServiceOntario	
	Services	1 999 000
	Autres opérations	
	Perte due à l'aliénation des actifs	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	2 000 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	6 776 100
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme ServiceOntario	8 776 100

PROGRAMME SERVICEONTARIO - CRÉDIT 1814, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
BIENS IMMOBILISÉS		
1814-3	ServiceOntario	
	Logiciels d'application de gestion - traitements et salaires	1 108 500
	Logiciels d'application de gestion - avantages sociaux	145 100
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	7 955 800
	Total partiel	9 209 400
	Moins : Recouvrements	2 000
	Total à voter - Biens immobilisés	9 207 400
	Total (Biens immobilisés) - Programme ServiceOntario	9 207 400

SERVICES AUX CONSOMMATEURS - CRÉDIT 1816

Les Services aux consommateurs sont responsables de politiques, de programmes et de services adaptés aux besoins de la population et des entreprises de l'Ontario. En tant qu'autorité de réglementation moderne, les Services aux consommateurs offrent des services liés à la protection des consommateurs, à la sécurité du public et au droit des entreprises. Dans leur rôle de leader de la transformation numérique au sein du gouvernement, ils conçoivent et fournissent de l'information et des services en ligne, et établissent des politiques et des normes numériques.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Services aux consommateurs	29 752 800	33 861 300	(4 108 500)	35 313 803
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	29 752 800	33 861 300	(4 108 500)	35 313 803
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	2 000	2 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	2 000	2 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	29 754 800	33 863 300	(4 108 500)	35 313 803
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3	Services aux consommateurs	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Services aux consommateurs	2 000	2 000	-	668 700
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	2 000	2 000	-	668 700
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	3 000	3 000	-	668 700
BIENS IMMOBILISÉS					
6	Services aux consommateurs	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

SERVICES AUX CONSOMMATEURS - CRÉDIT 1816, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1816-1	Services aux consommateurs	
	Traitements et salaires	23 812 200
	Avantages sociaux	3 038 700
	Transports et communications	437 600
	Services	2 095 300
	Fournitures et matériel	24 000
	Paievements de transfert	
	Subventions pour les services aux consommateurs	345 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	29 752 800
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	2 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Services aux consommateurs	29 754 800
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
1816-3	Services aux consommateurs	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Services aux consommateurs	1 000

SERVICES AUX CONSOMMATEURS - CRÉDIT 1816, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
1816-4	Services aux consommateurs	
	Autres opérations	2 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	2 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Services aux consommateurs	3 000
	BIENS IMMOBILISÉS	
1816-6	Services aux consommateurs	
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Services aux consommateurs	1 000

GROUPEMENT POUR L'INTÉGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX - CRÉDIT 1817

Le Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux fournit des conseils stratégiques et des solutions technologiques rentables à certains ministères (Développement économique, Création d'emplois et Commerce, Services aux aînés et Accessibilité, Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs, Infrastructure et Affaires francophones). Le Groupement fournit la technologie de l'information dont les ministères et organismes partenaires ont besoin pour réaliser, moderniser et transformer leurs activités et la prestation des services au public, aux entreprises et au personnel. Le Groupement est également responsable de la Solution organisationnelle de l'InfoCentre qui, en tant que service central commun obligatoire, rend possible l'exécution de 44 programmes dans tout le gouvernement.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	65 151 700	66 008 300	(856 600)	47 762 199
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	65 151 700	66 008 300	(856 600)	47 762 199
	Total - Charges de fonctionnement	65 151 700	66 008 300	(856 600)	47 762 199
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
7	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	1 150 000	300 000	850 000	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 150 000	300 000	850 000	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 150 000	300 000	850 000	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	2 000	3 000	(1 000)	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	2 000	3 000	(1 000)	-
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	2 487 500	2 157 200	330 300	574 629
	Total - Crédits législatifs	2 487 500	2 157 200	330 300	574 629
	Total - Charges d'immobilisations	2 489 500	2 160 200	329 300	574 629
BIENS IMMOBILISÉS					
6	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	1 000	5 753 300	(5 752 300)	8 232 086
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	5 753 300	(5 752 300)	8 232 086
	Total - Biens immobilisés	1 000	5 753 300	(5 752 300)	8 232 086

GROUPEMENT POUR L'INTÉGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX - CRÉDIT 1817, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1817-1	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	
	Traitements et salaires	29 659 100
	Avantages sociaux	4 108 400
	Transports et communications	159 300
	Services	99 270 200
	Fournitures et matériel	47 800
	Total partiel	133 244 800
	Moins : Recouvrements	68 093 100
	Total à voter - Charges de fonctionnement	65 151 700
	Total (Charges de fonctionnement) - Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	65 151 700
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
1817-7	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 150 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 150 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	1 150 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1817-3	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	
	Services	1 000
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	2 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	3 670 900
	Moins : Recouvrements	1 183 400
	Total (Charges d'immobilisations) - Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	2 489 500

GROUPEMENT POUR L'INTÉGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX - CRÉDIT 1817, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	BIENS IMMOBILISÉS	
1817-6	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux	1 000

PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT - CRÉDIT 1820

Le programme des projets d'infrastructure du gouvernement est responsable de la gestion du portefeuille immobilier général du gouvernement. Pour ce faire, il prépare les politiques, les lois et l'exécution des programmes. Le programme supervise les activités de gestion immobilière de la Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier (Infrastructure Ontario) pour mettre en œuvre des stratégies immobilières, la planification du portefeuille, l'acquisition et l'aliénation des biens excédentaires ainsi que la planification des immobilisations. Le Plan de gestion des sites contaminés, le programme des biens sociaux confisqués et le Programme d'utilisation des couloirs de transport de l'électricité du ministère sont gérés par ce programme. Celui-ci est aussi responsable de l'optimisation des immeubles de bureaux de la province et de la direction de la transformation des lieux de travail en vue de réduire les coûts et de renforcer l'efficacité de la main d'œuvre au sein du gouvernement, des organismes et du secteur parapublic. Pour ce faire, le programme assure une meilleure gestion des biens immobiliers en éliminant les espaces de bureau aux loyers élevés loués à des tiers et en refaçonnant les lieux et les processus de travail de la fonction publique de l'Ontario (FPO) afin d'offrir les meilleurs résultats et services à la population ontarienne. Il exécute de grands projets immobiliers, notamment la reconstruction de l'édifice Macdonald et la rénovation de l'édifice Whitney.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Biens immobiliers	292 007 000	89 406 500	202 600 500	87 615 649
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	292 007 000	89 406 500	202 600 500	87 615 649
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	144 000	144 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	144 000	144 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	292 151 000	89 550 500	202 600 500	87 615 649
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Biens immobiliers	82 542 600	87 541 600	(4 999 000)	160 088 215
4	Biens immobiliers – charges liées aux biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	82 543 600	87 542 600	(4 999 000)	160 088 215
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i> - Programme des biens immobiliers	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	82 544 600	87 543 600	(4 999 000)	160 088 215
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Biens immobiliers	304 827 500	165 719 500	139 108 000	26 554 679
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	304 827 500	165 719 500	139 108 000	26 554 679
	Total - Biens immobilisés	304 827 500	165 719 500	139 108 000	26 554 679

PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT - CRÉDIT 1820, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1820-1	Biens immobiliers		
	Traitements et salaires		6 177 600
	Avantages sociaux		569 100
	Transports et communications		123 800
	Services		274 355 200
	Fournitures et matériel		132 800
	Paievements de transfert		
	Transactions immobilières	2 900 000	
	Parc fédéral de la Rouge	1 000	2 901 000
	Autres opérations		7 747 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement		292 007 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		144 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Projets d'infrastructure du gouvernement		292 151 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1820-2	Biens immobiliers		
	Services		82 541 600
	Paievements de transfert		
	Transactions immobilières		1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		82 542 600
1820-4	Biens immobiliers – charges liées aux biens immobilisés		
	Autres opérations		1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		1 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i> - Programme des biens immobiliers		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Projets d'infrastructure du gouvernement		82 544 600

PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT - CRÉDIT 1820, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
BIENS IMMOBILISÉS		
1820-3	Biens immobiliers	
	Terrains	27 109 000
	Immeubles - coûts relatifs aux biens immobilisés	5 255 700
	Immeubles – diversification des modes de financement et de l'approvisionnement	272 240 800
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	222 000
Total à voter - Biens immobilisés		304 827 500
Total (Biens immobilisés) - Projets d'infrastructure du gouvernement		304 827 500

PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION - CRÉDIT 1821

Le programme des services organisationnels de technologie de l'information assume le leadership relativement à l'utilisation de l'information et de la technologie de l'information (ITI) en vue de moderniser les services publics de l'Ontario et de répondre aux besoins changeants de la population ontarienne, de la fonction publique de l'Ontario (FPO), des organismes et du secteur parapublic. Cela comprend l'élaboration d'un plan axé sur l'évolution des capacités en ITI afin de transformer la prestation des services au public et l'apport de solutions numériques axées sur les utilisateurs et d'une valeur accrue pour les contribuables. Le programme veille à la sécurité permanente des systèmes et des données, à la mise en œuvre d'une infrastructure, d'une gouvernance et d'une responsabilité communes et à la prestation des services communs à l'échelle de la FPO, tels que les services d'hébergement, la gestion des services et les fonctions réseau.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	36 515 600	21 866 800	14 648 800	18 558 458
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	36 515 600	21 866 800	14 648 800	18 558 458
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	36 516 600	21 867 800	14 648 800	18 558 458
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
4	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	25 000 000	15 875 400	9 124 600	14 503 922
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	25 000 000	15 875 400	9 124 600	14 503 922
	Total - Actifs de fonctionnement	25 000 000	15 875 400	9 124 600	14 503 922
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	9 741 800	10 023 000	(281 200)	9 339 938
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	9 741 800	10 023 000	(281 200)	9 339 938
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	1 000
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	1 000
	Total - Charges d'immobilisations	9 742 800	10 024 000	(281 200)	9 340 938
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	62 537 400	51 514 000	11 023 400	33 997 027
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	62 537 400	51 514 000	11 023 400	33 997 027
	Total - Biens immobilisés	62 537 400	51 514 000	11 023 400	33 997 027

PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION - CRÉDIT 1821, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1821-1	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	
	Traitements et salaires	140 640 500
	Avantages sociaux	20 421 400
	Transports et communications	49 394 400
	Services	179 345 400
	Fournitures et matériel	18 078 100
	Total partiel	407 879 800
	Moins : Recouvrements	371 364 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement	36 515 600
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des services organisationnels de technologie de l'information	36 516 600
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
1821-4	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	
	Dépôts et charges payées d'avance	25 000 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	25 000 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme des services organisationnels de technologie de l'information	25 000 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1821-2	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	
	Services	9 740 800
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	9 741 800
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	51 514 000
	Moins : Recouvrements	51 513 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des services organisationnels de technologie de l'information	9 742 800

PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION - CRÉDIT 1821, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
BIENS IMMOBILISÉS		
1821-3	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	
	Matériel de technologie de l'information	51 513 000
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	11 024 400
	Total à voter - Biens immobilisés	62 537 400
	Total (Biens immobilisés) - Programme des services organisationnels de technologie de l'information	62 537 400

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	657 374 314	605 593 329
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	114 759 049
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(1 755 600)	(2 971 184)
Total - Charges de fonctionnement redressées	655 618 714	717 381 194

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Total - Actifs de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	16 178 400	-
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	14 503 922
Total - Actifs de fonctionnement redressés	16 178 400	14 503 922

*La rubrique Total - Actifs de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - actifs de fonctionnement.

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	116 125 600	15 472 069
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	170 097 853
Total - Charges d'immobilisations redressées	116 125 600	185 569 922

*La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges d'immobilisations.

BIENS IMMOBILISÉS	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Total - Biens immobilisés (données publiées antérieurement*)	249 262 400	36 871 971
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	60 551 706
Total - Biens immobilisés redressés	249 262 400	97 423 677

*La rubrique Total - Biens immobilisés comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - biens immobilisés.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Le ministère de la Santé travaille pour mettre fin à la prestation des soins de santé de couloir, aider la population à rester en santé, fournir des soins de haute qualité au moment et à l'endroit où les gens en ont besoin et renforcer la pérennité de notre système de santé. Pour ce faire, le ministère se fonde sur quatre piliers : la prévention et la promotion de la santé; les bons soins au bon endroit; la création de places; une intégration et un cheminement améliorés des patients.

Le ministère travaille pour accélérer l'accès aux soins en renforçant l'accès aux fournisseurs de soins primaires, en réduisant les visites inutiles aux salles des urgences, en réduisant les temps d'attente et en faisant progresser les solutions numériques pour la santé.

Le ministère s'attache également à offrir de meilleurs soins coordonnés dans la collectivité et plus près du domicile, à former les patients à prendre les bonnes décisions concernant leur santé et à bâtir de meilleures relations avec les partenaires des soins de santé et parmi ces derniers.

Le ministère assure le leadership et la direction générale en se concentrant sur la planification et l'orientation des ressources pour donner de la valeur au système.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1401	Programme d'administration du ministère	106 835 900	112 641 800	(5 805 900)	103 933 888
1402	Programme des politiques de santé et de la recherche	792 248 900	781 664 800	10 584 100	750 112 963
1403	Programme des solutions numériques pour la santé et de gestion de l'information	194 601 200	184 014 600	10 586 600	202 879 521
1405	Programme d'assurance-santé de l'Ontario	22 176 671 900	21 677 116 900	499 555 000	20 581 548 909
1406	Programme de la santé de la population et de la santé publique	3 334 233 800	1 299 289 000	2 034 944 800	1 287 519 210
1412	Programmes provinciaux et intendance	2 141 605 100	2 036 767 800	104 837 300	2 098 086 726
1413	Systèmes informatiques	145 592 200	159 425 100	(13 832 900)	148 652 868
1416	Services et programmes de santé	28 706 441 800	27 809 683 500	896 758 300	27 050 739 935
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		57 598 230 800	54 060 603 500	3 537 627 300	52 223 474 020
Crédits législatifs		89 392	818 514	(729 122)	218 561
Total du ministère - Charges de fonctionnement		57 598 320 192	54 061 422 014	3 536 898 178	52 223 692 581

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
	Redressement de consolidation - hôpitaux	3 663 878 200	3 447 479 500	216 398 700	3 596 917 356
	Redressement de consolidation - services de soutien aux soins à domicile et en milieu communautaire	28 419 100	24 056 200	4 362 900	4 604 325
	Redressement de consolidation - ORNGE	(37 957 700)	(39 406 900)	1 449 200	(38 260 572)
	Redressement de consolidation - financement des collèges	(3 988 000)	(2 112 300)	(1 875 700)	(2 112 784)
	Redressement de consolidation - Agence ontarienne de protection et de promotion de la santé	(14 735 600)	(15 080 000)	344 400	(21 712 700)
	Redressement de consolidation - Santé Ontario	52 231 500	51 115 000	1 116 500	2 296 412
	Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(8 770 400)	(31 395 200)	22 624 800	(32 592 602)
	Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	-	-	-	(102 710)
	Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	61 277 397 292	57 496 078 314	3 781 318 978	55 732 729 306
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
1401	Programme d'administration du ministère	2 000	1 000	1 000	-
1402	Programme des politiques de santé et de la recherche	2 500 000	2 500 000	-	2 500 000
1405	Programme d'assurance-santé de l'Ontario	13 000 000	13 000 000	-	13 000 000
1406	Programme de la santé de la population et de la santé publique	750 000	750 000	-	750 000
1412	Programmes provinciaux et intendance	5 729 400	5 729 400	-	5 328 400
1416	Services et programmes de santé	40 107 600	40 107 600	-	40 107 600
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	62 089 000	62 088 000	1 000	61 686 000
	Total du ministère - Actifs de fonctionnement	62 089 000	62 088 000	1 000	61 686 000

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
1413	Systèmes informatiques	1 000	1 000	-	6 336 800
1416	Services et programmes de santé	26 716 100	26 716 100	-	13 400 000
1407	Programme d'immobilisations dans le domaine de la santé	1 306 070 100	1 804 240 400	(498 170 300)	1 515 736 031
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		1 332 787 200	1 830 957 500	(498 170 300)	1 535 472 831
Crédits législatifs		17 400 700	14 538 500	2 862 200	14 079 179
Total du ministère - Charges d'immobilisations		1 350 187 900	1 845 496 000	(495 308 100)	1 549 552 010
Redressement de consolidation - hôpitaux		643 999 700	86 956 400	557 043 300	298 548 899
Redressement de consolidation - services de soutien aux soins à domicile et en milieu communautaire		4 157 300	4 497 100	(339 800)	4 859 690
Redressement de consolidation - ORNGE		12 734 900	13 821 300	(1 086 400)	11 208 502
Redressement de consolidation - Agence ontarienne de protection et de promotion de la santé		(13 359 200)	(22 740 400)	9 381 200	2 413 197
Redressement de consolidation - Santé Ontario		(38 082 000)	(35 097 400)	(2 984 600)	(21 948 000)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général		(21 694 300)	(18 334 800)	(3 359 500)	(4 052 150)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		1 937 944 300	1 874 598 200	63 346 100	1 840 582 148
BIENS IMMOBILISÉS					
1413	Systèmes informatiques	29 283 900	18 357 400	10 926 500	3 393 559
1416	Services et programmes de santé	1 000	-	1 000	-
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		29 284 900	18 357 400	10 927 500	3 393 559
Total du ministère - Biens immobilisés		29 284 900	18 357 400	10 927 500	3 393 559
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)		63 215 341 592	59 370 676 514	3 844 665 078	57 573 311 454

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1401

Le Programme d'administration du ministère apporte son soutien au ministre de la Santé et au ministre des Soins de longue durée pour leur permettre de remplir les exigences de leurs portefeuilles et des cadres ministériels de gestion, de reddition des comptes, de contrôle financier et de gestion du risque de manière à assurer l'utilisation rationnelle et efficiente des ressources et d'atteindre ainsi les objectifs opérationnels visés.

Le programme offre une vaste gamme de services stratégiques et opérationnels pour faciliter l'exécution efficace de tous les programmes et services du ministère : planification des activités et du budget; politiques et décisions en matière d'investissement et de financement du système de santé; approvisionnement; installations; Service d'approvisionnement médicopharmaceutique du gouvernement de l'Ontario; subrogation; ressources humaines stratégiques, y compris les stratégies de changement organisationnel et leur mise en œuvre, la gestion du talent, du rendement et de la relève, la planification de l'effectif et la gestion des ressources, la participation et l'inclusion, les stratégies de santé, de sécurité et de mieux-être, les relations de travail stratégiques et la planification d'urgence; gestion des documents, accès à l'information, protection de la vie privée et protection des renseignements personnels sur la santé; processus de nominations; liaison avec les organismes et supervision; services juridiques; communications, gestion de projet et refonte des programmes en vue d'une amélioration de la qualité, de l'efficience et de l'efficacité; gestion financière, notamment la prestation de services, de soutien et de conseils financiers à d'autres intervenants pour contribuer à l'atteinte des buts et objectifs ministériels en appliquant des pratiques modernes de contrôle financier s'appuyant sur des prévisions, des rapports et le contrôle des dépenses de gestion pour l'année en cours.

De plus, des fonds sont prévus pour le soutien administratif à la Commission ontarienne d'examen, à la Commission du consentement et de la capacité, à la Commission d'appel et de révision des services de santé, à la Commission d'appel et de révision des professions de la santé et au Comité de révision pour le Programme ontarien d'aide aux victimes de l'hépatite C.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(**\$**)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	99 698 900	105 266 400	(5 567 500)	97 006 043
2	Commission ontarienne d'examen	7 137 000	7 375 400	(238 400)	6 927 845
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	106 835 900	112 641 800	(5 805 900)	103 933 888
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	22 378	-	22 378	-
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	29 260
	Total - Crédits législatifs	86 392	64 014	22 378	78 561
	Total - Charges de fonctionnement	106 922 292	112 705 814	(5 783 522)	104 012 449

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Nº	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
6	Service d'approvisionnement médicopharmaceutique du gouvernement de l'Ontario	1 000	-	1 000	-
10	Débiteurs	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		2 000	1 000	1 000	-
Total - Actifs de fonctionnement		2 000	1 000	1 000	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1401, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1401-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		48 192 100
	Avantages sociaux		12 712 400
	Transports et communications		3 359 700
	Services		34 879 800
	Fournitures et matériel		631 600
Total partiel			99 775 600
Moins : Recouvrements			76 700
Total à voter - Charges de fonctionnement			99 698 900
Sous-postes :			
Bureau principal			
	Traitements et salaires	5 007 600	
	Avantages sociaux	622 200	
	Transports et communications	231 100	
	Services	613 100	
	Fournitures et matériel	10 500	6 484 500
Services financiers et administratifs			
	Traitements et salaires	33 449 500	
	Avantages sociaux	10 660 800	
	Transports et communications	2 539 800	
	Services	26 644 200	
	Fournitures et matériel	476 400	
	Total partiel	73 770 700	
	Moins : Recouvrements	76 700	73 694 000
Ressources humaines			
	Traitements et salaires	2 815 600	
	Avantages sociaux	408 300	
	Transports et communications	57 300	
	Services	463 400	
	Fournitures et matériel	10 700	3 755 300

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1401, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Services de communication</i>		
	Traitements et salaires	6 798 700	
	Avantages sociaux	1 018 600	
	Transports et communications	476 000	
	Services	4 455 100	
	Fournitures et matériel	89 200	12 837 600
	<i>Services juridiques</i>		
	Traitements et salaires	120 700	
	Avantages sociaux	2 500	
	Transports et communications	55 500	
	Services	2 704 000	
	Fournitures et matériel	44 800	2 927 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement		99 698 900
Crédits législatifs			
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		22 378
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173
1401-2	Commission ontarienne d'examen		
	Traitements et salaires		1 280 100
	Avantages sociaux		204 100
	Transports et communications		607 800
	Services		4 988 400
	Fournitures et matériel		56 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement		7 137 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		106 922 292

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1401, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	
1401-6	Service d'approvisionnement médicopharmaceutique du gouvernement de l'Ontario	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
1401-10	Débiteurs	
	Avances et montants récupérables	
	Avances et montants récupérables - recouvrements en cours d'exercice	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère	2 000

PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE - CRÉDIT 1402

Le Programme des politiques de santé et de la recherche intègre les données de recherche probantes sur le système de santé, l'innovation, la stratégie et les politiques relatives aux programmes à l'appui des priorités stratégiques et de planification dans l'ensemble du ministère, y compris la surveillance réglementaire et la planification de la main-d'œuvre dans le domaine de la santé en Ontario. La planification à l'échelle du système permet au ministère de soutenir l'élaboration des lois et des politiques, de surveiller l'alignement sur les orientations stratégiques, de stimuler l'innovation dans le système de santé en s'appuyant sur de nouvelles technologies et de nouveaux processus dans ce domaine et de sélectionner et gérer les portefeuilles, la stratégie et d'autres initiatives au sein du ministère pour faire avancer les objectifs et les priorités dans tout le ministère, notamment en ce qui concerne la main-d'œuvre du système de santé de l'Ontario et le cadre de réglementation provincial régissant cette main-d'œuvre (les professions réglementées de la santé et les autres fournisseurs du système). Ce travail comprend l'investissement ciblé, l'administration des programmes de financement, le soutien à la recherche appliquée fondée sur des données probantes sur la santé, la surveillance et la synthèse de la recherche sur la santé de la population et les services de santé, l'innovation dans le système de santé, les politiques stratégiques et la planification relatives à la disponibilité, à la mixité, à la répartition, au recrutement, au maintien en poste, à la détermination du champ d'exercice et à l'éducation et la formation des fournisseurs de soins de santé. Le travail englobe également le fonds pour la participation des Autochtones en matière de santé, qui vise à améliorer les résultats relatifs à la santé des Autochtones en Ontario, et inclut un soutien continu au dialogue entre le ministère et les partenaires autochtones, la collaboration et la recherche participative, de même que des services renforcés de promotion de la vie et de soutien dans des situations d'urgence.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Politiques de santé et recherche	792 248 900	781 664 800	10 584 100	750 112 963
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	792 248 900	781 664 800	10 584 100	750 112 963
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	-	131 500	(131 500)	-
	Total - Crédits législatifs	-	131 500	(131 500)	-
	Total - Charges de fonctionnement	792 248 900	781 796 300	10 452 600	750 112 963
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Politiques de santé et recherche	2 500 000	2 500 000	-	2 500 000
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	2 500 000	2 500 000	-	2 500 000
	Total - Actifs de fonctionnement	2 500 000	2 500 000	-	2 500 000

PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE - CRÉDIT 1402, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1402-1	Politiques de santé et recherche		
	Traitements et salaires		16 717 800
	Avantages sociaux		2 624 300
	Transports et communications		525 400
	Services		7 905 400
	Fournitures et matériel		127 800
	Paielements de transfert		
	Formation clinique	739 065 600	
	Programme de recherche appliquée fondée sur des données probantes sur la santé	25 282 600	764 348 200
Total à voter - Charges de fonctionnement			792 248 900
Total (Charges de fonctionnement) - Programme des politiques de santé et de la recherche			792 248 900
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
1402-2	Politiques de santé et recherche		
	Avances et montants récupérables		
	Formation clinique		2 500 000
Total à voter - Actifs de fonctionnement			2 500 000
Total (Actifs de fonctionnement) - Programme des politiques de santé et de la recherche			2 500 000

PROGRAMME DES SOLUTIONS NUMÉRIQUES POUR LA SANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION - CRÉDIT 1403

Le programme des solutions numériques pour la santé et de la gestion de l'information s'appuie sur la technologie numérique de l'Ontario en matière de santé pour donner aux patients accès à un système de santé plus moderne, mieux intégré et renforcé par des solutions numériques.

Le programme des solutions numériques pour la santé rationalisera l'approche de l'Ontario en matière de prestation de services de santé par des solutions numériques en s'orientant vers des soutiens de nature normative pour améliorer l'interopérabilité des systèmes et réduire la fragmentation et les doublons. Le programme établira les fondements numériques de l'Ontario en matière de santé et mettra à profit la technologie connexe pour offrir plus de choix aux patients et plus d'outils aux fournisseurs afin de prodiguer les meilleurs soins possible. Par la centralisation administrative, le ministère fait en sorte que les ressources soient dépensées de manière responsable et donnent des résultats tangibles.

La Division de la planification de la capacité et de l'analytique soutient la planification des systèmes, l'élaboration des politiques, la conception des programmes, le rendement, l'amélioration de la qualité et la responsabilisation en régissant et recueillant les données pour les transformer en perspectives, et les perspectives en orientation stratégique afin de préserver notre système de santé et d'assurer la santé des plus de 14 millions d'Ontariennes et d'Ontariens.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Solutions numériques pour la santé et gestion de l'information	194 601 200	184 014 600	10 586 600	202 879 521
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		194 601 200	184 014 600	10 586 600	202 879 521
Total - Charges de fonctionnement		194 601 200	184 014 600	10 586 600	202 879 521

PROGRAMME DES SOLUTIONS NUMÉRIQUES POUR LA SANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION - CRÉDIT 1403, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1403-1	Solutions numériques pour la santé et gestion de l'information		
	Traitements et salaires		17 611 500
	Avantages sociaux		2 555 300
	Transports et communications		246 600
	Services		12 500 700
	Fournitures et matériel		261 200
	Paiements de transfert		
	Stratégie des solutions numériques pour la santé et programmes connexes	149 645 500	
	Gestion de l'information sur le système de santé	11 780 400	161 425 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement		194 601 200
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des solutions numériques pour la santé et de gestion de l'information		194 601 200

PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO - CRÉDIT 1405

Le programme d'assurance-santé de l'Ontario vise des volets essentiels du système de santé ontarien : les politiques relatives à l'admissibilité des clients et aux cartes de santé, la rémunération des médecins pour les services pris en charge en vertu de la *Loi sur l'assurance maladie*, la rémunération des autres praticiens, le remboursement des services hors province ou hors pays, les Équipes de santé familiale, les centres d'accès aux services de santé pour les Autochtones, les cliniques dirigées par du personnel infirmier praticien, les services de sages-femmes, les services aux régions insuffisamment desservies, les subventions aux résidents du Nord pour frais de transport à des fins médicales, les services de télétriage, la prévention des maladies, la qualité des services de santé, les programmes de médicaments, les laboratoires communautaires (y compris les tests génétiques), l'intervention en faveur des patients des établissements psychiatriques et les conseils sur leurs droits, les appareils et accessoires fonctionnels (p. ex., l'oxygénothérapie à domicile) ainsi que la protection contre la fraude et la gestion des risques connexes, tant pour les fournisseurs que pour les abonnés.

L'examen du Programme de médicaments de l'Ontario se poursuit en vue de créer un programme plus facile à comprendre, plus uniforme et durable.

Les services de santé financés par les deniers publics sont dispensés par des professionnels de la santé exerçant dans divers cadres, depuis les cabinets de généralistes jusqu'aux centres hospitaliers universitaires et aux hôpitaux, en passant par Télésanté Ontario et le Service téléphonique d'aide médicale, où sont offerts des conseils permettant le triage et des renseignements sur la santé. Les services financés par le gouvernement sont offerts aux Ontariens et Ontariennes qui sont inscrits, et admissibles, au Régime d'assurance-santé de l'Ontario. Le Programme des services aux régions insuffisamment desservies aide les collectivités des régions rurales, éloignées et du Nord à recruter et retenir des professionnels de santé et à garantir l'accès aux services de santé dans ces collectivités. Le Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales aide à payer les coûts de transport engagés à des fins médicales par des résidents du Nord de l'Ontario pour accéder aux services d'un spécialiste médical ou d'un établissement de soins de santé auxquels ils n'ont pas accès dans leur collectivité.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Assurance-santé de l'Ontario	16 788 371 300	16 402 402 900	385 968 400	15 292 425 813
2	Programmes de médicaments	4 879 397 500	4 745 618 200	133 779 300	4 763 424 379
4	Programme d'appareils et accessoires fonctionnels	508 903 100	529 095 800	(20 192 700)	525 698 717
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		22 176 671 900	21 677 116 900	499 555 000	20 581 548 909
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	501 000	(500 000)	-
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
Total - Crédits législatifs		2 000	502 000	(500 000)	-
Total - Charges de fonctionnement		22 176 673 900	21 677 618 900	499 055 000	20 581 548 909

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Nº	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
5	Programme d'assurance-santé de l'Ontario	13 000 000	13 000 000	-	13 000 000
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	13 000 000	13 000 000	-	13 000 000
	Total - Actifs de fonctionnement	13 000 000	13 000 000	-	13 000 000

PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO - CRÉDIT 1405, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1405-1	Assurance-santé de l'Ontario		
	Traitements et salaires		50 324 200
	Avantages sociaux		8 697 200
	Transports et communications		3 402 200
	Services		19 164 800
	Fournitures et matériel		502 700
	Paielements de transfert		
	Paielements effectués au titre des services et soins fournis par des médecins et autres praticiens	16 315 227 300	
	Établissements de santé autonomes	52 177 900	
	Programme des services aux régions insuffisamment desservies	30 864 000	
	Programme de subventions aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales	48 181 600	
	Services de télétriage	24 822 200	
	Programme de gestion de la qualité - Services de laboratoire	4 748 900	
	Services de sages-femmes	182 005 100	
	Stratégie de prévention des maladies	2 524 600	
	Initiatives pour la qualité des services de santé	45 728 600	16 706 280 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement		16 788 371 300
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
1405-2	Programmes de médicaments		
	Traitements et salaires		9 155 900
	Avantages sociaux		1 298 600
	Transports et communications		806 800
	Services		15 990 000
	Fournitures et matériel		105 100
	Paielements de transfert		
	Programme de médicaments de l'Ontario		4 852 041 100
	Total à voter - Charges de fonctionnement		4 879 397 500

PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO - CRÉDIT 1405, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
1405-4	Programme d'appareils et accessoires fonctionnels		
	Traitements et salaires		3 180 500
	Avantages sociaux		461 200
	Transports et communications		579 000
	Services		1 017 000
	Fournitures et matériel		29 000
	Paiements de transfert		
	Programme de fournitures et d'appareils et accessoires fonctionnels		503 636 400
	Total à voter - Charges de fonctionnement		508 903 100
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'assurance-santé de l'Ontario		22 176 673 900
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
1405-5	Programme d'assurance-santé de l'Ontario		
	Avances et montants récupérables		
	Paiements effectués au titre des services et soins fournis par les médecins et autres praticiens	10 000 000	
	Services de sages-femmes	3 000 000	13 000 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		13 000 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'assurance-santé de l'Ontario		13 000 000

PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE - CRÉDIT 1406

Le médecin hygiéniste en chef (MHC) a un rôle unique en matière de protection de la santé de la population ontarienne. Il joue un rôle essentiel dans la direction de l'ensemble du système de santé publique par le rôle et les pouvoirs législatifs que lui confère la *Loi sur la protection et la promotion de la santé*, en procurant des conseils liés à la santé publique au sein du gouvernement et au-delà et en soulevant des questions de santé publique qui ont des effets notables sur la santé de la population ontarienne.

La Division de la santé de la population et de la santé publique a pour mandat de procurer de l'orientation et du leadership afin de soutenir le plan du ministère en matière de santé publique, qui comprend la Modernisation du système de santé publique, et son engagement d'améliorer les résultats relatifs à la santé de la population et d'assurer la prestation de services de qualité par une coordination efficiente et efficace dans l'ensemble du secteur de la santé publique de l'Ontario et des secteurs connexes.

Les programmes et services visent à améliorer les résultats en matière de santé à toutes les étapes de la vie en planifiant et en élaborant des textes législatifs et réglementaires ainsi que des normes et des mesures de rendement, en préparant, en mettant en œuvre et en évaluant des politiques et programmes à l'appui de la prévention des maladies, de la protection de la santé et de la vie saine et en dirigeant et en mobilisant nos partenaires à tous les échelons (tout en collaborant avec eux) pour veiller à l'efficacité de l'exécution des programmes, de la gestion budgétaire, de la responsabilisation et de la transparence et pour promouvoir un système de santé prêt à répondre aux incidents et aux situations d'urgence.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
4	Santé de la population et santé publique	1 511 333 800	1 299 289 000	212 044 800	1 287 519 210
7	Intervention contre la COVID-19 : fonds pour le secteur de la santé	1 822 900 000	-	1 822 900 000	-
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		3 334 233 800	1 299 289 000	2 034 944 800	1 287 519 210
Total - Charges de fonctionnement		3 334 233 800	1 299 289 000	2 034 944 800	1 287 519 210
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
6	Santé de la population et santé publique	750 000	750 000	-	750 000
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		750 000	750 000	-	750 000
Total - Actifs de fonctionnement		750 000	750 000	-	750 000

PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE - CRÉDIT 1406, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1406-4	Santé de la population et santé publique		
	Traitements et salaires		16 221 500
	Avantages sociaux		2 312 900
	Transports et communications		912 400
	Services		26 530 300
	Fournitures et matériel		1 001 300
	Paielements de transfert		
	Organismes de santé locaux officiels	817 301 100	
	Épidémies	346 821 000	
	Prévention de la tuberculose	9 113 900	
	Lutte contre les maladies transmissibles sexuellement	43 985 200	
	Prévention des infections	19 900 400	
	Agence ontarienne de protection et de promotion de la santé	142 717 900	
	Nutrition et alimentation saine	16 980 400	
	Prévention des maladies, des traumatismes et des dépendances	23 923 200	
	Ontario sans fumée	43 612 300	1 464 355 400
	Total à voter - Charges de fonctionnement		1 511 333 800
1406-7	Intervention contre la COVID-19 : fonds pour le secteur de la santé		
	Services		1 822 900 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		1 822 900 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de la santé de la population et de la santé publique		3 334 233 800
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
1406-6	Santé de la population et santé publique		
	Avances et montants récupérables		
	Organismes locaux officiels responsables de la santé		750 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		750 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme de la santé de la population et de la santé publique		750 000

PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE - CRÉDIT 1412

Ce crédit englobe les programmes provinciaux, les services de santé d'urgence et l'intendance. Ce programme est responsable de la reddition des comptes à l'égard des paiements de transfert et de l'élaboration des politiques opérationnelles, y compris la planification et le financement d'un large éventail de programmes spécialisés. Parmi ces programmes de paiements de transfert, mentionnons les services communautaires et prioritaires, le fonctionnement des établissements connexes, les programmes de lutte contre le VIH/sida et l'hépatite C et les programmes de santé mentale et de lutte contre les dépendances. Le programme verse la part de financement de l'Ontario à la Société canadienne du sang et soutient une stratégie de gestion de l'utilisation du sang pour l'Ontario. Ce crédit inclut également les programmes de santé mentale et de lutte contre les dépendances gérés par le ministère, qui assurent le soutien à la mise en œuvre, l'échange des connaissances et la formation, l'amélioration de la qualité et la gestion de l'information à l'appui des fournisseurs de services directs en matière de santé mentale et de lutte contre les dépendances.

Outre les activités liées aux paiements de transfert, les programmes provinciaux et l'intendance comprennent aussi les dépenses de fonctionnement directes pour la planification des immobilisations dans le domaine de la santé, pour la gestion et la prestation des paiements de transfert à l'intérieur du crédit et pour l'administration de la supervision (l'intendance) de l'agence Santé Ontario et des programmes connexes.

Les services de santé d'urgence garantissent l'existence d'un système équilibré et intégré de services de santé d'urgence partout en Ontario. Le système se compose d'une série de programmes et services interreliés, y compris les services d'ambulance terrestre contractuels ou exploités au niveau municipal, l'organisme à but non lucratif d'ambulance aérienne appelé Ornge, huit bases hospitalières assurant une surveillance médicale et les services de répartition d'ambulances. Par l'entremise des services de santé d'urgence, le ministère encadre, accrédite et réglemente les auxiliaires médicaux de l'Ontario, ainsi que les services d'ambulance terrestre et aérienne en vertu de la *Loi sur les ambulances*. Les services de santé d'urgence gèrent l'exécution à l'échelle de la province des opérations dans onze Centres de répartition d'ambulances exploités directement, assument les fonctions de surveillance et de paiement de transfert pour les onze Centres de répartition d'ambulances financés par des paiements de transfert et veillent à une stricte harmonisation opérationnelle entre tous les fournisseurs de services d'ambulance terrestre et aérienne, les fournisseurs de soins de santé, les partenaires municipaux et les collectivités des Premières Nations.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Programmes provinciaux	991 031 900	944 824 500	46 207 400	1 021 035 069
2	Services de santé d'urgence	1 109 752 100	1 043 710 600	66 041 500	1 042 417 391
4	Intendance	40 821 100	48 232 700	(7 411 600)	34 634 266
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		2 141 605 100	2 036 767 800	104 837 300	2 098 086 726
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	121 000	(120 000)	140 000
Total - Crédits législatifs		1 000	121 000	(120 000)	140 000
Total - Charges de fonctionnement		2 141 606 100	2 036 888 800	104 717 300	2 098 226 726
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
5	Programmes provinciaux et intendance	5 729 400	5 729 400	-	5 328 400
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		5 729 400	5 729 400	-	5 328 400
Total - Actifs de fonctionnement		5 729 400	5 729 400	-	5 328 400

PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE - CRÉDIT 1412, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE - Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1412-1	Programmes provinciaux		
	Paiements de transfert		
	Fonctionnement des établissements connexes	27 475 000	
	Société canadienne du sang	615 383 300	
	Programmes de lutte contre le sida et l'hépatite C	102 874 200	
	Services communautaires et prioritaires	245 299 400	991 031 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement		991 031 900
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
1412-2	Services de santé d'urgence		
	Traitements et salaires		45 406 800
	Avantages sociaux		8 269 000
	Transports et communications		2 746 800
	Services		11 647 100
	Fournitures et matériel		578 800
	Paiements de transfert		
	Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes - Services d'ambulance municipaux	766 304 400	
	Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes - Autres services d'ambulance et services d'urgence connexes	74 445 800	
	Ambulances aériennes	200 353 400	1 041 103 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement		1 109 752 100
1412-4	Intendance		
	Traitements et salaires		25 622 400
	Avantages sociaux		3 291 100
	Transports et communications		2 582 100
	Services		9 191 700
	Fournitures et matériel		133 800
	Total à voter - Charges de fonctionnement		40 821 100
	Total (Charges de fonctionnement) - Programmes provinciaux et intendance		2 141 606 100

PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE - CRÉDIT 1412, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
1412-5	Programmes provinciaux et intendance		
	Avances et montants récupérables		
	Paiements pour services d'ambulance et services d'urgence connexes - Services d'ambulance municipaux	500 000	
	Programmes de lutte contre le sida et l'hépatite C	375 000	
	Services communautaires et prioritaires	4 393 400	
	Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes : autres services d'ambulance et services d'urgence connexes	461 000	5 729 400
Total à voter - Actifs de fonctionnement			5 729 400
Total (Actifs de fonctionnement) - Programmes provinciaux et intendance			5 729 400

SYSTÈMES INFORMATIQUES - CRÉDIT 1413

Systèmes informatiques permet la réalisation des résultats opérationnels du ministère de la Santé et du ministère des Soins de longue durée en proposant des solutions et des services numériques et d'ITI économiques et efficaces.

Le programme offre une vaste gamme de services stratégiques et opérationnels essentiels à la prestation efficace des programmes du ministère.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Services de technologie de l'information – Groupement pour les services de santé	145 592 200	159 425 100	(13 832 900)	148 652 868
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	145 592 200	159 425 100	(13 832 900)	148 652 868
	Total - Charges de fonctionnement	145 592 200	159 425 100	(13 832 900)	148 652 868
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Systèmes informatiques	1 000	1 000	-	6 336 800
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	6 336 800
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	16 987 700	14 125 500	2 862 200	13 720 864
	Total - Crédits législatifs	16 987 700	14 125 500	2 862 200	13 720 864
	Total - Charges d'immobilisations	16 988 700	14 126 500	2 862 200	20 057 664
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Systèmes informatiques	29 283 900	18 357 400	10 926 500	3 393 559
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	29 283 900	18 357 400	10 926 500	3 393 559
	Total - Biens immobilisés	29 283 900	18 357 400	10 926 500	3 393 559

SYSTÈMES INFORMATIQUES - CRÉDIT 1413, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1413-1	Services de technologie de l'information – Groupement pour les services de santé	
	Traitements et salaires	48 058 200
	Avantages sociaux	7 308 900
	Transports et communications	2 455 700
	Services	84 774 600
	Fournitures et matériel	2 994 800
	Total à voter - Charges de fonctionnement	145 592 200
	Total (Charges de fonctionnement) - Systèmes informatiques	145 592 200
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1413-3	Systèmes informatiques	
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	16 987 700
	Total (Charges d'immobilisations) - Systèmes informatiques	16 988 700
BIENS IMMOBILISÉS		
1413-4	Systèmes informatiques	
	Matériel de technologie de l'information	2 987 800
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	26 296 100
	Total à voter - Biens immobilisés	29 283 900
	Total (Biens immobilisés) - Systèmes informatiques	29 283 900

SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ - CRÉDIT 1416

Le ministère de la Santé collabore avec Santé Ontario pour mettre en œuvre les stratégies liées au système de santé élaborées par le ministère. Le ministère se charge de l'orientation et des conseils stratégiques, tandis que Santé Ontario est responsable de la planification, de l'intégration et du financement des fournisseurs de services de santé.

Santé Ontario exerce les pouvoirs qui lui sont conférés en vertu de la *Loi de 2019 pour des soins interconnectés*. Des responsabilités administratives supplémentaires sont énoncées dans le protocole d'entente, tandis que les attentes en matière de financement opérationnel et de rendement sont définies dans la lettre du mandat de Santé Ontario émise par le ministère et dans l'entente de responsabilité conclue entre Santé Ontario et le ministère.

Santé Ontario gère les services offerts par les hôpitaux publics, privés et psychiatriques spécialisés, les foyers de soins de longue durée, les centres de santé communautaire, les services communautaires de soutien, les services communautaires aux victimes de traumatismes crâniens, les logements avec services de soutien et les organismes de toxicomanie et de santé mentale.

De plus, dans le cadre de ses programmes (cancer et dépistage du cancer, traitement des troubles rénaux, Services numériques, qualité des services de santé, services de dons et de greffes d'organes et de tissus, programmes pour la main-d'œuvre dans le domaine de la santé et soutien aux activités de coordination régionale), Santé Ontario est responsable des activités suivantes :

- fournir du soutien d'arrière-guichet aux organismes qui gèrent et exécutent les soins à domicile (TI, services financiers, ressources humaines, approvisionnement, base de données sur les soins à domicile, etc.);
- superviser les soins hautement spécialisés (p. ex., cancer, troubles rénaux, dons d'organes);
- gérer les programmes provinciaux de santé de la population (p. ex., dépistage du cancer);
- élaborer des normes cliniques et de qualité renforçant la prise en charge et la sécurité des patients;
- faciliter l'engagement des patients et les relations avec les patients;
- promouvoir et soutenir la mise en œuvre de la stratégie Priorité au numérique en matière de santé du ministère pour offrir aux patients accès à un système de santé plus moderne, mieux intégré et renforcé par des solutions numériques;
- soutenir le recrutement et le maintien en poste des professionnels de la santé;
- planifier, coordonner, réaliser et soutenir les activités liées aux dons et aux greffes d'organes et de tissus;
- soutenir le Bureau de l'ombudsman des patients dans l'exercice de ses fonctions conformément à la *Loi de 2010 sur l'excellence des soins pour tous*;
- soutenir ou fournir des services de gestion de la chaîne d'approvisionnement aux fournisseurs de services de santé et aux organisations connexes;
- promouvoir l'intégration des services de santé pour permettre la prestation de services de santé appropriés, coordonnés et efficaces.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Services de santé	26 187 024 000	25 223 901 200	963 122 800	24 491 518 739
2	Programmes et administration	2 519 417 800	2 585 782 300	(66 364 500)	2 559 221 196
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		28 706 441 800	27 809 683 500	896 758 300	27 050 739 935
Total - Charges de fonctionnement		28 706 441 800	27 809 683 500	896 758 300	27 050 739 935
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	Avances et montants récupérables	40 107 600	40 107 600	-	40 107 600
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		40 107 600	40 107 600	-	40 107 600
Total - Actifs de fonctionnement		40 107 600	40 107 600	-	40 107 600

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Solutions numériques pour la santé — immobilisations	26 716 100	26 716 100	-	13 400 000
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	26 716 100	26 716 100	-	13 400 000
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	413 000	413 000	-	358 315
	Total - Crédits législatifs	413 000	413 000	-	358 315
	Total - Charges d'immobilisations	27 129 100	27 129 100	-	13 758 315
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Solutions numériques pour la santé	1 000	-	1 000	-
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	-	1 000	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	-	1 000	-

SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ - CRÉDIT 1416, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1416-1	Services de santé			
	Paiements de transfert			
	Exploitation des hôpitaux	18 922 029 500		
	Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités - hôpitaux	3 783 000		
	Hôpitaux psychiatriques spécialisés	698 174 900		
	Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités - hôpitaux psychiatriques spécialisés	174 100		
	Soins à domicile	3 184 324 400		
	Services communautaires de soutien	645 205 800		
	Logements avec services de soutien	340 564 100		
	Centres de santé communautaire	479 230 100		
	Traumatismes crâniens	64 251 800		
	Services communautaires de santé mentale	1 162 127 800		
	Programme de lutte contre les dépendances	251 829 300		
	Santé mentale des enfants et des jeunes	435 329 200	26 187 024 000	
Total à voter - Charges de fonctionnement			26 187 024 000	
Sous-postes :				
Hôpitaux				
	Paiements de transfert			
	Exploitation des hôpitaux	18 922 029 500		
	Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités - hôpitaux	3 783 000		
	Hôpitaux psychiatriques spécialisés	698 174 900		
	Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités - hôpitaux psychiatriques spécialisés	174 100	19 624 161 500	19 624 161 500
Services communautaires				
	Paiements de transfert			
	Soins à domicile	3 184 324 400		
	Services communautaires de soutien	645 205 800		
	Logements avec services de soutien	340 564 100		
	Centres de santé communautaire	479 230 100		
	Traumatismes crâniens	64 251 800	4 713 576 200	4 713 576 200

SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ - CRÉDIT 1416, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Santé mentale et Lutte contre les dépendances				
	Paiements de transfert			
	Services communautaires de santé mentale	1 162 127 800		
	Programme de lutte contre les dépendances	251 829 300		
	Santé mentale des enfants et des jeunes	435 329 200	1 849 286 300	1 849 286 300
	Total à voter - Charges de fonctionnement			26 187 024 000
1416-2	Programmes et administration			
	Paiements de transfert			
	Solutions numériques pour la santé		195 956 100	
	Programmes pour la qualité des services de santé		31 909 500	
	Soutien aux activités de coordination régionale		229 114 900	
	Services de traitement du cancer		1 900 849 300	
	Services de dons et de greffes d'organes et de tissus		58 741 100	
	Programmes de dépistage du cancer		93 448 000	
	Programmes pour la main-d'œuvre dans le domaine de la santé		9 398 900	2 519 417 800
	Total à voter - Charges de fonctionnement			2 519 417 800
	Total (Charges de fonctionnement) - Services et programmes de santé			28 706 441 800
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
1416-10	Avances et montants récupérables			
	Avances et montants récupérables			
	Exploitation des hôpitaux		24 000 000	
	Soins à domicile		700 000	
	Services communautaires de soutien		2 966 800	
	Logements avec services de soutien		793 500	
	Centres de santé communautaire		3 000 000	
	Traumatismes crâniens		246 300	
	Services communautaires de santé mentale		5 500 000	
	Programme de lutte contre les dépendances		900 000	
	Services de traitement du cancer		1 000	
	Programmes pour les ressources humaines dans le domaine de la santé		2 000 000	40 107 600
	Total à voter - Actifs de fonctionnement			40 107 600
	Total (Actifs de fonctionnement) - Services et programmes de santé			40 107 600

SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ - CRÉDIT 1416, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1416-3	Solutions numériques pour la santé — immobilisations	
	Paiements de transfert	
	Solutions numériques pour la santé - immobilisations	26 715 100
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	26 716 100
Crédits législatifs		
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	
	Autres opérations	413 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Services et programmes de santé	27 129 100
BIENS IMMOBILISÉS		
1416-4	Solutions numériques pour la santé	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Services et programmes de santé	1 000

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ - CRÉDIT 1407

Le programme d'Immobilisations dans le domaine de la santé est responsable de l'octroi de fonds pour les immobilisations aux établissements de santé, y compris les hôpitaux publics, les établissements de soins intégrés et les fournisseurs de services de santé du secteur communautaire.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE Nº	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
1	Immobilisations dans le domaine de la santé	1 306 070 100	1 804 240 400	(498 170 300)	1 515 736 031
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		1 306 070 100	1 804 240 400	(498 170 300)	1 515 736 031
Total - Charges d'immobilisations		1 306 070 100	1 804 240 400	(498 170 300)	1 515 736 031

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ - CRÉDIT 1407, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1407-1	Immobilisations dans le domaine de la santé		
	Paiements de transfert		
	Projets visant les grands hôpitaux	974 814 600	
	Fonds pour le réaménagement de l'infrastructure du système de santé	175 000 000	
	Projets visant les petits hôpitaux	40 000 000	
	Fonds pour l'équipement médical et diagnostique	34 500 000	
	Programmes de santé communautaire	36 932 500	
	Laboratoires de santé publique	18 537 200	
	Programmes des établissements de services de santé intégrés	22 457 700	1 302 242 000
	Autres opérations		
	Dessaisissement des hôpitaux psychiatriques provinciaux	3 157 100	
	Systèmes informatiques pour l'infrastructure du système de santé	671 000	3 828 100
Total à voter - Charges d'immobilisations			1 306 070 100
Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'immobilisations dans le domaine de la santé			1 306 070 100

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	58 122 851 787	56 121 383 434
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	2 723 000	436 600 818
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(4 401 252 773)	(4 334 291 671)
Budget supplémentaire des dépenses		
Budget supplémentaire des dépenses 2019-2020	337 100 000	-
Total - Charges de fonctionnement redressées	54 061 422 014	52 223 692 581

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Total - Actifs de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	82 519 000	82 116 959
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(20 431 000)	(20 430 959)
Total - Actifs de fonctionnement redressés	62 088 000	61 686 000

*La rubrique Total - Actifs de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - actifs de fonctionnement.

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	1 850 308 000	1 550 179 828
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	241 255
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(4 812 000)	(869 073)
Total - Charges d'immobilisations redressées	1 845 496 000	1 549 552 010

*La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges d'immobilisations.

MINISTÈRE DES INDUSTRIES DU PATRIMOINE, DU SPORT, DU TOURISME ET DE LA CULTURE

Le ministère des Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture finance l'atteinte de résultats spectaculaires à deux égards en offrant aux résidents et aux visiteurs l'occasion de profiter des plus belles expériences au monde dans une seule province. Il aide à rassembler les gens, met en vedette l'expérience ontarienne authentique, célèbre notre patrimoine et notre histoire collective et soutient les collectivités diverses et florissantes de l'Ontario. Ce travail génère une activité économique se chiffrant en milliards de dollars, crée des milliers d'emplois et stimule les économies locales en établissant un environnement propice aux affaires et à l'épanouissement de la main-d'œuvre.

Le ministère soutient les établissements culturels et touristiques, les attractions, les festivals et événements ainsi que les jeux multisports, qui sont une source de fierté et de célébration, tout en contribuant au développement économique régional et en enrichissant la qualité de vie dans une province se caractérisant par la diversité de ses expériences, de son patrimoine culturel et de sa population.

Les investissements dans les programmes ministériels alimentent la croissance économique dans les collectivités de toute la province, procurent des emplois et des débouchés à la population et aident les collectivités ontariennes à prospérer en mettant en valeur leurs atouts à l'étranger. Par ces investissements, le ministère garde à un rôle prépondérant à deux égards, en alimentant de bons résultats financiers et, tout aussi important, en renforçant l'identité et le tissu culturel de la province.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
3801	Programme d'administration du ministère	24 653 400	26 307 300	(1 653 900)	30 952 940
3803	Sports, loisirs et programmes communautaires	61 136 300	59 115 400	2 020 900	59 325 023
3805	Programmes du patrimoine, du tourisme et de la culture	94 833 100	104 804 700	(9 971 600)	136 172 328
3806	Programme de la Fondation Trillium de l'Ontario	103 497 000	103 497 000	-	100 000 000
3808	Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels	704 341 500	614 141 200	90 200 300	627 822 379
3811	Programmes relatifs aux organismes	240 270 500	234 913 100	5 357 400	249 204 963
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		1 228 731 800	1 142 778 700	85 953 100	1 203 477 633
Crédits législatifs		99 360	67 014	32 346	78 061
Total du ministère - Charges de fonctionnement		1 228 831 160	1 142 845 714	85 985 446	1 203 555 694

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
	Redressement de consolidation - Société d'exploitation de la Place de l'Ontario	10 190 000	9 755 000	435 000	11 127 105
	Redressement de consolidation - Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto	54 603 500	52 987 000	1 616 500	49 684 829
	Redressement de consolidation - Société du Partenariat ontarien de marketing touristique	1 363 000	(1 074 900)	2 437 900	(5 512 963)
	Redressement de consolidation - Centre des sciences de l'Ontario	11 184 900	7 607 300	3 577 600	8 487 092
	Redressement de consolidation - Fondation Trillium de l'Ontario	28 521 400	30 206 000	(1 684 600)	40 524 679
	Redressement de consolidation - Musée royal de l'Ontario	42 112 100	45 500 000	(3 387 900)	41 127 620
	Redressement de consolidation - Conseil des arts de l'Ontario	1 292 400	697 200	595 200	4 219 124
	Redressement de consolidation - Commission des parcs du Niagara	107 069 500	101 892 600	5 176 900	99 418 175
	Redressement de consolidation - Centre des congrès d'Ottawa	17 750 400	16 585 800	1 164 600	16 567 365
	Redressement de consolidation - Science Nord	13 209 500	11 366 100	1 843 400	12 801 613
	Redressement des charges de fonctionnement - Reclassement lié au compte de liquidation du programme de plafonnement et d'échange	-	-	-	107 986
	Redressement de consolidation pour les charges de fonctionnement - Parcs du Saint-Laurent	16 535 000	-	16 535 000	-
	Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(221 500)	(4 562 600)	4 341 100	(4 424 925)
	Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	-	-	-	(526 345)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		1 532 441 360	1 413 805 214	118 636 146	1 477 157 049

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3801	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total du ministère - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3801	Programme d'administration du ministère	4 000	4 000	-	-
3803	Sports, loisirs et programmes communautaires	1 000	1 000	-	-
3804	Programme d'immobilisations touristiques et culturelles	101 677 800	68 870 300	32 807 500	46 424 435
3805	Programmes du patrimoine, du tourisme et de la culture	1 000	1 000	-	-
3811	Programmes relatifs aux organismes	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	101 684 800	68 877 300	32 807 500	46 424 435
	Crédits législatifs	4 000	4 000	-	-
	Total du ministère - Charges d'immobilisations	101 688 800	68 881 300	32 807 500	46 424 435
	Redressement de consolidation - Société d'exploitation de la Place de l'Ontario	789 000	(17 800 000)	18 589 000	(746 853)
	Redressement de consolidation - Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto	11 009 300	10 545 400	463 900	10 303 811
	Redressement de consolidation - Société du Partenariat ontarien de marketing touristique	697 400	1 606 600	(909 200)	2 144 688
	Redressement de consolidation - Centre des sciences de l'Ontario	2 347 000	721 000	1 626 000	2 220 000
	Redressement de consolidation - Fondation Trillium de l'Ontario	250 000	420 000	(170 000)	377 882
	Redressement de consolidation - Musée royal de l'Ontario	7 247 000	7 705 000	(458 000)	5 880 000
	Redressement de consolidation - Conseil des arts de l'Ontario	270 000	390 000	(120 000)	507 243
	Redressement de consolidation - Commission des parcs du Niagara	13 653 700	11 728 100	1 925 600	9 754 885

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
	Redressement de consolidation - Centre des congrès d'Ottawa	5 703 400	5 525 000	178 400	5 271 805
	Redressement de consolidation pour les charges d'immobilisations - Parcs du Saint-Laurent	(2 312 000)	-	(2 312 000)	-
	Redressement de consolidation - Science Nord	2 697 200	1 965 500	731 700	3 955 747
	Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(25 207 000)	(5 257 000)	(19 950 000)	(836 957)
	Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	118 833 800	86 430 900	32 402 900	85 256 686
BIENS IMMOBILISÉS					
3801	Programme d'administration du ministère	3 000	3 000	-	-
3805	Programmes du patrimoine, du tourisme et de la culture	1 000	1 000	-	-
3811	Programmes relatifs aux organismes	39 273 000	14 318 000	24 955 000	-
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	39 277 000	14 322 000	24 955 000	-
	Total du ministère - Biens immobilisés	39 277 000	14 322 000	24 955 000	-
	Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	1 651 275 160	1 500 236 114	151 039 046	1 562 413 735

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3801

Le Programme d'administration du ministère comprend les bureaux du ministre, de l'adjoint parlementaire et du sous-ministre ainsi que la Division des services régionaux et ministériels et la Direction des communications. Le programme s'attache à réaliser les objectifs du ministère et du gouvernement en offrant des conseils stratégiques et des services de soutien essentiels (communications, services juridiques, ressources humaines, soutien aux programmes régionaux, politiques stratégiques générales, planification générale et budgétaire, activités de contrôle financier, solutions technologiques et opérationnelles, etc.). Certains secteurs offrent du soutien à plusieurs ministères et à leurs organismes.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	24 653 400	26 307 300	(1 653 900)	30 952 940
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	24 653 400	26 307 300	(1 653 900)	30 952 940
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	48 519	16 173	32 346	16 667
	Total - Crédits législatifs	96 360	64 014	32 346	65 968
	Total - Charges de fonctionnement	24 749 760	26 371 314	(1 621 554)	31 018 908
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	Débiteurs	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Administration du ministère	4 000	4 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	4 000	4 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	2 000	2 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	2 000	2 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	6 000	6 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
2	Administration du ministère	3 000	3 000	-	-
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	3 000	3 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	3 000	3 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3801, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
3801-1	Administration du ministère	
	Traitements et salaires	16 813 500
	Avantages sociaux	1 972 800
	Transports et communications	934 000
	Services	4 348 200
	Fournitures et matériel	584 900
	Paielements de transfert	
	Programme Expérience Été	1 000
	Total partiel	24 654 400
	Moins : Recouvrements	1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	24 653 400
	<i>Sous-postes :</i>	
	<i>Bureau principal</i>	
	Traitements et salaires	2 771 400
	Avantages sociaux	313 200
	Transports et communications	204 700
	Services	129 500
	Fournitures et matériel	83 400
		3 502 200
	<i>Services de communication</i>	
	Traitements et salaires	2 473 400
	Avantages sociaux	348 400
	Transports et communications	48 000
	Services	190 600
	Fournitures et matériel	121 000
		3 181 400
	<i>Technologie de l'information</i>	
	Services	1 155 100
		1 155 100
	<i>Services juridiques</i>	
	Traitements et salaires	207 400
	Avantages sociaux	27 000
	Transports et communications	17 500
	Services	1 868 100
	Fournitures et matériel	12 400
		2 132 400

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3801, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Services régionaux et soutien ministériel			
Traitements et salaires	6 013 800		
Avantages sociaux	703 200		
Transports et communications	557 600		
Services	457 400		
Fournitures et matériel	231 300		
Paielements de transfert			
Programme Expérience Été	1 000		
Total partiel	7 964 300		
Moins : Recouvrements	1 000		7 963 300
Ressources humaines			
Traitements et salaires	1 218 200		
Avantages sociaux	91 000		
Transports et communications	24 400		
Services	99 200		
Fournitures et matériel	26 200		1 459 000
Services financiers et de vérification			
Traitements et salaires	2 279 100		
Avantages sociaux	284 500		
Transports et communications	53 600		
Services	406 000		
Fournitures et matériel	91 100		3 114 300
Élaboration des politiques stratégiques et planification			
Traitements et salaires	1 850 200		
Avantages sociaux	205 500		
Transports et communications	28 200		
Services	42 300		
Fournitures et matériel	19 500		2 145 700
Total à voter - Charges de fonctionnement			24 653 400

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3801, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
	Crédits législatifs	
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	48 519
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère	24 749 760
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	
3801-10	Débiteurs	
	Avances et montants récupérables	
	Avances et montants récupérables - recouvrements en cours d'exercice	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère	1 000
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
3801-3	Administration du ministère	
	Autres opérations	4 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	4 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	2 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministère	6 000
	BIENS IMMOBILISÉS	
3801-2	Administration du ministère	
	Terrains	1 000
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	2 000
	Total à voter - Biens immobilisés	3 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'administration du ministère	3 000

SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES - CRÉDIT 3803

Les programmes des sports et des loisirs et les programmes communautaires du ministère œuvrent à hausser les niveaux de participation aux sports et à l'activité physique et à former des athlètes de haut niveau dont les réalisations sont une source d'inspiration pour les gens de tout l'Ontario et du Canada.

Le soutien du ministère au sport amateur est axé sur la participation, la formation et l'excellence d'athlètes de tous âges et de tous niveaux.

Le ministère gouverne les intérêts de l'Ontario en matière de loisirs par les activités suivantes en finançant des partenaires clés pour l'exécution de projets qui haussent le niveau d'activité physique, avec des soutiens ciblés vers la mobilisation des collectivités autochtones, pour l'offre de programmes après l'école aux enfants et aux jeunes et pour la coordination des intérêts provinciaux relatifs aux sentiers, aux parcs, aux espaces ouverts et aux ressources récréatives aquatiques.

Le ministère assume également la surveillance et la responsabilité des sports de combat amateurs et professionnels et travaille pour faire de l'Ontario un chef de file de la sécurité dans le sport.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Sports, loisirs et programmes communautaires	61 136 300	59 115 400	2 020 900	59 325 023
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	61 136 300	59 115 400	2 020 900	59 325 023
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	12 093
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	12 093
	Total - Charges de fonctionnement	61 137 300	59 116 400	2 020 900	59 337 116
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Sports, loisirs et programmes communautaires	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	1 000	1 000	-	-

SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES - CRÉDIT 3803, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3803-1	Sports, loisirs et programmes communautaires		
	Traitements et salaires		4 824 600
	Avantages sociaux		622 400
	Transports et communications		385 000
	Services		1 781 600
	Fournitures et matériel		408 100
	Paiements de transfert		
	Sport	30 766 200	
	Loisirs actifs	22 347 400	
	Reconnaissance	1 000	53 114 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement		61 136 300
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Sports, loisirs et programmes communautaires		61 137 300
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
3803-3	Sports, loisirs et programmes communautaires		
	Paiements de transfert		
	Subventions pour l'infrastructure des pistes de cyclotourisme		1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Sports, loisirs et programmes communautaires		1 000

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES - CRÉDIT 3804

Le ministère réalise des investissements dans des immobilisations pour les secteurs dont il est responsable. Ces investissements répondent à des besoins de réparations et de rénovations, stimulent la compétitivité et la durabilité et aident l'Ontario à améliorer l'expérience des visiteurs et le caractère attrayant de la province comme destination auprès des voyageurs de la région, du pays et de l'étranger.

Le ministère dirige l'aménagement du site de la Place de l'Ontario pour en faire une destination de classe mondiale accessible à l'année qui attirera les visiteurs régionaux, provinciaux et de l'étranger – grâce à de possibles incontournables comme des attractions dans les domaines du sport et du divertissement ainsi que des commerces.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
1	Immobilisations touristiques et culturelles	101 677 800	68 870 300	32 807 500	46 424 435
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		101 677 800	68 870 300	32 807 500	46 424 435
Total - Charges d'immobilisations		101 677 800	68 870 300	32 807 500	46 424 435

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES - CRÉDIT 3804, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
3804-1	Immobilisations touristiques et culturelles		
	Services		30 216 400
	Fournitures et matériel		1 000
	Paiements de transfert		
	Réparations et rénovations - immobilisations	24 834 400	
	Subventions à l'appui des sports et des loisirs	34 801 000	
	Subventions pour la culture	11 825 000	71 460 400
Total à voter - Charges d'immobilisations			101 677 800
Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'immobilisations touristiques et culturelles			101 677 800

PROGRAMMES DU PATRIMOINE, DU TOURISME ET DE LA CULTURE - CRÉDIT 3805

Le ministère est responsable des politiques stratégiques, des programmes et des services ainsi que des initiatives de recherche liées aux arts, aux industries culturelles, à l'archéologie, aux musées, au patrimoine, aux bibliothèques publiques et au tourisme en Ontario. Le ministère travaille avec des partenaires aux fins suivantes : stimuler les capacités communautaires en matière de conservation du patrimoine ontarien; mieux faire connaître l'Ontario comme une province riche en attractions et en ressources culturelles, patrimoniales et archéologiques; encourager et promouvoir les produits de tourisme culturel de l'Ontario; alimenter la croissance dans les industries créatives comme la production cinématographique et télévisuelle, l'édition de livres et de revues, l'enregistrement musical et les médias numériques pour faire de l'Ontario un chef de file dans l'économie du savoir; donner aux collectivités un accès élargi à l'information par l'entremise de leurs bibliothèques publiques; attirer des investissements du secteur privé; soutenir la planification et le développement économique dans les régions par l'intermédiaire des organismes touristiques régionaux afin de bâtir une industrie touristique plus solide et concurrentielle.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Programmes du patrimoine, du tourisme et de la culture	94 833 100	104 804 700	(9 971 600)	136 172 328
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	94 833 100	104 804 700	(9 971 600)	136 172 328
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	94 834 100	104 805 700	(9 971 600)	136 172 328
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Programmes du patrimoine, du tourisme et de la culture	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
2	Programmes du patrimoine, du tourisme et de la culture	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

PROGRAMMES DU PATRIMOINE, DU TOURISME ET DE LA CULTURE - CRÉDIT 3805, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3805-1	Programmes du patrimoine, du tourisme et de la culture		
	Traitements et salaires		11 157 700
	Avantages sociaux		1 286 100
	Transports et communications		804 400
	Services		588 300
	Fournitures et matériel		671 400
	Paielements de transfert		
	Subventions pour les régions touristiques	19 955 200	
	Festivals et événements	19 500 000	
	Subvention à l'appui du développement des investissements touristiques	500 000	
	Soutien au secteur des arts	2 245 800	
	Soutien au secteur du patrimoine	5 730 600	
	Soutien au secteur des bibliothèques	25 394 600	
	Fonds ontarien de promotion de la musique	7 000 000	80 326 200
	Total partiel		94 834 100
	Moins : Recouvrements		1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		94 833 100
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programmes du patrimoine, du tourisme et de la culture		94 834 100
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
3805-3	Programmes du patrimoine, du tourisme et de la culture		
	Autres opérations		1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		1 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programmes du patrimoine, du tourisme et de la culture		2 000

PROGRAMMES DU PATRIMOINE, DU TOURISME ET DE LA CULTURE - CRÉDIT 3805, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	BIENS IMMOBILISÉS	
3805-2	Programmes du patrimoine, du tourisme et de la culture	
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Programmes du patrimoine, du tourisme et de la culture	1 000

PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO - CRÉDIT 3806

La Fondation Trillium de l'Ontario est l'une des plus importantes fondations subventionnaires de bienfaisance au Canada. Sa mission est de bâtir des collectivités saines et dynamiques dans tout l'Ontario en renforçant la capacité du secteur bénévole, par des investissements dans des initiatives communautaires.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Fondation Trillium de l'Ontario	103 497 000	103 497 000	-	100 000 000
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	103 497 000	103 497 000	-	100 000 000
	Total - Charges de fonctionnement	103 497 000	103 497 000	-	100 000 000

PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO - CRÉDIT 3806, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
3806-1	Fondation Trillium de l'Ontario	
	Paiements de transfert	
	Fondation Trillium de l'Ontario	103 497 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	103 497 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de la Fondation Trillium de l'Ontario	103 497 000

CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS - CRÉDIT 3808

Les crédits d'impôt pour les médias culturels de l'Ontario procurent des incitatifs et du soutien aux entreprises établies dans la province pour la production de films, de programmes télévisuels et de produits multimédias interactifs numériques ou de livres en Ontario. Ces crédits d'impôt aident à stimuler la création et l'investissement dans les industries créatives de la province.

L'Agence du revenu du Canada administre le programme au nom de l'Ontario par l'entremise du système d'imposition fédéral.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels	704 341 500	614 141 200	90 200 300	627 822 379
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		704 341 500	614 141 200	90 200 300	627 822 379
Total - Charges de fonctionnement		704 341 500	614 141 200	90 200 300	627 822 379

CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS - CRÉDIT 3808, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3808-1	Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels		
	Paiements de transfert		
	Crédits d'impôt de l'Ontario pour les maisons d'édition	4 095 300	
	Crédit d'impôt de l'Ontario pour les effets spéciaux et l'animation informatiques	50 305 500	
	Crédit d'impôt pour la production cinématographique et télévisuelle ontarienne	240 642 900	
	Crédit d'impôt de l'Ontario pour les produits multimédias interactifs numériques	84 489 300	
	Crédit d'impôt de l'Ontario pour les services de production	324 808 500	704 341 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement		704 341 500
	Total (Charges de fonctionnement) - Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels		704 341 500

PROGRAMMES RELATIFS AUX ORGANISMES - CRÉDIT 3811

Les attractions et les organismes du ministère font la promotion du tissu culturel de l'Ontario et favorisent la croissance économique et la création d'emplois grâce à une gamme de programmes éducatifs, récréatifs et culturels et de programmes de divertissement à l'intention des résidents et des visiteurs. Le programme relatif aux organismes est responsable de la gouvernance, des nominations, de la reddition des comptes et du financement de fonctionnement des organismes et des attractions relevant du portefeuille du ministère, y compris les deux attractions exploitées directement.

Le programme relatif aux organismes est aussi chargé de mener les initiatives ministérielles de modernisation et de transformation des organismes.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Programmes relatifs aux organismes	240 270 500	234 913 100	5 357 400	249 204 963
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	240 270 500	234 913 100	5 357 400	249 204 963
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	240 271 500	234 914 100	5 357 400	249 204 963
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Programmes relatifs aux organismes	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
2	Programmes relatifs aux organismes	39 273 000	14 318 000	24 955 000	-
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	39 273 000	14 318 000	24 955 000	-
	Total - Biens immobilisés	39 273 000	14 318 000	24 955 000	-

PROGRAMMES RELATIFS AUX ORGANISMES - CRÉDIT 3811, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3811-1	Programmes relatifs aux organismes		
	Traitements et salaires		9 646 800
	Avantages sociaux		1 306 900
	Transports et communications		277 200
	Services		2 404 200
	Fournitures et matériel		867 100
	Paielements de transfert		
	Collection McMichael d'art canadien	3 328 800	
	Conseil des arts de l'Ontario	59 937 400	
	Société de développement de l'industrie des médias de l'Ontario	28 450 300	
	Fiducie du patrimoine ontarien	3 809 300	
	Centre des sciences de l'Ontario	19 364 100	
	Jardins botaniques royaux	4 036 000	
	Musée royal de l'Ontario	27 280 900	
	Science Nord	6 828 900	
	Service des bibliothèques de l'Ontario - Sud	1 500 000	
	Service des bibliothèques de l'Ontario - Nord	1 000 000	
	Commission des parcs du Saint- Laurent	7 122 800	
	Société d'exploitation de la Place de l'Ontario	2 070 000	
	Société du Partenariat ontarien de marketing touristique	32 967 500	
	Initiative relative au patrimoine	7 000 000	
	Musée des beaux-arts de l'Ontario	21 072 300	225 768 300
Total à voter - Charges de fonctionnement			240 270 500
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau du renouvellement et de la mise en œuvre</i>			
	Traitements et salaires	1 850 300	
	Avantages sociaux	228 200	
	Transports et communications	75 200	
	Services	263 600	
	Fournitures et matériel	54 000	2 471 300

PROGRAMMES RELATIFS AUX ORGANISMES - CRÉDIT 3811, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Relations avec les organismes et responsabilisation			
	Traitements et salaires	7 796 500	
	Avantages sociaux	1 078 700	
	Transports et communications	202 000	
	Services	2 140 600	
	Fournitures et matériel	813 100	
	Paiements de transfert		
	Collection McMichael d'art canadien	3 328 800	
	Conseil des arts de l'Ontario	59 937 400	
	Société de développement de l'industrie des médias de l'Ontario	28 450 300	
	Fiducie du patrimoine ontarien	3 809 300	
	Centre des sciences de l'Ontario	19 364 100	
	Jardins botaniques royaux	4 036 000	
	Musée royal de l'Ontario	27 280 900	
	Science Nord	6 828 900	
	Service des bibliothèques de l'Ontario - Sud	1 500 000	
	Service des bibliothèques de l'Ontario - Nord	1 000 000	
	Commission des parcs du Saint- Laurent	7 122 800	
	Société d'exploitation de la Place de l'Ontario	2 070 000	
	Société du Partenariat ontarien de marketing touristique	32 967 500	
	Initiative relative au patrimoine	7 000 000	
	Musée des beaux-arts de l'Ontario	21 072 300	225 768 300 237 799 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement		240 270 500
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programmes relatifs aux organismes		240 271 500

PROGRAMMES RELATIFS AUX ORGANISMES - CRÉDIT 3811, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
3811-3	Programmes relatifs aux organismes	
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programmes relatifs aux organismes	2 000
	BIENS IMMOBILISÉS	
3811-2	Programmes relatifs aux organismes	
	Terrains	39 272 000
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	39 273 000
	Total (Biens immobilisés) - Programmes relatifs aux organismes	39 273 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	1 143 408 114	1 184 765 783
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	19 450 286
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(562 400)	(660 375)
Total - Charges de fonctionnement redressées	1 142 845 714	1 203 555 694

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

Le mandat du ministère des Affaires autochtones consiste à améliorer la qualité de vie des Autochtones en faisant la promotion des possibilités économiques, en réglant les revendications territoriales, en s'acquittant des obligations juridiques de l'Ontario relativement aux traités et aux droits des Autochtones et en sensibilisant davantage le gouvernement aux questions liées aux Autochtones et aux pratiques exemplaires pour la consultation et la participation des Autochtones.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2001	Programme des affaires autochtones	77 723 400	69 440 700	8 282 700	259 805 053
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	77 723 400	69 440 700	8 282 700	259 805 053
	Crédits législatifs	1 491 014	1 483 014	8 000	30 122 230
	Total du ministère - Charges de fonctionnement	79 214 414	70 923 714	8 290 700	289 927 283
	Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	-	(2 273 000)	2 273 000	(3 057 649)
	Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	-	-	-	(7 061)
	Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	79 214 414	68 650 714	10 563 700	286 862 573
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2001	Programme des affaires autochtones	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total du ministère - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2001	Programme des affaires autochtones	3 001 000	3 501 000	(500 000)	2 946 747
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	3 001 000	3 501 000	(500 000)	2 946 747
	Total du ministère - Charges d'immobilisations	3 001 000	3 501 000	(500 000)	2 946 747
	Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	-	-	-	(225 730)
	Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	3 001 000	3 501 000	(500 000)	2 721 017
	Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	82 215 414	72 151 714	10 063 700	289 583 590

PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES - CRÉDIT 2001

Le mandat du ministère des Affaires autochtones consiste à améliorer la qualité de vie des Autochtones en faisant la promotion des possibilités économiques, en réglant les revendications territoriales, en s'acquittant des obligations juridiques de l'Ontario relativement aux traités et aux droits des Autochtones et en sensibilisant davantage le gouvernement aux questions liées aux Autochtones et aux pratiques exemplaires pour la consultation et la participation des Autochtones.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
4	Administration du ministère	9 314 200	12 051 300	(2 737 100)	13 558 196
1	Affaires autochtones	68 407 200	57 387 400	11 019 800	59 246 857
2	Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale	2 000	2 000	-	187 000 000
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	77 723 400	69 440 700	8 282 700	259 805 053
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	12 051
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	12 593
L	Fonds pour cas d'invalidité dus au mercure – fiduciaire, bassins des rivières English et Wabigoon, <i>convention de règlement relative à la contamination par le mercure du réseau hydrographique English-Wabigoon, 1986</i>	1 426 000	1 418 000	8 000	30 097 586
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 491 014	1 483 014	8 000	30 122 230
	Total - Charges de fonctionnement	79 214 414	70 923 714	8 290 700	289 927 283
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	Débiteurs	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Programme d'immobilisations, Affaires autochtones	3 001 000	3 501 000	(500 000)	2 946 747
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	3 001 000	3 501 000	(500 000)	2 946 747
	Total - Charges d'immobilisations	3 001 000	3 501 000	(500 000)	2 946 747

PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES - CRÉDIT 2001, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2001-4	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		4 417 000
	Avantages sociaux		450 000
	Transports et communications		312 600
	Services		4 064 400
	Fournitures et matériel		70 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement		9 314 200
	Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173
2001-1	Affaires autochtones		
	Traitements et salaires		10 357 100
	Avantages sociaux		1 074 000
	Transports et communications		716 700
	Services		10 382 200
	Fournitures et matériel		197 300
	Paiements de transfert		
	Fonds pour les organisations autochtones représentatives de l'Ontario	1 924 900	
	Fonds de développement économique pour les Autochtones	7 000 000	
	Fonds de participation	13 320 000	
	Soutien au fonds de négociations communautaires	3 200 000	
	Soutien au fonds de négociations avec les Algonquins	2 375 000	
	Fonds pour cas d'invalidité dus au mercure - administration	150 000	
	Fonds pour la participation à l'élaboration des politiques	6 510 000	
	Fonds pour les nouvelles relations	14 500 000	
	Fonds de développement économique des Métis	3 000 000	51 979 900
	Total partiel		74 707 200
	Moins : Recouvrements		6 300 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		68 407 200

PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES - CRÉDIT 2001, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	Crédits législatifs		
	Paielements de transfert		
L	Fonds pour cas d'invalidité dus au mercure – fiduciaire, bassins des rivières English et Wabigoon, <i>convention de règlement relative à la contamination par le mercure du réseau hydrographique English-Wabigoon, 1986</i>		1 426 000
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
2001-2	Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale		
	Paielements de transfert		
	Règlement des revendications territoriales	1 000	
	Règlements négociés	1 000	2 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		2 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des affaires autochtones		79 214 414
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
2001-10	Débiteurs		
	Avances et montants récupérables		
	Avances et montants récupérables - recouvrements en cours d'exercice		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme des affaires autochtones		1 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2001-3	Programme d'immobilisations, Affaires autochtones		
	Paielements de transfert		
	Programme de subventions d'immobilisations de la communauté autochtone	3 000 000	
	Règlements négociés	1 000	3 001 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		3 001 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des affaires autochtones		3 001 000

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

Le ministère de l'Infrastructure est chargé de diriger l'élaboration des politiques et la planification infrastructurelles afin de renforcer les collectivités et l'économie de l'Ontario. Il est aussi responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de politiques efficaces de gestion des biens, de la surveillance d'Infrastructure Ontario et de Waterfront Toronto et de l'élaboration des politiques de financement de l'infrastructure, y compris, mais sans s'y limiter, les partenariats publics-privés.

Le ministère a diverses grandes priorités : orienter le plan d'infrastructure de la province; coordonner la recherche pour soutenir l'amélioration de la planification de l'infrastructure fondée sur des données probantes et de la prise de décisions connexes; travailler avec les administrations locales pour renforcer la planification et la mise en œuvre de la gestion des biens; diriger l'« initiative efficace » en matière de gestion des biens immobilisés afin d'améliorer les modes de planification, d'approvisionnement et d'exécution liés à l'infrastructure; élaborer et mettre en œuvre le cadre pour les propositions spontanées; élaborer et mettre en œuvre une stratégie provinciale pour les réseaux cellulaire et à large bande; diriger les négociations et la mise en œuvre des programmes d'infrastructures fédéraux-provinciaux et municipaux; surveiller Infrastructure Ontario et Waterfront Toronto pour veiller à ce que les mandats de ces organismes soient conformes aux priorités de la province.

Le ministère a la responsabilité législative à l'égard d'Infrastructure Ontario, ainsi que celle de Waterfront Toronto en partenariat avec le gouvernement fédéral et la cité de Toronto.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
4001	Programme d'administration du ministère	6 179 500	6 285 800	(106 300)	7 891 144
4003	Politiques et planification infrastructurelles	14 384 100	12 288 100	2 096 000	10 776 561
-	Politiques en matière de carrefours communautaires	-	-	-	2 388 689
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		20 563 600	18 573 900	1 989 700	21 056 394
	Crédits législatifs	65 014	65 014	-	70 042
	Total du ministère - Charges de fonctionnement	20 628 614	18 638 914	1 989 700	21 126 436
	Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	126 609 500	101 222 100	25 387 400	120 373 099
	Redressement de consolidation - Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto	6 050 700	2 519 300	3 531 400	3 558 779
	Redressement de consolidation - conseils scolaires	-	-	-	(945 429)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		153 288 814	122 380 314	30 908 500	144 112 885

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
4001	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
4003	Politiques et planification infrastructurelles	1 000	1 000	-	12 000 000
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		2 000	2 000	-	12 000 000
Total du ministère - Actifs de fonctionnement		2 000	2 000	-	12 000 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4003	Politiques et planification infrastructurelles	706 940 700	444 567 600	262 373 100	358 915 640
-	Politiques en matière de carrefours communautaires	-	-	-	2 619 226
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		706 940 700	444 567 600	262 373 100	361 534 866
Total du ministère - Charges d'immobilisations		706 940 700	444 567 600	262 373 100	361 534 866
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier		2 418 000	1 917 600	500 400	1 229 106
Redressement de consolidation - Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto		-	189 100	(189 100)	27 927
Redressement de consolidation - reclassement lié au compte de liquidation du programme de plafonnement et d'échange		-	-	-	1 143 151
Redressement de consolidation - conseils scolaires		-	(4 000 000)	4 000 000	(2 619 225)
Redressement de consolidation - reclassement lié au Fonds Trillium		-	-	-	7 221 671
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		709 358 700	442 674 300	266 684 400	368 537 496

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
BIENS IMMOBILISÉS					
4003	Politiques et planification infrastructurelles	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		1 000	1 000	-	-
Total du ministère - Biens immobilisés		1 000	1 000	-	-
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)					
		862 647 514	565 054 614	297 592 900	512 650 381

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 4001

Le Programme d'administration du ministère procure des conseils stratégiques et des services de soutien pour aider le ministère à respecter les objectifs et les priorités budgétaires du gouvernement.

Le programme offre des services généraux (financiers, juridiques, ressources humaines, communications et autres) aux programmes opérationnels du ministère.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE Nº	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Programme d'administration du ministère	6 179 500	6 285 800	(106 300)	7 891 144
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	6 179 500	6 285 800	(106 300)	7 891 144
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	20 741
	Total - Crédits législatifs	64 014	64 014	-	70 042
	Total - Charges de fonctionnement	6 243 514	6 349 814	(106 300)	7 961 186
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	Débiteurs	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 4001, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
4001-1	Programme d'administration du ministère		
	Traitements et salaires		3 550 200
	Avantages sociaux		407 600
	Transports et communications		91 700
	Services		2 059 700
	Fournitures et matériel		70 300
	Total à voter - Charges de fonctionnement		6 179 500
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	1 459 500	
	Avantages sociaux	198 100	
	Transports et communications	34 400	
	Services	103 600	
	Fournitures et matériel	34 400	1 830 000
<i>Planification et finances</i>			
	Traitements et salaires	1 080 800	
	Avantages sociaux	78 200	
	Transports et communications	10 600	
	Services	1 058 600	
	Fournitures et matériel	10 600	2 238 800
<i>Services de communication</i>			
	Traitements et salaires	1 009 900	
	Avantages sociaux	131 300	
	Transports et communications	19 600	
	Services	168 900	
	Fournitures et matériel	19 600	1 349 300
<i>Services juridiques</i>			
	Transports et communications	27 100	
	Services	728 600	
	Fournitures et matériel	5 700	761 400
	Total à voter - Charges de fonctionnement		6 179 500

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 4001, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
	Crédits législatifs	
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère	6 243 514
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	
4001-10	Débiteurs	
	Avances et montants récupérables	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère	1 000

POLITIQUES ET PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES - CRÉDIT 4003

Le secteur des politiques et de la planification infrastructurelles est responsable du soutien de l'orientation et des politiques globales afin de moderniser l'infrastructure de la province (routes, chemins, ponts, transport en commun, hôpitaux, collèges, écoles, tribunaux, établissements correctionnels, autres édifices gouvernementaux et infrastructure à large bande).

Le secteur des politiques et de la planification infrastructurelles est responsable de l'élaboration d'une approche stratégique en matière de planification de l'infrastructure à partir de données probantes. Dans ce contexte, il gère la mise en œuvre de la *Loi de 2015 sur l'infrastructure au service de l'emploi et de la prospérité*, qui impose l'élaboration du plan d'infrastructure à long terme du gouvernement, l'établissement d'un inventaire des actifs, la définition des besoins en infrastructure ainsi que l'élaboration d'une stratégie pour prioriser ces besoins.

Le secteur assume la responsabilité de la planification de la gestion des actifs provinciaux, notamment en élaborant des outils et des analyses pour suivre de manière uniforme les biens d'infrastructure actuels et les investissements prévus dans tout le gouvernement. De plus, en vertu de la Loi, le secteur a également pour responsabilité l'élaboration de règlements concernant les plans de gestion des biens pour les municipalités et certaines entités du secteur parapublic.

Ce secteur dirige des initiatives de recherche sur les infrastructures, avec notamment la coordination, la commande ou l'exécution d'études visant à comprendre et élaborer des pratiques exemplaires dans la planification infrastructurelle, et le soutien aux améliorations des pratiques gouvernementales dans les domaines connexes, comme la gestion des actifs et la productivité de l'infrastructure. Le secteur assure également la promotion et le soutien de l'intégration des considérations liées au changement climatique (p. ex., l'évaluation de la durée de vie) à la planification infrastructurelle et au processus décisionnel.

Le secteur gère les relations du gouvernement avec le gouvernement fédéral en collaborant avec les administrations fédérale et municipales pour négocier et mettre en œuvre des programmes fédéraux de financement de l'infrastructure. De plus, le secteur élabore et conçoit des politiques et programmes d'infrastructure municipale, en surveillant leur mise en œuvre pour s'assurer de leur conformité avec les politiques d'infrastructure à l'échelle de la province. Il surveille également la réussite soutenue d'Infrastructure Ontario et de Waterfront Toronto, qui sont deux des principaux partenaires de l'Ontario en matière d'exécution de projets d'infrastructure.

Le secteur élabore également des politiques et surveille des programmes pour le financement de l'infrastructure, notamment des partenariats publics-privés, un programme de prêts, des projets commerciaux et des services immobiliers pour des biens ne relevant pas du portefeuille immobilier du gouvernement, et il soutient une transparence accrue par la présentation au public de données et de profils sur les investissements dans l'infrastructure.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Politiques et planification infrastructurelles	14 384 100	12 288 100	2 096 000	10 776 561
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	14 384 100	12 288 100	2 096 000	10 776 561
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	14 385 100	12 289 100	2 096 000	10 776 561

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Nº	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
7	Infrastructure communautaire	1 000	1 000	-	12 000 000
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	12 000 000
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	12 000 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Programmes d'infrastructure	706 940 700	444 567 600	262 373 100	358 915 640
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	706 940 700	444 567 600	262 373 100	358 915 640
	Total - Charges d'immobilisations	706 940 700	444 567 600	262 373 100	358 915 640
BIENS IMMOBILISÉS					
8	Programmes d'infrastructure	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

POLITIQUES ET PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES - CRÉDIT 4003, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
4003-1	Politiques et planification infrastructurelles			
	Traitements et salaires			11 143 500
	Avantages sociaux			1 207 200
	Transports et communications			175 300
	Services			1 677 800
	Fournitures et matériel			177 300
	Paiements de transfert			
	Infrastructure communautaire - bonification d'intérêts	1 000		
	Réseau de ressources	1 000		
	Gestion des biens	1 000		3 000
Total à voter - Charges de fonctionnement				14 384 100
Sous-postes :				
Politiques infrastructurelles				
	Traitements et salaires	7 571 700		
	Avantages sociaux	777 000		
	Transports et communications	100 500		
	Services	163 000		
	Fournitures et matériel	102 500		
	Paiements de transfert			
	Réseau de ressources	1 000		
	Infrastructure communautaire - bonification d'intérêts	1 000	2 000	8 716 700
Recherche et planification en matière d'infrastructure				
	Traitements et salaires	3 571 800		
	Avantages sociaux	430 200		
	Transports et communications	74 800		
	Services	1 514 800		
	Fournitures et matériel	74 800		
	Paiements de transfert			
	Gestion des biens	1 000		5 667 400
Total à voter - Charges de fonctionnement				14 384 100

POLITIQUES ET PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES - CRÉDIT 4003, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Politiques et planification infrastructurelles	14 385 100
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	
4003-7	Infrastructure communautaire	
	Prêts et investissements	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Politiques et planification infrastructurelles	1 000
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
4003-2	Programmes d'infrastructure	
	Paiements de transfert	
	Revitalisation du secteur riverain de Toronto	128 400 000
	infrastructure des réseaux cellulaire et à large bande	45 700 000
	Infrastructures des collectivités rurales et nordiques - contribution fédérale	62 012 000
	Infrastructures des collectivités rurales et nordiques - contribution provinciale	38 030 000
	Infrastructures communautaires, culturelles et récréatives (contributions provinciales)	10 915 000
	Infrastructures communautaires, culturelles et récréatives (contributions fédérales)	15 729 600
	Infrastructure verte (contributions provinciales)	21 988 900
	Infrastructure verte (contributions fédérales)	26 388 100
	Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées - contributions fédérales	74 000 000
	Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées - contributions provinciales	29 000 000
	Programmes fédéraux-provinciaux d'infrastructure - contributions provinciales	32 404 400
	Infrastructure municipale	201 951 700
	Accès au gaz naturel	20 420 000
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	706 940 700
	Total (Charges d'immobilisations) - Politiques et planification infrastructurelles	706 940 700

POLITIQUES ET PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES - CRÉDIT 4003, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	BIENS IMMOBILISÉS	
4003-8	Programmes d'infrastructure	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Politiques et planification infrastructurelles	1 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	19 121 014	109 213 077
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(482 100)	(88 086 641)
Total - Charges de fonctionnement redressées	18 638 914	21 126 436

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	444 567 600	521 623 081
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions à d'autres ministères	-	(160 088 215)
Total - Charges d'immobilisations redressées	444 567 600	361 534 866

*La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges d'immobilisations.

BIENS IMMOBILISÉS	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Total - Biens immobilisés (données publiées antérieurement*)	1 000	26 554 679
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions à d'autres ministères	-	(26 554 679)
Total - Biens immobilisés redressés	1 000	-

*La rubrique Total - Biens immobilisés comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - biens immobilisés.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Le ministère du Travail, de la Formation et du Développement des compétences a pour vision que l'Ontario soit le meilleur endroit en Amérique du Nord où recruter, fidéliser et récompenser la main-d'œuvre pour les emplois d'aujourd'hui et de demain. Le ministère est responsable de créer des marchés du travail dynamiques et des milieux de travail sûrs et régis par une réglementation liée au travail et à l'emploi équitable et concurrentielle, et d'appuyer les personnes à la recherche d'un emploi de manière à ce qu'elles acquièrent l'éducation, les compétences et les possibilités dont l'économie ontarienne a besoin.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1601	Programme d'administration du ministère	20 160 300	22 016 100	(1 855 800)	23 323 412
1602	Programme pour l'équité et la transparence salariales	3 499 500	3 539 300	(39 800)	3 439 834
1603	Programme des relations de travail	23 295 500	24 257 800	(962 300)	24 798 910
1604	Programme de santé et sécurité au travail	220 298 600	208 360 000	11 938 600	220 168 426
1605	Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi	46 409 900	47 286 000	(876 100)	48 779 434
1607	Emploi Ontario	1 276 728 100	1 299 193 700	(22 465 600)	1 250 409 301
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		1 590 391 900	1 604 652 900	(14 261 000)	1 570 919 317
Crédits législatifs		6 565 014	6 565 014	-	1 695 590
Total du ministère - Charges de fonctionnement		1 596 956 914	1 611 217 914	(14 261 000)	1 572 614 907
Redressement de consolidation pour les charges de fonctionnement - collègues		(223 435 700)	(251 241 900)	27 806 200	(222 644 600)
Redressement de consolidation - écoles		(74 082 900)	(70 499 100)	(3 583 800)	(76 396 500)
Redressement de consolidation - Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants		30 300	222 200	(191 900)	1 064 386
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général		(13 013 100)	(18 485 800)	5 472 700	(17 081 322)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		1 286 455 514	1 271 213 314	15 242 200	1 257 556 871
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
1601	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
1607	Emploi Ontario	2 000 000	2 000 000	-	747 500
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		2 001 000	2 001 000	-	747 500
Total du ministère - Actifs de fonctionnement		2 001 000	2 001 000	-	747 500

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
1601	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
1604	Programme de santé et sécurité au travail	3 621 000	491 000	3 130 000	490 000
1605	Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi	1 000	1 000	-	936 027
1607	Emploi Ontario	14 001 000	14 001 000	-	14 017 731
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		17 624 000	14 494 000	3 130 000	15 443 758
Crédits législatifs		1 600 200	1 796 100	(195 900)	1 449 558
Total du ministère - Charges d'immobilisations		19 224 200	16 290 100	2 934 100	16 893 316
Redressement de consolidation pour les charges d'immobilisations - collègues		(12 296 200)	(12 017 000)	(279 200)	(13 898 200)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général		-	-	-	(1 463 690)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		6 928 000	4 273 100	2 654 900	1 531 426
BIENS IMMOBILISÉS					
1601	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
1604	Programme de santé et sécurité au travail	1 000	2 657 000	(2 656 000)	-
1605	Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi	499 000	3 836 200	(3 337 200)	3 427 030
1607	Emploi Ontario	1 000	-	1 000	-
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		502 000	6 494 200	(5 992 200)	3 427 030
Total du ministère - Biens immobilisés		502 000	6 494 200	(5 992 200)	3 427 030
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)		1 293 383 514	1 275 486 414	17 897 100	1 259 088 297

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1601

Ce programme coordonne les processus de prise de décisions du ministère et fournit les services techniques et professionnels nécessaires à la conception, la mise en œuvre et la prestation efficace des programmes du ministère. Il comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire et le Bureau du sous-ministre.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	20 160 300	22 016 100	(1 855 800)	23 323 412
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	20 160 300	22 016 100	(1 855 800)	23 323 412
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	17 547
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	579
	Total - Crédits législatifs	65 014	65 014	-	67 427
	Total - Charges de fonctionnement	20 225 314	22 081 114	(1 855 800)	23 390 839
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	Débiteurs	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Administration du ministère	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
2	Administration du ministère	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1601, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1601-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		8 704 400
	Avantages sociaux		1 061 800
	Transports et communications		789 900
	Services		9 285 900
	Fournitures et matériel		318 300
	Total à voter - Charges de fonctionnement		20 160 300
	Sous-postes :		
	Bureau principal		
	Traitements et salaires	2 106 700	
	Avantages sociaux	258 900	
	Transports et communications	75 800	
	Services	240 300	
	Fournitures et matériel	51 400	2 733 100
	Services financiers et administratifs		
	Traitements et salaires	1 760 900	
	Avantages sociaux	220 900	
	Transports et communications	46 700	
	Services	429 700	
	Fournitures et matériel	33 300	2 491 500
	Services ministériels		
	Traitements et salaires	997 000	
	Avantages sociaux	120 100	
	Transports et communications	16 900	
	Services	205 500	
	Fournitures et matériel	11 800	1 351 300
	Activités stratégiques des ressources humaines		
	Traitements et salaires	1 092 600	
	Avantages sociaux	132 900	
	Transports et communications	34 800	
	Services	219 900	
	Fournitures et matériel	26 800	1 507 000

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1601, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Services de communication</i>		
	Traitements et salaires	2 684 700	
	Avantages sociaux	319 200	
	Transports et communications	119 500	
	Services	313 100	
	Fournitures et matériel	25 000	3 461 500
	<i>Services juridiques</i>		
	Traitements et salaires	62 500	
	Avantages sociaux	9 800	
	Transports et communications	496 200	
	Services	7 569 800	
	Fournitures et matériel	170 000	8 308 300
	<i>Systèmes informatiques</i>		
	Services	307 600	307 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement		20 160 300
	Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		20 225 314
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
1601-10	Débiteurs		
	Avances et montants récupérables		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		1 000

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1601, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
1601-3	Administration du ministère	
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministère	2 000
	BIENS IMMOBILISÉS	
1601-2	Administration du ministère	
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'administration du ministère	1 000

PROGRAMME POUR L'ÉQUITÉ ET LA TRANSPARENCE SALARIALES - CRÉDIT 1602

Le rôle de la Commission de l'équité salariale est de corriger le problème de discrimination sexuelle systémique en matière de rémunération salariale pour le travail essentiellement accompli par les femmes. Cet objectif est mis à exécution par le Bureau de l'équité salariale (BES) et le Tribunal de l'équité salariale (TES).

Le mandat du BES est d'administrer et de faire appliquer la *Loi sur l'équité salariale* de l'Ontario. Afin de mener à bien son mandat, le Bureau fournit de la formation et des conseils aux employeurs, employés et agents de négociation des secteurs public et privé afin de mettre en place et de maintenir l'équité salariale sur leurs lieux de travail. Le Bureau enquête également sur les plaintes, exécute des programmes de surveillance, cherche à régler les différends liés à l'équité salariale opposant les parties et émet des ordonnances exécutoires, au besoin.

Le Tribunal de l'équité salariale, un tribunal administratif tripartite quasi-judiciaire, statue sur les litiges tombant sous le coup de la *Loi sur l'équité salariale*.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Bureau de l'équité salariale	3 033 300	3 041 200	(7 900)	3 138 828
2	Tribunal de l'équité salariale	466 200	498 100	(31 900)	301 006
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		3 499 500	3 539 300	(39 800)	3 439 834
Total - Charges de fonctionnement		3 499 500	3 539 300	(39 800)	3 439 834

PROGRAMME POUR L'ÉQUITÉ ET LA TRANSPARENCE SALARIALES - CRÉDIT 1602, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1602-1	Bureau de l'équité salariale	
	Traitements et salaires	2 347 100
	Avantages sociaux	266 100
	Transports et communications	42 800
	Services	357 300
	Fournitures et matériel	20 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	3 033 300
1602-2	Tribunal de l'équité salariale	
	Traitements et salaires	275 100
	Avantages sociaux	39 700
	Transports et communications	14 900
	Services	135 500
	Fournitures et matériel	1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	466 200
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme pour l'équité et la transparence salariales	3 499 500

PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL - CRÉDIT 1603

Le rôle des Relations de travail est de promouvoir un climat propice à des relations de travail stables et des rapports harmonieux sur les lieux de travail de la province par la prestation de services de conciliation et de médiation en matière de conventions collectives, la désignation d'arbitres, des services modernisés d'information sur les négociations collectives, le renforcement des relations et la formation.

La Commission des relations de travail de l'Ontario (CRTO) est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure, conformément à plusieurs lois de l'Ontario, la médiation et l'arbitrage de diverses questions touchant l'emploi et les relations de travail, notamment les appels de décisions rendues par les agents des normes d'emploi et les inspecteurs de la santé et sécurité au travail.

La Commission de règlement des griefs des employés de la Couronne (CRGEC) est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure la médiation et l'arbitrage des conflits de travail mettant en cause des employés de la Couronne de l'Ontario. Cette commission fournit également des services financiers et administratifs à la Commission des griefs de la fonction publique.

Les Services de règlement des différends fournissent une aide neutre et indépendante aux syndicats et aux employeurs par la prestation de services de conciliation et de médiation en matière de conventions collectives, la désignation d'arbitres, la fourniture d'information sur les négociations collectives, l'établissement de relations et la formation.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Commission des relations de travail de l'Ontario	12 173 900	12 890 700	(716 800)	13 688 844
2	Commission de règlement des griefs	2 485 700	2 486 700	(1 000)	2 232 211
3	Services de règlement des différends	8 635 900	8 880 400	(244 500)	8 877 855
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		23 295 500	24 257 800	(962 300)	24 798 910
Total - Charges de fonctionnement		23 295 500	24 257 800	(962 300)	24 798 910

PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL - CRÉDIT 1603, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1603-1	Commission des relations de travail de l'Ontario	
	Traitements et salaires	8 159 900
	Avantages sociaux	1 002 100
	Transports et communications	419 500
	Services	2 510 200
	Fournitures et matériel	82 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement	12 173 900
1603-2	Commission de règlement des griefs	
	Traitements et salaires	465 000
	Avantages sociaux	73 500
	Transports et communications	127 400
	Services	3 902 700
	Fournitures et matériel	23 200
	Total partiel	4 591 800
	Moins : Recouvrements	2 106 100
	Total à voter - Charges de fonctionnement	2 485 700
1603-3	Services de règlement des différends	
	Traitements et salaires	6 135 200
	Avantages sociaux	746 200
	Transports et communications	514 900
	Services	1 165 700
	Fournitures et matériel	73 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement	8 635 900
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des relations de travail	23 295 500

PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL - CRÉDIT 1604

Le programme de santé et sécurité au travail (SST) a pour principal rôle d'élaborer, de communiquer et de faire appliquer les lois et règlements en matière de santé et sécurité au travail et de coordonner le système ontarien de prévention des blessures et maladies liées au lieu de travail afin de réduire ou d'éliminer ces blessures ou ces maladies.

Grâce principalement à des inspections et des enquêtes sur les lieux de travail, le programme de SST veille au respect de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* (la Loi) et aide les parties à créer des lieux de travail sains et sécuritaires. Par l'administration et l'application de la Loi et de ses règlements, le programme encourage les employeurs et les travailleurs à identifier et prévenir ensemble les dangers pour la santé et la sécurité.

Le Bureau de la prévention est responsable d'initiatives visant à prévenir les blessures, les maladies et les décès liés au travail en Ontario. Ce rôle englobe l'élaboration d'une stratégie provinciale pour la santé et la sécurité afin d'harmoniser les priorités de SST entre tous les partenaires du secteur, ainsi que les activités connexes de mise en œuvre, comme la formation obligatoire relative à la santé et la sécurité au travail, les normes, la recherche et la sensibilisation. Le Bureau établit des normes applicables aux fournisseurs et aux programmes de formation sur les risques élevés et définit les exigences pour l'agrément des membres des comités mixtes sur la santé et la sécurité. Il supervise également des programmes de subventions à l'innovation et à la recherche sur la prévention qui financent des bénéficiaires remplissant des critères d'admissibilité précis. Dans le cadre d'ententes de paiements de transfert, le Bureau désigne et encadre des associations en santé et sécurité qui proposent de la formation, des conseils et des services cliniques précis.

Le Bureau des conseillers des travailleurs offre des services de consultation, de représentation et d'éducation aux travailleurs non syndiqués victimes d'accident et aux survivants dans les affaires d'assurance contre les accidents du travail, notamment par une représentation devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail. Le Bureau fournit un même éventail de services aux travailleurs non syndiqués dans les affaires de plaintes touchant des représailles en vertu de l'article 50 de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*, avec notamment la représentation devant la Commission des relations de travail de l'Ontario.

Le Bureau des conseillers des employeurs offre des services de consultation et d'éducation à tous les employeurs ontariens ainsi que des services de représentation, principalement aux petites entreprises ayant moins de 100 employés, concernant des affaires liées à la sécurité professionnelle et à l'assurance devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail. Le Bureau fournit également aux employeurs comptant moins de 50 travailleurs des services de représentation à la Commission des relations de travail de l'Ontario dans les affaires de plaintes touchant des représailles en vertu de l'article 50 de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Santé et sécurité au travail	88 460 100	89 597 900	(1 137 800)	91 334 534
2	Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail	606 300	606 300	-	605 300
3	Bureau des conseillers des travailleurs	11 364 800	11 371 000	(6 200)	11 333 654
4	Bureau des conseillers des employeurs	3 626 000	3 776 800	(150 800)	3 693 318
7	Bureau de la prévention	116 241 400	103 008 000	13 233 400	113 201 620
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		220 298 600	208 360 000	11 938 600	220 168 426
Total - Charges de fonctionnement		220 298 600	208 360 000	11 938 600	220 168 426

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
6	Santé et sécurité au travail	3 131 000	1 000	3 130 000	-
8	Bureau de la prévention — Immobilisations	490 000	490 000	-	490 000
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		3 621 000	491 000	3 130 000	490 000
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	133 800	67 400	66 400	-
Total - Crédits législatifs		133 800	67 400	66 400	-
Total - Charges d'immobilisations		3 754 800	558 400	3 196 400	490 000
BIENS IMMOBILISÉS					
5	Santé et sécurité au travail	1 000	2 657 000	(2 656 000)	-
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		1 000	2 657 000	(2 656 000)	-
Total - Biens immobilisés		1 000	2 657 000	(2 656 000)	-

PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL - CRÉDIT 1604, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1604-1	Santé et sécurité au travail		
	Traitements et salaires		60 838 700
	Avantages sociaux		9 048 400
	Transports et communications		4 067 900
	Services		13 075 500
	Fournitures et matériel		1 388 600
	Paielements de transfert		
	Subventions à l'Institut de radioprotection du Canada	40 000	
	Subventions pour la promotion de l'amélioration des pratiques de santé et sécurité	1 000	41 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		88 460 100
1604-2	Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail		
	Traitements et salaires		506 200
	Avantages sociaux		75 900
	Transports et communications		8 200
	Services		5 600
	Fournitures et matériel		10 400
	Total à voter - Charges de fonctionnement		606 300
1604-3	Bureau des conseillers des travailleurs		
	Traitements et salaires		7 783 100
	Avantages sociaux		1 790 100
	Transports et communications		296 000
	Services		1 395 600
	Fournitures et matériel		100 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		11 364 800
1604-4	Bureau des conseillers des employeurs		
	Traitements et salaires		2 582 700
	Avantages sociaux		594 100
	Transports et communications		148 700
	Services		210 700
	Fournitures et matériel		89 800
	Total à voter - Charges de fonctionnement		3 626 000

PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL - CRÉDIT 1604, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1604-7	Bureau de la prévention		
	Traitements et salaires		9 289 500
	Avantages sociaux		1 239 500
	Transports et communications		311 900
	Services		3 007 600
	Fournitures et matériel		147 600
	Paiements de transfert		
	Associations en santé et sécurité	92 195 300	
	Recherche en matière de prévention	8 612 200	
	Subventions aux programmes de prévention	1 437 800	102 245 300
Total à voter - Charges de fonctionnement			116 241 400
Total (Charges de fonctionnement) - Programme de santé et sécurité au travail			220 298 600
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1604-6	Santé et sécurité au travail		
	Autres opérations		3 131 000
Total à voter - Charges d'immobilisations			3 131 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>		133 800
1604-8	Bureau de la prévention — Immobilisations		
	Paiements de transfert		
	Associations en santé et sécurité - Immobilisations		490 000
Total à voter - Charges d'immobilisations			490 000
Total (Charges d'immobilisations) - Programme de santé et sécurité au travail			3 754 800
BIENS IMMOBILISÉS			
1604-5	Santé et sécurité au travail		
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés		1 000
Total à voter - Biens immobilisés			1 000
Total (Biens immobilisés) - Programme de santé et sécurité au travail			1 000

PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI - CRÉDIT 1605

Le Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi assure l'administration et l'application de la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi* et de ses règlements, ainsi que de la *Loi de 2009 sur la protection des étrangers dans le cadre de l'emploi* et de la *Loi de 2015 sur la protection des enfants artistes*.

Le Programme assure la protection des travailleurs de l'Ontario grâce à l'instauration de normes minimales d'emploi régissant les salaires et les conditions de travail. Il assure le respect de ces normes au moyen d'inspections, d'enquêtes et de mesures d'application et encourage l'autonomie par des initiatives d'éducation, de sensibilisation et de partenariat.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Nº	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Normes d'emploi	46 409 900	47 286 000	(876 100)	48 779 434
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	46 409 900	47 286 000	(876 100)	48 779 434
	Total - Charges de fonctionnement	46 409 900	47 286 000	(876 100)	48 779 434
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Normes d'emploi	1 000	1 000	-	936 027
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	936 027
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	971 400	540 700	430 700	263 924
	Total - Crédits législatifs	971 400	540 700	430 700	263 924
	Total - Charges d'immobilisations	972 400	541 700	430 700	1 199 951
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Normes d'emploi	499 000	3 836 200	(3 337 200)	3 427 030
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	499 000	3 836 200	(3 337 200)	3 427 030
	Total - Biens immobilisés	499 000	3 836 200	(3 337 200)	3 427 030

PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI - CRÉDIT 1605, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1605-1	Normes d'emploi	
	Traitements et salaires	32 990 100
	Avantages sociaux	5 012 600
	Transports et communications	1 962 100
	Services	5 799 500
	Fournitures et matériel	643 600
	Paielements de transfert	
	Subventions pour la promotion de l'amélioration des pratiques d'emploi	2 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	46 409 900
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi	46 409 900
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1605-2	Normes d'emploi	
	Services	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	971 400
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi	972 400
BIENS IMMOBILISÉS		
1605-3	Normes d'emploi	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	499 000
	Total à voter - Biens immobilisés	499 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi	499 000

EMPLOI ONTARIO - CRÉDIT 1607

Emploi Ontario (EO), le réseau d'emploi et de formation en Ontario, aide les employeurs à accéder à une main-d'œuvre qualifiée et les Ontariens et Ontariennes à trouver les programmes et services d'emploi et de formation dont ils ont besoin. Pour que la province demeure compétitive dans l'économie actuelle et future, les investissements dans l'éducation et la formation professionnelle jouent un rôle de premier plan en préparant les travailleuses et travailleurs à occuper des emplois qui assureront la prospérité future dans une économie fondée sur le savoir. Les programmes et les services d'Emploi Ontario relèvent de cinq catégories : apprentissage, soutiens et services à l'emploi, formation professionnelle, éducation des adultes, développement du marché du travail et fonctions du système.

La majorité des programmes et services d'EO sont exécutés par l'entremise du réseau EO, formé du réseau communautaire ontarien de fournisseurs de services d'emploi, de fournisseurs de services d'alphabétisation, des collèges publics, des bureaux de l'apprentissage chargés de la prestation directe et des agents responsables de la formation, entre autres. EO a pour but de fournir des services d'emploi et de formation intégrés, axés sur le client et efficaces afin d'accroître l'avantage économique de l'Ontario. Le secteur de programme dirige également l'élaboration des politiques et stratégies d'analyse du marché du travail et de formation de la main-d'œuvre afin de faciliter l'établissement de liens entre l'économie, les établissements d'enseignement et de formation, les employeurs et les personnes à la recherche d'un emploi.

Le Bureau du commissaire à l'équité travaille avec les professions réglementées et les métiers à accréditation obligatoire en Ontario pour veiller à ce que les pratiques d'inscription soient transparentes, objectives, impartiales et équitables. Le travail du Bureau contribue à veiller à ce que les gens soient traités équitablement et puissent mettre leurs compétences et leur expérience à profit, qu'ils aient étudié au Canada ou à l'étranger, et concerne à la fois les Canadiens qui ont étudié à l'étranger et les immigrants.

Le Programme ontarien des candidats à l'immigration est offert en partenariat avec le gouvernement du Canada par l'entremise d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada pour désigner les candidats à la résidence permanente qui ont les compétences et l'expérience dont l'économie ontarienne a besoin.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Système Emploi Ontario	1 265 122 100	1 287 587 700	(22 465 600)	1 236 386 684
2	Commissaire à l'équité	1 803 500	1 803 500	-	1 318 050
3	Programme ontarien des candidats à l'immigration	9 802 500	9 802 500	-	12 704 567
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 276 728 100	1 299 193 700	(22 465 600)	1 250 409 301
L	Créances irrécouvrables - prêts pour l'acquisition d'outils de travail - <i>Loi sur l'administration financière</i>	503 600	503 600	-	90 482
L	Créances irrécouvrables - autres, <i>Loi sur l'administration financière</i>	5 996 400	5 996 400	-	1 537 681
	Total - Crédits législatifs	6 500 000	6 500 000	-	1 628 163
	Total - Charges de fonctionnement	1 283 228 100	1 305 693 700	(22 465 600)	1 252 037 464
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
5	Système Emploi Ontario	2 000 000	2 000 000	-	747 500
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	2 000 000	2 000 000	-	747 500
	Total - Actifs de fonctionnement	2 000 000	2 000 000	-	747 500

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Système Emploi Ontario	14 001 000	14 001 000	-	14 017 731
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	14 001 000	14 001 000	-	14 017 731
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	494 000	1 187 000	(693 000)	1 185 634
	Total - Crédits législatifs	494 000	1 187 000	(693 000)	1 185 634
	Total - Charges d'immobilisations	14 495 000	15 188 000	(693 000)	15 203 365
BIENS IMMOBILISÉS					
6	Programme Emploi Ontario, biens immobilisés	1 000	-	1 000	-
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	-	1 000	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	-	1 000	-

EMPLOI ONTARIO - CRÉDIT 1607, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1607-1	Système Emploi Ontario		
	Traitements et salaires		73 274 800
	Avantages sociaux		11 136 100
	Services		19 975 000
	Paielements de transfert		
	Crédit d'impôt de l'Ontario pour la formation en apprentissage	21 462 700	
	Crédit d'impôt de l'Ontario pour l'éducation coopérative	81 604 100	
	Emploi et formation	1 057 669 400	1 160 736 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement		1 265 122 100
1607-2	Commissaire à l'équité		
	Traitements et salaires		796 900
	Avantages sociaux		119 500
	Services		887 100
	Total à voter - Charges de fonctionnement		1 803 500
1607-3	Programme ontarien des candidats à l'immigration		
	Traitements et salaires		6 592 600
	Avantages sociaux		917 800
	Transports et communications		287 600
	Services		1 840 800
	Fournitures et matériel		163 700
	Total à voter - Charges de fonctionnement		9 802 500
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables - prêts pour l'acquisition d'outils de travail - <i>Loi sur l'administration financière</i>		503 600
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables - autres, <i>Loi sur l'administration financière</i>		5 996 400
	Total (Charges de fonctionnement) - Emploi Ontario		1 283 228 100

EMPLOI ONTARIO - CRÉDIT 1607, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	
1607-5	Système Emploi Ontario	
	Prêts et investissements	2 000 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	2 000 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Emploi Ontario	2 000 000
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
1607-4	Système Emploi Ontario	
	Paiements de transfert	
	Fonds pour l'amélioration des installations d'apprentissage	14 000 000
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	14 001 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	494 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Emploi Ontario	14 495 000
	BIENS IMMOBILISÉS	
1607-6	Programme Emploi Ontario, biens immobilisés	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Emploi Ontario	1 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	305 000 614	321 124 125
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	1 306 559 300	1 252 907 301
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(342 000)	(1 416 519)
Total - Charges de fonctionnement redressées	1 611 217 914	1 572 614 907

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Total - Actifs de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	1 000	-
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	2 000 000	747 500
Total - Actifs de fonctionnement redressés	2 001 000	747 500

*La rubrique Total - Actifs de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - actifs de fonctionnement.

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	1 102 100	1 689 951
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	15 188 000	15 203 365
Total - Charges d'immobilisations redressées	16 290 100	16 893 316

*La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges d'immobilisations.

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

La Reine du Canada, Sa Majesté la reine Elizabeth II, représentée en Ontario par le lieutenant-gouverneur, est le chef d'État du Canada.

Le lieutenant-gouverneur est investi des responsabilités que lui confèrent la constitution et son rôle de représentant officiel de la Souveraine dans la province.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(**\$**)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1701	Programme du Bureau du lieutenant-gouverneur	1 903 500	1 903 500	-	1 759 036
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 903 500	1 903 500	-	1 759 036
	Total du ministère - Charges de fonctionnement	1 903 500	1 903 500	-	1 759 036
	Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	1 903 500	1 903 500	-	1 759 036

PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR - CRÉDIT 1701

Le programme fournit les services dont a besoin le lieutenant-gouverneur pour s'acquitter des fonctions constitutionnelles et communautaires, et de représentant officiel de la Reine. Dans son rôle constitutionnel, le lieutenant-gouverneur représente la Reine, nomme au poste de premier ministre le chef du parti qui a la confiance de l'Assemblée législative, fait prêter serment aux membres du Conseil exécutif, annonce les plans du gouvernement dans le Discours du Trône, accorde la sanction royale aux projets de loi afin qu'ils deviennent lois, approuve les décrets et les nominations recommandées par le Conseil des ministres et proroge ou dissout chaque session de l'Assemblée législative. Dans son rôle représentatif et communautaire, le lieutenant-gouverneur représente la population de l'Ontario; il est l'hôte officiel de la province et accueille les membres de la royauté, les chefs d'État, les dirigeants mondiaux et les membres des corps diplomatiques. Le lieutenant-gouverneur fait la promotion et met en lumière des questions d'intérêt constant devant les titulaires de fonctions vice-royales, notamment les relations entre la Couronne et les Autochtones, les forces canadiennes, le civisme, les arts et le bénévolat. Il met également de l'avant des questions d'intérêt personnel, actuellement axées sur le développement durable et la place de l'Ontario dans le monde.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(**\$**)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Bureau du lieutenant-gouverneur	1 903 500	1 903 500	-	1 759 036
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 903 500	1 903 500	-	1 759 036
	Total - Charges de fonctionnement	1 903 500	1 903 500	-	1 759 036

PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR - CRÉDIT 1701, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
1701-1	Bureau du lieutenant-gouverneur	
	Traitements et salaires	1 254 000
	Avantages sociaux	118 600
	Transports et communications	92 100
	Services	245 500
	Fournitures et matériel	37 500
	Autres opérations	
	Allocation discrétionnaire	155 800
	Total à voter - Charges de fonctionnement	1 903 500
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme du Bureau du lieutenant-gouverneur	1 903 500

MINISTÈRE DES SOINS DE LONGUE DURÉE

Le ministère des Soins de longue durée travaille pour créer de la capacité, mettre fin aux soins de santé de couloir, réduire les listes d'attente et s'assurer de tracer la voie que doit suivre le secteur des soins de longue durée afin de faire face à l'accroissement de la population âgée.

Le ministère travaille pour offrir de meilleurs soins communautaires coordonnés plus proches du domicile en améliorant la qualité de vie dans les foyers de soins de longue durée, en veillant à ce que le système de santé de l'Ontario soit prêt à assurer aux personnes âgées une transition harmonieuse vers divers niveaux de soins et en travaillant avec le ministère de la Santé et nos partenaires afin de réduire les listes d'attente pour les soins de longue durée à l'échelle de la province et de mettre fin à la médecine de couloir.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
4501	Programme d'administration du ministère	5 692 500	1 248 000	4 444 500	-
4502	Programme de foyers de soins de longue durée	4 621 100 800	4 392 297 200	228 803 600	4 328 367 817
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	4 626 793 300	4 393 545 200	233 248 100	4 328 367 817
	Crédits législatifs	314 014	314 014	-	-
	Total du ministère - Charges de fonctionnement	4 627 107 314	4 393 859 214	233 248 100	4 328 367 817
	Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	1 280 800	-	1 280 800	-
	Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	4 628 388 114	4 393 859 214	234 528 900	4 328 367 817
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
4501	Programme d'administration du ministère	1 000	-	1 000	-
4502	Programme de foyers de soins de longue durée	20 430 000	20 431 000	(1 000)	20 430 959
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	20 431 000	20 431 000	-	20 430 959
	Total du ministère - Actifs de fonctionnement	20 431 000	20 431 000	-	20 430 959
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4502	Programme de foyers de soins de longue durée	1 000	4 812 000	(4 811 000)	869 073
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	4 812 000	(4 811 000)	869 073
	Total du ministère - Charges d'immobilisations	1 000	4 812 000	(4 811 000)	869 073
	Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	4 628 389 114	4 398 671 214	229 717 900	4 329 236 890

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 4501

Le programme d'administration du ministère comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire, le Bureau du sous-ministre et la Direction des communications. Il assure l'orientation générale du ministère.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Nº	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	5 692 500	1 248 000	4 444 500	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	5 692 500	1 248 000	4 444 500	-
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	-
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	-
	Total - Crédits législatifs	64 014	64 014	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	5 756 514	1 312 014	4 444 500	-
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	Débiteurs	1 000	-	1 000	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	-	1 000	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	-	1 000	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 4501, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
4501-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		4 200 000
	Avantages sociaux		609 000
	Transports et communications		134 200
	Services		735 300
	Fournitures et matériel		14 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		5 692 500
	<i>Sous-postes :</i>		
	<i>Bureau principal</i>		
	Traitements et salaires	2 300 000	
	Avantages sociaux	333 500	
	Transports et communications	97 900	
	Services	155 700	
	Fournitures et matériel	7 100	2 894 200
	<i>Communications</i>		
	Traitements et salaires	1 900 000	
	Avantages sociaux	275 500	
	Transports et communications	36 300	
	Services	579 600	
	Fournitures et matériel	6 900	2 798 300
	Total à voter - Charges de fonctionnement		5 692 500
	Crédit législatif		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		5 756 514
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
4501-10	Débiteurs		
	Avances et montants récupérables		
	Avances et montants récupérables - recouvrements en cours d'exercice		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		1 000

PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE - CRÉDIT 4502

Le gouvernement bâtit des collectivités plus saines et plus sûres en créant un secteur des soins de longue durée du 21^e siècle axé sur les résidents et sur des lieux que les personnes les plus vulnérables de notre province peuvent considérer comme leur foyer. À l'appui de cette vision, le ministère des Soins de longue durée se concentrera sur la création de 15 000 nouveaux lits et le réaménagement de 15 000 lits existants selon des normes de conception modernes.

Notre gouvernement dispose d'un plan novateur et souple visant à stimuler de manière responsable l'aménagement de places pour que notre population vieillissante puisse recevoir les soins qu'elle nécessite et mérite. Ce plan inclut des réponses aux diverses expériences régionales que connaissent les exploitants et définit plusieurs obstacles auxquels l'ensemble du secteur est confronté à l'échelle de la province. Le gouvernement de l'Ontario investit dans l'aménagement de foyers de soins de longue durée pour que nous puissions commencer les travaux et veiller à ce que les Ontariens les plus vulnérables passent plus rapidement des listes d'attente aux lits.

Le ministère dirige également la réponse, en collaboration avec les partenaires du secteur, aux recommandations formulées dans le rapport de l'Enquête publique sur la sécurité des résidents des foyers de soins de longue durée.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Programme des foyers de soins de longue durée	4 621 100 800	4 392 297 200	228 803 600	4 328 367 817
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	4 621 100 800	4 392 297 200	228 803 600	4 328 367 817
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	250 000	250 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	250 000	250 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	4 621 350 800	4 392 547 200	228 803 600	4 328 367 817
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	Programme des soins de longue durée	20 430 000	20 431 000	(1 000)	20 430 959
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	20 430 000	20 431 000	(1 000)	20 430 959
	Total - Actifs de fonctionnement	20 430 000	20 431 000	(1 000)	20 430 959
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Programme des soins de longue durée	1 000	4 812 000	(4 811 000)	869 073
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	4 812 000	(4 811 000)	869 073
	Total - Charges d'immobilisations	1 000	4 812 000	(4 811 000)	869 073

PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE - CRÉDIT 4502, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
4502-1	Programme des foyers de soins de longue durée		
	Traitements et salaires		29 778 400
	Avantages sociaux		4 317 800
	Transports et communications		2 105 200
	Services		6 341 700
	Fournitures et matériel		136 200
	Paielements de transfert		
	Foyers de soins de longue durée - aménagement	102 511 000	
	Foyers de soins de longue durée - fonctionnement	4 475 910 500	4 578 421 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement		4 621 100 800
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		250 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de foyers de soins de longue durée		4 621 350 800
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
4502-10	Programme des soins de longue durée		
	Avances et montants récupérables		
	Foyers de soins de longue durée - fonctionnement		20 430 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		20 430 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme de foyers de soins de longue durée		20 430 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
4502-2	Programme des soins de longue durée		
	Autres opérations		1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme de foyers de soins de longue durée		1 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	4 393 862 314	4 328 367 817
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(3 100)	-
Total - Charges de fonctionnement redressées	4 393 859 214	4 328 367 817

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	20 431 000	20 430 959
Total - Actifs de fonctionnement redressés	20 431 000	20 430 959

*La rubrique Total - Actifs de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - actifs de fonctionnement.

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	4 812 000	869 073
Total - Charges d'immobilisations redressées	4 812 000	869 073

*La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges d'immobilisations.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

Le ministère des Affaires municipales et du Logement a pour objectifs d'assurer le leadership pour contribuer à assurer que les collectivités sont desservies par des administrations locales fortes et efficaces et que chaque Ontarien et chaque Ontarienne disposent d'un logement adapté à leurs besoins. Pour y parvenir, le ministère coordonne et met en œuvre les politiques et programmes du gouvernement de l'Ontario qui ont une incidence sur les municipalités; il gère les relations provinciales-municipales avec les intervenants municipaux, y compris l'Association of Municipalities of Ontario et la cité de Toronto, ainsi que les relations provinciales-entrepreneuriales avec des partenaires de premier plan en matière de croissance; il soutient les relations entre le gouvernement fédéral, le gouvernement provincial et les municipalités.

De plus, le ministère met au point et administre des politiques et des programmes à l'appui des domaines suivants : l'administration, la gouvernance et les finances municipales; l'amélioration des infrastructures; l'aménagement du territoire aux niveaux municipal et provincial; la gestion de la croissance; la réglementation de la construction; les logements communautaires et les logements à but lucratif, y compris la réglementation des locations résidentielles et les programmes de prévention de l'itinérance et de logement. Le ministère administre l'aide financière aux collectivités et aux particuliers admissibles lorsque survient une catastrophe ou une situation d'urgence.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1901	Programme d'administration du ministère	22 200 500	22 938 100	(737 600)	23 806 906
1902	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment	21 832 100	32 202 200	(10 370 100)	32 549 653
1903	Administrations locales et politiques d'aménagement	31 654 100	16 638 600	15 015 500	217 681 334
1904	Programme de logement	926 607 200	865 535 800	61 071 400	901 620 097
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		1 002 293 900	937 314 700	64 979 200	1 175 657 990
	Crédits législatifs	84 187	84 187	-	90 612
	Total du ministère - Charges de fonctionnement	1 002 378 087	937 398 887	64 979 200	1 175 748 602
	Redressement de consolidation - débetures pour les logements publics - intérêts sur la dette	(5 016 400)	-	(5 016 400)	-
	Redressement de consolidation pour les charges de fonctionnement - Société ontarienne d'hypothèques et de logement	(97 199 500)	-	(97 199 500)	-
	Redressement de consolidation - Société ontarienne d'hypothèques et de logement	(1 000)	(60 197 600)	60 196 600	(59 223 554)
	Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(956 300)	(6 100 600)	5 144 300	(5 809 426)
	Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	-	-	-	(1 345 709)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		899 204 887	871 100 687	28 104 200	1 109 369 913

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
1901	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
1902	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment	500 000	-	500 000	-
1904	Programme de logement	291 800	-	291 800	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	792 800	1 000	791 800	-
	Total du ministère - Actifs de fonctionnement	792 800	1 000	791 800	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
1901	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
1902	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment	2 000	26 406 100	(26 404 100)	8 467 225
1904	Programme de logement	161 110 600	218 729 400	(57 618 800)	363 814 459
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	161 113 600	245 136 500	(84 022 900)	372 281 684
	Crédits législatifs	636 500	437 000	199 500	211 375
	Total du ministère - Charges d'immobilisations	161 750 100	245 573 500	(83 823 400)	372 493 059
	Redressement de consolidation pour les charges d'immobilisations - Société ontarienne d'hypothèques et de logement - Redressement de consolidation - Société ontarienne d'hypothèques et de logement	(1 000)	(6 204 200)	6 203 200	(3 284 289)
	Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	-	-	-	(358 290)
	Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	123 854 300	239 369 300	(115 515 000)	368 850 480
BIENS IMMOBILISÉS					
1904	Programme de logement	-	1 396 500	(1 396 500)	1 600 361
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	-	1 396 500	(1 396 500)	1 600 361
	Total du ministère - Biens immobilisés	-	1 396 500	(1 396 500)	1 600 361
	Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	1 023 059 187	1 110 469 987	(87 410 800)	1 478 220 393

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1901

Les objectifs de ce programme sont les suivants : orienter, diriger, coordonner et contrôler l'ensemble des obligations des organismes centraux (y compris la conformité avec les lois et les règlements), les programmes organisationnels et les activités du ministère; fournir du soutien efficace en communication et dans la gestion des dossiers; fournir au ministère, de façon efficace et efficiente, des conseils stratégiques, des services et conseils juridiques, des services de planification des activités et des ressources, des services ministériels de gestion des situations d'urgence et de la sécurité, du soutien en gestion du risque et en gestion de la prestation des services; mettre en place des mécanismes de contrôle et de vérification des dépenses, des normes en matière de rapports et de gestion, des normes de service et des méthodes d'évaluation des résultats; surveiller l'utilisation des ressources humaines et financières, des ressources en gestion de l'information et en technologie de l'information et des biens matériels du ministère. Le programme offre également des services de gestion et de soutien opérationnel au ministère et à ses organismes.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	22 200 500	22 938 100	(737 600)	23 806 906
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	22 200 500	22 938 100	(737 600)	23 806 906
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	61 352
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346	32 346	-	29 260
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	81 187	81 187	-	90 612
	Total - Charges de fonctionnement	22 281 687	23 019 287	(737 600)	23 897 518
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	Débiteurs	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Administration du ministère – immobilisations	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1901, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1901-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		11 032 200
	Avantages sociaux		1 196 900
	Transports et communications		376 000
	Services		8 899 300
	Fournitures et matériel		696 100
	Total à voter - Charges de fonctionnement		22 200 500
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	3 031 900	
	Avantages sociaux	293 200	
	Transports et communications	223 300	
	Services	164 100	
	Fournitures et matériel	83 000	3 795 500
<i>Services de communication</i>			
	Traitements et salaires	2 573 200	
	Avantages sociaux	262 700	
	Transports et communications	5 800	
	Services	127 900	
	Fournitures et matériel	2 200	2 971 800
<i>Services financiers et administratifs</i>			
	Traitements et salaires	3 982 300	
	Avantages sociaux	450 200	
	Transports et communications	4 500	
	Services	1 279 500	
	Fournitures et matériel	2 900	5 719 400
<i>Ressources humaines</i>			
	Traitements et salaires	1 404 800	
	Avantages sociaux	190 800	
	Transports et communications	5 100	
	Services	300	
	Fournitures et matériel	2 500	1 603 500

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1901, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Services juridiques</i>		
	Traitements et salaires	40 000	
	Transports et communications	31 900	
	Services	5 314 300	
	Fournitures et matériel	72 200	5 458 400
	<i>Systèmes informatiques</i>		
	Transports et communications	105 400	
	Services	2 013 200	
	Fournitures et matériel	533 300	2 651 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement		22 200 500
	Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		32 346
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		22 281 687
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
1901-10	Débiteurs		
	Avances et montants récupérables		
	Avances et montants récupérables - recouvrements en cours d'exercice		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		1 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1901-2	Administration du ministère – immobilisations		
	Autres opérations		1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministère		1 000

SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT - CRÉDIT 1902

Ce programme a pour objectifs de bâtir des administrations locales puissantes, d'encourager des collectivités bien planifiées, sûres, complètes et florissantes et d'accroître l'offre de logements par la participation directe des clients municipaux responsables de la prestation des services et de la mise en œuvre des programmes se rattachant aux activités essentielles liées aux services aux municipalités et à la réglementation du bâtiment. Il est aussi le principal point de contact de la province avec le secteur de la construction relativement aux questions liées au Code du bâtiment de l'Ontario. Ses grandes priorités sont les suivantes : superviser la mise en œuvre de la *Loi sur les municipalités*, de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, de la *Loi sur les services de logement*, de la *Loi sur le code du bâtiment* ainsi que de la législation, de la réglementation, des politiques et des programmes connexes; renforcer les capacités municipales afin d'atteindre la viabilité financière, la prospérité et la résilience; diriger l'aménagement du territoire à guichet unique de la province et aider les municipalités à exercer tous leurs pouvoirs en matière d'aménagement et de gestion de la croissance; protéger la sécurité publique dans les bâtiments. Ce programme comprend les programmes provinciaux d'aide en cas de catastrophe et gère le Programme de gestion des situations d'urgence du ministère mis sur pied en vertu d'un décret.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
4	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment	21 832 100	32 202 200	(10 370 100)	32 549 653
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	21 832 100	32 202 200	(10 370 100)	32 549 653
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	21 833 100	32 203 200	(10 370 100)	32 549 653
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	Avances et montants récupérables	500 000	-	500 000	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	500 000	-	500 000	-
	Total - Actifs de fonctionnement	500 000	-	500 000	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment	2 000	26 406 100	(26 404 100)	8 467 225
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	2 000	26 406 100	(26 404 100)	8 467 225
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	26 406 100	(26 404 100)	8 467 225

SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT - CRÉDIT 1902, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1902-4	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment		
	Traitements et salaires		15 155 600
	Avantages sociaux		1 571 100
	Transports et communications		633 100
	Services		2 420 400
	Fournitures et matériel		143 000
	Paiements de transfert		
	Programme d'aide aux sinistrés pour la reprise après une catastrophe	1 000	
	Programme d'aide aux municipalités pour la reprise après une catastrophe	1 000	
	Paiements en vertu de la <i>Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités</i>	85 179 000	
	Impôts sur les propriétés provinciales louées en vertu de la <i>Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités</i>	9 181 000	
	Aide au Conseil de la zone de développement de Moosonee	1 555 900	
	Projets prioritaires pour les municipalités et les organisations municipales	1 000	
	Aide aux conseils d'aménagement	350 000	96 268 900
	Total partiel		116 192 100
	Moins : Recouvrements		94 360 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		21 832 100
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Services aux municipalités et réglementation du bâtiment		21 833 100
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
1902-10	Avances et montants récupérables		
	Avances et montants récupérables		500 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		500 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Services aux municipalités et réglementation du bâtiment		500 000

SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT - CRÉDIT 1902, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1902-3	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment		
	Paiements de transfert		
	Programme d'aide aux municipalités pour la reprise après une catastrophe	1 000	
	Projets prioritaires pour les municipalités et les organisations municipales	1 000	2 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		2 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Services aux municipalités et réglementation du bâtiment		2 000

ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT - CRÉDIT 1903

L'objectif de ce programme est de veiller à ce que les municipalités urbaines et rurales de l'Ontario soient des collectivités sécuritaires, solides et complètes jouissant d'économies locales dynamiques qui sont bien planifiées, durables et saines, qui offrent une meilleure qualité de vie et qui fournissent de manière rapide et efficiente des services à leurs résidents et leurs entreprises. Le programme des administrations locales et des politiques d'aménagement contribue à un cadre à long terme pour les politiques, les programmes, l'administration et la législation qui améliore la responsabilisation, la transparence et l'efficacité des administrations locales et des processus démocratiques. Ce programme inclut notamment la surveillance de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, de la Déclaration de principes provinciale, de la *Loi de 2001 sur les municipalités* et de la *Loi de 2005 sur les zones de croissance*, ainsi que des politiques de réglementation propres à certaines régions comme le Plan de croissance de la région élargie du Golden Horseshoe, le Plan de la ceinture de verdure et le Plan de conservation de la moraine d'Oak Ridges. Le programme fournit le cadre législatif et les outils nécessaires pour les élections municipales et pour des administrations municipales responsables et efficaces. Il soutient les investissements dans l'infrastructure et le développement économique ainsi que la protection de l'environnement, la préservation des terres agricoles et la conservation des espaces verts. Il propose également, par la législation et les politiques d'aménagement du territoire, un cadre pour la planification, la gestion de la croissance et les approbations des demandes d'aménagement soutenant la résilience dynamique de l'infrastructure, des logements et des emplois. Le programme fournit des outils permettant d'améliorer la prestation de services à l'échelon local, de réduire les coûts, d'atteindre la viabilité financière et d'améliorer la reddition des comptes aux contribuables. Grâce au programme, des partenariats efficaces avec les municipalités, les entreprises, les organisations non gouvernementales, les Autochtones, d'autres ministères et d'autres administrations sont établis et entretenus. Tout ce travail fondé sur des politiques et des programmes est guidé par une approche fondée sur les partenariats et par une participation, une information et une consultation réelles.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
7	Administrations locales et politiques d'aménagement	26 142 200	10 430 800	15 711 400	213 280 159
10	Secrétariat des initiatives Fonds de croissance de l'Ontario	5 511 900	6 207 800	(695 900)	4 401 175
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		31 654 100	16 638 600	15 015 500	217 681 334
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
Total - Crédits législatifs		1 000	1 000	-	-
Total - Charges de fonctionnement		31 655 100	16 639 600	15 015 500	217 681 334

ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT - CRÉDIT 1903, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1903-7	Administrations locales et politiques d'aménagement		
	Traitements et salaires		9 049 900
	Avantages sociaux		791 300
	Transports et communications		394 700
	Services		699 700
	Fournitures et matériel		106 600
	Paielements de transfert		
	Programme pour la modernisation au niveau municipal	15 000 000	
	Subvention pour la recherche et l'analyse – données sur les municipalités	100 000	15 100 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		26 142 200
1903-10	Secrétariat des initiatives Fonds de croissance de l'Ontario		
	Traitements et salaires		3 318 300
	Avantages sociaux		439 700
	Transports et communications		188 000
	Services		1 439 500
	Fournitures et matériel		126 400
	Total à voter - Charges de fonctionnement		5 511 900
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Administrations locales et politiques d'aménagement		31 655 100

PROGRAMME DE LOGEMENT - CRÉDIT 1904

Ce programme a pour objectifs d'honorer les engagements du gouvernement en matière de logement communautaire, de prévention de l'itinérance et de logement du marché. Cela inclut les activités suivantes : dialoguer avec les intervenants sur les possibilités de renforcer les logements avec services de soutien; diriger l'apport de modifications aux politiques et à la législation afin d'accroître l'offre de logements et l'abordabilité; soutenir la vente de biens excédentaires du gouvernement; créer un cadre réglementaire qui protège les locataires et les locateurs et encourage l'entretien et l'investissement dans le secteur du logement locatif neuf; soutenir les municipalités, les fournisseurs de logements et autres intervenants indépendants afin de les aider à s'acquitter de leurs responsabilités en matière de logement. Pour atteindre ces objectifs, le programme offre un éventail complet de services : élaboration de politiques, conception et exécution de programmes, règlement des plaintes et application des décisions et financement des programmes de logement.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2	Logement communautaire et logement à but lucratif	924 788 600	864 117 200	60 671 400	899 734 319
3	Location à usage d'habitation	1 818 600	1 418 600	400 000	1 885 778
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	926 607 200	865 535 800	61 071 400	901 620 097
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	926 608 200	865 536 800	61 071 400	901 620 097
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	Avances et montants récupérables	291 800	-	291 800	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	291 800	-	291 800	-
	Total - Actifs de fonctionnement	291 800	-	291 800	-

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Logement communautaire et logement à but lucratif — immobilisations	161 109 600	218 728 400	(57 618 800)	363 814 459
5	Logement communautaire et logement à but lucratif — immobilisations, charges liées aux biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		161 110 600	218 729 400	(57 618 800)	363 814 459
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	636 500	437 000	199 500	211 375
Total - Crédits législatifs		636 500	437 000	199 500	211 375
Total - Charges d'immobilisations		161 747 100	219 166 400	(57 419 300)	364 025 834
BIENS IMMOBILISÉS					
-	Logement communautaire et logement à but lucratif - immobilisations	-	1 396 500	(1 396 500)	1 600 361
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		-	1 396 500	(1 396 500)	1 600 361
Total - Biens immobilisés		-	1 396 500	(1 396 500)	1 600 361

PROGRAMME DE LOGEMENT - CRÉDIT 1904, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1904-2	Logement communautaire et logement à but lucratif		
	Traitements et salaires		11 546 800
	Avantages sociaux		1 525 300
	Transports et communications		64 300
	Services		3 098 400
	Fournitures et matériel		66 200
	Paiements de transfert		
	Programmes relatifs au logement communautaire	350 826 900	
	Programmes relatifs à l'itinérance	401 707 200	
	Initiatives relatives aux Autochtones et au logement communautaire	8 473 300	
	Programmes de la Stratégie nationale sur le logement	88 001 800	
	Paiements à la Société ontarienne d'hypothèques et de logement	1 000	849 010 200
	Autres opérations		97 199 500
	Total partiel		962 510 700
	Moins : Recouvrements		37 722 100
	Total à voter - Charges de fonctionnement		924 788 600
1904-3	Location à usage d'habitation		
	Traitements et salaires		1 573 800
	Avantages sociaux		133 500
	Transports et communications		85 200
	Services		7 300
	Fournitures et matériel		18 800
	Total à voter - Charges de fonctionnement		1 818 600
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de logement		926 608 200
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
1904-10	Avances et montants récupérables		
	Avances et montants récupérables		291 800
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		291 800
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme de logement		291 800

PROGRAMME DE LOGEMENT - CRÉDIT 1904, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1904-4	Logement communautaire et logement à but lucratif — immobilisations		
	Paiements de transfert		
	Programmes relatifs au logement communautaire	16 848 300	
	Programmes relatifs à l'itinérance	8 619 100	
	Programmes de la Stratégie nationale sur le logement	97 744 400	
	Charges d'immobilisations - Société ontarienne d'hypothèques et de logement	1 000	
	Terres provinciales - vente	1 000	
	Terres provinciales - location	1 000	123 214 800
	Autres opérations		37 894 800
	Total à voter - Charges d'immobilisations		161 109 600
1904-5	Logement communautaire et logement à but lucratif — immobilisations, charges liées aux biens immobilisés		
	Autres opérations		1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		1 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>		636 500
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme de logement		161 747 100

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	938 380 987	1 176 646 434
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(982 100)	(897 832)
Total - Charges de fonctionnement redressées	937 398 887	1 175 748 602

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

Le ministère supervise la gestion et la préservation des richesses naturelles de l'Ontario, notamment les forêts, les pêches, la faune, les agrégats minéraux, les ressources pétrolières et les terres de la Couronne.

La vision du ministère est de promouvoir un environnement sain et naturellement divers qui rend possible le développement durable en Ontario et qui y contribue.

La mission du ministère est de gérer et protéger les richesses naturelles de la province de manière durable afin que les générations futures puissent elles aussi en profiter et les utiliser.

Le ministère réalise sa vision et sa mission en diffusant les connaissances sur les richesses naturelles de l'Ontario, leur gestion et les possibilités d'en profiter, en renforçant la gestion de ces richesses pour en garantir l'intégrité et la résilience de l'environnement et en élargissant les retombées économiques liées aux richesses naturelles par l'innovation et une gestion viable de celles-ci.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2101	Programme d'administration du ministère	33 447 200	37 352 200	(3 905 000)	44 891 902
2103	Programme de gestion des richesses naturelles	277 494 600	301 672 700	(24 178 100)	310 502 008
2104	Protection du public	130 679 400	100 596 000	30 083 400	235 377 866
2105	Programme ITI - Groupement pour les terres et les ressources	28 185 600	30 709 500	(2 523 900)	28 808 325
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		469 806 800	470 330 400	(523 600)	619 580 101
Crédits législatifs		5 167 014	5 167 014	-	345 703
Total du ministère - Charges de fonctionnement		474 973 814	475 497 414	(523 600)	619 925 804
Redressement des charges de fonctionnement - Comptes à des fins particulières pour la protection du poisson et de la faune		75 000 000	71 820 000	3 180 000	76 264 852
Redressement des charges de fonctionnement - Reclassement lié au compte de liquidation du programme de plafonnement et d'échange		-	-	-	4 744 893
Redressement de consolidation - Agence de foresterie du parc Algonquin		23 918 500	24 205 000	(286 500)	22 898 066
Redressement de consolidation - Fonds de reboisement		58 082 000	62 798 000	(4 716 000)	2 798 984
Redressement des charges de fonctionnement - Recouvrements en vertu de l'article 15		-	-	-	5 191 957
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général		(19 043 200)	(33 636 300)	14 593 100	(32 711 783)
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier		-	-	-	(1 288 260)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		612 931 114	600 684 114	12 247 000	697 824 513

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2101	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
2103	Programme de gestion des richesses naturelles	4 824 000	2 883 000	1 941 000	4 228 100
2104	Protection du public	49 500	40 800	8 700	43 476
2105	Programme ITI - Groupement pour les terres et les ressources	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		4 875 500	2 925 800	1 949 700	4 271 576
Total du ministère - Actifs de fonctionnement		4 875 500	2 925 800	1 949 700	4 271 576
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2103	Programme de gestion des richesses naturelles	16 859 600	12 178 500	4 681 100	16 646 632
2104	Protection du public	1 236 500	1 904 200	(667 700)	3 013 360
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		18 096 100	14 082 700	4 013 400	19 659 992
Crédits législatifs		19 997 100	17 823 300	2 173 800	13 689 332
Total du ministère - Charges d'immobilisations		38 093 200	31 906 000	6 187 200	33 349 324
Redressement de consolidation - Agence de foresterie du parc Algonquin		241 500	210 000	31 500	182 191
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général		-	-	-	(18 169 660)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		38 334 700	32 116 000	6 218 700	15 361 855
BIENS IMMOBILISÉS					
2103	Programme de gestion des richesses naturelles	34 255 300	27 835 100	6 420 200	17 339 848
2104	Protection du public	15 608 400	21 100 500	(5 492 100)	12 676 515
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		49 863 700	48 935 600	928 100	30 016 363
Total du ministère - Biens immobilisés		49 863 700	48 935 600	928 100	30 016 363
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)		651 265 814	632 800 114	18 465 700	713 186 368

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2101

Le programme d'administration offre aux secteurs d'activités son leadership en matière de gestion stratégique ainsi que des conseils, des avis juridiques, des services de communications et des services administratifs.

Il offre aussi son leadership et ses conseils pour la planification opérationnelle, la gestion financière, le contrôle financier et la gestion des ressources humaines.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	33 447 200	37 352 200	(3 905 000)	44 891 902
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	33 447 200	37 352 200	(3 905 000)	44 891 902
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	12 593
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	65 014	65 014	-	61 894
	Total - Charges de fonctionnement	33 512 214	37 417 214	(3 905 000)	44 953 796
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	Débiteurs	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2101, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2101-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		18 550 600
	Avantages sociaux		5 278 600
	Transports et communications		902 000
	Services		9 456 100
	Fournitures et matériel		423 100
	Paielements de transfert		
	Programmes d'emploi des jeunes		335 300
	Total partiel		34 945 700
	Moins : Recouvrements		1 498 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement		33 447 200
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	3 857 400	
	Avantages sociaux	414 600	
	Transports et communications	256 100	
	Services	288 800	
	Fournitures et matériel	46 000	4 862 900
<i>Finances et administration</i>			
	Traitements et salaires	3 676 200	
	Avantages sociaux	410 300	
	Transports et communications	196 600	
	Services	3 661 500	
	Fournitures et matériel	92 100	8 036 700
<i>Ressources humaines</i>			
	Traitements et salaires	6 207 600	
	Avantages sociaux	3 752 600	
	Transports et communications	114 300	
	Services	698 800	
	Fournitures et matériel	60 000	
	Paielements de transfert		
	Programmes d'emploi des jeunes	335 300	
	Total partiel	11 168 600	

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2101, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	Moins : Recouvrements	1 498 500	9 670 100
	<i>Services de communication</i>		
	Traitements et salaires	2 929 400	
	Avantages sociaux	458 800	
	Transports et communications	100 000	
	Services	527 000	
	Fournitures et matériel	100 000	4 115 200
	<i>Services juridiques</i>		
	Traitements et salaires	150 000	
	Transports et communications	135 000	
	Services	4 021 000	
	Fournitures et matériel	65 000	4 371 000
	<i>Commission de l'escarpement du Niagara</i>		
	Traitements et salaires	1 730 000	
	Avantages sociaux	242 300	
	Transports et communications	100 000	
	Services	259 000	
	Fournitures et matériel	60 000	2 391 300
	Total à voter - Charges de fonctionnement		33 447 200
	Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 173
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		33 512 214

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2101, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	
2101-10	Débiteurs	
	Avances et montants récupérables	
	Avances et montants récupérables - recouvrements en cours d'exercice	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère	1 000

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES - CRÉDIT 2103

Le Programme de gestion des richesses naturelles dirige et supervise la gestion des forêts, des terres de la Couronne, de l'eau, de l'énergie renouvelable et des ressources en agrégats et en pétrole de l'Ontario par l'élaboration, la mise en œuvre et l'amélioration des lois, politiques, programmes, systèmes d'information et normes.

Le Programme s'attache à veiller à la vigueur et la viabilité de l'industrie forestière en Ontario et à favoriser un environnement d'affaires compétitif en faisant la promotion des emplois et des investissements dans le secteur forestier.

Le Programme dirige et supervise également la gestion des ressources fauniques et halieutiques de l'Ontario afin de promouvoir un environnement sain et durable, de préserver la biodiversité et d'élargir les possibilités de loisirs de plein air.

De plus, le Programme dirige et supervise la gestion des actifs d'infrastructure tels les installations piscicoles, des terres de la Couronne, de l'eau et d'autres investissements dans l'infrastructure comme l'élaboration et l'application de l'information géographique et terrestre et l'infrastructure nécessaire pour partager cette information aux fins de l'exécution des programmes du ministère.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Gestion durable des ressources	277 494 600	301 672 700	(24 178 100)	310 502 008
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	277 494 600	301 672 700	(24 178 100)	310 502 008
L	Fonds de reboisement, <i>Loi de 1994 sur la durabilité des forêts de la Couronne</i>	1 000	1 000	-	-
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	5 091 000	5 091 000	-	283 809
	Total - Crédits législatifs	5 092 000	5 092 000	-	283 809
	Total - Charges de fonctionnement	282 586 600	306 764 700	(24 178 100)	310 785 817

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
5	Gestion des richesses naturelles — actif de fonctionnement	4 824 000	2 883 000	1 941 000	4 228 100
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		4 824 000	2 883 000	1 941 000	4 228 100
Total - Actifs de fonctionnement		4 824 000	2 883 000	1 941 000	4 228 100
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles	16 858 600	12 177 500	4 681 100	16 646 632
6	Assainissement de l'environnement	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		16 859 600	12 178 500	4 681 100	16 646 632
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	12 110 100	11 144 300	965 800	9 690 568
Total - Crédits législatifs		12 110 100	11 144 300	965 800	9 690 568
Total - Charges d'immobilisations		28 969 700	23 322 800	5 646 900	26 337 200
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles — biens immobilisés	34 255 300	27 835 100	6 420 200	17 339 848
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		34 255 300	27 835 100	6 420 200	17 339 848
Total - Biens immobilisés		34 255 300	27 835 100	6 420 200	17 339 848

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES - CRÉDIT 2103, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2103-1	Gestion durable des ressources		
	Traitements et salaires		167 288 500
	Avantages sociaux		25 645 000
	Transports et communications		12 707 800
	Services		133 198 700
	Fournitures et matériel		10 548 800
	Paiements de transfert		
	Partage des recettes liées à l'exploitation des ressources forestières	12 128 700	
	Politiques relatives aux richesses naturelles et intendance des ressources	1 328 000	
	Initiatives pour le secteur forestier	8 555 000	
	Soutien à l'exploitation de la région des lacs expérimentaux	2 000 000	
	Services provinciaux - intendance des ressources	520 000	
	Programmes de soutien aux opérations régionales	9 297 200	
	Programme du Grand Nord	1 500 000	
	Protection du poisson et de la faune - intendance des ressources	202 500	35 531 400
	Total partiel		384 920 200
	Moins : Recouvrements		107 425 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement		277 494 600
Sous-postes :			
Cartographie et information géographique			
	Traitements et salaires	8 193 100	
	Avantages sociaux	1 192 400	
	Transports et communications	190 200	
	Services	2 895 000	
	Fournitures et matériel	177 000	
	Total partiel	12 647 700	
	Moins : Recouvrements	5 700 000	6 947 700

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES - CRÉDIT 2103, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Politiques et planification			
Traitements et salaires		16 918 500	
Avantages sociaux		2 590 000	
Transports et communications		1 379 700	
Services		3 638 600	
Fournitures et matériel		428 500	
Paiements de transfert			
Politiques relatives aux richesses naturelles et intendance des ressources		1 328 000	26 283 300
Industrie forestière			
Traitements et salaires		8 040 700	
Avantages sociaux		1 160 400	
Transports et communications		707 000	
Services		50 770 800	
Fournitures et matériel		337 800	
Paiements de transfert			
Partage des recettes liées à l'exploitation des ressources forestières	12 128 700		
Initiatives pour le secteur forestier	8 555 000	20 683 700	81 700 400
Services provinciaux - sciences et recherche			
Traitements et salaires		31 675 900	
Avantages sociaux		4 566 800	
Transports et communications		1 908 600	
Services		19 522 300	
Fournitures et matériel		4 442 600	
Paiements de transfert			
Soutien à l'exploitation de la région des lacs expérimentaux	2 000 000		
Services provinciaux - intendance des ressources	520 000	2 520 000	
Total partiel		64 636 200	
Moins : Recouvrements		20 670 000	43 966 200

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES - CRÉDIT 2103, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Opérations régionales			
	Traitements et salaires	61 983 500	
	Avantages sociaux	10 070 800	
	Transports et communications	4 613 000	
	Services	24 790 300	
	Fournitures et matériel	2 618 200	
	Paielements de transfert		
	Programmes de soutien aux opérations régionales	9 297 200	
	Programme du Grand Nord	1 500 000	10 797 200
	Total partiel	114 873 000	
	Moins : Recouvrements	6 055 600	108 817 400
Fonds spéciaux pour la protection du poisson et de la faune			
	Traitements et salaires	40 476 800	
	Avantages sociaux	6 064 600	
	Transports et communications	3 909 300	
	Services	21 803 100	
	Fournitures et matériel	2 544 700	
	Paielements de transfert		
	Protection du poisson et de la faune - intendance des ressources	202 500	
	Total partiel	75 001 000	
	Moins : Recouvrements	75 000 000	1 000
Administration du programme			
	Services	9 778 600	9 778 600
Total à voter - Charges de fonctionnement			277 494 600
Crédits législatifs			
	Paielements de transfert		
L	Fonds de reboisement, Loi de 1994 sur la durabilité des forêts de la Couronne		2 000
	Moins : Recouvrements		1 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière		5 091 000
Total (Charges de fonctionnement) - Programme de gestion des richesses naturelles			282 586 600

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES - CRÉDIT 2103, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
2103-5	Gestion des richesses naturelles — actif de fonctionnement		
	Dépôts et charges payées d'avance		4 823 000
	Inventaire détenu à des fins de revente		2 000
	Total partiel		4 825 000
	Moins : Recouvrements		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		4 824 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme de gestion des richesses naturelles		4 824 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2103-3	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles		
	Transports et communications		37 400
	Services		11 632 800
	Fournitures et matériel		2 791 400
	Paielements de transfert		
	Infrastructure des offices de protection de la nature	5 000 000	
	Cession de biens immobiliers à une valeur inférieure à celle du marché	1 000	5 001 000
	Total partiel		19 462 600
	Moins : Recouvrements		2 604 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		16 858 600
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Services provinciaux - sciences et recherche</i>			
	Transports et communications	35 000	
	Services	194 900	
	Fournitures et matériel	2 442 700	2 672 600
<i>Opérations régionales</i>			
	Transports et communications	2 400	
	Services	8 682 900	
	Fournitures et matériel	268 700	
	Paielements de transfert		
	Infrastructure des offices de protection de la nature	5 000 000	
	Total partiel	13 954 000	
	Moins : Recouvrements	2 604 000	11 350 000

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES - CRÉDIT 2103, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
	<i>Industrie forestière</i>		
	Services	156 000	156 000
	<i>Infrastructure de soutien ministériel</i>		
	Services	2 599 000	
	Fournitures et matériel	80 000	
	Paielements de transfert		
	Cession de biens immobiliers à une valeur inférieure à celle du marché	1 000	2 680 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		16 858 600
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>		12 110 100
2103-6	Assainissement de l'environnement		
	Services		1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme de gestion des richesses naturelles		28 969 700

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES - CRÉDIT 2103, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
BIENS IMMOBILISÉS			
2103-4	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles — biens immobilisés		
	Immeubles - coûts relatifs aux biens immobilisés	10 051 300	
	Infrastructure des transports - coûts relatifs aux biens immobilisés	6 001 000	
	Améliorations locatives	1 360 000	
	Barrages et ouvrages d'art - coûts relatifs aux biens immobilisés	13 689 000	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	553 000	
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	2 601 000	
	Total à voter - Biens immobilisés	34 255 300	
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Services provinciaux - sciences et recherche</i>			
	Immeubles - coûts relatifs aux biens immobilisés	3 671 300	
	Barrages et ouvrages d'art - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	3 000	
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	2 601 000	6 276 300
<i>Opérations régionales</i>			
	Infrastructure des transports - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000	
	Barrages et ouvrages d'art - coûts relatifs aux biens immobilisés	13 688 000	13 689 000
<i>Industrie forestière</i>			
	Infrastructure des transports - coûts relatifs aux biens immobilisés	6 000 000	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	300 000	6 300 000
<i>Infrastructure de soutien ministériel</i>			
	Immeubles - coûts relatifs aux biens immobilisés	6 380 000	
	Améliorations locatives	1 360 000	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	250 000	7 990 000
	Total à voter - Biens immobilisés	34 255 300	
	Total (Biens immobilisés) - Programme de gestion des richesses naturelles	34 255 300	

PROTECTION DU PUBLIC - CRÉDIT 2104

Le programme de protection du public guide les activités du Programme de gestion des situations d'urgence du ministère en matière de protection du public et des biens dans les circonstances suivantes : feux de végétation; inondations; sécheresse; érosion; instabilité du sol et de l'assise rocheuse; prospection de pétrole brut et de gaz naturel (y compris l'entreposage souterrain de gaz naturel et d'hydrocarbures); situations d'urgence résultant de l'extraction de soluté salin; autres situations d'urgence importantes à l'échelle provinciale pour lesquelles de l'aide est nécessaire.

Le programme assure également la planification et la prestation, directe et indirecte, des services de transport aériens non réguliers pour le compte du gouvernement de l'Ontario.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Protection du public	130 679 400	100 596 000	30 083 400	235 377 866
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	130 679 400	100 596 000	30 083 400	235 377 866
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	10 000	10 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	10 000	10 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	130 689 400	100 606 000	30 083 400	235 377 866
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3	Sécurité publique et intervention en cas d'urgence — actifs de fonctionnement	49 500	40 800	8 700	43 476
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	49 500	40 800	8 700	43 476
	Total - Actifs de fonctionnement	49 500	40 800	8 700	43 476

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
5	Infrastructure pour la sécurité publique et l'intervention en cas d'urgence	1 236 500	1 904 200	(667 700)	3 013 360
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		1 236 500	1 904 200	(667 700)	3 013 360
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	7 887 000	6 679 000	1 208 000	3 998 764
	Total - Crédits législatifs	7 887 000	6 679 000	1 208 000	3 998 764
Total - Charges d'immobilisations		9 123 500	8 583 200	540 300	7 012 124
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Sécurité publique et intervention en cas d'urgence — biens immobilisés	15 608 400	21 100 500	(5 492 100)	12 676 515
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		15 608 400	21 100 500	(5 492 100)	12 676 515
Total - Biens immobilisés		15 608 400	21 100 500	(5 492 100)	12 676 515

PROTECTION DU PUBLIC - CRÉDIT 2104, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2104-1	Protection du public		
	Traitements et salaires	70 869 800	
	Avantages sociaux	10 302 700	
	Transports et communications	5 529 500	
	Services	78 328 800	
	Fournitures et matériel	8 517 800	
	Paielements de transfert		
	Initiative ontarienne Collectivités Intelli-feu	200 000	
	Total partiel	173 748 600	
	Moins : Recouvrements	43 069 200	
	Total à voter - Charges de fonctionnement	130 679 400	
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Sécurité publique et intervention en cas d'urgence</i>			
	Traitements et salaires	28 390 800	
	Avantages sociaux	4 536 400	
	Transports et communications	2 130 600	
	Services	22 653 100	
	Fournitures et matériel	5 085 300	
	Total partiel	62 796 200	
	Moins : Recouvrements	32 068 200	30 728 000
<i>Lutte d'urgence contre les incendies</i>			
	Traitements et salaires	42 479 000	
	Avantages sociaux	5 766 300	
	Transports et communications	3 398 900	
	Services	55 675 700	
	Fournitures et matériel	3 432 500	
	Paielements de transfert		
	Initiative ontarienne Collectivités Intelli-feu	200 000	
	Total partiel	110 952 400	
	Moins : Recouvrements	11 001 000	99 951 400
	Total à voter - Charges de fonctionnement	130 679 400	

PROTECTION DU PUBLIC - CRÉDIT 2104, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	10 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Protection du public	130 689 400
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	
2104-3	Sécurité publique et intervention en cas d'urgence — actifs de fonctionnement	
	Dépôts et charges payées d'avance	49 500
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	49 500
	Total (Actifs de fonctionnement) - Protection du public	49 500
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
2104-5	Infrastructure pour la sécurité publique et l'intervention en cas d'urgence	
	Services	326 000
	Fournitures et matériel	909 500
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 236 500
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	7 887 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Protection du public	9 123 500
	BIENS IMMOBILISÉS	
2104-4	Sécurité publique et intervention en cas d'urgence — biens immobilisés	
	Immeubles - traitements et salaires	244 200
	Immeubles - avantages sociaux	23 200
	Immeubles - coûts relatifs aux biens immobilisés	12 481 700
	Barrages et ouvrages d'art - coûts relatifs aux biens immobilisés	542 300
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Avions - coûts relatifs aux biens immobilisés	2 315 000
	Total à voter - Biens immobilisés	15 608 400
	Total (Biens immobilisés) - Protection du public	15 608 400

PROGRAMME ITI - GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES - CRÉDIT 2105

Le Groupement pour les terres et les ressources assure la prestation des programmes et offre son leadership pour l'élaboration et l'application de la technologie de l'information et de la gestion de l'information aux ministères qui sont ses clients, à savoir : Richesses naturelles et Forêts, Affaires autochtones, Environnement, Protection de la nature et Parcs, Agriculture, Alimentation et Affaires rurales et Énergie, Développement du Nord et Mines. Il est chargé de mettre en place une infrastructure de technologie de l'information intégrée pour faciliter et rationaliser les activités du gouvernement grâce à la prestation électronique des services et d'améliorer les services publics grâce aux affaires électroniques et aux services gouvernementaux en direct.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE Nº	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	ITI – Groupement pour les terres et les ressources	28 185 600	30 709 500	(2 523 900)	28 808 325
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	28 185 600	30 709 500	(2 523 900)	28 808 325
	Total - Charges de fonctionnement	28 185 600	30 709 500	(2 523 900)	28 808 325
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Groupement ITI pour les terres et les ressources	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME ITI - GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES - CRÉDIT 2105, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2105-1	ITI – Groupement pour les terres et les ressources	
	Traitements et salaires	20 802 400
	Avantages sociaux	2 873 200
	Transports et communications	1 209 500
	Services	52 954 400
	Fournitures et matériel	604 800
	Total partiel	78 444 300
	Moins : Recouvrements	50 258 700
	Total à voter - Charges de fonctionnement	28 185 600
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme ITI - Groupement pour les terres et les ressources	28 185 600
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2105-2	Groupement ITI pour les terres et les ressources	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme ITI - Groupement pour les terres et les ressources	1 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	481 312 914	651 680 192
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(5 815 500)	(31 754 388)
Total - Charges de fonctionnement redressées	475 497 414	619 925 804

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	31 906 000	45 000 193
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions à d'autres ministères	-	(11 650 869)
Total - Charges d'immobilisations redressées	31 906 000	33 349 324

*La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges d'immobilisations.

BIENS IMMOBILISÉS	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Total - Biens immobilisés (données publiées antérieurement*)	48 935 600	34 529 483
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions à d'autres ministères	-	(4 513 120)
Total - Biens immobilisés redressés	48 935 600	30 016 363

*La rubrique Total - Biens immobilisés comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - biens immobilisés.

CABINET DU PREMIER MINISTRE

Le personnel du Cabinet du Premier ministre fournit un appui essentiel au premier ministre de l'Ontario pour lui permettre d'exercer ses fonctions de chef du Conseil exécutif et de chef du gouvernement de l'Ontario.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2401	Programme du Cabinet du Premier ministre	2 326 800	2 326 800	-	2 322 278
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	2 326 800	2 326 800	-	2 322 278
	Crédits législatifs	105 861	105 861	-	100 572
	Total du ministère - Charges de fonctionnement	2 432 661	2 432 661	-	2 422 850
	Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	-	-	-	(244 854)
	Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	2 432 661	2 432 661	-	2 177 996
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
	Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	-	-	-	7 530
	Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	-	-	-	7 530
	Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	2 432 661	2 432 661	-	2 185 526

PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE - CRÉDIT 2401

Le programme a pour objet d'assurer le fonctionnement et l'administration du Cabinet du Premier ministre.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Nº	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Cabinet du Premier ministre	2 326 800	2 326 800	-	2 322 278
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	2 326 800	2 326 800	-	2 322 278
L	Traitement versé au premier ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	89 688	89 688	-	92 424
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	8 148
	Total - Crédits législatifs	105 861	105 861	-	100 572
	Total - Charges de fonctionnement	2 432 661	2 432 661	-	2 422 850

PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE - CRÉDIT 2401, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2401-1	Cabinet du Premier ministre	
	Traitements et salaires	2 007 100
	Avantages sociaux	207 100
	Transports et communications	73 100
	Services	19 400
	Fournitures et matériel	20 100
	Total à voter - Charges de fonctionnement	2 326 800
Crédits législatifs		
L	Traitement versé au premier ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	89 688
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme du Cabinet du Premier ministre	2 432 661

MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

Le ministère des Services aux aînés et de l'Accessibilité s'attache à améliorer la qualité de vie des personnes âgées et des personnes handicapées en changeant les perceptions à leur égard et en mettant de l'avant les avantages d'un Ontario inclusif, accessible et diversifié du point de vue de l'âge, où chacun est respecté et peut participer. Le ministère travaille avec l'ensemble du gouvernement ainsi qu'avec les collectivités, les entreprises et d'autres partenaires pour exécuter des programmes et services visant à créer des environnements socio-économiques qui, d'une part, aident les personnes âgées à rester actives, en santé, autonomes et engagées dans leurs collectivités et, d'autre part, établissent les conditions propices à l'élimination des obstacles pour que les personnes handicapées puissent vivre de manière autonome et être des acteurs à part entière de leur collectivité et de l'économie. Le ministère surveille également la *Loi de 2017 sur les centres de vie active pour personnes âgées*, la *Loi de 2010 sur les maisons de retraite*, la *Loi de 2001 sur les personnes handicapées de l'Ontario* et la *Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario*.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
3501	Programme d'administration du ministère	4 210 800	4 391 800	(181 000)	4 182 464
3502	Programme des politiques pour les aînés et l'accessibilité	37 966 700	24 211 300	13 755 400	25 315 483
3503	Accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario	16 054 400	19 451 100	(3 396 700)	16 231 300
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		58 231 900	48 054 200	10 177 700	45 729 247
Crédits législatifs		66 014	47 841	18 173	49 301
Total du ministère - Charges de fonctionnement		58 297 914	48 102 041	10 195 873	45 778 548
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général		(150 000)	(259 900)	109 900	(226 179)
Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier		-	-	-	(100 000)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		58 147 914	47 842 141	10 305 773	45 452 369
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3501	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		1 000	1 000	-	-
Total du ministère - Actifs de fonctionnement		1 000	1 000	-	-

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3501	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
3502	Programme des politiques pour les aînés et l'accessibilité	2 000	3 002 000	(3 000 000)	6 843 900
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		3 000	3 003 000	(3 000 000)	6 843 900
Crédits législatifs		2 000	2 000	-	-
Total du ministère - Charges d'immobilisations		5 000	3 005 000	(3 000 000)	6 843 900
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général		-	-	-	(142 583)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		5 000	3 005 000	(3 000 000)	6 701 317
BIENS IMMOBILISÉS					
3501	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
3502	Programme des politiques pour les aînés et l'accessibilité	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		2 000	2 000	-	-
Total du ministère - Biens immobilisés		2 000	2 000	-	-
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)		58 152 914	50 847 141	7 305 773	52 153 686

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3501

Le Programme d'administration du ministère comprend les bureaux du ministre et du sous-ministre et offre des services de gestion stratégique, du leadership et des conseils ainsi que des services de communication, de technologie de l'information, d'administration et de gestion des locaux à l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	4 210 800	4 391 800	(181 000)	4 182 464
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	4 210 800	4 391 800	(181 000)	4 182 464
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	-	16 173	-
	Total - Crédits législatifs	64 014	47 841	16 173	49 301
	Total - Charges de fonctionnement	4 274 814	4 439 641	(164 827)	4 231 765
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	Débiteurs	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Administration du ministère — immobilisations	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
2	Administration du ministère — immobilisations	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3501, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
3501-1	Administration du ministère	
	Traitements et salaires	3 290 200
	Avantages sociaux	386 300
	Transports et communications	49 800
	Services	455 900
	Fournitures et matériel	28 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement	4 210 800
Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère	4 274 814
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
3501-10	Débiteurs	
	Avances et montants récupérables	
	Avances et montants récupérables - recouvrements en cours d'exercice	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère	1 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
3501-3	Administration du ministère — immobilisations	
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministère	2 000

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3501, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	BIENS IMMOBILISÉS	
3501-2	Administration du ministère — immobilisations	
	Améliorations locatives	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'administration du ministère	1 000

PROGRAMME DES POLITIQUES POUR LES ÂÎNÉS ET L'ACCESSIBILITÉ - CRÉDIT 3502

Le ministère élabore et met en œuvre des politiques, des programmes et des partenariats stratégiques dans tout le gouvernement pour aider les adultes et les personnes handicapées à rester autonomes, en santé, actifs et intégrés socialement dans leur communauté et l'économie. Cela comprend des initiatives aux objectifs divers : favoriser les collectivités-amies des aînés et exemptes d'obstacles; aider les résidents vieillissants à rester en santé, actifs, intégrés et en sécurité, tout en optimisant leur apprentissage continu, leur emploi, leur autonomie et leur dignité (p. ex., Programme de subventions aux projets communautaires pour l'inclusion des personnes âgées, programmes des centres de vie active pour personnes âgées); s'associer avec les collectivités pour éviter les mauvais traitements à l'égard des personnes âgées et y remédier; superviser l'Office de réglementation des maisons de retraite, qui veille à ce que les personnes âgées qui résident dans des maisons de retraite soient en sécurité et reçoivent des soins de qualité; favoriser l'accessibilité et aider les personnes handicapées à s'épanouir pleinement; soutenir financièrement les organismes sans but lucratif qui servent les personnes âgées et les personnes handicapées; collaborer avec tous les ministères pour mettre en œuvre le plan pluriannuel d'accessibilité de la fonction publique et éliminer les obstacles au niveau des politiques, des programmes et des services de première ligne du gouvernement.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Programme des politiques pour les aînés et l'accessibilité	37 966 700	24 211 300	13 755 400	25 315 483
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	37 966 700	24 211 300	13 755 400	25 315 483
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	-	1 000	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	-	1 000	-
	Total - Charges de fonctionnement	37 967 700	24 211 300	13 756 400	25 315 483
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Programme des politiques pour les aînés et l'accessibilité	2 000	3 002 000	(3 000 000)	6 843 900
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	2 000	3 002 000	(3 000 000)	6 843 900
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	3 000	3 003 000	(3 000 000)	6 843 900
BIENS IMMOBILISÉS					
2	Programme des politiques pour les aînés et l'accessibilité	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME DES POLITIQUES POUR LES ÂÎNÉS ET L'ACCESSIBILITÉ - CRÉDIT 3502, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
3502-1	Programme des politiques pour les aînés et l'accessibilité	
	Traitements et salaires	4 633 500
	Avantages sociaux	532 900
	Transports et communications	48 500
	Services	1 190 900
	Fournitures et matériel	68 000
	Paielements de transfert	
	Paielement de transfert, Affaires des personnes âgées	31 492 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement	37 966 700
Crédits législatifs		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	
	Autres opérations	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des politiques pour les aînés et l'accessibilité	37 967 700
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
3502-3	Programme des politiques pour les aînés et l'accessibilité	
	Autres opérations	2 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	2 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des politiques pour les aînés et l'accessibilité	3 000
BIENS IMMOBILISÉS		
3502-2	Programme des politiques pour les aînés et l'accessibilité	
	Investissements dans des immobilisations corporelles	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme des politiques pour les aînés et l'accessibilité	1 000

ACCESSIBILITÉ POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES DE L'ONTARIO - CRÉDIT 3503

Le ministère encadre l'élaboration et la mise en œuvre de la *Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario* (LAPHO) et du règlement 191/11 (Normes d'accessibilité intégrées) s'y rattachant. Cela comprend l'examen et l'élaboration des normes et de la réglementation en vertu de la LAPHO ainsi que la gestion de la conformité avec cette même loi et son application.

Le ministère mène un certain nombre d'activités de sensibilisation et d'éducation du public et propose de la formation et du soutien pratique – p. ex., des webinaires et des ressources pédagogiques à l'intention des organismes œuvrant pour les personnes handicapées et des organisations des secteurs privé, sans but lucratif et parapublic – pour les aider à supprimer les obstacles à l'accessibilité et à se conformer à la LAPHO.

Le ministère administre également le programme de paiements de transfert InterActions pour le changement, qui verse des fonds à des associations sans but lucratif, œuvrant pour les personnes handicapées, de l'industrie et professionnelles pour élaborer des ressources visant à éduquer les intervenants sur la LAPHO et l'accessibilité en général.

Le ministère fait la promotion de l'emploi des personnes handicapées en travaillant avec les employeurs et les organismes œuvrant pour les personnes handicapées pour mettre de l'avant l'intérêt commercial et les avantages économiques de l'emploi de personnes handicapées.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE Nº	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario	16 054 400	19 451 100	(3 396 700)	16 231 300
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	16 054 400	19 451 100	(3 396 700)	16 231 300
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	-	1 000	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	-	1 000	-
	Total - Charges de fonctionnement	16 055 400	19 451 100	(3 395 700)	16 231 300

ACCESSIBILITÉ POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES DE L'ONTARIO - CRÉDIT 3503, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3503-1	Accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario		
	Traitements et salaires		6 720 500
	Avantages sociaux		991 200
	Transports et communications		191 400
	Services		5 564 100
	Fournitures et matériel		287 200
	Paielements de transfert		
	Programme de certification en matière d'accessibilité de la Fondation Rick Hansen™	800 000	
	Accessibilité - paiement de transfert	1 500 000	2 300 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		16 054 400
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario		16 055 400

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	48 102 041	26 778 245
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	19 000 303
Total - Charges de fonctionnement redressées	48 102 041	45 778 548

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	3 005 000	5 500 000
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	1 343 900
Total - Charges d'immobilisations redressées	3 005 000	6 843 900

*La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges d'immobilisations.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

Le ministère du Solliciteur général est déterminé à assurer la sécurité dans toutes les collectivités ontariennes. Pour s'acquitter de ce mandat, les responsabilités du ministère se divisent en deux volets : la sécurité communautaire et les services correctionnels.

Dans le cadre de son mandat lié à la sécurité communautaire, le ministère est responsable de l'établissement de normes provinciales pour les services policiers, de la surveillance policière et du soutien aux initiatives de prévention du crime aux échelons local et provincial. Il est aussi responsable du maintien de la sécurité physique et économique de l'Ontario par la coordination des initiatives de sécurité publique entre les services municipaux, les services d'incendie et les services d'urgence. Le ministère surveille la gouvernance et la délivrance de permis dans le secteur des services privés de sécurité et est directement responsable du système ontarien d'application en matière de bien-être animal.

Dans le cadre de son mandat lié aux services correctionnels, le ministère exploite un système correctionnel sûr, efficace et responsable incluant des établissements correctionnels et des bureaux régionaux de probation et de libération conditionnelle dans toute la province. Il est responsable de la sécurité et du bien-être du personnel des services correctionnels ainsi que des personnes en détention provisoire ou qui purgent une peine dans la communauté ou dans un établissement de garde. Le ministère est directement responsable de diverses organisations qui contribuent à la sécurité communautaire comme la Police provinciale de l'Ontario, le Bureau du coroner en chef, le Service de médecine légale de l'Ontario, le Bureau du commissaire des incendies et de la gestion des situations d'urgence et la Direction générale de l'action contre le racisme. Il offre également de la formation aux premiers intervenants et au personnel de première ligne par l'entremise du Centre de formation et de recrutement pour les services correctionnels, du Collège des pompiers de l'Ontario et du Collège de police de l'Ontario.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2601	Programme d'administration du ministère	147 184 700	141 581 100	5 603 600	160 268 240
2603	Division de la sécurité publique	360 204 900	338 555 400	21 649 500	342 001 942
2604	Police provinciale de l'Ontario	1 230 409 600	1 121 465 900	108 943 700	1 158 598 321
2605	Programme des services correctionnels	1 016 688 700	934 179 300	82 509 400	986 038 710
2606	Programme des services technologiques pour la justice	123 338 200	165 019 800	(41 681 600)	78 652 236
2607	Programme des organismes, conseils et commissions	905 800	905 800	-	815 398
2609	Planification et gestion des situations d'urgence	83 910 700	84 330 100	(419 400)	82 847 271
2610	Politiques stratégiques, recherche et innovation	4 550 800	4 550 800	-	7 996 509
2612	Service d'inspection	3 644 200	1 000	3 643 200	-
2613	Direction générale de l'action contre le racisme	4 920 000	4 920 000	-	3 553 800
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		2 975 757 600	2 795 509 200	180 248 400	2 820 772 427
Crédits législatifs		132 187	132 187	-	17 380 323
Total du ministère - Charges de fonctionnement		2 975 889 787	2 795 641 387	180 248 400	2 838 152 750

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
	Redressement de consolidation - conseils scolaires	-	-	-	(1 028 376)
	Redressement de consolidation - collèges	-	-	-	(58 970)
	Redressement de consolidation - hôpitaux	(21 367 000)	(23 400 000)	2 033 000	(21 698 942)
	Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(178 602 400)	(186 528 100)	7 925 700	(182 616 279)
	Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	(4 643 300)	(4 684 100)	40 800	(15 442 543)
	Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	2 771 277 087	2 581 029 187	190 247 900	2 617 307 640
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2601	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
2603	Division de la sécurité publique	4 000	4 000	-	-
2604	Police provinciale de l'Ontario	2 000	2 000	-	-
2605	Programme des services correctionnels	2 000	2 000	-	-
2606	Programme des services technologiques pour la justice	6 002 000	2 000	6 000 000	-
2607	Programme des organismes, conseils et commissions	2 000	2 000	-	-
2609	Planification et gestion des situations d'urgence	2 000	2 000	-	-
2610	Politiques stratégiques, recherche et innovation	2 000	2 000	-	-
2612	Service d'inspection	2 000	2 000	-	-
2613	Direction générale de l'action contre le racisme	2 000	2 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	6 021 000	21 000	6 000 000	-
	Total du ministère - Actifs de fonctionnement	6 021 000	21 000	6 000 000	-

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2601	Programme d'administration du ministère	5 944 100	2 931 000	3 013 100	2 149 100
2603	Division de la sécurité publique	24 274 100	22 927 500	1 346 600	20 206 569
2604	Police provinciale de l'Ontario	25 868 100	28 274 900	(2 406 800)	27 331 868
2605	Programme des services correctionnels	71 757 100	83 681 700	(11 924 600)	61 575 944
2606	Programme des services technologiques pour la justice	3 051 000	10 301 000	(7 250 000)	-
2609	Planification et gestion des situations d'urgence	1 000	1 000	-	-
2610	Politiques stratégiques, recherche et innovation	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		130 896 400	148 118 100	(17 221 700)	111 263 481
Crédits législatifs		21 216 300	44 710 500	(23 494 200)	14 879 115
Total du ministère - Charges d'immobilisations		152 112 700	192 828 600	(40 715 900)	126 142 596
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général		(73 936 900)	(74 609 500)	672 600	(62 028 570)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		78 175 800	118 219 100	(40 043 300)	64 114 026
BIENS IMMOBILISÉS					
2601	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
2603	Division de la sécurité publique	1 292 000	1 001 400	290 600	383 504
2604	Police provinciale de l'Ontario	48 935 800	122 689 400	(73 753 600)	40 548 015
2605	Programme des services correctionnels	12 161 400	14 392 500	(2 231 100)	13 617 781
2606	Programme des services technologiques pour la justice	75 446 800	158 658 500	(83 211 700)	-
2609	Planification et gestion des situations d'urgence	5 281 000	5 700 000	(419 000)	-
2610	Politiques stratégiques, recherche et innovation	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		143 119 000	302 443 800	(159 324 800)	54 549 300
Total du ministère - Biens immobilisés		143 119 000	302 443 800	(159 324 800)	54 549 300
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)		2 849 452 887	2 699 248 287	150 204 600	2 681 421 666

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2601

Le programme offre une grande variété de services de gestion relatifs à l'administration générale du ministère : ressources humaines, planification financière et opérationnelle, contrôle financier, approvisionnement et amélioration opérationnelle, communications, services juridiques et gestion des installations. Le programme partage les services du secteur de la justice en matière d'accès à l'information, de services en français et de vérification.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	147 184 700	141 581 100	5 603 600	160 268 240
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	147 184 700	141 581 100	5 603 600	160 268 240
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346	32 346	-	12 593
L	Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	16 718 138
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	50 000	50 000	-	50 000
	Total - Crédits législatifs	131 187	131 187	-	16 830 032
	Total - Charges de fonctionnement	147 315 887	141 712 287	5 603 600	177 098 272
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	Débiteurs	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Renouvellement des installations	5 943 100	2 930 000	3 013 100	2 149 100
5	Administration du ministère – charges liées aux biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		5 944 100	2 931 000	3 013 100	2 149 100
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
Total - Crédits législatifs		1 000	1 000	-	-
Total - Charges d'immobilisations		5 945 100	2 932 000	3 013 100	2 149 100
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Administration du ministère	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		1 000	1 000	-	-
Total - Biens immobilisés		1 000	1 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2601, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2601-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		19 238 700
	Avantages sociaux		2 640 700
	Transports et communications		866 700
	Services		123 863 900
	Fournitures et matériel		574 700
Total à voter - Charges de fonctionnement			147 184 700
Sous-postes :			
Bureau principal			
	Traitements et salaires	2 900 300	
	Avantages sociaux	294 500	
	Transports et communications	72 600	
	Services	288 700	
	Fournitures et matériel	80 300	3 636 400
Services ministériels			
	Traitements et salaires	10 662 400	
	Avantages sociaux	1 554 700	
	Transports et communications	564 700	
	Services	1 461 200	
	Fournitures et matériel	349 600	14 592 600
Services de communication			
	Traitements et salaires	2 969 600	
	Avantages sociaux	380 800	
	Transports et communications	79 900	
	Services	319 000	
	Fournitures et matériel	73 600	3 822 900
Services juridiques			
	Traitements et salaires	345 300	
	Avantages sociaux	51 400	
	Transports et communications	143 300	
	Services	4 400 300	
	Fournitures et matériel	65 000	5 005 300

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2601, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
	<i>Locaux - Frais de location</i>		
	Services	114 465 900	114 465 900
	<i>Modernisation</i>		
	Traitements et salaires	2 361 100	
	Avantages sociaux	359 300	
	Transports et communications	6 200	
	Services	2 928 800	
	Fournitures et matériel	6 200	5 661 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement		147 184 700
Crédits législatifs			
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		32 346
Crédits législatifs			
	<i>Autres opérations</i>		
L	Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		50 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		147 315 887
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
2601-10	Débiteurs		
	<i>Avances et montants récupérables</i>		
	Avances et montants récupérables - recouvrements en cours d'exercice		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		1 000

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2601, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2601-2	Renouvellement des installations	
	Services	5 941 100
	Fournitures et matériel	1 000
	Autres opérations	
	Autres opérations - Investissements dans les immobilisations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	5 943 100
2601-5	Administration du ministère – charges liées aux biens immobilisés	
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministère	5 945 100
BIENS IMMOBILISÉS		
2601-4	Administration du ministère	
	Matériel de technologie de l'information	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'administration du ministère	1 000

DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE - CRÉDIT 2603

La Division de la sécurité publique travaille avec ses partenaires des services de police, des municipalités et des collectivités afin de promouvoir la sécurité communautaire et le bien-être. Elle a notamment les activités suivantes : analyse scientifique au Centre des sciences judiciaires; surveillance de l'industrie des services privés de sécurité et d'enquête; élaboration de normes et de lignes directrices sur les services de police; surveillance et inspection des services de police; formation spécialisée du personnel des services de police et d'autres agents de la sécurité publique; administration des subventions pour la sécurité communautaire; mise en œuvre et soutien à la planification pour la sécurité et le bien-être dans les collectivités de toute la province; soutien aux opérations axées sur le renseignement; gestion des nominations provinciales et surveillance des outils du Système de sélection des agents de police; mise en œuvre du système de gestion des enquêtes importantes; administration et application de la Loi de 2019 sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux, notamment par la promotion du bien-être des animaux; administration des ententes de financement avec les collectivités des Premières nations et le gouvernement fédéral pour soutenir les services policiers des Premières Nations en Ontario.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Division de la sécurité publique – Bureau du sous-ministre adjoint	593 500	593 500	-	743 359
5	Direction des relations extérieures	284 279 700	281 747 400	2 532 300	285 111 241
6	Services privés de sécurité et d'enquête	18 899 500	2 672 300	16 227 200	1 690 122
7	Centre des sciences judiciaires	31 180 700	28 320 100	2 860 600	29 419 941
10	Collège de police de l'Ontario	25 251 500	25 222 100	29 400	25 037 279
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		360 204 900	338 555 400	21 649 500	342 001 942
Total - Charges de fonctionnement		360 204 900	338 555 400	21 649 500	342 001 942
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
4	Division des programmes de sécurité publique et des politiques	4 000	4 000	-	-
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		4 000	4 000	-	-
Total - Actifs de fonctionnement		4 000	4 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
9	Division de la sécurité publique	24 274 100	22 927 500	1 346 600	20 206 569
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		24 274 100	22 927 500	1 346 600	20 206 569
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	621 200	753 600	(132 400)	750 277
Total - Crédits législatifs		621 200	753 600	(132 400)	750 277
Total - Charges d'immobilisations		24 895 300	23 681 100	1 214 200	20 956 846

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Nº	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
BIENS IMMOBILISÉS					
8	Division de la sécurité publique	1 292 000	1 001 400	290 600	383 504
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		1 292 000	1 001 400	290 600	383 504
Total - Biens immobilisés		1 292 000	1 001 400	290 600	383 504

DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE - CRÉDIT 2603, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2603-1	Division de la sécurité publique – Bureau du sous-ministre adjoint		
	Traitements et salaires		475 700
	Avantages sociaux		60 300
	Transports et communications		18 900
	Services		27 300
	Fournitures et matériel		11 300
	Total à voter - Charges de fonctionnement		593 500
2603-5	Direction des relations extérieures		
	Traitements et salaires		5 469 000
	Avantages sociaux		720 900
	Transports et communications		836 700
	Services		11 689 200
	Fournitures et matériel		413 200
	Paiements de transfert		
	Subvention pour la sécurité et le bien-être dans les collectivités	75 802 300	
	Subventions pour les programmes municipaux RIDE	2 400 000	
	Subventions diverses - Services policiers	10 637 000	
	Subvention pour des collectivités sûres et dynamiques	855 000	
	Entente fédérale-provinciale sur les services policiers des Premières nations	53 681 400	
	Financement des enquêtes municipales sur les crimes haineux et l'extrémisme	250 000	
	Ontario Association of Crime Stoppers	225 000	
	Sécurité des tribunaux	125 000 000	268 850 700
	Total partiel		287 979 700
	Moins : Recouvrements		3 700 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		284 279 700

DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE - CRÉDIT 2603, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2603-6	Services privés de sécurité et d'enquête	
	Traitements et salaires	11 585 100
	Avantages sociaux	1 748 300
	Transports et communications	521 400
	Services	1 876 800
	Fournitures et matériel	3 167 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement	18 899 500
2603-7	Centre des sciences judiciaires	
	Traitements et salaires	20 875 700
	Avantages sociaux	3 367 300
	Transports et communications	859 500
	Services	2 850 100
	Fournitures et matériel	3 228 100
	Total à voter - Charges de fonctionnement	31 180 700
2603-10	Collège de police de l'Ontario	
	Traitements et salaires	13 959 900
	Avantages sociaux	1 259 000
	Transports et communications	484 700
	Services	7 756 200
	Fournitures et matériel	1 792 700
	Total partiel	25 252 500
	Moins : Recouvrements	1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	25 251 500
	Total (Charges de fonctionnement) - Division de la sécurité publique	360 204 900
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2603-4	Division des programmes de sécurité publique et des politiques	
	Dépôts et charges payées d'avance	2 000
	Avances et montants récupérables	2 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	4 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Division de la sécurité publique	4 000

DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE - CRÉDIT 2603, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2603-9	Division de la sécurité publique		
	Services		749 000
	Fournitures et matériel		1 000
	Paielements de transfert		
	Équipement des services policiers	2 000 000	
	Ententes fédérales-provinciales sur les services policiers des Premières nations	5 000 000	7 000 000
	Autres opérations		
	Investissements dans les immobilisations	16 523 100	
	Perte due à l'aliénation des actifs	1 000	16 524 100
	Total à voter - Charges d'immobilisations		24 274 100
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>		621 200
	Total (Charges d'immobilisations) - Division de la sécurité publique		24 895 300
BIENS IMMOBILISÉS			
2603-8	Division de la sécurité publique		
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés		1 291 000
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés		1 000
	Total à voter - Biens immobilisés		1 292 000
	Total (Biens immobilisés) - Division de la sécurité publique		1 292 000

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO - CRÉDIT 2604

Relevant du commissaire de la Police provinciale de l'Ontario, la Police provinciale offre directement des services de police de première ligne dans des centaines de municipalités et de collectivités des Premières Nations de toute la province, en appliquant le Modèle ontarien de mobilisation et de participation. La Police provinciale enquête sur les crimes concernant l'ensemble de la province et plusieurs paliers de gouvernement, en particulier des affaires de fraude complexes et des activités criminelles organisées. De plus, elle patrouille sur les routes provinciales et est responsable d'un grand nombre des voies d'eau et des réseaux de sentiers dans la province. La Police provinciale gère des registres provinciaux spécialisés comme le Système d'analyse des liens entre les crimes de violence (SALCV), la lutte contre la traite des personnes et le Registre des délinquants sexuels de l'Ontario. Elle se charge également de la surveillance de stratégies provinciales comme celles touchant l'exploitation des enfants, les cas de fraudes graves et la lutte contre les bandes de motards. De plus, conformément à son mandat provincial, la Police provinciale réalise des enquêtes dans le domaine de la lutte anti-terrorisme et de la cybercriminalité, fournit un soutien en matière de services d'urgence, est responsable de la sécurité pour les événements internationaux très médiatisés, et offre des services spécialisés de sécurité et de protection pour le gouvernement de l'Ontario dans toute la province.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(**\$**)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Services ministériels et stratégiques	166 535 700	169 412 500	(2 876 800)	203 559 406
2	Bureau du contrôleur des armes à feu	7 167 300	7 167 300	-	6 325 211
3	Enquêtes et crime organisé	167 282 500	145 043 700	22 238 800	139 902 873
4	Services régionaux et circulation	823 387 900	734 876 700	88 511 200	751 310 981
5	Gestion du parc automobile	66 036 200	64 965 700	1 070 500	57 499 850
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 230 409 600	1 121 465 900	108 943 700	1 158 598 321
L	Paiements en vertu de la <i>Loi sur les services policiers</i>	1 000	1 000	-	550 291
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	550 291
	Total - Charges de fonctionnement	1 230 410 600	1 121 466 900	108 943 700	1 159 148 612
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
6	Police provinciale de l'Ontario	2 000	2 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	2 000	2 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	2 000	2 000	-	-

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
8	Police provinciale de l'Ontario	25 868 100	28 274 900	(2 406 800)	27 331 868
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	25 868 100	28 274 900	(2 406 800)	27 331 868
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	10 876 000	11 878 600	(1 002 600)	10 561 164
	Total - Crédits législatifs	10 876 000	11 878 600	(1 002 600)	10 561 164
	Total - Charges d'immobilisations	36 744 100	40 153 500	(3 409 400)	37 893 032
BIENS IMMOBILISÉS					
7	Police provinciale de l'Ontario	48 935 800	122 689 400	(73 753 600)	40 548 015
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	48 935 800	122 689 400	(73 753 600)	40 548 015
	Total - Biens immobilisés	48 935 800	122 689 400	(73 753 600)	40 548 015

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO - CRÉDIT 2604, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2604-1	Services ministériels et stratégiques	
	Traitements et salaires	136 214 500
	Avantages sociaux	7 733 700
	Transports et communications	13 751 700
	Services	9 337 600
	Fournitures et matériel	1 345 800
	Total partiel	168 383 300
	Moins : Recouvrements	1 847 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement	166 535 700
2604-2	Bureau du contrôleur des armes à feu	
	Traitements et salaires	4 194 600
	Avantages sociaux	560 400
	Transports et communications	99 500
	Services	2 209 100
	Fournitures et matériel	103 700
	Total à voter - Charges de fonctionnement	7 167 300
2604-3	Enquêtes et crime organisé	
	Traitements et salaires	132 816 800
	Avantages sociaux	9 716 600
	Transports et communications	8 315 300
	Services	14 728 600
	Fournitures et matériel	5 213 800
	Total partiel	170 791 100
	Moins : Recouvrements	3 508 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement	167 282 500

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO - CRÉDIT 2604, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2604-4	Services régionaux et circulation	
	Traitements et salaires	684 861 100
	Avantages sociaux	121 371 000
	Transports et communications	6 531 200
	Services	45 045 700
	Fournitures et matériel	100 300
	Total partiel	857 909 300
	Moins : Recouvrements	34 521 400
	Total à voter - Charges de fonctionnement	823 387 900
2604-5	Gestion du parc automobile	
	Transports et communications	116 600
	Services	20 615 000
	Fournitures et matériel	48 829 200
	Total partiel	69 560 800
	Moins : Recouvrements	3 524 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement	66 036 200
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Paiements en vertu de la <i>Loi sur les services policiers</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Police provinciale de l'Ontario	1 230 410 600

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO - CRÉDIT 2604, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
2604-6	Police provinciale de l'Ontario		
	Dépôts et charges payées d'avance		1 000
	Avances et montants récupérables		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		2 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Police provinciale de l'Ontario		2 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2604-8	Police provinciale de l'Ontario		
	Services		6 499 000
	Fournitures et matériel		1 000
	Autres opérations		
	Investissements dans les immobilisations	18 993 100	
	Perte due à l'aliénation des actifs	375 000	19 368 100
	Total à voter - Charges d'immobilisations		25 868 100
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - Loi sur l'administration financière		10 876 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Police provinciale de l'Ontario		36 744 100

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO - CRÉDIT 2604, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
BIENS IMMOBILISÉS		
2604-7	Police provinciale de l'Ontario	
	Immeubles – diversification des modes de financement et de l'approvisionnement	35 691 800
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	6 841 900
	Matériel de technologie de l'information	1 370 000
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	3 492 100
	Avions - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 540 000
	Total à voter - Biens immobilisés	48 935 800
	Total (Biens immobilisés) - Police provinciale de l'Ontario	48 935 800

PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS - CRÉDIT 2605

Le ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels est déterminé à réformer le système correctionnel pour adultes de l'Ontario de manière à accroître l'efficacité, à renforcer les résultats à long terme et à améliorer l'expérience du personnel de première ligne. Ces objectifs seront atteints par l'utilisation de la technologie pour automatiser et numériser les processus opérationnels, la mise en place de solutions de remplacement à l'incarcération, l'élaboration de ressources pour mieux soutenir le personnel et la mise en œuvre de mécanismes de gouvernance et d'examen. La réforme des services correctionnels de l'Ontario contribuera à créer un système de justice pénale intégré, efficace et durable soutenant la prévention et une réinsertion réussie, tout en protégeant la sécurité publique.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Soutien opérationnel	19 471 600	26 475 000	(7 003 400)	25 800 537
2	Recrutement et formation du personnel	12 736 300	10 096 200	2 640 100	14 634 576
3	Services en établissement	846 854 800	767 863 000	78 991 800	816 964 869
4	Services communautaires	132 431 100	126 127 300	6 303 800	124 267 295
5	Surveillance et enquêtes pour les services correctionnels	5 194 900	3 617 800	1 577 100	4 371 433
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		1 016 688 700	934 179 300	82 509 400	986 038 710
Total - Charges de fonctionnement		1 016 688 700	934 179 300	82 509 400	986 038 710
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
7	Services correctionnels	2 000	2 000	-	-
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		2 000	2 000	-	-
Total - Actifs de fonctionnement		2 000	2 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
6	Établissements correctionnels	71 755 100	83 679 700	(11 924 600)	61 575 944
10	Services en établissement – charges liées aux biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
11	Services communautaires – charges liées aux biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		71 757 100	83 681 700	(11 924 600)	61 575 944
L	Amortissement - Services en établissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	2 688 800	2 213 900	474 900	1 629 804
Total - Crédits législatifs		2 688 800	2 213 900	474 900	1 629 804
Total - Charges d'immobilisations		74 445 900	85 895 600	(11 449 700)	63 205 748

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
BIENS IMMOBILISÉS					
8	Services en établissement	12 161 400	14 392 500	(2 231 100)	13 617 781
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		12 161 400	14 392 500	(2 231 100)	13 617 781
Total - Biens immobilisés		12 161 400	14 392 500	(2 231 100)	13 617 781

PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS - CRÉDIT 2605, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2605-1	Soutien opérationnel	
	Traitements et salaires	16 738 900
	Avantages sociaux	2 486 900
	Transports et communications	607 300
	Services	919 300
	Fournitures et matériel	3 386 700
	Paiements de transfert	
	Programme de travail communautaire	412 400
	Total partiel	24 551 500
	Moins : Recouvrements	5 079 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement	19 471 600
2605-2	Recrutement et formation du personnel	
	Traitements et salaires	9 957 000
	Avantages sociaux	1 104 900
	Transports et communications	526 600
	Services	439 200
	Fournitures et matériel	708 600
	Total à voter - Charges de fonctionnement	12 736 300
2605-3	Services en établissement	
	Traitements et salaires	591 702 100
	Avantages sociaux	100 903 800
	Transports et communications	9 823 900
	Services	74 055 400
	Fournitures et matériel	64 634 600
	Paiements de transfert	
	Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités	743 100
	Allocation exceptionnelle aux détenus atteints d'un handicap permanent	11 600
	Programme de sensibilisation à la violence	92 300
	Programmes de réadaptation des délinquants	4 888 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	846 854 800

PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS - CRÉDIT 2605, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2605-4	Services communautaires		
	Traitements et salaires		96 537 500
	Avantages sociaux		15 578 600
	Transports et communications		2 664 200
	Services		10 802 100
	Fournitures et matériel		1 026 600
	Paielements de transfert		
	Aide à la réinsertion sociale des détenus	25 000	
	Services à la clientèle en résidences communautaires ou résidences externes	5 797 100	5 822 100
	Total à voter - Charges de fonctionnement		132 431 100
2605-5	Surveillance et enquêtes pour les services correctionnels		
	Traitements et salaires		4 336 400
	Avantages sociaux		440 200
	Transports et communications		115 000
	Services		290 300
	Fournitures et matériel		13 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		5 194 900
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des services correctionnels		1 016 688 700
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
2605-7	Services correctionnels		
	Dépôts et charges payées d'avance		1 000
	Avances et montants récupérables		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		2 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme des services correctionnels		2 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2605-6	Établissements correctionnels		
	Services		16 728 200
	Fournitures et matériel		1 000
	Autres opérations		
	Investissements dans les immobilisations		55 025 900
	Total à voter - Charges d'immobilisations		71 755 100

PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS - CRÉDIT 2605, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2605-10	Services en établissement – charges liées aux biens immobilisés	
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
2605-11	Services communautaires – charges liées aux biens immobilisés	
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - Services en établissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	2 688 800
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des services correctionnels	74 445 900
BIENS IMMOBILISÉS		
2605-8	Services en établissement	
	Immeubles – diversification des modes de financement et de l'approvisionnement	10 260 400
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 900 000
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	12 161 400
	Total (Biens immobilisés) - Programme des services correctionnels	12 161 400

PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE - CRÉDIT 2606

Le programme des Services technologiques pour la justice (STJ) assure le leadership et prodigue des conseils à ses partenaires ministériels en matière de technologie de l'information. Les STJ offrent des solutions et des services technologiques hautement intégrés et complexes, ainsi qu'un soutien opérationnel fiable et efficace. Il agit ainsi conformément à la stratégie générale pour l'information et la technologie de l'information, qui concrétise et soutient les priorités opérationnelles et la modernisation dans tous les ministères du secteur de la justice. Un soutien essentiel est offert relativement aux solutions technologiques, à la planification et la gestion de l'information, à la gestion des services, à la sécurité, à la gestion des projets et aux services de communications mobiles gouvernementaux.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Services technologiques pour la justice	123 338 200	165 019 800	(41 681 600)	78 652 236
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	123 338 200	165 019 800	(41 681 600)	78 652 236
	Total - Charges de fonctionnement	123 338 200	165 019 800	(41 681 600)	78 652 236
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3	Services technologiques pour la justice	6 002 000	2 000	6 000 000	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	6 002 000	2 000	6 000 000	-
	Total - Actifs de fonctionnement	6 002 000	2 000	6 000 000	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
5	Services technologiques pour la justice – charges liées aux biens immobilisés	3 051 000	10 301 000	(7 250 000)	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	3 051 000	10 301 000	(7 250 000)	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	6 515 800	29 624 400	(23 108 600)	1 838 481
	Total - Crédits législatifs	6 515 800	29 624 400	(23 108 600)	1 838 481
	Total - Charges d'immobilisations	9 566 800	39 925 400	(30 358 600)	1 838 481
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Services technologiques pour la justice	75 446 800	158 658 500	(83 211 700)	-
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	75 446 800	158 658 500	(83 211 700)	-
	Total - Biens immobilisés	75 446 800	158 658 500	(83 211 700)	-

PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE - CRÉDIT 2606, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2606-1	Services technologiques pour la justice	
	Traitements et salaires	33 501 100
	Avantages sociaux	4 516 200
	Transports et communications	55 263 100
	Services	130 820 600
	Fournitures et matériel	4 937 200
	Total partiel	229 038 200
	Moins : Recouvrements	105 700 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	123 338 200
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des services technologiques pour la justice	123 338 200
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2606-3	Services technologiques pour la justice	
	Dépôts et charges payées d'avance	6 001 000
	Avances et montants récupérables	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	6 002 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme des services technologiques pour la justice	6 002 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2606-5	Services technologiques pour la justice – charges liées aux biens immobilisés	
	Autres opérations	3 051 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	3 051 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	6 515 800
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des services technologiques pour la justice	9 566 800
BIENS IMMOBILISÉS		
2606-4	Services technologiques pour la justice	
	Barrages et ouvrages d'art - coûts relatifs aux biens immobilisés	45 210 700
	Matériel de technologie de l'information	30 235 100
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	75 446 800
	Total (Biens immobilisés) - Programme des services technologiques pour la justice	75 446 800

PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS - CRÉDIT 2607

Ce programme assure le fonctionnement des organismes relevant du ministère, comme la Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario et le Conseil de surveillance des enquêtes sur les décès.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Organismes, conseils et commissions	905 800	905 800	-	815 398
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	905 800	905 800	-	815 398
	Total - Charges de fonctionnement	905 800	905 800	-	815 398
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Organismes, conseils et commissions	2 000	2 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	2 000	2 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	2 000	2 000	-	-

PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS - CRÉDIT 2607, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2607-1	Organismes, conseils et commissions		
	Traitements et salaires	477 000	
	Avantages sociaux	59 500	
	Transports et communications	86 000	
	Services	259 300	
	Fournitures et matériel	24 000	
	Total à voter - Charges de fonctionnement	905 800	
	<i>Sous-postes :</i>		
	<i>Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario</i>		
	Traitements et salaires	182 000	
	Avantages sociaux	23 500	
	Transports et communications	40 000	
	Services	199 200	
	Fournitures et matériel	14 000	458 700
	<i>Conseil de surveillance des enquêtes sur les décès</i>		
	Traitements et salaires	295 000	
	Avantages sociaux	36 000	
	Transports et communications	46 000	
	Services	60 100	
	Fournitures et matériel	10 000	447 100
	Total à voter - Charges de fonctionnement	905 800	
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des organismes, conseils et commissions	905 800	
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
2607-2	Organismes, conseils et commissions		
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000	
	Avances et montants récupérables	1 000	
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	2 000	
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme des organismes, conseils et commissions	2 000	

PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE - CRÉDIT 2609

Planification et gestion des situations d'urgence se consacre à la prestation de services de qualité relatifs à la sûreté, à la sécurité publique et aux enquêtes sur les décès. Ces activités sont menées par l'entremise du Bureau du coroner, du Service de médecine légale de l'Ontario et des bureaux du commissaire des incendies et de la gestion des situations d'urgence. Toutes les activités visent la détection rapide des problèmes et leur résolution par des initiatives efficaces d'atténuation, de prévention, de préparation, de réponse, de rétablissement, à caractère scientifique, d'enquête, de continuité des opérations et d'éducation du public. Ces sections s'attachent à être à la pointe des efforts déployés pour assurer la sûreté et la sécurité dans toutes les collectivités diverses de l'Ontario, ce qui aide le gouvernement à atteindre sa priorité de créer des communautés plus fortes et plus sûres.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
5	Bureau du coroner en chef et Service de médecine légale de l'Ontario	45 634 900	46 078 200	(443 300)	47 384 389
8	Bureau du commissaire des incendies et de la gestion des situations d'urgence	38 275 800	38 251 900	23 900	35 462 882
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		83 910 700	84 330 100	(419 400)	82 847 271
Total - Charges de fonctionnement		83 910 700	84 330 100	(419 400)	82 847 271
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3	Planification et gestion des situations d'urgence	2 000	2 000	-	-
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		2 000	2 000	-	-
Total - Actifs de fonctionnement		2 000	2 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
7	Planification et gestion des situations d'urgence – charges liées aux biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	512 500	238 000	274 500	99 389
Total - Crédits législatifs		512 500	238 000	274 500	99 389
Total - Charges d'immobilisations		513 500	239 000	274 500	99 389
BIENS IMMOBILISÉS					
6	Planification et gestion des situations d'urgence	5 281 000	5 700 000	(419 000)	-
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		5 281 000	5 700 000	(419 000)	-
Total - Biens immobilisés		5 281 000	5 700 000	(419 000)	-

PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE - CRÉDIT 2609, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2609-5	Bureau du coroner en chef et Service de médecine légale de l'Ontario		
	Traitements et salaires		17 350 400
	Avantages sociaux		2 259 800
	Transports et communications		989 700
	Services		21 908 500
	Fournitures et matériel		956 500
	Paielements de transfert		
	Subventions pour les services judiciaires		2 170 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		45 634 900
2609-8	Bureau du commissaire des incendies et de la gestion des situations d'urgence		
	Traitements et salaires		23 999 000
	Avantages sociaux		3 625 800
	Transports et communications		1 064 700
	Services		5 605 900
	Fournitures et matériel		1 499 400
	Paielements de transfert		
	Subvention pour la sécurité-incendie	2 480 000	
	Subventions pour les opérations d'urgence	1 000	2 481 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		38 275 800
	Total (Charges de fonctionnement) - Planification et gestion des situations d'urgence		83 910 700
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
2609-3	Planification et gestion des situations d'urgence		
	Dépôts et charges payées d'avance		1 000
	Avances et montants récupérables		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		2 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Planification et gestion des situations d'urgence		2 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2609-7	Planification et gestion des situations d'urgence – charges liées aux biens immobilisés		
	Autres opérations		1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		1 000

PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE - CRÉDIT 2609, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	512 500
	Total (Charges d'immobilisations) - Planification et gestion des situations d'urgence	513 500
	BIENS IMMOBILISÉS	
2609-6	Planification et gestion des situations d'urgence	
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	5 280 000
	Total à voter - Biens immobilisés	5 281 000
	Total (Biens immobilisés) - Planification et gestion des situations d'urgence	5 281 000

POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION - CRÉDIT 2610

Cette division est chargée de diriger l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes, de textes législatifs et réglementaires et d'études de recherche, ainsi que la coordination des activités intergouvernementales dans le secteur de la justice à l'appui du ministère et du gouvernement.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Politiques stratégiques, recherche et innovation	4 550 800	4 550 800	-	7 996 509
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	4 550 800	4 550 800	-	7 996 509
	Total - Charges de fonctionnement	4 550 800	4 550 800	-	7 996 509
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Politiques stratégiques, recherche et innovation	2 000	2 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	2 000	2 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	2 000	2 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Politiques stratégiques, recherche et innovation – charges liées aux biens immobilisés	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Politiques stratégiques, recherche et innovation	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION - CRÉDIT 2610, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2610-1	Politiques stratégiques, recherche et innovation	
	Traitements et salaires	3 389 200
	Avantages sociaux	440 800
	Transports et communications	240 900
	Services	220 000
	Fournitures et matériel	231 500
	Paielements de transfert	
	Subventions diverses - services administratifs	28 400
	Total à voter - Charges de fonctionnement	4 550 800
	Total (Charges de fonctionnement) - Politiques stratégiques, recherche et innovation	4 550 800
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2610-2	Politiques stratégiques, recherche et innovation	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Avances et montants récupérables	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	2 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Politiques stratégiques, recherche et innovation	2 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2610-4	Politiques stratégiques, recherche et innovation – charges liées aux biens immobilisés	
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Politiques stratégiques, recherche et innovation	2 000
BIENS IMMOBILISÉS		
2610-3	Politiques stratégiques, recherche et innovation	
	Matériel de technologie de l'information	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Politiques stratégiques, recherche et innovation	1 000

SERVICE D'INSPECTION - CRÉDIT 2612

La Loi de 2019 sur la sécurité communautaire et les services policiers, qui a reçu la sanction royale, mais n'est toujours pas en vigueur, prescrit un inspecteur général des services policiers provincial qui travaillera au ministère du solliciteur général. L'inspecteur général des services policiers et les Services d'inspection qui l'appuient ont pour objet de surveiller et de mener les inspections associées à la conformité à la Loi et de traiter certaines plaintes concernant la prestation des services policiers et l'inconduite de membres de conseils. L'inspecteur général peut émettre des directives et imposer certaines mesures pour régler les problèmes de non-conformité et pour assurer la prestation de services policiers adéquats et efficaces. Les Services d'inspection amélioreront la capacité du ministère d'assurer la conformité à la Loi et à ses règlements d'application, y compris la prestation de services policiers adéquats et efficaces dans l'ensemble de la province, et rendront compte chaque année de leurs activités.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2	Service d'inspection	3 644 200	1 000	3 643 200	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	3 644 200	1 000	3 643 200	-
	Total - Charges de fonctionnement	3 644 200	1 000	3 643 200	-
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
5	Service d'inspection	2 000	2 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	2 000	2 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	2 000	2 000	-	-

SERVICE D'INSPECTION - CRÉDIT 2612, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2612-2	Service d'inspection	
	Traitements et salaires	2 729 800
	Avantages sociaux	384 900
	Transports et communications	226 500
	Services	166 500
	Fournitures et matériel	136 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement	3 644 200
	Total (Charges de fonctionnement) - Service d'inspection	3 644 200
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2612-5	Service d'inspection	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Avances et montants récupérables	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	2 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Service d'inspection	2 000

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION CONTRE LE RACISME - CRÉDIT 2613

La Direction générale de l'action contre le racisme (DGAR) est à la tête des initiatives gouvernementales de lutte contre le racisme qui visent l'atteinte d'une société plus inclusive. Elle travaille à déceler le racisme systémique dans les politiques, les lois, les programmes et les services gouvernementaux, ainsi qu'à s'y attaquer et à le prévenir en élaborant et en mettant en œuvre des outils de lutte contre le racisme. Conformément à la *Loi de 2017 contre le racisme*, la DGAR appuie le ministre dans la mise en œuvre de la stratégie provinciale pluriannuelle d'action contre le racisme et de ses initiatives afin de faire progresser l'équité et l'inclusivité raciales.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(**\$**)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Direction générale de l'action contre le racisme	4 920 000	4 920 000	-	3 553 800
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	4 920 000	4 920 000	-	3 553 800
	Total - Charges de fonctionnement	4 920 000	4 920 000	-	3 553 800
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
4	Direction générale de l'action contre le racisme	2 000	2 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	2 000	2 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	2 000	2 000	-	-

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION CONTRE LE RACISME - CRÉDIT 2613, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2613-1	Direction générale de l'action contre le racisme	
	Traitements et salaires	2 415 000
	Avantages sociaux	289 800
	Services	2 214 200
	Paievements de transfert	
	Initiatives contre le racisme	1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	4 920 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Direction générale de l'action contre le racisme	4 920 000
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2613-4	Direction générale de l'action contre le racisme	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Avances et montants récupérables	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	2 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Direction générale de l'action contre le racisme	2 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	2 795 641 387	2 834 598 950
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	-	3 553 800
Total - Charges de fonctionnement redressées	2 795 641 387	2 838 152 750

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

Le réseau de transport de l'Ontario nous relie aux marchés mondiaux et les uns aux autres. Il permet que les biens accèdent aux marchés, que les usagers des transports en commun aillent au travail et rentrent chez eux et que les entreprises investissent et optimisent leurs activités dans la province.

Le ministère des Transports travaille pour être un chef de file mondial dans les déplacements sécuritaires et efficaces des personnes et des biens afin de soutenir une économie concurrentielle sur la scène mondiale et une qualité de vie élevée.

Les politiques, programmes et investissements stratégiques du ministère - notamment l'entretien, le renouvellement et l'élargissement de l'infrastructure - favorisent la mobilité, la connectivité et la productivité tout en soutenant les objectifs stratégiques de la province. Les principaux programmes comprennent la planification et l'investissement dans l'infrastructure essentielle des transports (transports en commun, routes et autoroutes, ponts, corridors stratégiques, etc.) et la sécurité renforcée des conducteurs et des véhicules.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE (\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2701	Programme d'administration du ministère	36 545 100	51 488 600	(14 943 500)	52 499 285
2702	Politiques et planification	489 038 500	402 264 500	86 774 000	479 748 632
2703	Programme de la sécurité des usagers de la route	127 486 900	117 923 500	9 563 400	130 792 926
2704	Programme de gestion des routes provinciales	593 243 900	562 967 200	30 276 700	566 934 595
2705	Groupement du travail et des transports	68 171 600	64 995 100	3 176 500	65 771 536
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		1 314 486 000	1 199 638 900	114 847 100	1 295 746 974
	Crédits législatifs	391 392	369 014	22 378	4 841 794
	Total du ministère - Charges de fonctionnement	1 314 877 392	1 200 007 914	114 869 478	1 300 588 768
	Redressement de consolidation - Commission de transport Ontario Northland	62 109 000	8 165 500	53 943 500	52 719 706
	Redressement des charges de fonctionnement - Reclassement lié au compte de liquidation du programme de plafonnement et d'échange	-	-	-	149 603 615
	Redressement de consolidation - Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier	(4 905 900)	(4 901 500)	(4 400)	(9 755 800)
	Redressement des charges de fonctionnement - allocation municipale de la taxe sur l'essence	340 731 100	338 159 300	2 571 800	363 934 395
	Redressement de consolidation - Metrolinx	860 153 500	771 674 900	88 478 600	760 559 649
	Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(8 059 200)	(25 116 000)	17 056 800	(24 817 276)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		2 564 905 892	2 287 990 114	276 915 778	2 592 833 057

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2701	Programme d'administration du ministère	2 000	2 000	-	-
2702	Politiques et planification	1 000	1 000	-	-
2703	Programme de la sécurité des usagers de la route	1 000	1 000	-	-
2704	Programme de gestion des routes provinciales	1 000	1 000	-	-
2705	Groupement du travail et des transports	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		6 000	6 000	-	-
Total du ministère - Actifs de fonctionnement		6 000	6 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2701	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
2702	Politiques et planification	4 329 854 600	4 793 338 600	(463 484 000)	3 801 834 308
2703	Programme de la sécurité des usagers de la route	1 000	1 000	-	-
2704	Programme de gestion des routes provinciales	130 762 800	107 374 900	23 387 900	98 994 834
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		4 460 619 400	4 900 715 500	(440 096 100)	3 900 829 142
Crédits législatifs		1 167 127 200	1 057 200 900	109 926 300	982 640 616
Total du ministère - Charges d'immobilisations		5 627 746 600	5 957 916 400	(330 169 800)	4 883 469 758
Redressement de consolidation - Commission de transport Ontario Northland		(27 637 200)	(34 617 400)	6 980 200	(38 322 530)
Redressement des charges d'immobilisations - reclassement lié au compte de liquidation du programme de plafonnement et d'échange		-	-	-	537 120 880
Redressement de consolidation - Metrolinx		(2 580 377 600)	(3 011 247 400)	430 869 800	(3 199 920 746)
Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général		-	(16 869 000)	16 869 000	(15 733 290)
Redressement des charges d'immobilisations - reclassement lié au Fonds Trillium		-	-	-	80 775 972
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements		3 019 731 800	2 895 182 600	124 549 200	2 247 390 044

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
BIENS IMMOBILISÉS					
2701	Programme d'administration du ministère	16 979 300	16 608 100	371 200	15 838 309
2702	Politiques et planification	1 000	1 000	-	-
2703	Programme de la sécurité des usagers de la route	7 523 000	34 074 400	(26 551 400)	18 382 461
2704	Programme de gestion des routes provinciales	1 983 899 000	2 152 588 100	(168 689 100)	1 825 734 723
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		2 008 402 300	2 203 271 600	(194 869 300)	1 859 955 493
Total du ministère - Biens immobilisés		2 008 402 300	2 203 271 600	(194 869 300)	1 859 955 493
Redressement des biens immobilisés -		-	-	-	25 020 675
Reclassement lié au Fonds Trillium					
Total, y compris redressements		2 008 402 300	2 203 271 600	(194 869 300)	1 884 976 168
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)					
		5 584 637 692	5 183 172 714	401 464 978	4 840 223 101

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2701

Le Programme d'administration du ministère offre de l'orientation et aide le ministère dans l'atteinte de ses objectifs opérationnels. De l'apport de connaissances spécialisées sur la gestion des dépenses à l'appui visant à garantir l'optimisation des ressources humaines, ce programme procure au ministère le soutien professionnel nécessaire à la réalisation de ses objectifs généraux.

Le programme fournit un éventail complet de services, notamment dans les domaines suivants : ressources financières et humaines, gestion et planification opérationnelles, contrôle financier, surveillance, gestion des risques opérationnels, approvisionnement, communications, gestion des locaux, planification de l'accessibilité et de la diversité, programme du parc de véhicules de la fonction publique de l'Ontario et autres fonctions ministérielles.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Soutien opérationnel	36 545 100	51 488 600	(14 943 500)	52 499 285
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	36 545 100	51 488 600	(14 943 500)	52 499 285
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	22 378	-	22 378	-
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	16 173	-	12 593
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	87 392	65 014	22 378	61 894
	Total - Charges de fonctionnement	36 632 492	51 553 614	(14 921 122)	52 561 179
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Soutien opérationnel	1 000	1 000	-	-
10	Débiteurs	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	2 000	2 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	2 000	2 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Administration du ministère	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	600 000	600 000	-	203 352
	Total - Crédits législatifs	600 000	600 000	-	203 352
	Total - Charges d'immobilisations	601 000	601 000	-	203 352

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Administration du ministère	16 979 300	16 608 100	371 200	15 838 309
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		16 979 300	16 608 100	371 200	15 838 309
Total - Biens immobilisés		16 979 300	16 608 100	371 200	15 838 309

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2701, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2701-1	Soutien opérationnel		
	Traitements et salaires		17 779 200
	Avantages sociaux		2 310 400
	Transports et communications		769 300
	Services		26 929 600
	Fournitures et matériel		10 988 800
	Total partiel		58 777 300
	Moins : Recouvrements		22 232 200
	Total à voter - Charges de fonctionnement		36 545 100
	<i>Sous-postes :</i>		
	<i>Bureau principal</i>		
	Traitements et salaires	1 655 100	
	Avantages sociaux	235 000	
	Transports et communications	95 900	
	Services	93 700	
	Fournitures et matériel	37 700	
	Total partiel	2 117 400	
	Moins : Recouvrements	1 000	2 116 400
	<i>Services financiers et administratifs</i>		
	Traitements et salaires	4 518 200	
	Avantages sociaux	596 200	
	Transports et communications	152 800	
	Services	4 108 200	
	Fournitures et matériel	117 200	
	Total partiel	9 492 600	
	Moins : Recouvrements	2 000	9 490 600

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2701, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Installations et services opérationnels			
Traitements et salaires	5 295 700		
Avantages sociaux	661 300		
Transports et communications	377 100		
Services	19 451 700		
Fournitures et matériel	10 673 500		
Total partiel	36 459 300		
Moins : Recouvrements	22 226 200		14 233 100
Services de communication			
Traitements et salaires	3 744 500		
Avantages sociaux	486 500		
Transports et communications	60 200		
Services	698 000		
Fournitures et matériel	57 200		
Total partiel	5 046 400		
Moins : Recouvrements	1 000		5 045 400
Ressources humaines			
Traitements et salaires	2 565 700		
Avantages sociaux	331 400		
Transports et communications	43 300		
Services	157 300		
Fournitures et matériel	39 500		
Total partiel	3 137 200		
Moins : Recouvrements	1 000		3 136 200
Services juridiques			
Transports et communications	40 000		
Services	2 420 700		
Fournitures et matériel	63 700		
Total partiel	2 524 400		
Moins : Recouvrements	1 000		2 523 400
Total à voter - Charges de fonctionnement			36 545 100

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2701, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
	Crédits législatifs	
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
L	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	22 378
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère	36 632 492
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	
2701-2	Soutien opérationnel	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
2701-10	Débiteurs	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère	2 000
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
2701-4	Administration du ministère	
	Autres opérations	501 000
	Moins : Recouvrements	500 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	17 635 900
	Moins : Recouvrements	17 035 900
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministère	601 000

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 2701, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	BIENS IMMOBILISÉS	
2701-3	Administration du ministère	
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	16 979 300
	Total à voter - Biens immobilisés	16 979 300
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'administration du ministère	16 979 300

POLITIQUES ET PLANIFICATION - CRÉDIT 2702

Le Programme des politiques et de la planification a la responsabilité d'établir les intérêts stratégiques à long terme de la province relativement aux réseaux de transport de l'Ontario, y compris pour le transport en commun. Il élabore des politiques, des plans et des programmes pour soutenir un réseau de transport multimodal efficient et intégré en Ontario.

En vertu de ce mandat, il dirige l'élaboration de stratégies et de politiques d'investissement qui améliorent la circulation et réduisent les embouteillages tout en soutenant l'innovation dans le secteur des transports par la planification et l'élaboration de politiques touchant des tendances émergentes comme les véhicules connectés ou automatisés

Le Programme est également responsable de gérer les relations de la province avec des organismes de la Couronne comme la Commission de transport Ontario Northland et Metrolinx, qui inclut le Réseau GO.

De plus, le Programme s'attache à faire avancer les objectifs stratégiques de l'Ontario en matière de transport avec d'autres ministères, le gouvernement fédéral, d'autres provinces, les municipalités et les collectivités autochtones.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Politiques et planification	36 517 300	37 150 100	(632 800)	31 145 754
2	Transports urbains et régionaux	452 521 200	365 114 400	87 406 800	448 602 878
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	489 038 500	402 264 500	86 774 000	479 748 632
L	Financement des transports en commun municipaux, <i>Loi réservant des fonds aux transports en commun</i>	1 000	1 000	-	-
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	4 600 000
	Total - Crédits législatifs	2 000	2 000	-	4 600 000
	Total - Charges de fonctionnement	489 040 500	402 266 500	86 774 000	484 348 632

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
4	Transports urbains et régionaux	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Transports urbains et régionaux	4 329 854 600	4 793 338 600	(463 484 000)	3 801 834 308
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	4 329 854 600	4 793 338 600	(463 484 000)	3 801 834 308
	Total - Charges d'immobilisations	4 329 854 600	4 793 338 600	(463 484 000)	3 801 834 308
BIENS IMMOBILISÉS					
7	Transports urbains et régionaux	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

POLITIQUES ET PLANIFICATION - CRÉDIT 2702, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2702-1	Politiques et planification		
	Traitements et salaires		20 155 000
	Avantages sociaux		2 248 100
	Transports et communications		416 500
	Services		13 425 500
	Fournitures et matériel		273 200
	Total partiel		36 518 300
	Moins : Recouvrements		1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		36 517 300
2702-2	Transports urbains et régionaux		
	Traitements et salaires		795 900
	Avantages sociaux		98 700
	Services		3 192 200
	Paiements de transfert		
	Subventions de fonctionnement de Metrolinx	404 334 000	
	Commission de transport Ontario Northland	40 275 000	
	Crédit d'impôt de l'Ontario aux personnes âgées pour le transport en commun	3 675 400	
	Subventions pour la participation et la sensibilisation	150 000	448 434 400
	Total à voter - Charges de fonctionnement		452 521 200
	Financement des transports en commun compte à des fins particulières		
	Paiements de transfert		
L	Financement des transports en commun municipaux, <i>Loi réservant des fonds aux transports en commun</i>		340 732 100
	Moins : Recouvrements		340 731 100
	Crédits législatifs		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		
	Autres opérations		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Politiques et planification		489 040 500

POLITIQUES ET PLANIFICATION - CRÉDIT 2702, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES			
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT				
2702-4	Transports urbains et régionaux			
	Dépôts et charges payées d'avance			1 000
Total à voter - Actifs de fonctionnement				1 000
Total (Actifs de fonctionnement) - Politiques et planification				1 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2702-3	Transports urbains et régionaux			
	Paielements de transfert			
	Metrolinx	3 528 828 700		
	Transports en commun des municipalités	754 603 800		
	Commission de transport Ontario Northland	46 422 100	4 329 854 600	
Total à voter - Charges d'immobilisations				4 329 854 600
Total (Charges d'immobilisations) - Politiques et planification				4 329 854 600
BIENS IMMOBILISÉS				
2702-7	Transports urbains et régionaux			
	Infrastructure des transports - coûts relatifs aux biens immobilisés			1 000
Total à voter - Biens immobilisés				1 000
Total (Biens immobilisés) - Politiques et planification				1 000

PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE - CRÉDIT 2703

Le Programme de la sécurité des usagers de la route élabore et met en œuvre des stratégies destinées à renforcer la sécurité routière et la circulation par la promotion d'un comportement responsable des conducteurs et de la sécurité des véhicules.

L'Ontario a un excellent bilan à long terme en matière de sécurité routière et est l'un des territoires de compétence les plus sûrs d'Amérique du Nord année après année. Le Programme de la sécurité des usagers de la route du ministère des Transports collabore activement à des projets (qu'il dirige dans certains cas) avec d'autres administrations au Canada et aux États-Unis pour élaborer, promouvoir et évaluer des pratiques exemplaires et des initiatives de sécurité routière. Le programme travaille avec de nombreux partenaires (organismes chargés de l'application de la loi, groupes communautaires, organismes voués à la sécurité, milieu médical, établissements de recherche et chercheurs de renommée internationale, bureaux de santé publique, professionnels de la prévention des blessures, industrie des assurances, secteur privé, etc.) pour réduire le nombre de collisions, d'accidents mortels et de blessures sur les routes de l'Ontario.

Les principales responsabilités du programme sont les suivantes : établir les normes de sécurité et élaborer les politiques, programmes, lois et règlements visant les usagers de la route, les transporteurs commerciaux et les véhicules automobiles; inspecter, surveiller et faire appliquer ces normes; gérer et exécuter les programmes d'amélioration de la conduite et de sécurité des véhicules commerciaux; réaliser des recherches de pointe pour alimenter l'élaboration de politiques et orienter les campagnes d'éducation du public et de sécurité routière; renforcer la sensibilisation du public et promouvoir la sécurité routière; gérer les revenus tirés des produits et services liés aux permis de conduire et aux véhicules; se centrer sur la clientèle en transformant nos programmes pour permettre une meilleure prestation de services, plus rapide et plus efficiente et en introduisant des services numériques; gérer et protéger les renseignements personnels et l'identité. Le programme soutient aussi l'exécution de programmes d'autres ministères.

Le programme établit des politiques et des normes et encadre la prestation des services de délivrance des permis de conduire, d'immatriculation des véhicules et autres fournis par notre administration et nos partenaires du secteur privé.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Sécurité des usagers de la route	127 486 900	117 923 500	9 563 400	130 792 926
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	127 486 900	117 923 500	9 563 400	130 792 926
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	300 000	300 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	300 000	300 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	127 786 900	118 223 500	9 563 400	130 792 926
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Sécurité des usagers de la route	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Nº	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Sécurité des usagers de la route	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	27 687 200	21 280 100	6 407 100	20 567 827
	Total - Crédits législatifs	27 687 200	21 280 100	6 407 100	20 567 827
	Total - Charges d'immobilisations	27 688 200	21 281 100	6 407 100	20 567 827
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Sécurité des usagers de la route	7 523 000	34 074 400	(26 551 400)	18 382 461
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	7 523 000	34 074 400	(26 551 400)	18 382 461
	Total - Biens immobilisés	7 523 000	34 074 400	(26 551 400)	18 382 461

PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE - CRÉDIT 2703, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2703-1	Sécurité des usagers de la route		
	Traitements et salaires		68 503 800
	Avantages sociaux		10 918 900
	Transports et communications		2 580 500
	Services		50 720 500
	Fournitures et matériel		2 500 000
	Paielements de transfert		
	Subventions pour la sécurité publique	200 000	
	Subventions de recherche	150 000	350 000
	Total partiel		135 573 700
	Moins : Recouvrements		8 086 800
	Total à voter - Charges de fonctionnement		127 486 900
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		300 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de la sécurité des usagers de la route		127 786 900
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
2703-2	Sécurité des usagers de la route		
	Dépôts et charges payées d'avance		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme de la sécurité des usagers de la route		1 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2703-4	Sécurité des usagers de la route		
	Autres opérations		1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		1 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>		27 687 200
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme de la sécurité des usagers de la route		27 688 200

PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE - CRÉDIT 2703, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
BIENS IMMOBILISÉS		
2703-3	Sécurité des usagers de la route	
	Logiciels d'application de gestion - traitements et salaires	3 498 400
	Logiciels d'application de gestion - avantages sociaux	524 800
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	3 499 800
	Total à voter - Biens immobilisés	7 523 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme de la sécurité des usagers de la route	7 523 000

PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES - CRÉDIT 2704

Le Programme de gestion des routes provinciales supervise le réseau routier de la province et les services de transport connexes (y compris l'entretien routier toute l'année) et protège les investissements publics dans l'infrastructure routière. Des stratégies de gestion des programmes sont élaborées et mises en œuvre pour optimiser l'efficacité des investissements dans cette infrastructure.

Le réseau routier provincial permet la circulation des personnes et des marchandises, et fait la promotion de la durabilité économique, environnementale et sociale. Le programme réalise ces activités en recourant aux ressources internes, à des partenariats et à des fournisseurs de services du secteur privé.

Les activités comprennent notamment la planification des investissements, le génie, la conception, l'acquisition de propriétés, la réfection et le renouvellement des immobilisations, la construction de nouveaux aménagements, la surveillance des contrats, la gestion des couloirs (p. ex., la gestion de l'aménagement aux abords des routes), l'entretien en été et en hiver (p. ex., le nivellement des accotements, le déneigement et le déverglaçage) pour le réseau routier de la province, les évaluations environnementales et la prestation de services d'information au public. Le programme est aussi responsable des aéroports éloignés dans le Grand Nord ontarien, des services de traversiers à divers endroits partout dans la province, du financement des routes et chemins des Premières nations, de l'apport d'améliorations routières dans les communautés non enregistrées, des aires de service autoroutières (ONroute) et de la production de la carte routière de l'Ontario.

Le programme supervise également la Société de transport d'Owen Sound, une entreprise opérationnelle de la province qui fournit directement des services de transport pour l'exploitation de trois traversiers.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Opérations et entretien	593 243 900	562 967 200	30 276 700	566 934 595
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	593 243 900	562 967 200	30 276 700	566 934 595
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	179 900
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	179 900
	Total - Charges de fonctionnement	593 244 900	562 968 200	30 276 700	567 114 495
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
5	Gestion des routes provinciales	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Génie des transports et construction	130 760 800	107 372 900	23 387 900	98 994 834
4	Travaux routiers en cours	1 000	1 000	-	-
6	Assainissement de l'environnement	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	130 762 800	107 374 900	23 387 900	98 994 834
L	Amortissement, Génie et construction, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 138 840 000	1 035 320 800	103 519 200	961 869 437
	Total - Crédits législatifs	1 138 840 000	1 035 320 800	103 519 200	961 869 437
	Total - Charges d'immobilisations	1 269 602 800	1 142 695 700	126 907 100	1 060 864 271
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Infrastructure de transport – actifs	1 983 899 000	2 152 588 100	(168 689 100)	1 825 734 723
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 983 899 000	2 152 588 100	(168 689 100)	1 825 734 723
	Total - Biens immobilisés	1 983 899 000	2 152 588 100	(168 689 100)	1 825 734 723

PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES - CRÉDIT 2704, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2704-1	Opérations et entretien		
	Traitements et salaires		75 797 800
	Avantages sociaux		15 639 500
	Transports et communications		4 605 900
	Services		515 851 600
	Fournitures et matériel		13 109 400
	Paiements de transfert		
	Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	5 655 700	
	Traversiers municipaux	3 820 000	
	Société de transport d'Owen Sound	2 363 000	
	Transport actif	1 000	11 839 700
	Total partiel		636 843 900
	Moins : Recouvrements		43 600 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		593 243 900
Sous-postes :			
Exploitation et entretien des routes			
	Traitements et salaires	71 275 200	
	Avantages sociaux	14 915 500	
	Transports et communications	3 690 100	
	Services	510 383 900	
	Fournitures et matériel	10 473 100	
	Paiements de transfert		
	Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	5 655 700	
	Traversiers municipaux	3 820 000	
	Société de transport d'Owen Sound	2 363 000	
	Transport actif	1 000	11 839 700
	Total partiel		622 577 500
	Moins : Recouvrements		43 500 000
			579 077 500

PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES - CRÉDIT 2704, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	<i>Transport aérien dans les régions éloignées</i>		
	Traitements et salaires	4 522 600	
	Avantages sociaux	724 000	
	Transports et communications	915 800	
	Services	5 467 700	
	Fournitures et matériel	2 636 300	
	Total partiel	14 266 400	
	Moins : Recouvrements	100 000	14 166 400
	Total à voter - Charges de fonctionnement		593 243 900
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de gestion des routes provinciales		593 244 900
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2704-5	Gestion des routes provinciales		
	Dépôts et charges payées d'avance		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme de gestion des routes provinciales		1 000

PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES - CRÉDIT 2704, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2704-2	Génie des transports et construction		
	Transports et communications		300 000
	Services		14 572 000
	Fournitures et matériel		1 000 000
	Paielements de transfert		
	Routes de raccordement	30 000 000	
	Travaux sur les actifs de tiers dans le cadre des projets routiers	23 250 000	
	Projets municipaux liés à l'autoroute 407	17 500 000	
	Société de transport d'Owen Sound	9 775 000	
	Premières nations	5 500 000	
	Ville d'Essex	100 000	
	Améliorations municipales et environnementales	1 000	
	Routes et cession immobilière	1 000	
	Fonds de transition	1 000	86 128 000
	Autres opérations		28 761 800
	Total partiel		130 761 800
	Moins : Recouvrements		1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		130 760 800

PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES - CRÉDIT 2704, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES			
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Sous-postes :				
Paielements de transfert et autres dépenses pour les routes				
Paielements de transfert				
Routes de raccordement	30 000 000			
Travaux sur les actifs de tiers dans le cadre des projets routiers	23 250 000			
Projets municipaux liés à l'autoroute 407	17 500 000			
Société de transport d'Owen Sound	9 775 000			
Premières nations	5 500 000			
Ville d'Essex	100 000			
Améliorations municipales et environnementales	1 000			
Routes et cession immobilière	1 000			
Fonds de transition	1 000	86 128 000		
Autres opérations		28 761 800		
Total partiel		114 889 800		
Moins : Recouvrements		1 000		114 888 800
Transport aérien dans les régions éloignées				
Transports et communications		300 000		
Services		14 572 000		
Fournitures et matériel		1 000 000		15 872 000
Total à voter - Charges d'immobilisations				130 760 800
2704-4	Travaux routiers en cours			
Traitements et salaires				102 828 900
Avantages sociaux				16 404 600
Transports et communications				2 100 000
Services				7 997 300
Fournitures et matériel				1 000 000
Total partiel				130 330 800
Moins : Recouvrements				130 329 800
Total à voter - Charges d'immobilisations				1 000

PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES - CRÉDIT 2704, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2704-6	Assainissement de l'environnement	
	Services	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement, Génie et construction, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 138 840 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme de gestion des routes provinciales	1 269 602 800
BIENS IMMOBILISÉS		
2704-3	Infrastructure de transport – actifs	
	Terrains	132 588 700
	Immeubles - coûts relatifs aux biens immobilisés	3 100 000
	Infrastructure des transports - traitements et salaires	1 000
	Infrastructure des transports - avantages sociaux	1 000
	Infrastructure des transports - coûts relatifs aux biens immobilisés	2 331 638 200
	Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	750 000
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	10 000 000
	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	34 400 000
	Total partiel	2 512 478 900
	Moins : Recouvrements	528 579 900
	Total à voter - Biens immobilisés	1 983 899 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme de gestion des routes provinciales	1 983 899 000

GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS - CRÉDIT 2705

Le Groupement du travail et des transports offre aux ministères du Travail, de la Formation et du Développement des compétences et des Transports son leadership relativement à l'utilisation de l'information et de la technologie de l'information (ITI). Le Groupement est également le fournisseur central de solutions technologiques .NET dans toute la fonction publique de l'Ontario.

Le Groupement permet aux ministères de réaliser certains volets de leur mandat en soutenant une gestion efficace de leurs ressources en ITI. De plus, le Groupement planifie les investissements en ITI de manière à en optimiser la valeur et à aider les ministères à préserver de manière socialement responsable la confiance du public.

En soutenant la modernisation des pratiques des ministères en matière d'information, le Groupement améliore la prestation des programmes, génère de nouveaux débouchés et améliore le service à la clientèle.

En tant que membre de la communauté de l'ITI au sein de la FPO, le Groupement harmonise ses programmes et ses priorités avec la Stratégie de 2016-2020 en matière d'ITI pour la FPO, laquelle repose sur une vision d'un partenaire d'ITI moderne et axé sur la clientèle qui soutient la transformation par l'innovation et des activités inspirées par la valeur.

Le Groupement est structuré de manière à se conformer aux exigences ministérielles en matière de programmes et de services afin de fournir à nos clients des services modernes, de haute qualité, accessibles, économiques et durables, notamment des conseils et de la planification, et de soutenir leurs programmes opérationnels.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Services d'information et de technologie de l'information	68 074 100	64 897 600	3 176 500	65 700 396
3	Recouvrements d'autres ministères	97 500	97 500	-	71 140
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	68 171 600	64 995 100	3 176 500	65 771 536
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	68 172 600	64 996 100	3 176 500	65 771 536
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
2	Information et technologie de l'information	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-

GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS - CRÉDIT 2705, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2705-1	Services d'information et de technologie de l'information	
	Traitements et salaires	36 319 500
	Avantages sociaux	4 645 500
	Transports et communications	617 700
	Services	64 597 600
	Fournitures et matériel	561 700
	Total partiel	106 742 000
	Moins : Recouvrements	38 667 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement	68 074 100
2705-3	Recouvrements d'autres ministères	
	Traitements et salaires	1 260 300
	Avantages sociaux	161 900
	Transports et communications	50 000
	Services	13 753 400
	Fournitures et matériel	7 900
	Total partiel	15 233 500
	Moins : Recouvrements	15 136 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	97 500
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Groupement du travail et des transports	68 172 600
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2705-2	Information et technologie de l'information	
	Dépôts et charges payées d'avance	1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement	1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Groupement du travail et des transports	1 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	1 155 428 514	1 247 470 149
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	46 305 400	54 553 188
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(1 726 000)	(1 434 569)
Total - Charges de fonctionnement redressées	1 200 007 914	1 300 588 768

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	5 904 869 300	4 823 962 658
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	53 047 100	59 507 100
Total - Charges d'immobilisations redressées	5 957 916 400	4 883 469 758

*La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges d'immobilisations.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

Le Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) offre à toute la fonction publique de l'Ontario des services de leadership et de conseil soutenant la prise de décision fondée sur des données probantes, une gestion du risque et financière prudente, la transparence et la reddition des comptes. Le SCT renforce le mode de gestion du gouvernement et aide à garantir l'optimisation des dépenses gouvernementales et des résultats pour les Ontariens et Ontariennes. Il assure également le contrôle des relations de travail entre le gouvernement et la fonction publique de l'Ontario (FPO) et le secteur parapublic; il offre des services de recrutement de cadres de direction à l'échelon organisationnel, d'apprentissage et de perfectionnement professionnel, de gestion du talent ainsi que de recrutement et de maintien en poste de jeunes et de nouveaux professionnels; il assure le contrôle des politiques générales et de la gouvernance des organismes; il assume le leadership relatif à l'éthique des fonctionnaires, l'inclusion et la diversité au sein de la FPO; il offre des services de conseil en gestion pour la transformation organisationnelle; il assure la fonction liée aux politiques de ressources humaines; il exécute la fonction de vérification interne; il supervise la gestion du risque à l'échelle gouvernementale.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
3401	Programme d'administration du ministère	22 731 800	25 026 800	(2 295 000)	23 922 238
3402	Relations de travail et rémunération	53 063 500	59 514 700	(6 451 200)	28 012 791
3403	Programme des avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur)	1 294 000 000	1 150 998 000	143 002 000	985 112 049
3404	Programme de soutien au Conseil du Trésor	1 203 268 900	1 112 754 600	90 514 300	28 596 617
3405	Bureau de la Commission de la fonction publique	25 194 900	34 546 900	(9 352 000)	36 902 238
3409	Programme du Groupement des organismes centraux	44 039 600	45 995 900	(1 956 300)	50 494 975
-	Programme des organismes, conseils et commissions	-	857 500	(857 500)	947 385
3411	Programme Achat groupé de services médiatiques	51 013 300	51 013 300	-	-
3412	Bureau du contrôleur général	54 122 100	51 569 600	2 552 500	45 137 114
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		2 747 434 100	2 532 277 300	215 156 800	1 199 125 407
Crédits législatifs		361 088 187	281 069 014	80 019 173	220 122 055
Total du ministère - Charges de fonctionnement		3 108 522 287	2 813 346 314	295 175 973	1 419 247 462

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(\$)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
	Redressement de consolidation - Avantages sociaux et prestations de retraite	(45 000 000)	(45 000 000)	-	(40 612 247)
	Autres redressements - Redressement actuariel sans effet sur la trésorerie au titre des régimes de retraite et des prestations de retraite	(221 007 000)	(35 002 000)	(186 005 000)	-
	Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	-	(7 531 500)	7 531 500	(13 325 753)
	Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	2 842 515 287	2 725 812 814	116 702 473	1 365 309 462
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3401	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Crédits législatifs	1 000	1 000	-	571 826 042
	Total du ministère - Actifs de fonctionnement	2 000	2 000	-	571 826 042
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3401	Programme d'administration du ministère	515 700	801 000	(285 300)	483 377
3404	Programme de soutien au Conseil du Trésor	145 000 000	325 000 000	(180 000 000)	-
3409	Programme du Groupement des organismes centraux	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	145 516 700	325 802 000	(180 285 300)	483 377
	Crédits législatifs	2 000	2 000	-	-
	Total du ministère - Charges d'immobilisations	145 518 700	325 804 000	(180 285 300)	483 377
	Redressement de consolidation - portefeuille immobilier général	(167 400)	-	(167 400)	(363 214)
	Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	145 351 300	325 804 000	(180 452 700)	120 163

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE
(**\$**)

CRÉDIT	PROGRAMME	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
BIENS IMMOBILISÉS					
3401	Programme d'administration du ministère	1 000	1 000	-	-
3409	Programme du Groupement des organismes centraux	1 000	1 000	-	-
TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS		2 000	2 000	-	-
Total du ministère - Biens immobilisés		2 000	2 000	-	-
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)					
		2 987 866 587	3 051 616 814	(63 750 227)	1 365 429 625

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3401

Le programme d'administration du ministère assure les services administratifs et de soutien qui permettent au ministère d'obtenir des résultats soutenant les objectifs et les priorités budgétaires du gouvernement. Ses fonctions comprennent la gestion des finances et des ressources humaines ainsi que la gestion des locaux et des installations. Le programme fournit également des services juridiques et de communication, de planification et de surveillance des résultats. Il aide et soutient les secteurs de programmes du ministère dans l'atteinte de leurs objectifs opérationnels.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE Nº	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	22 731 800	25 026 800	(2 295 000)	23 922 238
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	22 731 800	25 026 800	(2 295 000)	23 922 238
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	47 841	-	49 301
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346	16 173	16 173	12 593
	Total - Crédits législatifs	81 187	65 014	16 173	61 894
	Total - Charges de fonctionnement	22 812 987	25 091 814	(2 278 827)	23 984 132
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
10	Débiteurs	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	1 000	1 000	-	-
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Administration du ministère	515 700	801 000	(285 300)	483 377
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	515 700	801 000	(285 300)	483 377
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	516 700	802 000	(285 300)	483 377
BIENS IMMOBILISÉS					
3	Administration du ministère	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3401, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3401-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		15 747 400
	Avantages sociaux		1 619 000
	Transports et communications		474 500
	Services		7 384 500
	Fournitures et matériel		506 400
	Total partiel		25 731 800
	Moins : Recouvrements		3 000 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		22 731 800
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	2 888 800	
	Avantages sociaux	401 100	
	Transports et communications	123 300	
	Services	261 300	
	Fournitures et matériel	54 000	3 728 500
<i>Services financiers et administratifs</i>			
	Traitements et salaires	7 198 900	
	Avantages sociaux	694 300	
	Transports et communications	212 900	
	Services	619 800	
	Fournitures et matériel	152 100	8 878 000
<i>Services juridiques</i>			
	Traitements et salaires	76 300	
	Avantages sociaux	5 000	
	Transports et communications	54 600	
	Services	4 262 100	
	Fournitures et matériel	149 500	4 547 500
<i>Services de communication</i>			
	Traitements et salaires	3 882 800	
	Avantages sociaux	394 500	
	Transports et communications	62 100	
	Services	2 136 200	
	Fournitures et matériel	132 100	

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3401, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	Total partiel	6 607 700	
	Moins : Recouvrements	3 000 000	3 607 700
	<i>Ressources humaines</i>		
	Traitements et salaires	1 700 600	
	Avantages sociaux	124 100	
	Transports et communications	21 600	
	Services	105 100	
	Fournitures et matériel	18 700	1 970 100
	Total à voter - Charges de fonctionnement		22 731 800
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Crédits législatifs		
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		47 841
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		32 346
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		22 812 987
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
3401-10	Débiteurs		
	Avances et montants récupérables		
	Avances et montants récupérables - recouvrements en cours d'exercice		1 000
	Total à voter - Actifs de fonctionnement		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		1 000

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3401, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
3401-2	Administration du ministère	
	Services	514 700
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	515 700
	Crédits législatifs	
	Autres opérations	
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministère	516 700
	BIENS IMMOBILISÉS	
3401-3	Administration du ministère	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme d'administration du ministère	1 000

RELATIONS DE TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION - CRÉDIT 3402

Le Programme des relations de travail et de la rémunération soutient l'engagement du gouvernement à l'égard de relations de travail constructives au sein de la fonction publique de l'Ontario (FPO) et du secteur parapublic.

Le programme représente la Couronne en tant qu'employeur dans toutes les négociations collectives et les questions de relations de travail touchant la FPO, fournit des conseils consultatifs sur les relations de travail et avec le personnel, soutient les relations patronales-syndicales régulières et gère les stratégies et les programmes de rémunération de la FPO. Il assure également la gouvernance budgétaire de tous les régimes d'avantages sociaux et de retraite pour le compte des employés et des retraités de la FPO et du système judiciaire.

Le programme analyse les facteurs internes et externes qui influent sur les résultats des négociations collectives dans le secteur parapublic afin de formuler et d'offrir au gouvernement, aux ministères et aux employeurs du secteur parapublic des orientations et des avis stratégiques fondés sur des éléments probants relativement aux questions courantes liées aux négociations collectives et aux relations de travail. Le programme fournit aussi un soutien et des conseils stratégiques concernant les initiatives gouvernementales ayant une incidence sur la rémunération des cadres de direction dans le secteur parapublic.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N ^o	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Relations de travail et rémunération	53 063 500	59 514 700	(6 451 200)	28 012 791
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	53 063 500	59 514 700	(6 451 200)	28 012 791
	Total - Charges de fonctionnement	53 063 500	59 514 700	(6 451 200)	28 012 791

RELATIONS DE TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION - CRÉDIT 3402, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
3402-1	Relations de travail et rémunération	
	Traitements et salaires	45 576 200
	Avantages sociaux	2 130 800
	Transports et communications	448 800
	Services	7 072 100
	Fournitures et matériel	335 600
	Total partiel	55 563 500
	Moins : Recouvrements	2 500 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	53 063 500
	Total (Charges de fonctionnement) - Relations de travail et rémunération	53 063 500

PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR) - CRÉDIT 3403

Le Programme des avantages sociaux et des prestations de retraite (partie prise en charge par l'employeur) prend en charge les dépenses que le gouvernement effectue en qualité d'employeur au chapitre des services assurés, des programmes prévus par la loi, des services non assurés et de certains régimes de retraite de la fonction publique, notamment les coûts d'arbitrage et d'administration par des tiers. Les charges dépendent de l'évolution des charges à payer du gouvernement à titre de répondant ou de co-répondant de certains régimes de services assurés, régimes de retraite et droits aux indemnités de cessation d'emploi.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur)	1 294 000 000	1 150 998 000	143 002 000	985 112 049
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 294 000 000	1 150 998 000	143 002 000	985 112 049
L	Redressements actuariels et obligations de l'exercice précédent, <i>Loi sur l'administration financière</i>	361 007 000	281 004 000	80 003 000	220 060 161
	Total - Crédits législatifs	361 007 000	281 004 000	80 003 000	220 060 161
	Total - Charges de fonctionnement	1 655 007 000	1 432 002 000	223 005 000	1 205 172 210

PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR) - CRÉDIT 3403, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3403-1	Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur)		
	Avantages sociaux		
	Autres avantages sociaux	13 000 000	
	Régime de retraite agréé des juges provinciaux	10 000 000	
	Convention de retraite des juges provinciaux	40 001 000	
	Régime de retraite complémentaire des juges provinciaux	14 000 000	
	Régime de pensions du Canada	186 731 700	
	Régime de retraite complémentaire des protonotaires chargés de la gestion des causes	1 999 000	
	Régime de soins dentaires	68 711 600	
	Impôt-santé des employeurs	123 827 500	
	Assurance-emploi	86 538 900	
	Assurance-vie collective	10 384 700	
	Régime de retraite complémentaire des juges de paix	1 000 000	
	Indemnités légales de cessation d'emploi	120 000 000	
	Protection du revenu à long terme	120 323 700	
	Avantages sociaux - Association de la Police provinciale de l'Ontario	53 090 100	
	Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	250 000 000	
	Régime de retraite des fonctionnaires	578 000 000	
	Compte des avantages sociaux supplémentaires des fonctionnaires	16 000 000	
	Prestations aux employés retraités	250 000 000	
	Régime d'assurance complémentaire maladie et hospitalisation	175 596 100	2 119 204 300
	Moins : Recouvrements		825 204 300
	Total à voter - Charges de fonctionnement		1 294 000 000

PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR) - CRÉDIT 3403, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Crédits législatifs		
Redressements actuariels et obligations de l'exercice précédent, <i>Loi sur l'administration financière</i>		
	Avantages sociaux	
L	Régime de retraite agréé des juges provinciaux	1 000
L	Convention de retraite des juges provinciaux	1 000
L	Régime de retraite complémentaire des juges provinciaux	30 000 000
L	Régime de retraite complémentaire des protonotaires chargés de la gestion des causes	1 000
L	Continuation des prestations pour la CSPAAT et la protection du revenu à long terme	6 000 000
L	Assurance-vie collective	1 000
L	Régime de retraite complémentaire des juges de paix	1 000 000
L	Indemnités légales de cessation d'emploi	1 000
L	Protection du revenu à long terme	24 000 000
L	Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	15 000 000
L	Régime de retraite des fonctionnaires	1 000
L	Compte des avantages sociaux supplémentaires des fonctionnaires	42 000 000
L	Prestations aux employés retraités	200 000 000
L	Absences et congés rémunérés	1 000
L	Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT)	43 000 000
Total (Charges de fonctionnement) - Programme des avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur)		1 655 007 000

PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR - CRÉDIT 3404

Le programme de soutien au Conseil du Trésor procure du leadership et des services consultatifs qui étayent une prise de décision fondée sur des données probantes, une gestion financière prudente et une reddition des comptes transparente dans toute la fonction publique de l'Ontario. Le programme offre aussi du leadership aux ministères et aux organismes provinciaux par la prestation de politiques, de directives et de conseils stratégiques de portée gouvernementale visant à promouvoir l'excellence dans la fonction publique, notamment en dirigeant et en soutenant l'examen des organismes provinciaux de l'Ontario.

Le programme favorise la responsabilité et l'intégrité budgétaire en offrant son expertise et ses conseils sur l'élaboration et la mise en œuvre de cadres pour la gestion budgétaire et financière, la mesure du rendement et l'infrastructure. Il veille à l'utilisation judicieuse des ressources publiques pour réaliser les priorités du gouvernement en soutenant le Conseil du Trésor et le Conseil de gestion du gouvernement et en offrant des conseils sur les plans pluriannuels préparés chaque année, la gestion des dépenses pour l'exercice en cours et la conception des programmes. De plus, le programme aide le président du Conseil du Trésor, le sous-ministre et secrétaire du Conseil du Trésor et du Conseil de gestion du gouvernement ainsi que le gouvernement à rendre compte à la population des plans et des résultats en publiant par exemple le Budget des dépenses. Le programme fournit également à la fonction publique de l'Ontario et au secteur parapublic des conseils en matière de reddition des comptes et de surveillance.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Conseil du Trésor – Soutien et planification financière	48 268 900	37 754 600	10 514 300	28 596 617
2	Fonds de prévoyance	1 155 000 000	1 075 000 000	80 000 000	-
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		1 203 268 900	1 112 754 600	90 514 300	28 596 617
Total - Charges de fonctionnement		1 203 268 900	1 112 754 600	90 514 300	28 596 617
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Fonds de prévoyance pour les immobilisations	145 000 000	325 000 000	(180 000 000)	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS		145 000 000	325 000 000	(180 000 000)	-
Total - Charges d'immobilisations		145 000 000	325 000 000	(180 000 000)	-

PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR - CRÉDIT 3404, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3404-1	Conseil du Trésor – Soutien et planification financière		
	Traitements et salaires		23 244 200
	Avantages sociaux		3 106 900
	Transports et communications		718 600
	Services		
	Autres services	35 170 100	
	Fonds pour la vérification et la responsabilisation	6 000 000	41 170 100
	Fournitures et matériel		479 100
Total partiel			68 718 900
Moins : Recouvrements			20 450 000
Total à voter - Charges de fonctionnement			48 268 900
Sous-postes :			
Gestion des dépenses			
	Traitements et salaires	15 055 000	
	Avantages sociaux	2 013 600	
	Transports et communications	474 300	
	Services		
	Autres services	2 853 400	
	Fonds pour la vérification et la responsabilisation	6 000 000	8 853 400
	Fournitures et matériel	316 300	26 712 600
Planification et performance			
	Traitements et salaires	8 189 200	
	Avantages sociaux	1 093 300	
	Transports et communications	244 300	
	Services		
	Autres services	32 316 700	
	Fournitures et matériel	162 800	
	Total partiel	42 006 300	
	Moins : Recouvrements	20 450 000	21 556 300
Total à voter - Charges de fonctionnement			48 268 900

PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR - CRÉDIT 3404, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
3404-2	Fonds de prévoyance	
	Autres opérations	1 155 000 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	1 155 000 000
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de soutien au Conseil du Trésor	1 203 268 900
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
3404-4	Fonds de prévoyance pour les immobilisations	
	Autres opérations	145 000 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	145 000 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme de soutien au Conseil du Trésor	145 000 000

BUREAU DE LA COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE - CRÉDIT 3405

Le Bureau de la Commission de la fonction publique élabore des stratégies et des politiques gouvernementales de ressources humaines afin de bâtir une culture saine, inclusive et productive dans les lieux de travail. Il rend la transformation possible, gère les risques en matière de personnel, stimule l'excellence en gestion des RH et favorise l'efficacité de la fonction publique. Le Bureau dirige également les efforts de la FPO pour constituer un bon vivier de talents en leadership et une culture de leadership efficace et d'apprentissage continu.

Le programme gouvernemental de ressources humaines est chargé d'assumer le leadership dans l'atteinte des objectifs de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario*, en particulier pour garantir que la FPO soit une organisation impartiale, professionnelle, éthique et compétente.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(**\$**)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Bureau de la Commission de la fonction publique	25 194 900	34 546 900	(9 352 000)	36 902 238
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		25 194 900	34 546 900	(9 352 000)	36 902 238
Total - Charges de fonctionnement		25 194 900	34 546 900	(9 352 000)	36 902 238

BUREAU DE LA COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE - CRÉDIT 3405, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
3405-1	Bureau de la Commission de la fonction publique	
	Traitements et salaires	21 281 300
	Avantages sociaux	2 770 000
	Transports et communications	196 800
	Services	320 600
	Fournitures et matériel	464 200
	Paievements de transfert	
	Club du quart de siècle	162 000
Total à voter - Charges de fonctionnement		25 194 900
Total (Charges de fonctionnement) - Bureau de la Commission de la fonction publique		25 194 900

PROGRAMME DU GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX - CRÉDIT 3409

Le programme du Groupement des organismes centraux fournit à ses clients du leadership et un soutien efficace en technologie de l'information (TI) afin de renforcer la capacité du gouvernement à offrir des services centrés sur le citoyen. Le Groupement élabore et maintient les solutions sous-jacentes en TI nécessaires au soutien d'un gouvernement plus moderne, ouvert, transparent et accessible numériquement et aide ses clients de toute la FPO à optimiser la valeur de leurs services aux contribuables.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Groupement des organismes centraux	44 039 600	45 995 900	(1 956 300)	50 494 975
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	44 039 600	45 995 900	(1 956 300)	50 494 975
	Total - Charges de fonctionnement	44 039 600	45 995 900	(1 956 300)	50 494 975
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Groupement des organismes centraux	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	1 000	1 000	-	-
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	-
	Total - Charges d'immobilisations	2 000	2 000	-	-
BIENS IMMOBILISÉS					
4	Groupement des organismes centraux	1 000	1 000	-	-
	TOTAL À VOTER - BIENS IMMOBILISÉS	1 000	1 000	-	-
	Total - Biens immobilisés	1 000	1 000	-	-

PROGRAMME DU GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX - CRÉDIT 3409, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
3409-1	Groupement des organismes centraux	
	Traitements et salaires	61 961 400
	Avantages sociaux	7 546 000
	Transports et communications	2 846 700
	Services	256 576 400
	Fournitures et matériel	2 460 900
	Total partiel	331 391 400
	Moins : Recouvrements	287 351 800
	Total à voter - Charges de fonctionnement	44 039 600
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme du Groupement des organismes centraux	44 039 600
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
3409-3	Groupement des organismes centraux	
	Autres opérations	1 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations	1 000
Crédits législatifs		
	Autres opérations	
L	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme du Groupement des organismes centraux	2 000
BIENS IMMOBILISÉS		
3409-4	Groupement des organismes centraux	
	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 000
	Total à voter - Biens immobilisés	1 000
	Total (Biens immobilisés) - Programme du Groupement des organismes centraux	1 000

PROGRAMME ACHAT GROUPÉ DE SERVICES MÉDIATIQUES - CRÉDIT 3411

Le programme Achat groupé de services médiatiques soutient l'achat d'espace médiatique pour les activités de marketing payées du gouvernement. Les fonds portent également sur les frais d'agence s'y rattachant, les coûts de production créative, les coûts des études de marché, la technologie et les services de gestion de données et de marketing et l'élaboration de matériel publicitaire connexe en vue de soutenir des campagnes intégrées relatives aux initiatives gouvernementales. La publicité payée du gouvernement est régie par la *Loi de 2004 sur la publicité gouvernementale* et est examinée par le vérificateur général, qui en rend compte.

SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Achat groupé de services	51 013 300	51 013 300	-	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	51 013 300	51 013 300	-	-
	Total - Charges de fonctionnement	51 013 300	51 013 300	-	-

PROGRAMME ACHAT GROUPÉ DE SERVICES MÉDIATIQUES - CRÉDIT 3411, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
3411-1	Achat groupé de services	
	Services	51 013 300
	Total à voter - Charges de fonctionnement	51 013 300
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme Achat groupé de services médiatiques	51 013 300

BUREAU DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL - CRÉDIT 3412

Le programme du Bureau du contrôleur général est responsable de l'orientation et du leadership, à l'échelle du gouvernement, du contrôle financier provincial, de la gestion du risque d'entreprise et de la surveillance administrative à l'égard de la fonction de vérification interne. Ce programme assure la supervision des fonctions garantissant une responsabilité financière solide, la transparence en matière de rapports, un cadre moderne de contrôle financier du secteur public et des capacités dans les domaines de la gestion financière, du risque et de la vérification.

Le programme aide la fonction publique de l'Ontario et le secteur parapublic à atteindre leurs objectifs opérationnels en assumant une fonction de remise en question à l'appui de la planification et de la prise de décision, tout en réalisant des évaluations et en présentant des recommandations pour renforcer les processus de gouvernance, de gestion du risque, de contrôle, de reddition des comptes et de conformité ainsi que pour améliorer l'efficacité, l'efficience et l'économie des activités des ministères et des organismes provinciaux.

De plus, le programme aide le président du Conseil du Trésor et le gouvernement à faire rapport à la population au moyen des Comptes publics, du Rapport annuel et des états financiers consolidés. Il assure pour la fonction publique de l'Ontario et le secteur parapublic une surveillance interne renforcée, notamment en ce qui concerne la reddition des comptes, les politiques de gestion financière et les principales pratiques de gestion du risque à l'échelle du gouvernement.

Par ailleurs, le programme offre des conseils, de l'orientation et des activités d'élaboration d'un cadre stratégique pour bâtir et renforcer les communautés de gestion financière, de gestion du risque et de vérification interne.

**SOMMAIRE - CRÉDIT
(\$)**

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Différence entre 2020-2021 et 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Bureau du contrôleur général	54 122 100	51 569 600	2 552 500	45 137 114
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	54 122 100	51 569 600	2 552 500	45 137 114
	Total - Charges de fonctionnement	54 122 100	51 569 600	2 552 500	45 137 114
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
L	Taxe de vente harmonisée, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 000	1 000	-	571 826 042
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	571 826 042
	Total - Actifs de fonctionnement	1 000	1 000	-	571 826 042

BUREAU DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL - CRÉDIT 3412, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES
(\$)

CRÉDIT - POSTE Nº	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
3412-1	Bureau du contrôleur général		
	Traitements et salaires		37 208 100
	Avantages sociaux		4 686 400
	Transports et communications		901 800
	Services		13 545 200
	Fournitures et matériel		531 100
	Paielements de transfert		
	Subventions à l'appui des pratiques efficaces en matière de gestion financière et de gestion des risques		1 000 000
	Total partiel		57 872 600
	Moins : Recouvrements		3 750 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement		54 122 100
Sous-postes :			
Bureau de la gestion globale des risques			
	Traitements et salaires	2 580 500	
	Avantages sociaux	290 200	
	Transports et communications	199 400	
	Services	332 400	
	Fournitures et matériel	133 100	
	Paielements de transfert		
	Subventions à l'appui des pratiques efficaces en matière de gestion financière et de gestion des risques	1 000 000	4 535 600
Division du contrôleur provincial			
	Traitements et salaires	9 362 600	
	Avantages sociaux	1 579 000	
	Transports et communications	375 600	
	Services	10 403 000	
	Fournitures et matériel	292 300	22 012 500
Division de la vérification interne de l'Ontario			
	Traitements et salaires	25 265 000	
	Avantages sociaux	2 817 200	
	Transports et communications	326 800	
	Services	2 809 800	
	Fournitures et matériel	105 700	
	Total partiel	31 324 500	

BUREAU DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL - CRÉDIT 3412, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite
(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	Moins : Recouvrements	3 750 500	27 574 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		54 122 100
	Total (Charges de fonctionnement) - Bureau du contrôleur général		54 122 100
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
	Crédits législatifs		
	Avances et montants récupérables		
L	Taxe de vente harmonisée, <i>Loi sur l'administration financière</i>		1 000
	Total (Actifs de fonctionnement) - Bureau du contrôleur général		1 000

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	2 493 064 514	1 414 708 390
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	20 281 800	21 348 819
Transfert de fonctions à d'autres ministères	-	(16 809 747)
Budget supplémentaire des dépenses		
Budget supplémentaire des dépenses 2019-2020	300 000 000	-
Total - Charges de fonctionnement redressées	2 813 346 314	1 419 247 462

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement.

ACTIFS DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Total - Actifs de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	2 000	586 329 964
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions à d'autres ministères	-	(14 503 922)
Total - Actifs de fonctionnement redressés	2 000	571 826 042

*La rubrique Total - Actifs de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - actifs de fonctionnement.

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	325 804 000	9 824 316
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions à d'autres ministères	-	(9 340 939)
Total - Charges d'immobilisations redressées	325 804 000	483 377

*La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges d'immobilisations.

BIENS IMMOBILISÉS	Prévisions 2019-2020 \$	Chiffres réels 2018-2019 \$
Total - Biens immobilisés (données publiées antérieurement*)	2 000	33 997 027
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions à d'autres ministères	-	(33 997 027)
Total - Biens immobilisés redressés	2 000	-

*La rubrique Total - Biens immobilisés comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - biens immobilisés.

TABLEAUX RÉCAPITULATIFS

Tableau 1 : Fonctionnement : Sommaire des totaux,
pour l'exercice se

Ministère	CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
	Montant à voter	Mandats Spéciaux	Crédits législatifs	Total des prévisions	Redressement de consolidation et autres redressements	Total, y compris redressements
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	534 752 500	-	1 097 187	535 849 687	134 446 000	670 295 687
Procureur général	1 723 450 300	-	5 368 014	1 728 818 314	(94 397 500)	1 634 420 814
Bureau du Conseil des ministres	33 607 700	-	64 014	33 671 714	(477 500)	33 194 214
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	17 800 490 800	-	80 640 587	17 881 131 387	(239 989 800)	17 641 141 587
Collèges et Universités	6 658 584 300	-	55 106 014	6 713 690 314	3 439 550 600	10 153 240 914
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	578 831 800	-	529 565	579 361 365	(1 551 900)	577 809 465
Éducation	28 171 843 700	-	1 620 802 014	29 792 645 714	643 770 000	30 436 415 714
Énergie, Développement du Nord et Mines	5 925 201 200	-	590 392	5 925 791 592	276 780 500	6 202 572 092
Environnement, Protection de la nature et Parcs	330 639 700	-	68 314	330 708 014	295 578 400	626 286 414
Finances	3 270 896 000	-	12 457 916 914	15 728 812 914	1 045 329 800	16 774 142 714
Affaires francophones	6 072 100	-	16 173	6 088 273	-	6 088 273
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	872 394 900	-	19 013 014	891 407 914	538 169 100	1 429 577 014
Santé	57 598 230 800	-	89 392	57 598 320 192	3 679 077 100	61 277 397 292
Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture	1 228 731 800	-	99 360	1 228 831 160	303 610 200	1 532 441 360
Affaires autochtones	77 723 400	-	1 491 014	79 214 414	-	79 214 414
Infrastructure	20 563 600	-	65 014	20 628 614	132 660 200	153 288 814
Travail, Formation et Développement des compétences	1 590 391 900	-	6 565 014	1 596 956 914	(310 501 400)	1 286 455 514
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 903 500	-	-	1 903 500	-	1 903 500
Soins de longue durée	4 626 793 300	-	314 014	4 627 107 314	1 280 800	4 628 388 114
Affaires municipales et Logement	1 002 293 900	-	84 187	1 002 378 087	(103 173 200)	899 204 887
Richesses naturelles et Forêts	469 806 800	-	5 167 014	474 973 814	137 957 300	612 931 114
Cabinet du premier ministre	2 326 800	-	105 861	2 432 661	-	2 432 661
Services aux aînés et Accessibilité	58 231 900	-	66 014	58 297 914	(150 000)	58 147 914
Solliciteur général	2 975 757 600	-	132 187	2 975 889 787	(204 612 700)	2 771 277 087
Transports	1 314 486 000	-	391 392	1 314 877 392	1 250 028 500	2 564 905 892
Secrétariat du Conseil du Trésor	2 747 434 100	-	361 088 187	3 108 522 287	(266 007 000)	2 842 515 287
TOTAL	139 621 440 400	-	14 616 870 852	154 238 311 252	10 657 377 500	164 895 688 752

y compris redressement de consolidation et autres redressements

terminant le 31 mars 2021

ACTIF				Ministère
Montant à voter	Mandats Spéciaux	Crédits législatifs	Total des prévisions	
\$	\$	\$	\$	
5 001 000	-	-	5 001 000	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
9 000	-	-	9 000	Procureur général
-	-	-	-	Bureau du Conseil des ministres
43 710 000	-	-	43 710 000	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
395 101 000	-	-	395 101 000	Collèges et Universités
50 001 000	-	-	50 001 000	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
1 487 800	-	-	1 487 800	Éducation
495 054 000	-	-	495 054 000	Énergie, Développement du Nord et Mines
1 000	-	-	1 000	Environnement, Protection de la nature et Parcs
20 651 000	-	37 200 000	57 851 000	Finances
1 000	-	-	1 000	Affaires francophones
26 153 000	-	-	26 153 000	Services gouvernementaux et Services aux consommateurs
62 089 000	-	-	62 089 000	Santé
1 000	-	-	1 000	Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture
1 000	-	-	1 000	Affaires autochtones
2 000	-	-	2 000	Infrastructure
2 001 000	-	-	2 001 000	Travail, Formation et Développement des compétences
-	-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
20 431 000	-	-	20 431 000	Soins de longue durée
792 800	-	-	792 800	Affaires municipales et Logement
4 875 500	-	-	4 875 500	Richesses naturelles et Forêts
-	-	-	-	Cabinet du premier ministre
1 000	-	-	1 000	Services aux aînés et Accessibilité
6 021 000	-	-	6 021 000	Solliciteur général
6 000	-	-	6 000	Transports
1 000	-	1 000	2 000	Secrétariat du Conseil du Trésor
1 133 392 100	-	37 201 000	1 170 593 100	

Tableau 2 : Fonctionnement : État

Ministère	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	535 849 687	556 167 414	581 236 198
Procureur général	1 728 818 314	1 692 013 614	1 896 873 864
Bureau du Conseil des ministres	33 671 714	31 573 114	33 347 735
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	17 881 131 387	17 153 661 287	17 087 848 447
Collèges et Universités	6 713 690 314	6 845 333 614	7 630 435 588
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	579 361 365	653 334 687	806 238 395
Éducation	29 792 645 714	29 308 886 692	28 953 201 018
Énergie, Développement du Nord et Mines	5 925 791 592	5 948 313 687	4 793 605 988
Environnement, Protection de la nature et Parcs	330 708 014	326 491 814	774 726 130
Finances	15 728 812 914	14 095 276 514	12 612 535 067
Affaires francophones	6 088 273	5 836 573	5 146 327
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	891 407 914	655 618 714	717 381 194
Santé	57 598 320 192	54 061 422 014	52 223 692 581
Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture	1 228 831 160	1 142 845 714	1 203 555 694
Affaires autochtones	79 214 414	70 923 714	289 927 283
Infrastructure	20 628 614	18 638 914	21 126 436
Travail, Formation et Développement des compétences	1 596 956 914	1 611 217 914	1 572 614 907
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 903 500	1 903 500	1 759 036
Soins de longue durée	4 627 107 314	4 393 859 214	4 328 367 817
Affaires municipales et Logement	1 002 378 087	937 398 887	1 175 748 602
Richesses naturelles et Forêts	474 973 814	475 497 414	619 925 804
Cabinet du premier ministre	2 432 661	2 432 661	2 422 850
Services aux aînés et Accessibilité	58 297 914	48 102 041	45 778 548
Solliciteur général	2 975 889 787	2 795 641 387	2 838 152 750
Transports	1 314 877 392	1 200 007 914	1 300 588 768
Secrétariat du Conseil du Trésor	3 108 522 287	2 813 346 314	1 419 247 462
TOTAL	154 238 311 252	146 845 745 326	142 935 484 489

Note:

Le redressement de consolidation et les autres redressements ne sont pas inclus.

comparatif des totaux

ACTIF			Ministère
Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019	
\$	\$	\$	
5 001 000	9 001 000	1 889 100	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
9 000	9 000	2 162 339	Procureur général
-	-	-	Bureau du Conseil des ministres
43 710 000	43 710 000	44 022 410	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
395 101 000	440 001 000	149 521 516	Collèges et Universités
50 001 000	10 001 000	5 166 247	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
1 487 800	3 062 000	1 874 704	Éducation
495 054 000	216 055 000	95 560 000	Énergie, Développement du Nord et Mines
1 000	1 000	7 693 000	Environnement, Protection de la nature et Parcs
57 851 000	85 652 000	53 345 111	Finances
1 000	1 000	-	Affaires francophones
26 153 000	16 178 400	14 503 922	Services gouvernementaux et Services aux consommateurs
62 089 000	62 088 000	61 686 000	Santé
1 000	1 000	-	Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture
1 000	1 000	-	Affaires autochtones
2 000	2 000	12 000 000	Infrastructure
2 001 000	2 001 000	747 500	Travail, Formation et Développement des compétences
-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
20 431 000	20 431 000	20 430 959	Soins de longue durée
792 800	1 000	-	Affaires municipales et Logement
4 875 500	2 925 800	4 271 576	Richesses naturelles et Forêts
-	-	-	Cabinet du premier ministre
1 000	1 000	-	Services aux aînés et Accessibilité
6 021 000	21 000	-	Solliciteur général
6 000	6 000	-	Transports
2 000	2 000	571 826 042	Secrétariat du Conseil du Trésor
1 170 593 100	911 152 200	1 046 700 426	

Tableau 3 : Fonctionnement : Sommaire des totaux

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	83 677 387	12 301 800	5 674 600	29 168 600	2 329 100
Procureur général	973 965 414	109 677 100	28 482 600	319 919 600	17 115 800
Bureau du Conseil des ministres	28 107 514	3 595 200	312 500	1 427 400	225 100
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	465 002 387	80 918 200	18 207 500	196 092 400	9 634 600
Collèges et Universités	33 350 514	4 892 100	1 391 500	34 112 600	1 787 500
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	62 551 365	7 232 100	5 338 700	37 197 400	2 529 500
Éducation	179 981 014	25 568 800	14 714 600	148 112 000	13 211 600
Énergie, Développement du Nord et Mines	63 347 592	7 973 600	3 612 400	47 538 400	3 650 300
Environnement, Protection de la nature et Parcs	247 574 914	33 452 300	4 940 900	90 663 300	23 097 300
Finances	140 614 514	20 565 600	5 963 900	206 742 500	3 838 500
Affaires francophones	2 026 073	238 200	118 500	2 626 500	79 000
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	462 456 914	67 241 600	71 896 700	819 029 400	32 936 100
Santé	281 857 392	49 735 000	18 224 500	2 051 489 800	6 422 700
Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture	42 538 960	5 188 200	2 400 600	9 122 300	2 531 500
Affaires autochtones	14 838 114	1 524 000	1 029 300	14 446 600	267 500
Infrastructure	14 757 714	1 614 800	267 000	3 737 500	247 600
Travail, Formation et Développement des compétences	220 805 314	33 123 400	8 991 800	63 554 700	3 062 300
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 254 000	118 600	92 100	245 500	37 500
Soins de longue durée	34 042 414	4 926 800	2 239 400	7 077 000	150 200
Affaires municipales et Logement	51 756 787	5 657 800	1 741 300	16 564 600	1 157 100
Richesses naturelles et Forêts	277 575 314	44 099 500	20 348 800	273 938 000	20 094 500
Cabinet du premier ministre	2 112 961	207 100	73 100	19 400	20 100
Services aux aînés et Accessibilité	14 708 214	1 910 400	289 700	7 210 900	383 800
Solliciteur général	1 832 904 687	281 269 400	104 010 100	487 700 800	142 335 300
Transports	220 697 892	36 023 000	9 039 900	688 470 400	27 441 000
Secrétariat du Conseil du Trésor	205 098 787	2 502 070 400	5 587 200	377 082 200	4 777 300
TOTAL	5 957 604 152	3 341 125 000	334 989 200	5 933 289 800	319 362 800

Note:

Le redressement de consolidation et les autres redressements ne sont pas inclus. Les crédits législatifs ont été inscrits dans les catégories de dépenses correspondantes (voir l'introduction).

par catégorie de dépenses (charges)

Paiements de transfert	Autres opérations	Moins : Recouvrements d'autres activités et ministères	Total	Ministère
\$	\$	\$	\$	
405 046 200	1 017 000	3 365 000	535 849 687	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
472 724 000	5 304 000	198 370 200	1 728 818 314	Procureur général
4 000	-	-	33 671 714	Bureau du Conseil des ministres
17 054 041 100	80 560 400	23 325 200	17 881 131 387	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
6 583 315 100	55 042 000	201 000	6 713 690 314	Collèges et Universités
464 288 200	527 000	302 900	579 361 365	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
29 493 432 000	3 000	82 377 300	29 792 645 714	Éducation
5 820 590 600	504 000	21 425 300	5 925 791 592	Énergie, Développement du Nord et Mines
31 938 200	3 300	100 962 200	330 708 014	Environnement, Protection de la nature et Parcs
693 041 700	14 663 081 900	5 035 700	15 728 812 914	Finances
1 000 000	-	-	6 088 273	Affaires francophones
3 248 000	37 477 900	602 878 700	891 407 914	Services gouvernementaux et Services aux consommateurs
55 190 664 500	3 000	76 700	57 598 320 192	Santé
1 167 048 600	3 000	2 000	1 228 831 160	Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture
53 407 900	1 000	6 300 000	79 214 414	Affaires autochtones
3 000	1 000	-	20 628 614	Infrastructure
1 263 024 500	6 501 000	2 106 100	1 596 956 914	Travail, Formation et Développement des compétences
-	155 800	-	1 903 500	Bureau du lieutenant-gouverneur
4 578 421 500	250 000	-	4 627 107 314	Soins de longue durée
960 379 100	97 203 500	132 082 100	1 002 378 087	Affaires municipales et Logement
36 068 700	5 102 000	202 253 000	474 973 814	Richesses naturelles et Forêts
-	-	-	2 432 661	Cabinet du premier ministre
33 792 900	2 000	-	58 297 914	Services aux aînés et Accessibilité
285 500 600	52 000	157 883 100	2 975 889 787	Solliciteur général
801 356 200	304 000	468 455 000	1 314 877 392	Transports
1 162 000	1 155 001 000	1 142 256 600	3 108 522 287	Secrétariat du Conseil du Trésor
125 393 498 600	16 108 099 800	3 149 658 100	154 238 311 252	

Tableau 4 : Fonctionnement : Sommaire des totaux - Actif par catégorie

Ministère	Dépôts et charges payées d'avance	Avances et montants récupérables	Prêts et investissements	Inventaire détenu à des fins de revente	Moins : Recouvrements d'autres activités et ministères	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	-	1 000	5 000 000	-	-	5 001 000
Procureur général	8 000	1 000	-	-	-	9 000
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	-	-	-
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	-	43 710 000	-	-	-	43 710 000
Collèges et Universités	-	1 000	395 100 000	-	-	395 101 000
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	-	1 000	50 000 000	-	-	50 001 000
Éducation	1 486 800	1 000	-	-	-	1 487 800
Énergie, Développement du Nord et Mines	3 000	1 000	495 050 000	-	-	495 054 000
Environnement, Protection de la nature et Parcs	-	1 000	-	-	-	1 000
Finances	-	33 351 000	24 500 000	-	-	57 851 000
Affaires francophones	-	1 000	-	-	-	1 000
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	26 152 000	1 000	-	-	-	26 153 000
Santé	1 000	62 088 000	-	-	-	62 089 000
Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture	-	1 000	-	-	-	1 000
Affaires autochtones	-	1 000	-	-	-	1 000
Infrastructure	-	1 000	1 000	-	-	2 000
Travail, Formation et Développement des compétences	-	1 000	2 000 000	-	-	2 001 000
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-	-	-	-
Soins de longue durée	-	20 431 000	-	-	-	20 431 000
Affaires municipales et Logement	-	792 800	-	-	-	792 800
Richesses naturelles et Forêts	4 873 500	1 000	-	2 000	1 000	4 875 500
Cabinet du premier ministre	-	-	-	-	-	-
Services aux aînés et Accessibilité	-	1 000	-	-	-	1 000
Solliciteur général	6 010 000	11 000	-	-	-	6 021 000
Transports	6 000	-	-	-	-	6 000
Secrétariat du Conseil du Trésor	-	2 000	-	-	-	2 000
TOTAL	38 540 300	160 400 800	971 651 000	2 000	1 000	1 170 593 100

Tableau 5 : Immobilisations : Sommaire des totaux,

pour l'exercice se

Ministère	CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
	Montant à voter	Mandats Spéciaux	Crédits législatifs	Total des prévisions	Redressement de consolidation et autres redressements	Total, y compris redressements
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	121 500 000	-	-	121 500 000	(3 414 800)	118 085 200
Procureur général	87 355 100	-	4 065 300	91 420 400	(43 610 800)	47 809 600
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	-	-	-
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	22 978 200	-	39 633 700	62 611 900	(6 504 300)	56 107 600
Collèges et Universités	263 721 900	-	7 060 500	270 782 400	243 027 400	513 809 800
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	3 000	-	1 000	4 000	-	4 000
Éducation	1 561 999 900	-	2 968 900	1 564 968 800	(108 205 800)	1 456 763 000
Énergie, Développement du Nord et Mines	83 842 000	-	341 806 200	425 648 200	23 778 700	449 426 900
Environnement, Protection de la nature et Parcs	13 947 700	-	12 064 700	26 012 400	4 650 600	30 663 000
Finances	2 000	-	1 000	3 000	9 794 200	9 797 200
Affaires francophones	1 000	-	-	1 000	-	1 000
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	97 447 500	-	11 910 800	109 358 300	126 626 300	235 984 600
Santé	1 332 787 200	-	17 400 700	1 350 187 900	587 756 400	1 937 944 300
Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture	101 684 800	-	4 000	101 688 800	17 145 000	118 833 800
Affaires autochtones	3 001 000	-	-	3 001 000	-	3 001 000
Infrastructure	706 940 700	-	-	706 940 700	2 418 000	709 358 700
Travail, Formation et Développement des compétences	17 624 000	-	1 600 200	19 224 200	(12 296 200)	6 928 000
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-	-	-	-
Soins de longue durée	1 000	-	-	1 000	-	1 000
Affaires municipales et Logement	161 113 600	-	636 500	161 750 100	(37 895 800)	123 854 300
Richesses naturelles et Forêts	18 096 100	-	19 997 100	38 093 200	241 500	38 334 700
Cabinet du premier ministre	-	-	-	-	-	-
Services aux aînés et Accessibilité	3 000	-	2 000	5 000	-	5 000
Solliciteur général	130 896 400	-	21 216 300	152 112 700	(73 936 900)	78 175 800
Transports	4 460 619 400	-	1 167 127 200	5 627 746 600	(2 608 014 800)	3 019 731 800
Secrétariat du Conseil du Trésor	145 516 700	-	2 000	145 518 700	(167 400)	145 351 300
TOTAL	9 331 082 200	-	1 647 498 100	10 978 580 300	(1 878 608 700)	9 099 971 600

y compris redressement de consolidation et autres redressements

terminant le 31 mars 2021

ACTIF						Ministère
Montant à voter	Mandats Spéciaux	Crédits législatifs	Total des prévisions	Redressements	Total, y compris redressements	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	
-	-	-	-	-	-	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
371 901 200	-	-	371 901 200	-	371 901 200	Procureur général
-	-	-	-	-	-	Bureau du Conseil des ministres
22 807 400	-	-	22 807 400	-	22 807 400	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
1 000	-	-	1 000	-	1 000	Collèges et Universités
2 000	-	-	2 000	-	2 000	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
2 430 500	-	-	2 430 500	-	2 430 500	Éducation
529 832 900	-	-	529 832 900	-	529 832 900	Énergie, Développement du Nord et Mines
33 139 500	-	-	33 139 500	-	33 139 500	Environnement, Protection de la nature et Parcs
2 000	-	-	2 000	-	2 000	Finances
-	-	-	-	-	-	Affaires francophones
400 050 300	-	-	400 050 300	-	400 050 300	Services gouvernementaux et Services aux consommateurs
29 284 900	-	-	29 284 900	-	29 284 900	Santé
39 277 000	-	-	39 277 000	-	39 277 000	Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture
-	-	-	-	-	-	Affaires autochtones
1 000	-	-	1 000	-	1 000	Infrastructure
502 000	-	-	502 000	-	502 000	Travail, Formation et Développement des compétences
-	-	-	-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
-	-	-	-	-	-	Soins de longue durée
-	-	-	-	-	-	Affaires municipales et Logement
49 863 700	-	-	49 863 700	-	49 863 700	Richesses naturelles et Forêts
-	-	-	-	-	-	Cabinet du premier ministre
2 000	-	-	2 000	-	2 000	Services aux aînés et Accessibilité
143 119 000	-	-	143 119 000	-	143 119 000	Solliciteur général
2 008 402 300	-	-	2 008 402 300	-	2 008 402 300	Transports
2 000	-	-	2 000	-	2 000	Secrétariat du Conseil du Trésor
3 630 620 700	-	-	3 630 620 700	-	3 630 620 700	

Tableau 6 : Immobilisations : État

Ministère	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	121 500 000	196 025 200	208 389 001
Procureur général	91 420 400	129 375 500	107 805 751
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	62 611 900	78 581 400	76 738 758
Collèges et Universités	270 782 400	192 217 200	484 909 146
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	4 000	4 000	12 440 727
Éducation	1 564 968 800	1 762 908 200	1 612 521 288
Énergie, Développement du Nord et Mines	425 648 200	435 428 700	432 262 704
Environnement, Protection de la nature et Parcs	26 012 400	15 245 200	650 027 640
Finances	3 000	2 642 600	246 680 569
Affaires francophones	1 000	1 000	532 903
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	109 358 300	116 125 600	185 569 922
Santé	1 350 187 900	1 845 496 000	1 549 552 010
Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture	101 688 800	68 881 300	46 424 435
Affaires autochtones	3 001 000	3 501 000	2 946 747
Infrastructure	706 940 700	444 567 600	361 534 866
Travail, Formation et Développement des compétences	19 224 200	16 290 100	16 893 316
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-
Soins de longue durée	1 000	4 812 000	869 073
Affaires municipales et Logement	161 750 100	245 573 500	372 493 059
Richesses naturelles et Forêts	38 093 200	31 906 000	33 349 324
Cabinet du premier ministre	-	-	-
Services aux aînés et Accessibilité	5 000	3 005 000	6 843 900
Solliciteur général	152 112 700	192 828 600	126 142 596
Transports	5 627 746 600	5 957 916 400	4 883 469 758
Secrétariat du Conseil du Trésor	145 518 700	325 804 000	483 377
TOTAL	10 978 580 300	12 069 136 100	11 418 880 870

Note:

Le redressement de consolidation et les autres redressements ne sont pas inclus.

comparatif des totaux

ACTIF			Ministère
Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019	
\$	\$	\$	
-	-	-	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
371 901 200	178 783 300	110 193 985	Procureur général
-	-	-	Bureau du Conseil des ministres
22 807 400	23 248 400	24 124 394	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
1 000	1 000	5 170 805	Collèges et Universités
2 000	2 000	-	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
2 430 500	2 638 500	1 410 852	Éducation
529 832 900	519 145 600	547 288 638	Énergie, Développement du Nord et Mines
33 139 500	70 138 800	5 788 586	Environnement, Protection de la nature et Parcs
2 000	552 000	26 534 750	Finances
-	-	-	Affaires francophones
400 050 300	249 262 400	97 423 677	Services gouvernementaux et Services aux consommateurs
29 284 900	18 357 400	3 393 559	Santé
39 277 000	14 322 000	-	Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture
-	-	-	Affaires autochtones
1 000	1 000	-	Infrastructure
502 000	6 494 200	3 427 030	Travail, Formation et Développement des compétences
-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
-	-	-	Soins de longue durée
-	1 396 500	1 600 361	Affaires municipales et Logement
49 863 700	48 935 600	30 016 363	Richesses naturelles et Forêts
-	-	-	Cabinet du premier ministre
2 000	2 000	-	Services aux aînés et Accessibilité
143 119 000	302 443 800	54 549 300	Solliciteur général
2 008 402 300	2 203 271 600	1 859 955 493	Transports
2 000	2 000	-	Secrétariat du Conseil du Trésor
3 630 620 700	3 638 998 100	2 770 877 793	

Tableau 7 : Immobilisations : Sommaire des totaux

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	-	-	-	-	-
Procureur général	-	-	-	-	-
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	-	-
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	-	-	-	-	-
Collèges et Universités	-	-	-	-	-
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	-	-	-	-	-
Éducation	-	-	-	-	-
Énergie, Développement du Nord et Mines	-	-	50 000	29 999 500	688 500
Environnement, Protection de la nature et Parcs	-	-	104 800	3 746 000	1 257 900
Finances	-	-	-	-	-
Affaires francophones	-	-	-	-	-
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	-	-	-	97 437 500	-
Santé	-	-	-	-	-
Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture	-	-	-	30 216 400	1 000
Affaires autochtones	-	-	-	-	-
Infrastructure	-	-	-	-	-
Travail, Formation et Développement des compétences	-	-	-	1 000	-
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-	-	-
Soins de longue durée	-	-	-	-	-
Affaires municipales et Logement	-	-	-	-	-
Richesses naturelles et Forêts	-	-	37 400	11 959 800	3 700 900
Cabinet du premier ministre	-	-	-	-	-
Services aux aînés et Accessibilité	-	-	-	-	-
Solliciteur général	-	-	-	29 917 300	4 000
Transports	102 828 900	16 404 600	2 400 000	22 570 300	2 000 000
Secrétariat du Conseil du Trésor	-	-	-	514 700	-
TOTAL	102 828 900	16 404 600	2 592 200	226 362 500	7 652 300

Note:

Le redressement de consolidation et les autres redressements ne sont pas inclus. Les crédits législatifs ont été inscrits dans les catégories de dépenses correspondantes (voir l'introduction).

par catégorie de dépenses (charges)

Paiements de transfert	Autres opérations	Moins : Recouvrements d'autres activités et ministères	Total	Ministère
\$	\$	\$	\$	
121 500 000	-	-	121 500 000	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
1 000	91 419 400	-	91 420 400	Procureur général
-	-	-	-	Bureau du Conseil des ministres
18 196 900	44 415 000	-	62 611 900	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
263 720 900	7 061 500	-	270 782 400	Collèges et Universités
-	4 000	-	4 000	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
1 553 386 400	11 582 400	-	1 564 968 800	Éducation
49 500 000	345 410 200	-	425 648 200	Énergie, Développement du Nord et Mines
7 386 000	13 517 700	-	26 012 400	Environnement, Protection de la nature et Parcs
-	3 000	-	3 000	Finances
-	1 000	-	1 000	Affaires francophones
1 000	73 426 000	61 506 200	109 358 300	Services gouvernementaux et Services aux consommateurs
1 328 957 100	21 230 800	-	1 350 187 900	Santé
71 461 400	10 000	-	101 688 800	Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture
3 001 000	-	-	3 001 000	Affaires autochtones
706 939 700	1 000	-	706 940 700	Infrastructure
14 490 000	4 733 200	-	19 224 200	Travail, Formation et Développement des compétences
-	-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
-	1 000	-	1 000	Soins de longue durée
123 216 800	38 533 300	-	161 750 100	Affaires municipales et Logement
5 001 000	19 998 100	2 604 000	38 093 200	Richesses naturelles et Forêts
-	-	-	-	Cabinet du premier ministre
-	5 000	-	5 000	Services aux aînés et Accessibilité
7 000 000	115 191 400	-	152 112 700	Solliciteur général
4 415 982 600	1 213 426 900	147 866 700	5 627 746 600	Transports
-	145 004 000	-	145 518 700	Secrétariat du Conseil du Trésor
8 689 741 800	2 144 974 900	211 976 900	10 978 580 300	

Tableau 8 : Immobilisations : Sommaire

Ministère	Terrains	Immeubles	Infrastructure de transport	Améliorations locatives	Barrages et ouvrages d'art	Machines et équipement
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	-	-	-	-	-	-
Procureur général	-	350 451 100	-	-	-	-
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	-	-	-
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	-	509 500	-	-	-	-
Collèges et Universités	-	-	-	-	-	-
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	-	-	-	-	-	-
Éducation	-	-	-	-	-	-
Énergie, Développement du Nord et Mines	-	-	528 578 900	-	-	1 253 000
Environnement, Protection de la nature et Parcs	1 000	19 172 000	4 012 900	-	3 153 100	1 551 000
Finances	-	-	-	-	-	-
Affaires francophones	-	-	-	-	-	-
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	27 109 000	277 496 500	-	-	-	222 000
Santé	-	-	-	-	-	-
Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture	39 273 000	-	-	-	-	-
Affaires autochtones	-	-	-	-	-	-
Infrastructure	-	-	-	-	-	1 000
Travail, Formation et Développement des compétences	-	-	-	-	-	1 000
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-	-	-	-
Soins de longue durée	-	-	-	-	-	-
Affaires municipales et Logement	-	-	-	-	-	-
Richesses naturelles et Forêts	-	22 800 400	6 001 000	1 360 000	14 231 300	554 000
Cabinet du premier ministre	-	-	-	-	-	-
Services aux aînés et Accessibilité	-	-	-	1 000	-	-
Solliciteur général	-	45 952 200	-	-	45 210 700	10 033 900
Transports	132 588 700	3 100 000	2 331 641 200	-	-	750 000
Secrétariat du Conseil du Trésor	-	-	-	-	-	-
TOTAL	198 971 700	719 481 700	2 870 234 000	1 361 000	62 595 100	14 365 900

Note:

Immeubles - Comprend 389,200 \$ en traitements et salaires et 43,200 \$ pour les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction d'immobilisations.

Infrastructure de transport - Comprend 51,000 \$ en traitements et salaires et 7,000 \$ pour les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction d'immobilisations.

Barrages et ouvrages d'art - Comprend 106,000 \$ en traitements et salaires et 10,000 \$ pour les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction d'immobilisations.

Logiciels d'application de gestion - Comprend 5,764,400 \$ en traitements et salaires et 845,800 \$ pour les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction d'immobilisations.

Le redressement de consolidation et les autres redressements ne sont pas inclus.

des totaux - Actif par catégorie

Matériel de technologie de l'information	Logiciels d'application de gestion	Parc automobile et flotte de bateaux	Avions	Investissements dans des immobilisations corporelles	Moins : Recouvrements d'autres activités et ministères	Total	Ministère
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
-	-	-	-	-	-	-	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
989 300	20 460 800	-	-	-	-	371 901 200	Procureur général
-	-	-	-	-	-	-	Bureau du Conseil des ministres
-	22 296 900	-	-	1 000	-	22 807 400	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
-	1 000	-	-	-	-	1 000	Collèges et Universités
-	-	1 000	-	1 000	-	2 000	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
437 500	1 993 000	-	-	-	-	2 430 500	Éducation
-	-	1 000	-	-	-	529 832 900	Énergie, Développement du Nord et Mines
-	5 009 500	240 000	-	-	-	33 139 500	Environnement, Protection de la nature et Parcs
-	-	2 000	-	-	-	2 000	Finances
-	-	-	-	-	-	-	Affaires francophones
51 513 000	43 710 800	1 000	-	-	2 000	400 050 300	Services gouvernementaux et Services aux consommateurs
2 987 800	26 297 100	-	-	-	-	29 284 900	Santé
-	-	4 000	-	-	-	39 277 000	Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture
-	-	-	-	-	-	-	Affaires autochtones
-	-	-	-	-	-	1 000	Infrastructure
-	500 000	1 000	-	-	-	502 000	Travail, Formation et Développement des compétences
-	-	-	-	-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
-	-	-	-	-	-	-	Soins de longue durée
-	-	-	-	-	-	-	Affaires municipales et Logement
-	-	2 602 000	2 315 000	-	-	49 863 700	Richesses naturelles et Forêts
-	-	-	-	-	-	-	Cabinet du premier ministre
-	-	-	-	1 000	-	2 000	Services aux aînés et Accessibilité
31 607 100	1 000	8 774 100	1 540 000	-	-	143 119 000	Solliciteur général
-	17 523 000	51 379 300	-	-	528 579 900	2 008 402 300	Transports
-	2 000	-	-	-	-	2 000	Secrétariat du Conseil du Trésor
87 534 700	137 795 100	63 005 400	3 855 000	3 000	528 581 900	3 630 620 700	

Tableau 9 : Fonctionnement et immobilisations : Sommaire des totaux,

pour l'exercice se

Ministère	CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'IMMOBILISATIONS					
	Montant à voter	Mandats Spéciaux	Crédits législatifs	Total des prévisions	Redressement de consolidation et autres redressements	Total, y compris redressements
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	656 252 500	-	1 097 187	657 349 687	131 031 200	788 380 887
Procureur général	1 810 805 400	-	9 433 314	1 820 238 714	(138 008 300)	1 682 230 414
Bureau du Conseil des ministres	33 607 700	-	64 014	33 671 714	(477 500)	33 194 214
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	17 823 469 000	-	120 274 287	17 943 743 287	(246 494 100)	17 697 249 187
Collèges et Universités	6 922 306 200	-	62 166 514	6 984 472 714	3 682 578 000	10 667 050 714
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	578 834 800	-	530 565	579 365 365	(1 551 900)	577 813 465
Éducation	29 733 843 600	-	1 623 770 914	31 357 614 514	535 564 200	31 893 178 714
Énergie, Développement du Nord et Mines	6 009 043 200	-	342 396 592	6 351 439 792	300 559 200	6 651 998 992
Environnement, Protection de la nature et Parcs	344 587 400	-	12 133 014	356 720 414	300 229 000	656 949 414
Finances	3 270 898 000	-	12 457 917 914	15 728 815 914	1 055 124 000	16 783 939 914
Affaires francophones	6 073 100	-	16 173	6 089 273	-	6 089 273
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	969 842 400	-	30 923 814	1 000 766 214	664 795 400	1 665 561 614
Santé	58 931 018 000	-	17 490 092	58 948 508 092	4 266 833 500	63 215 341 592
Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture	1 330 416 600	-	103 360	1 330 519 960	320 755 200	1 651 275 160
Affaires autochtones	80 724 400	-	1 491 014	82 215 414	-	82 215 414
Infrastructure	727 504 300	-	65 014	727 569 314	135 078 200	862 647 514
Travail, Formation et Développement des compétences	1 608 015 900	-	8 165 214	1 616 181 114	(322 797 600)	1 293 383 514
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 903 500	-	-	1 903 500	-	1 903 500
Soins de longue durée	4 626 794 300	-	314 014	4 627 108 314	1 280 800	4 628 389 114
Affaires municipales et Logement	1 163 407 500	-	720 687	1 164 128 187	(141 069 000)	1 023 059 187
Richesses naturelles et Forêts	487 902 900	-	25 164 114	513 067 014	138 198 800	651 265 814
Cabinet du premier ministre	2 326 800	-	105 861	2 432 661	-	2 432 661
Services aux aînés et Accessibilité	58 234 900	-	68 014	58 302 914	(150 000)	58 152 914
Solliciteur général	3 106 654 000	-	21 348 487	3 128 002 487	(278 549 600)	2 849 452 887
Transports	5 775 105 400	-	1 167 518 592	6 942 623 992	(1 357 986 300)	5 584 637 692
Secrétariat du Conseil du Trésor	2 892 950 800	-	361 090 187	3 254 040 987	(266 174 400)	2 987 866 587
TOTAL	148 952 522 600	-	16 264 368 952	165 216 891 552	8 778 768 800	173 995 660 352

y compris redressement de consolidation et autres redressements

terminant le 31 mars 2021

ACTIF						Ministère
Montant à voter	Mandats Spéciaux	Crédits législatifs	Total des prévisions	Redressements	Total, y compris redressements	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	
5 001 000	-	-	5 001 000	-	5 001 000	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
371 910 200	-	-	371 910 200	-	371 910 200	Procureur général
-	-	-	-	-	-	Bureau du Conseil des ministres
66 517 400	-	-	66 517 400	-	66 517 400	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
395 102 000	-	-	395 102 000	-	395 102 000	Collèges et Universités
50 003 000	-	-	50 003 000	-	50 003 000	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
3 918 300	-	-	3 918 300	-	3 918 300	Éducation
1 024 886 900	-	-	1 024 886 900	-	1 024 886 900	Énergie, Développement du Nord et Mines
33 140 500	-	-	33 140 500	-	33 140 500	Environnement, Protection de la nature et Parcs
20 653 000	-	37 200 000	57 853 000	-	57 853 000	Finances
1 000	-	-	1 000	-	1 000	Affaires francophones
426 203 300	-	-	426 203 300	-	426 203 300	Services gouvernementaux et Services aux consommateurs
91 373 900	-	-	91 373 900	-	91 373 900	Santé
39 278 000	-	-	39 278 000	-	39 278 000	Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture
1 000	-	-	1 000	-	1 000	Affaires autochtones
3 000	-	-	3 000	-	3 000	Infrastructure
2 503 000	-	-	2 503 000	-	2 503 000	Travail, Formation et Développement des compétences
-	-	-	-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
20 431 000	-	-	20 431 000	-	20 431 000	Soins de longue durée
792 800	-	-	792 800	-	792 800	Affaires municipales et Logement
54 739 200	-	-	54 739 200	-	54 739 200	Richesses naturelles et Forêts
-	-	-	-	-	-	Cabinet du premier ministre
3 000	-	-	3 000	-	3 000	Services aux aînés et Accessibilité
149 140 000	-	-	149 140 000	-	149 140 000	Solliciteur général
2 008 408 300	-	-	2 008 408 300	-	2 008 408 300	Transports
3 000	-	1 000	4 000	-	4 000	Secrétariat du Conseil du Trésor
4 764 012 800	-	37 201 000	4 801 213 800	-	4 801 213 800	

Tableau 10 : Fonctionnement et immobilisations :

Ministère	CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'IMMOBILISATIONS		
	Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019
	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	657 349 687	752 192 614	789 625 199
Procureur général	1 820 238 714	1 821 389 114	2 004 679 615
Bureau du Conseil des ministres	33 671 714	31 573 114	33 347 735
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	17 943 743 287	17 232 242 687	17 164 587 205
Collèges et Universités	6 984 472 714	7 037 550 814	8 115 344 734
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	579 365 365	653 338 687	818 679 122
Éducation	31 357 614 514	31 071 794 892	30 565 722 306
Énergie, Développement du Nord et Mines	6 351 439 792	6 383 742 387	5 225 868 692
Environnement, Protection de la nature et Parcs	356 720 414	341 737 014	1 424 753 770
Finances	15 728 815 914	14 097 919 114	12 859 215 636
Affaires francophones	6 089 273	5 837 573	5 679 230
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	1 000 766 214	771 744 314	902 951 116
Santé	58 948 508 092	55 906 918 014	53 773 244 591
Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture	1 330 519 960	1 211 727 014	1 249 980 129
Affaires autochtones	82 215 414	74 424 714	292 874 030
Infrastructure	727 569 314	463 206 514	382 661 302
Travail, Formation et Développement des compétences	1 616 181 114	1 627 508 014	1 589 508 223
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 903 500	1 903 500	1 759 036
Soins de longue durée	4 627 108 314	4 398 671 214	4 329 236 890
Affaires municipales et Logement	1 164 128 187	1 182 972 387	1 548 241 661
Richesses naturelles et Forêts	513 067 014	507 403 414	653 275 128
Cabinet du premier ministre	2 432 661	2 432 661	2 422 850
Services aux aînés et Accessibilité	58 302 914	51 107 041	52 622 448
Solliciteur général	3 128 002 487	2 988 469 987	2 964 295 346
Transports	6 942 623 992	7 157 924 314	6 184 058 526
Secrétariat du Conseil du Trésor	3 254 040 987	3 139 150 314	1 419 730 839
TOTAL	165 216 891 552	158 914 881 426	154 354 365 359

Note:

Le redressement de consolidation et les autres redressements ne sont pas inclus.

État comparatif des totaux

ACTIF			Ministère
Prévisions 2020-2021	Prévisions 2019-2020	Chiffres réels 2018-2019	
\$	\$	\$	
5 001 000	9 001 000	1 889 100	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
371 910 200	178 792 300	112 356 324	Procureur général
-	-	-	Bureau du Conseil des ministres
66 517 400	66 958 400	68 146 804	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
395 102 000	440 002 000	154 692 321	Collèges et Universités
50 003 000	10 003 000	5 166 247	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
3 918 300	5 700 500	3 285 556	Éducation
1 024 886 900	735 200 600	642 848 638	Énergie, Développement du Nord et Mines
33 140 500	70 139 800	13 481 586	Environnement, Protection de la nature et Parcs
57 853 000	86 204 000	79 879 861	Finances
1 000	1 000	-	Affaires francophones
426 203 300	265 440 800	111 927 599	Services gouvernementaux et Services aux consommateurs
91 373 900	80 445 400	65 079 559	Santé
39 278 000	14 323 000	-	Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture
1 000	1 000	-	Affaires autochtones
3 000	3 000	12 000 000	Infrastructure
2 503 000	8 495 200	4 174 530	Travail, Formation et Développement des compétences
-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
20 431 000	20 431 000	20 430 959	Soins de longue durée
792 800	1 397 500	1 600 361	Affaires municipales et Logement
54 739 200	51 861 400	34 287 939	Richesses naturelles et Forêts
-	-	-	Cabinet du premier ministre
3 000	3 000	-	Services aux aînés et Accessibilité
149 140 000	302 464 800	54 549 300	Solliciteur général
2 008 408 300	2 203 277 600	1 859 955 493	Transports
4 000	4 000	571 826 042	Secrétariat du Conseil du Trésor
4 801 213 800	4 550 150 300	3 817 578 219	

Tableau 11 : Fonctionnement et immobilisations : Sommaire des totaux

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	83 677 387	12 301 800	5 674 600	29 168 600	2 329 100
Procureur général	973 965 414	109 677 100	28 482 600	319 919 600	17 115 800
Bureau du Conseil des ministres	28 107 514	3 595 200	312 500	1 427 400	225 100
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	465 002 387	80 918 200	18 207 500	196 092 400	9 634 600
Collèges et Universités	33 350 514	4 892 100	1 391 500	34 112 600	1 787 500
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	62 551 365	7 232 100	5 338 700	37 197 400	2 529 500
Éducation	179 981 014	25 568 800	14 714 600	148 112 000	13 211 600
Énergie, Développement du Nord et Mines	63 347 592	7 973 600	3 662 400	77 537 900	4 338 800
Environnement, Protection de la nature et Parcs	247 574 914	33 452 300	5 045 700	94 409 300	24 355 200
Finances	140 614 514	20 565 600	5 963 900	206 742 500	3 838 500
Affaires francophones	2 026 073	238 200	118 500	2 626 500	79 000
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	462 456 914	67 241 600	71 896 700	916 466 900	32 936 100
Santé	281 857 392	49 735 000	18 224 500	2 051 489 800	6 422 700
Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture	42 538 960	5 188 200	2 400 600	39 338 700	2 532 500
Affaires autochtones	14 838 114	1 524 000	1 029 300	14 446 600	267 500
Infrastructure	14 757 714	1 614 800	267 000	3 737 500	247 600
Travail, Formation et Développement des compétences	220 805 314	33 123 400	8 991 800	63 555 700	3 062 300
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 254 000	118 600	92 100	245 500	37 500
Soins de longue durée	34 042 414	4 926 800	2 239 400	7 077 000	150 200
Affaires municipales et Logement	51 756 787	5 657 800	1 741 300	16 564 600	1 157 100
Richesses naturelles et Forêts	277 575 314	44 099 500	20 386 200	285 897 800	23 795 400
Cabinet du premier ministre	2 112 961	207 100	73 100	19 400	20 100
Services aux aînés et Accessibilité	14 708 214	1 910 400	289 700	7 210 900	383 800
Solliciteur général	1 832 904 687	281 269 400	104 010 100	517 618 100	142 339 300
Transports	323 526 792	52 427 600	11 439 900	711 040 700	29 441 000
Secrétariat du Conseil du Trésor	205 098 787	2 502 070 400	5 587 200	377 596 900	4 777 300
TOTAL	6 060 433 052	3 357 529 600	337 581 400	6 159 652 300	327 015 100

Note:

Le redressement de consolidation et les autres redressements ne sont pas inclus. Les crédits législatifs ont été inscrits dans les catégories de dépenses correspondantes (voir l'introduction).

par catégorie de dépenses (charges)

Paiements de transfert	Autres opérations	Moins : Recouvrements d'autres activités et ministères	Total	Ministère
\$	\$	\$	\$	
526 546 200	1 017 000	3 365 000	657 349 687	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
472 725 000	96 723 400	198 370 200	1 820 238 714	Procureur général
4 000	-	-	33 671 714	Bureau du Conseil des ministres
17 072 238 000	124 975 400	23 325 200	17 943 743 287	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
6 847 036 000	62 103 500	201 000	6 984 472 714	Collèges et Universités
464 288 200	531 000	302 900	579 365 365	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
31 046 818 400	11 585 400	82 377 300	31 357 614 514	Éducation
5 870 090 600	345 914 200	21 425 300	6 351 439 792	Énergie, Développement du Nord et Mines
39 324 200	13 521 000	100 962 200	356 720 414	Environnement, Protection de la nature et Parcs
693 041 700	14 663 084 900	5 035 700	15 728 815 914	Finances
1 000 000	1 000	-	6 089 273	Affaires francophones
3 249 000	110 903 900	664 384 900	1 000 766 214	Services gouvernementaux et Services aux consommateurs
56 519 621 600	21 233 800	76 700	58 948 508 092	Santé
1 238 510 000	13 000	2 000	1 330 519 960	Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture
56 408 900	1 000	6 300 000	82 215 414	Affaires autochtones
706 942 700	2 000	-	727 569 314	Infrastructure
1 277 514 500	11 234 200	2 106 100	1 616 181 114	Travail, Formation et Développement des compétences
-	155 800	-	1 903 500	Bureau du lieutenant-gouverneur
4 578 421 500	251 000	-	4 627 108 314	Soins de longue durée
1 083 595 900	135 736 800	132 082 100	1 164 128 187	Affaires municipales et Logement
41 069 700	25 100 100	204 857 000	513 067 014	Richesses naturelles et Forêts
-	-	-	2 432 661	Cabinet du premier ministre
33 792 900	7 000	-	58 302 914	Services aux aînés et Accessibilité
292 500 600	115 243 400	157 883 100	3 128 002 487	Solliciteur général
5 217 338 800	1 213 730 900	616 321 700	6 942 623 992	Transports
1 162 000	1 300 005 000	1 142 256 600	3 254 040 987	Secrétariat du Conseil du Trésor
134 083 240 400	18 253 074 700	3 361 635 000	165 216 891 552	

Tableau 12 : Fonctionnement et immobilisations :

Ministère	Dépôts et charges payées d'avance	Avances et montants récupérables	Investissements à long terme	Prêts et investissements	Inventaire détenu à des fins de revente	Terrains
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	-	1 000	-	5 000 000	-	-
Procureur général	8 000	1 000	-	-	-	-
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	-	-	-
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	-	43 710 000	-	-	-	-
Collèges et Universités	-	1 000	-	395 100 000	-	-
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	-	1 000	-	50 000 000	-	-
Éducation	1 486 800	1 000	-	-	-	-
Énergie, Développement du Nord et Mines	3 000	1 000	-	495 050 000	-	-
Environnement, Protection de la nature et Parcs	-	1 000	-	-	-	1 000
Finances	-	33 351 000	-	24 500 000	-	-
Affaires francophones	-	1 000	-	-	-	-
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	26 152 000	1 000	-	-	-	27 109 000
Santé	1 000	62 088 000	-	-	-	-
Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture	-	1 000	-	-	-	39 273 000
Affaires autochtones	-	1 000	-	-	-	-
Infrastructure	-	1 000	-	1 000	-	-
Travail, Formation et Développement des compétences	-	1 000	-	2 000 000	-	-
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-	-	-	-
Soins de longue durée	-	20 431 000	-	-	-	-
Affaires municipales et Logement	-	792 800	-	-	-	-
Richesses naturelles et Forêts	4 873 500	1 000	-	-	2 000	-
Cabinet du premier ministre	-	-	-	-	-	-
Services aux aînés et Accessibilité	-	1 000	-	-	-	-
Solliciteur général	6 010 000	11 000	-	-	-	-
Transports	6 000	-	-	-	-	132 588 700
Secrétariat du Conseil du Trésor	-	2 000	-	-	-	-
TOTAL	38 540 300	160 400 800	-	971 651 000	2 000	198 971 700

Note:

Immeubles - Comprend 389,200 \$ en traitements et salaires et 43,200 \$ pour les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction d'immobilisations.

Infrastructure de transport - Comprend 51,000 \$ en traitements et salaires et 7,000 \$ pour les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction d'immobilisations.

Barrages et ouvrages d'art - Comprend 106,000 \$ en traitements et salaires et 10,000 \$ pour les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction d'immobilisations.

Logiciels d'application de gestion - Comprend 5,764,400 \$ en traitements et salaires et 845,800 \$ pour les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction d'immobilisations.

Le redressement de consolidation et les autres redressements ne sont pas inclus.

Sommaire des totaux - Actif par catégorie

Immeubles	Infrastructure de transport	Améliorations locatives	Barrages et ouvrages d'art	Machines et équipement	Matériel de technologie de l'information	Ministère
\$	\$	\$	\$	\$	\$	
-	-	-	-	-	-	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
350 451 100	-	-	-	-	989 300	Procureur général
-	-	-	-	-	-	Bureau du Conseil des ministres
509 500	-	-	-	-	-	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
-	-	-	-	-	-	Collèges et Universités
-	-	-	-	-	-	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
-	-	-	-	-	437 500	Éducation
-	528 578 900	-	-	1 253 000	-	Énergie, Développement du Nord et Mines
19 172 000	4 012 900	-	3 153 100	1 551 000	-	Environnement, Protection de la nature et Parcs
-	-	-	-	-	-	Finances
-	-	-	-	-	-	Affaires francophones
277 496 500	-	-	-	222 000	51 513 000	Services gouvernementaux et Services aux consommateurs
-	-	-	-	-	2 987 800	Santé
-	-	-	-	-	-	Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture
-	-	-	-	-	-	Affaires autochtones
-	-	-	-	1 000	-	Infrastructure
-	-	-	-	1 000	-	Travail, Formation et Développement des compétences
-	-	-	-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
-	-	-	-	-	-	Soins de longue durée
-	-	-	-	-	-	Affaires municipales et Logement
22 800 400	6 001 000	1 360 000	14 231 300	554 000	-	Richesses naturelles et Forêts
-	-	-	-	-	-	Cabinet du premier ministre
-	-	1 000	-	-	-	Services aux aînés et Accessibilité
45 952 200	-	-	45 210 700	10 033 900	31 607 100	Solliciteur général
3 100 000	2 331 641 200	-	-	750 000	-	Transports
-	-	-	-	-	-	Secrétariat du Conseil du Trésor
719 481 700	2 870 234 000	1 361 000	62 595 100	14 365 900	87 534 700	

Tableau 12 : Fonctionnement et immobilisations : Sommaire des totaux - Actif par catégorie

Ministère	Logiciels d'application de gestion	Parc automobile et flotte de bateaux	Avions	Investissements dans des immobilisations corporelles	Moins : Recouvrements d'autres activités et ministères	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	-	-	-	-	-	5 001 000
Procureur général	20 460 800	-	-	-	-	371 910 200
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	-	-	-
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	22 296 900	-	-	1 000	-	66 517 400
Collèges et Universités	1 000	-	-	-	-	395 102 000
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	-	1 000	-	1 000	-	50 003 000
Éducation	1 993 000	-	-	-	-	3 918 300
Énergie, Développement du Nord et Mines	-	1 000	-	-	-	1 024 886 900
Environnement, Protection de la nature et Parcs	5 009 500	240 000	-	-	-	33 140 500
Finances	-	2 000	-	-	-	57 853 000
Affaires francophones	-	-	-	-	-	1 000
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	43 710 800	1 000	-	-	2 000	426 203 300
Santé	26 297 100	-	-	-	-	91 373 900
Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture	-	4 000	-	-	-	39 278 000
Affaires autochtones	-	-	-	-	-	1 000
Infrastructure	-	-	-	-	-	3 000
Travail, Formation et Développement des compétences	500 000	1 000	-	-	-	2 503 000
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-	-	-	-
Soins de longue durée	-	-	-	-	-	20 431 000
Affaires municipales et Logement	-	-	-	-	-	792 800
Richesses naturelles et Forêts	-	2 602 000	2 315 000	-	1 000	54 739 200
Cabinet du premier ministre	-	-	-	-	-	-
Services aux aînés et Accessibilité	-	-	-	1 000	-	3 000
Solliciteur général	1 000	8 774 100	1 540 000	-	-	149 140 000
Transports	17 523 000	51 379 300	-	-	528 579 900	2 008 408 300
Secrétariat du Conseil du Trésor	2 000	-	-	-	-	4 000
TOTAL	137 795 100	63 005 400	3 855 000	3 000	528 582 900	4 801 213 800

ISSN 0835-5576 (Imprimé)
ISSN 1718-7990 (En ligne)

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2020